

**UNIVERSITE DE NANTES
UFR DE LANGUES
DEPARTEMENT D'ETUDES HISPANIQUES
ANNEE UNIVERSITAIRE 2009-2010**

*Chronique d'un coup d'Etat : le 23 Février 1981, à travers
l'analyse de la presse espagnole (El País) et française (Le
Monde) et de l'ouvrage de Javier Cercas, Anatomía de un
instante*

TER

Présenté pour l'obtention du Master 2 Recherche
« Identités linguistiques, représentations nationales et transferts culturels »

Préparé sous la direction de Mme Pilar MARTINEZ-VASSEUR

Présenté par Sarah El Idrissi

UNIVERSITE DE NANTES
UFR DE LANGUES
DEPARTEMENT D'ETUDES HISPANIQUES
ANNEE UNIVERSITAIRE 2009-2010

*Chronique d'un coup d'Etat : le 23 Février 1981, à travers
l'analyse de la presse espagnole (El País) et française (Le
Monde) et de l'ouvrage de Javier Cercas, Anatomía de un
instante*

TER

Présenté pour l'obtention du Master 2 Recherche
« Identités linguistiques, représentations nationales et transferts culturels »

Préparé sous la direction de Mme Pilar MARTINEZ-VASSEUR

Présenté par Sarah El Idrissi

Je tiens à remercier en premier lieu Mme Pilar MARTINEZ-VASSEUR d'avoir accepté d'être la Directrice de ce mémoire de Master 2. Ce travail de recherche n'aurait probablement pu aboutir sans ses conseils avisés, sa disponibilité ainsi que son écoute et son soutien constant.

Mes remerciements vont conjointement à toute l'équipe pédagogique et au personnel universitaire de Nantes et de Rennes II pour leur disponibilité et leur contribution au rassemblement d'outils bibliographiques.

Je remercie M Yves BIGOT, Directeur de La Fraiserie de Pornic, pour sa compréhension et son accommodement.

J'adresse mes remerciements à Mme Jocelyne AUBE-BOURLIGUEUX qui a accepté d'être membre du Jury de soutenance.

Sommaire

Introduction	5
<i>Préambule</i>	9
I) Politique et Transition en Espagne	23
1) Les dichotomies politiques	23
2) Le consensus politique	39
3) La crise politique	55
II) « Los poderes « fácticos » » avant et pendant le 23 Février 1981	70
1) Franquisme et Terrorisme	70
2) « Golpismo » : vers le 23 Février 1981	86
3) Analyse du 23-F à travers l'étude de la presse et du roman de Javier Cercas	103
III) Vers une normalisation de la démocratie	123
1) Les conséquences du coup d'Etat	123
2) Les « vaincus » au pouvoir ou la consolidation démocratique	138
3) Consolidation démocratique : risques et enjeux	151
Conclusion	160
<i>Index</i>	165
<i>Bibliographie</i>	167
<i>Annexes</i>	177

INTRODUCTION

Le 23 février 1981, à 18h23 le Congrès des Députés de Madrid en Espagne est pris en otage par une centaine de gardes civils. Plusieurs coups de feu sont tirés, dont les impacts jonchent encore les plafonds du Parlement. Tous les députés se cachent sous leurs sièges, excepté l'ex-Président du Gouvernement, Adolfo Suárez, le Chef de l'Etat Major Central et Vice-président du Gouvernement, Manuel Gutiérrez Mellado et le dirigeant du PCE, Santiago Carrillo. Simultanément, les caméras de télévision espagnoles présentes pour l'investiture du futur Président du Gouvernement, Leopoldo Calvo Sotelo, filment la scène, et font entrer dans les mémoires et dans l'Histoire l'un des rares coups d'Etat télévisé. Le Roi, depuis le Palais de la Zarzuela, s'affêrera toute la nuit à passer des coups de téléphone dans l'espoir de voir la situation se débloquer. Il demandera alors à tous les hauts dirigeants militaires de faire preuve de loyauté envers la Couronne et de ne pas soutenir le coup d'Etat. Pendant ce temps, les foyers espagnols écoutent, abasourdis, les annonces radiophoniques qui seront malheureusement interceptées par les Forces Armées, pour que soit diffusée de la musique militaire.

Durant ces quelques heures tragiques, l'Espagne a retenu son souffle, tourmentée par le souvenir douloureux d'une Armée accoutumée à prendre le pouvoir par la force, et d'une Guerre Civile déchirante. Alors que la récente démocratie est mise entre parenthèses, le temps d'une nuit à peine, la population semble s'être immobilisée, confiant son sort entre les mains du Roi Don Juan Carlos I. Doté de la plus haute responsabilité, l'avenir du pays dépendra alors de ses choix cruciaux. A l'aube du 24 février 1981, le Roi met un terme au coup d'Etat et soutient la démocratie espagnole. Cet instant d'une dangereuse fragilité a menacé le cours de la Transition démocratique. Le coup d'Etat est-il un sursaut franquiste ? Une tentative désespérée de mettre un terme à la démocratie ? Un anachronisme militaire persistant ? Pour quelles raisons une poignée de militaires et de gardes civils ont-ils eu recours au coup d'Etat et quelles en ont été les conséquences pour l'Espagne ?

Le coup d'Etat du 23 Février 1981 n'a duré seulement quelques heures cependant il retient cette année encore toute notre attention. Il soulève de nombreuses interrogations qui nécessitent des recherches approfondies pour en expliquer les raisons et les conséquences. A

l'heure actuelle, diverses « zones d'ombres », d'incertitudes ou d'énigmes subsistent et doivent encore être explorées et clarifiées. Nous avons consacré notre mémoire de Master 1 à l'analyse de ce coup d'Etat, aussi connu sous le nom de 23-F, à travers l'étude des presses espagnole et française. Cependant, ce travail de recherche a aiguisé notre curiosité et notre désir de connaissances. Ainsi, nous avons décidé, étant donné l'intérêt et l'ampleur des recherches suscités par le 23-F, de conserver ce sujet cette année. Par conséquent, ce mémoire de Master 2 s'inscrit dans la continuité du travail effectué l'année précédente. Aussi, l'étude du 23-F nous procure la possibilité d'embrasser une période au cœur de l'actualité espagnole, la Transition démocratique. Longtemps mise de côté par les historiens ou les journalistes, qui lui reprochaient de n'être qu'une période d'amnésie, dirigée par des opportunistes modérés voire conservateurs, aujourd'hui, on lui remercie son consensualisme, sa prudence et ses choix stratégiques. De nombreux ouvrages sont publiés chaque année, reprenant cette période historique dont beaucoup reste encore à découvrir et dont plusieurs de ses protagonistes peuvent encore nous fournir de vive voix un témoignage précieux. Concernant le coup d'Etat du 23-F en particulier, il semble susciter un intérêt nouveau de la part des historiens, mais également des moyens de communications et de l'opinion publique, puisque l'an dernier, deux chaînes de télévision espagnoles ont diffusé des séries de fiction sur le coup d'Etat et l'année prochaine, un long métrage sur le 23-F est prévu. Ce qui pourrait être a priori un détail, nous révèle cependant que la société espagnole -et l'Armée en particulier- a tourné une page de son Histoire, et qu'elle est prête à revenir sur l'un des moments les plus critiques de la Transition démocratique, sans risquer de mettre en péril la solidité de sa démocratie actuelle. Un laps de temps suffisant s'est écoulé pour que mémoire(s) et Histoire puissent enfin collaborer, comme l'explique l'historien Jacques LE GOFF, « la mémoire où puise l'Histoire qui l'alimente à son tour, ne cherche à sauver le passé que pour servir au présent et à l'avenir. Faisons en sorte que la mémoire collective serve à la libération et non à l'asservissement des Hommes. »¹

En Master 1 nous avons étudié de manière historique le 23-F à travers l'analyse du périodique espagnol, *El País*, et français, *Le Monde*. Au-delà de nous permettre de joindre deux disciplines complémentaires, l'Histoire et le journalisme, ce corpus nous offrait la possibilité de confronter deux visions d'un même évènement. La première discipline nous permettait d'embrasser une période historique, la Transition démocratique espagnole (1975-1982)², de manière

¹ Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p177

² Le choix des dates sera justifié dans la Partie I, Chapitre 1

scientifique. La confrontation des différentes thèses développées par les historiens nous procuraient un cadre théorique au plus proche de la vérité pour aborder les événements de la Transition démocratique espagnole et discerner ainsi les rouages de son fonctionnement. D'autre part, la confrontation avec des sources journalistiques, nous permettait d'outrepasser les frontières temporelles pour nous replonger au cœur de la société espagnole de l'époque et d'en dégager les faits marquants selon les critères des presses choisies. De plus, nous avons souhaité offrir une vision nuancée du coup d'Etat du 23-F en mettant en parallèle la presse française et la presse espagnole. Cette double perspective nous avait permis d'aborder le coup d'Etat de manière globale et de disposer de deux analyses différentes selon les nationalités des périodiques. Nous proposons une analyse chronologique des faits depuis la mort du dictateur Francisco Franco en 1975, jusqu'à l'arrivée du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol au pouvoir en 1982. A travers ce schéma, nous espérons présenter un panorama politique, économique et social de la Transition démocratique espagnol qui se centrerait en particulier autour de la question de l'Armée, et du 23-F. Notre objectif était donc de comparer l'analyse du 23-F en fonction des presses espagnole et française ainsi que des références bibliographiques. Nous en étions arrivés à la conclusion que suite au coup d'Etat, aussi bien la presse espagnole que la presse française offraient une image rassurante de la démocratie espagnole, en voie de consolidation, dans laquelle le Roi, Don Juan Carlos I et la Monarchie en ressortent renforcés par ces événements. Cependant, il n'en reste pas moins que suite à ces recherches, il nous est apparu évident que la question du coup d'Etat du 23-F n'avait toujours pas été résolue pour autant. En effet, l'historien Javier TUSELL écrit que « la Historia de la Transición, por su proximidad temporal, podrá ser desmentida por la aparición de nuevas fuentes o enfoques »¹.

Ainsi, cette année, nous avons souhaité élargir notre corpus à l'ouvrage² du romancier Javier Cercas, *Anatomía de un instante*. Publié en avril 2009, ce livre a suscité de nombreuses controverses et a contribué à relancer le débat autour du 23-F. L'auteur, tel un médecin légiste doté de son scalpel nous propose de « décortiquer » cet événement dans les moindres détails afin d'en extraire le sens caché. L'ouvrage de Javier Cercas nous offre donc la possibilité de remettre en doute l'interprétation historique officielle du 23-F, et d'avoir une nouvelle perception des événements. Il s'agit donc d'une opportunité d'élargir nos hypothèses de recherches et de comparaison. En plus de revisiter le coup d'Etat du 23 février 1981 en

¹ TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.5

² L'utilisation du terme « ouvrage » sera justifié dans le Préambule

particulier à travers une analyse critique de la personne d'Adolfo Suárez, jusqu'alors Chef du Gouvernement de l'époque, Javier Cercas met également en doute le rôle du Roi tant adulé lors des événements et offre une vision de ceux-ci très controversée. De part son statut de romancier, il est indispensable de se rappeler que les réflexions, hypothèses ou interprétations de Javier Cercas ne disposent pas de la même rigueur ou méthodologie scientifique sur lesquelles s'appuient les historiens, cependant, il sera en mesure de formuler des pistes de recherches intéressantes et originales qu'il conviendra de confirmer ou infirmer selon le résultat des analyses effectuées. Ainsi, en amplifiant notre corpus, nous espérons accroître notre vision des événements et ainsi élaborer une analyse plus objective, au plus proche de la vérité historique. Notre objectif sera donc d'analyser de manière méthodique et scientifique les points de convergences et de discordes qui se dégagent de l'analyse du 23-F proposée par les périodiques et le romancier, tout en les confrontant systématiquement à des références théoriques.

Pour ce mémoire, nous avons souhaité procéder à une analyse thématique qui s'articule en trois parties distinctes : la Politique, l'Armée et la Démocratie. Il ne s'agit plus d'apporter une analyse explicative et comparative des événements qui suivent le cours du temps, mais de proposer une réflexion sur les thèmes retenus, qui constituent le socle de la Transition démocratique. La chronologie nous imposait un cadre trop stricte qui empêchait d'avoir une vision globale des événements et faisait obstacle à la comparaison. Ainsi, nous proposons un découpage de la période de la Transition démocratique espagnole qui s'appuie sur le résultat de nos recherches précédentes, afin de revenir sur les points critiques de ces quelques années et d'émettre de nouvelles hypothèses.

La première partie concerne l'analyse de la politique menée lors de la Transition démocratique. Nous nous interrogerons plus particulièrement sur les concepts clés qui ont construit cette période.

La seconde partie est au cœur de notre sujet puisqu'elle se consacre à l'analyse de l'Armée. D'une part nous étudierons l'Armée de la Transition démocratique dans le but d'en extraire les caractéristiques qui l'ont conduit à organiser un coup d'Etat. Puis à travers l'analyse et la confrontation de notre corpus, nous dégagerons les différentes perceptions du coup d'Etat.

Enfin, dans une dernière partie, nous nous pencherons sur les répercussions du coup d'Etat sur la démocratie espagnole. Aussi, nous noterons une différence entre l'étape de Transition et celle de consolidation démocratique.

PREAMBULE

Ce sujet de mémoire, « *Chronique d'un coup d'Etat, le 23 février 1981 à travers l'analyse de la presse espagnole (El País) et française (Le Monde) et du roman de Javier Cercas, Anatomía de un instante* », mêle Histoire, Journalisme et Littérature. Cependant, il convient avant tout de définir clairement le rôle de chacune de ces trois disciplines afin de déterminer avec précision leurs domaines d'applications, leurs méthodes d'analyse et leurs objectifs. Avant toute analyse, il est nécessaire de préciser que nous ne retiendrons que la définition au sens large de la Littérature étant donné les caractéristiques de l'ouvrage écrit par Javier Cercas¹. Ainsi, la Littérature est « l'ensemble des œuvres écrites et orales auxquelles on reconnaît une finalité esthétique »². Si l'Histoire est « la science des Hommes dans le temps »³, le journalisme quant à lui est une « pratique qui consiste à faire observer le présent et à faire partager au présent [...] ce regard »⁴. Contrairement à ces deux disciplines, la Littérature échappe au temps puisque son référent est la création, l'imagination. Tout est possible, permis et pensable. Les limites de la création littéraire sont celles de l'esprit humain. Le temps tout comme la vérité historique ne sont pas des valeurs primordiales pour la Littérature car elle répond à un besoin de communication qui peut dépasser le réel pour satisfaire une fonction esthétique. La Littérature construit son réel, son cosmos, ses règles et seule la création régit cet univers parallèle. En revanche, l'Histoire tout comme le journalisme partagent un référent commun, le temps. Or, une première distinction s'impose déjà entre ces deux disciplines. Le journalisme évolue dans un cadre temporel délimité, puisque son domaine d'application se restreint exclusivement au présent. Alors que l'Histoire, bien qu'elle propose une division du temps en périodes, selon une classification logique des événements⁵, évolue dans un cadre temporel presque illimité. En effet, malgré que « la distinction entre le passé et le présent [soit] un élément essentiel de la conception du temps »⁶, il n'en reste pas moins que le présent pose quelques problèmes à l'Histoire. Le présent est « un point minuscule et qui sans cesse se dérobe, un instant qui meurt aussitôt né »⁷, qui échappe à l'analyse historique,

¹ Nous tenterons à posteriori de déterminer le genre de l'ouvrage de Javier Cercas

² Encyclopédie Larousse, consultée sur la page web : www.larousse.fr/encyclopedie/nom-commun-nom/chronique/33838 le 21/08/2010, à 12h43

³ BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, p51

⁴ MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot & Rivages, (2004), 2006, p10

⁵ La « *périodisation de l'Histoire se fait par rapport aux événements* », voir, Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p31

⁶ Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p31

⁷ BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, p58

puisqu'elle ne dispose pas de suffisamment de recul pour porter un regard objectif sur les événements en cours. Ainsi, l'on a tendance à « condamner le journalisme »¹ car il existe une certaine « répulsion par rapport au présent, l'objet d'étude du journalisme »², qui est alors « dévalorisé »³ puisque le présent ne permet pas de « recherche épistémologique ou un questionnement sérieux »⁴. Tout comme l'on considère que « el periodismo es un género inferior a la literatura »⁵. Puisque son interprétation du réel, sa subjectivité, se cache derrière une prétention à l'objectivité. Cependant, l'Histoire n'est pas qu'une science du passé, comme l'explique l'historien Jacques Le GOFF, il n'existe pas une coupure nette entre le passé et le présent, l'Histoire est en quelque sorte un fil conducteur entre les deux⁶. En analysant le passé, l'Histoire permet de mieux comprendre le présent, comme l'affirme l'historien Marc BLOCH, « l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé »⁷. Ainsi l'Histoire ne connaît pas de frontière infranchissable entre présent et passé, mais au contraire crée une union entre les deux⁸. En effet, l'Histoire est un récit qui propose une narration des faits, « une configuration de la réalité »⁹. Ainsi, « la reconstruction du passé est l'œuvre de l'imagination [...] l'historien configure des intrigues que les documents autorisent ou interdisent mais qu'ils ne contiennent jamais [...] l'Histoire combine la cohérence narrative et la conformité aux documents »¹⁰ elle n'est donc pas une vérité absolue, mais l'Histoire tout comme la Littérature est une reconstruction, une interprétation¹¹. De plus, il est nécessaire de distinguer le présent immédiat, domaine d'application du journalisme, qui s'attache à « rechercher et transmettre des informations sur les événements du monde [...] et rend compte de sa réalité, [...] de l'évènementiel »¹². Contrairement au présent historique, propre à l'Histoire contemporaine, qui comprend un présent plus large, établie en fonctions d'évènements historiques qui marquent une scission entre deux ères distinctes et qui s'accorde une marge de sûreté, nécessaire pour assurer une

¹ MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot & Rivages, (2004), 2006, p10

² Ibid., p10

³ Ibid., p10

⁴ Ibid., p10

⁵ YANES MESA, Rafael, *Géneros periodísticos y géneros anexos, una propuesta metodológica para el estudio de los textos publicados en prensa*, Madrid, Fragua, 2004, p107

⁶ Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p58

⁷ BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, p63

⁸ L'historien est donc « un régisseur du temps [...] il est le passeur qui procède à l'inscription du passé dans le présent, établissant ainsi un pont vers l'avenir et légitimant une relecture indéfinie des sources à la recherche du sens », voir, BEDARIDA, François, 1998, in <http://www.scribd.com/doc/8248253/Temps-Temporalite-Chronologie> le 8/01/2010, à 22h48

⁹ BLOCH, Marc, *op.cit.*, p20

¹⁰ Ibid., p21

¹¹ Nous reviendrons sur l'interpénétration de l'Histoire et de la Littérature, en particulier la fiction, dans les paragraphes suivants

¹² CAYROL, Roland, *Les médias : presse écrite, radio, télévision*, Paris, Presses Universitaires de France, (1973), 1991, p14-15

analyse objective des évènements, et de ce fait exclu le présent immédiat de son champ d'analyse. En effet, l'historien Javier TUSELL distingue ce qu'il nomme :

« la Historia del tiempo presente de la Historia inmediata [...] la Historia del tiempo presente es aquel que un ser humano percibe como memoria y vive como experiencia [...] la Historia inmediata cubre el último espacio intergeneracional vivido en el que la frontera entre experiencia instantánea y el peso que deja el pasado sobre el presente resultan diferente de precisar y donde existe el peligro de que la Historia se confunda con el relato periodístico de mayor o menor calidad o el análisis de urgencia ».¹

L'analyse d'un même évènement est différente selon qu'il soit étudié par un historien ou par un journaliste comme nous l'explique l'historien Paul VEYNE. En effet, « le journalisme voit l'évènement, [mais] l'Histoire comprend et explique cet évènement, ce qui se cache derrière »². Cependant l'Histoire peut se servir du journalisme et de la Littérature comme objets d'étude, comme nous allons le faire dans ce mémoire. Les périodiques nous permettent de revenir sur un présent révolu, ils sont « une trace brute de la vie »³, une archive des évènements recensés comme importants à un moment donné par un périodique donné. Comme l'explique l'historien et journaliste Carlos SECO SERRANO, « los periódicos hacen la crónica de cada día [...] pero necesita un análisis desde la historia objetiva »⁴. En effet, pour des raisons d'audimat, de place ou encore d'idéologie, les périodiques ne sélectionnent pas les mêmes informations ou ne les analysent pas de la même façon. Ils n'offrent donc pas une vision objective des évènements, mais une interprétation de ces derniers. L'historien doit donc « faire le récit de l'archive, [...] faire de l'archive un moteur de sa réflexion, la source de son propre récit »⁵. L'historien Pierre NORA précise que malgré « l'incapacité de maîtriser l'évènement contemporain », si « l'historien pose au passé, en fonction de son propre présent, des questions dont les contemporains ne pouvaient même pas avoir la moindre idée »⁶, il peut ainsi « effacer l'évènement »⁷ pour faire du présent de l'Histoire. Aussi, la Littérature permet à

¹ Introduction de Javier TUSELL dans, SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, p10

² Paul VEYNE dans, Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p66

³ FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p12

⁴ SECO SERRANO, Carlos, *Al correr de los días : Crónicas de la transición 1975-1993*, Madrid, Editorial Complutense, 1994, p15

⁵ FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p59

⁶ Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p227

⁷ Ibid., p227

l'Histoire d'atteindre une perception, une interprétation du passé. Elle permet de revivre de manière sensorielle et émotionnelle les doutes, les certitudes, ou encore les croyances et les espérances d'une époque révolue. Le philosophe et écrivain français Jean-Paul SARTRE écrivait d'ailleurs à ce sujet que « la littérature est, par essence, la subjectivité d'une société en révolution permanente »¹. Toutes ces précisions faites, nous pouvons à présent expliquer le choix du terme « *chronique* » dans le titre de ce mémoire. En effet, il ne s'agit pas d'un simple choix esthétique, mais ce vocable nous permet d'unir Histoire, journalisme et Littérature dans une même étude. A l'origine, la chronique est un « récit dans lequel les faits sont enregistrés dans l'ordre chronologique »², c'est un « récit d'évènements réels ou imaginaires qui suit l'ordre du temps »³. En Histoire, la chronique est particulièrement utilisée au Moyen-âge et à la Renaissance. Elle est « généralement rédigée par un personnage contemporain des faits qu'il évoque »⁴. Ainsi, l'auteur d'une chronique relate les faits qu'il voit dans l'ordre du temps, sans effectuer d'analyse ni de relation de cause à effet. C'est une méthode qui se rapproche plus aujourd'hui du journalisme que de l'Histoire. En effet, le terme chronique est aujourd'hui utilisé dans le journalisme pour qualifier « une rubrique de presse d'un journaliste de renom sur des thèmes d'actualité »⁵. La chronique permet ainsi à l'auteur d'exprimer son opinion, sans engager le journal pour lequel il travaille - contrairement à un éditorial par exemple - . En Littérature, la chronique est un récit d'évènements comme nous l'avons remarqué plus hauts, réels ou imaginaires. Elle se consacre donc à relater un évènement en particulier. La chronique littéraire comporte une acception supplémentaire, puisqu'elle fait également référence à « l'ensemble des nouvelles, vraies ou fausses, des bruits qui circulent »⁶. Pour cette raison, le terme « chronique » est un clin d'œil à l'ouvrage de Javier Cercas - dont nous émettons l'hypothèse qu'il s'agit d'une chronique⁷ - étant donné qu'il propose aux lecteurs une œuvre à la limite entre l'Histoire, la Littérature et le journalisme, de part son statut d'écrivain, ses sources journalistiques et historiques, et la diffusion de son opinion et interprétation à travers ces quelques quatre cents pages. Par conséquent, l'utilisation

¹ SARTRE, Jean-Paul, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Paris, Gallimard, (1947), 1985, pp162-163

² Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h37

³ Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h37

⁴ «Chronique, (histoire)», Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne 2009, http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia_741525321/chronique.html, le 17/08/2009, à 18h46

⁵ Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h42

⁶ Encyclopédie Larousse, consultée sur la page web : www.larousse.fr/encyclopedia/nom-commun-chronique/33838 le 21/08/2010, à 14h04

⁷ Nous allons le démontrer dans les pages suivantes

du terme chronique pour aborder la question du coup d'Etat du 23 février 1981 en Espagne, nous permet donc de joindre trois disciplines différentes pour l'étude d'un même évènement : « La chronique sait seulement voir, [...] l'Histoire pose des questions, et prend conscience des réalités qu'on sentait vaguement »¹. Notre travail sera alors d'étudier de manière historique ce coup d'Etat, en s'appuyant sur des ouvrages scientifiques mais également sur les informations fournies par la presse de l'époque et le regard que la presse portait sur cet évènement. Ainsi que sur l'interprétation proposée par le romancier Javier Cercas. De la confrontation des sources et du corpus, nous espérons ainsi expliquer ce qu'a été le 23-F et comment il a été et est perçu par la presse française et espagnole et par le romancier Javier Cercas.

Comme nous venons de le souligner, l'ouvrage de Javier Cercas, *Anatomía de un instante*, constitue l'une des sources essentielles de ce mémoire. Cependant, de par la complexité de l'œuvre mais aussi les outils d'analyse convoqués par le romancier, cet ouvrage nécessite que l'on consacre une étude préliminaire à l'étude de son genre. En effet, notre objectif sera de déterminer avec le plus de précision possible le genre de l'ouvrage écrit par le romancier, afin de nous permettre a posteriori de l'analyser de manière rigoureuse et scientifique. En caractérisant l'essence de cet ouvrage nous espérons détenir les clés nécessaires à sa compréhension et à son analyse. L'on attendrait d'un romancier qu'il écrive un roman, or Javier Cercas nous présente ici un travail entre la Littérature, le journalisme et l'Histoire. Après avoir étudié plusieurs pistes, tels que le roman historique ou encore l'essai, nous sommes parvenus à la conclusion que l'ouvrage de Javier Cercas est une chronique. Afin de défendre cette hypothèse, nous vous proposons une réflexion sur le terme de chronique en corrélation avec ses rapports à l'Histoire, à la Littérature et au journalisme.

Le romancier Javier Cercas est lui-même perplexe lorsqu'il tente de définir son ouvrage. Entre livre, roman, chronique, le romancier nous propose une réflexion pour tenter de déterminer le genre des quatre cents pages dont il est l'auteur :

« comprendí que los hechos del 23 de febrero poseían por sí mismos toda la fuerza dramática y el potencial simbólico que exigimos de la literatura y comprendí que, aunque yo fuera un escritor de ficciones, por una vez la realidad me importaba más que la ficción o me importaba demasiado como para querer reinventarla sustituyéndola por una realidad alternativa, porque nada de lo que yo pudiera imaginar sobre el 23 de febrero me atañía y me exaltaba tanto y podría resultar más complejo y persuasivo que la pura realidad del 23 de febrero. Así es como decidí escribir este libro.

¹ Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p67

[...] como una novela colectiva [...] como los [hechos] contaría un cronista [...] aunque no sea un libro de historia [...] no renuncie del todo a ser leído como un libro de historia [...] aunque no sea una novela, no renuncie del todo a ser leído como una novela »¹

L'on remarque que cette complexité de genre est selon lui, due à l'essence même du 23 Février 1981 et à ses caractéristiques qui oscillent entre la fiction et la réalité. Si l'auteur s'est laissé prendre par l'évènement, l'historien quant à lui se doit d'être impartial et objectif à l'heure où il l'étudie. De part ces corrélations entre l'Histoire et la fiction dont parle l'auteur, nous tenterons à travers une réflexion sur la définition du terme chronique de démontrer que les caractéristiques de l'ouvrage de Javier Cercas correspondent avec celles de la chronique.

Cependant, la notion de chronique ne dispose pas d'une définition intrinsèque préétablie, mais recourt à diverses notions ou homonymes d'où découlent les difficultés pour la comprendre et l'interpréter. Ainsi, pour défendre notre hypothèse, nous tenterons ici d'élaborer une définition du terme chronique pour en extraire ses liens avec l'Histoire, la Littérature et plus particulièrement la fiction et enfin, le journalisme.

La notion de chronique ne semble se définir qu'en corrélation avec différents autres concepts ou homonymes. En effet, étymologiquement, le mot « chronique » vient du grec « chronos » qui signifie « temps ». La chronique entretient un rapport au temps inhérent qui, par définition, est chronologique. Ainsi, pour discerner plus précisément la notion de chronique, il semble judicieux d'examiner la définition de la chronologie. Ainsi, la chronologie est « la science des temps et des dates des évènements historiques »². Selon la définition du Grand Robert de la langue française, le temps est « un milieu indéfini où paraissent se dérouler les existences dans leur changement, les évènements et les phénomènes dans leur succession. »³. Le temps est un concept qui induit forcément la notion de mouvement qui s'inscrit à son tour dans une durée. « *Milieu indéfini* », le temps ne connaît pas de limite, puisque s'il venait à s'arrêter tout s'arrêterait également, il n'y aurait plus de mouvement. Le temps est donc continu, permanent, et ce malgré les « *changement[s]* » qu'il suppose. Cela revient donc à supposer que le temps s'écoulerait de manière fluide et neutre, sans imposer de distinction, de barrière ou encore d'échelle. Or le terme « *succession* » renvoi en fait au temps « diachronique », qui contrairement au temps « synchronique », distingue un

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, pp24-26

² Définition extraite de www.larousse.fr

³ *Grand Robert de la langue française* in <http://www.scribd.com/doc/8248253/Temps-Temporalite-Chronologie> le 10/01/2010 à 18h27

avant d'un après. Ainsi, le temps suppose un avant, un « en même temps » et un après, mais dont la durée reste indéterminable objectivement. En effet, les critères de mesure du temps reposent sur des postulats, exemple : une heure est égale à soixante minutes etc., et sont pour beaucoup des conceptions culturelles : le calendrier chrétien, le calendrier napoléonien etc. ou encore relèvent de l'expérience : avoir l'impression que le temps passe vite ou non ! Aussi, la chronologie agit sur le temps de manière à l'organiser, l'ordonner et le hiérarchiser. En effet, la chronologie est « la mise en ordre du temps selon la succession des faits, chaque fait étant situé par rapport aux autres en fonction d'un système de repérage, d'une échelle de temps »¹. Le temps auquel la chronologie fait appel n'est pas un temps universel ni absolu, mais une perception, une conception du temps, un temps subjectif et construit qui permet ainsi de séparer l'avant de l'après, le passé du présent. Ainsi la chronologie opère un découpage du temps, une division qui repose sur un besoin de dater le temps en fonction des événements retenus. Ainsi, la chronologie est en quelque sorte une trace écrite, une mémoire du temps qui passe, facilitant ainsi l'apprentissage de certains événements considérés comme primordiaux. La chronologie permet ainsi de contrôler le temps, de le maîtriser, mais sans jamais pouvoir le saisir. La chronologie date donc des événements dans le temps et lui impose un cadre rigoureux. Elle fabrique un temps, le fige et en arrête les limites. Alors que le temps est mobile, il implique un mouvement continu, la chronologie fixe des repères immobiles. Par conséquent, la datation des événements semble représenter ces derniers comme se situant hors du temps. Elle place un événement dans un contexte qui n'a de sens que dans la corrélation qu'il entretient avec les autres événements, à savoir d'antériorité ou de postériorité. La chronologie transforme alors un mouvement continu en un mouvement discontinu. Ainsi, l'enchaînement des événements de manière chronologique peut contribuer à l'élaboration d'un rapport de causalité. Cette classification des événements qui se veut presque mathématique, puisque la chronologie ne fixe que des repères dans le temps sans proposer aucune interprétation, donne l'impression d'être objective. En revanche, il faut préciser que la chronologie semble être régie par un désir de retour aux origines. En effet, malgré qu'il existe plusieurs chronologies différentes, toutes fixent un point zéro, qui sera alors l'origine mais aussi le référent des événements qui parviendront par la suite. De ce fait, les liens qui se créent entre les différents événements peuvent engendrer des problèmes d'interprétation. Ainsi, cette naïve succession de dates, bien que ne prétendant pas apporter de

¹ <http://edoc-histoire.univ-paris1.fr/EDvieux/html/chronologie.htm> le 9/01/2010 à 21h29

réflexion sur les évènements qu'elle propose, est en réalité une recreation, une interprétation de ceux-ci, dans la mesure ou l'ordre que ces derniers vont prendre et les référents ou points de départ, ne découlent pas d'une vérité cosmique, mais bien d'une interprétation. Derrière les faits se cachent en réalité la sélection subjective de celui qui organise le temps. De plus, la chronologie est l'outil de prédilection de l'historien. En effet, si l'Histoire est « la science des hommes dans le temps »¹, selon la célèbre définition de l'historien Marc BLOCH, la chronologie « est le premier geste du travail historiographique en considérant le temps comme le principal acteur de l'histoire »². Quelle relation entretiennent alors le temps chronologique et l'Histoire ?

Comme nous l'avons vu précédemment, la chronologie est une série, une liste de dates qui organise le temps et le hiérarchise. Cette périodisation est une démarche essentielle dans le domaine de l'Histoire. Il convient tout d'abord de revenir sur la définition de l'Histoire afin de déterminer avec précision ses domaines d'applications, ses méthodes d'analyse et ses objectifs. En effet, l'Histoire, qui est « la science des hommes dans le temps »³, propose une division du temps en périodes, selon une classification logique des évènements⁴, c'est-à-dire chronologique, et évolue dans un cadre temporel presque illimité. L'historien est donc « un régisseur du temps [...] il est le passeur qui procède à l'inscription du passé dans le présent, établissant ainsi un pont vers l'avenir et légitimant une relecture indéfinie des sources à la recherche du sens »⁵. En effet, malgré que « la distinction entre le passé et le présent [soit] un élément essentiel de la conception du temps »⁶, il n'en reste pas moins que le présent pose quelques problèmes à l'Histoire. L'on pourrait émettre l'hypothèse que le présent se retrouverait ainsi dépourvu d'Histoire, et par conséquent de chronologie, puisque le présent échappe au temps. En effet, en philosophie, le présent n'existe pas. Il n'est en fait qu'un présent révolu, un instant qui passe du devenir au passé sans que l'on ne puisse jamais le saisir. Le présent est « un point minuscule et qui sans cesse se dérobe, un instant qui meurt aussitôt né »⁷, qui échappe à l'analyse historique, puisqu'elle ne dispose pas de suffisamment de recul pour porter un regard objectif sur les évènements en cours. Par ailleurs, c'est au 18^{ème} siècle, grâce aux idées des Lumières et en particulier de Voltaire, que l'on s'interroge sur le sens de l'Histoire en corrélation avec celui de la chronologie. En effet, si l'Histoire était le résultat de la volonté

¹ BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, p51

² PROST, Antoine, *Douze leçons sur l'Histoire*, Paris, Seuil, 1996, p123

³ BLOCH, Marc, *op.cit.*, p51

⁴ La « périodisation de l'Histoire se fait par rapport aux évènements », voir, Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p31

⁵ BEDARIDA, François, 1998, in <http://www.scribd.com/doc/8248253/Temp-Temporalite-Chronologie> le 8/01/2010, à 22h48

⁶ Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p31

⁷ BLOCH, Marc, *op.cit.*, p58

divine, et l'accumulation, la succession de dates, autrement dit une chronologie, Voltaire défend la thèse que l'Histoire doit faire preuve de réflexion et de sens logique. Ainsi, l'Histoire doit être une interprétation de la chronologie. Elle doit comprendre/interpréter¹, expliquer, critiquer, les différents événements et les liens qui les unissent ou les divisent. Or, la chronologie, pour être objective, devrait relater tous les événements de manière exhaustive qui surviennent dans le temps. Ce travail à la fois minutieux et titanesque est cependant totalement impossible. En effet, pour être objectif il faudrait donc n'effectuer aucun choix, aucune sélection, autrement dit, tout pourrait devenir « événement », autant la fleur qui éclot que la première Guerre Mondiale ! C'est pourquoi, « la construction de l'outil chronologique est largement conditionnée par l'approche que l'historien choisit dans l'étude d'une problématique ou d'une période »². Autrement dit, la chronologie est une sélection et une interprétation des événements du passé et de leur relation de cause à effet. Effectivement, la chronologie est à la fois l'outil et l'œuvre de l'historien, de ce fait elle est doublement subjective, puisqu'elle est autant la référence fabriquée pour l'analyse historiographique autant que sa justification. Au-delà d'un problème méthodologique, il s'agit presque d'un paradoxe. En effet l'essayiste Roland BARTHES démontre que l'organisation du temps énoncé par l'historien a pour but de lui donner moins « une possibilité d'exprimer sa « subjectivité », comme on le dit communément, que de « compliquer » le temps chronique de l'histoire en l'affrontant à un autre temps, qui est celui du discours [qui] viserait à « déchronologiser » le « fil » historique et à restituer [...] un temps complexe, [...] nullement linéaire »³. Ainsi, si l'Histoire échafaude une chronologie, opère une sélection des événements dans le temps ce n'est pas tant pour tronquer l'un des objectifs primordiaux de sa discipline qui est d'atteindre un degré d'objectivité idéal, que pour lui permettre d'introduire une certaine cohérence, une certaine logique, fruit de sa réflexion et de son interprétation. Ainsi, la chronologie est une suite de faits instruquée et l'historien donne un sens à ces faits : « le processus de signification vise toujours à « remplir » le sens de l'Histoire : l'historien est celui qui rassemble moins les faits que des signifiants et les relate, c'est-à-dire les organise aux fins d'établir un sens positif et de combler le vide de la pure série »⁴. Car en effet, il s'agit bien de « relater » les faits. Histoire et chronologie semblent se confondre pour permettre l'élaboration d'une pensée, d'une interprétation, voire d'une idéologie qui se veut rationnelle. Or comme nous allons le voir dans les chapitres suivants, ce discours

¹ Nous reviendrons sur ces notions dans les chapitres suivants

² SOLINAS, Marcella, *Chronologie « périodisante » et périodisation chronologique dans l'historiographie de l'âge moderne sarde*, in <http://edoc-histoire.univ-paris1.fr/EDvieux/html/chronologie.htm> le 9/01/2010 à 1h24

³ BARTHES, Roland, *Œuvres complètes, tome II, 1966-1973*, Paris, Seuil, 1994, pp418-419

⁴ Ibid., p425

historique « objectif » qui est sensé exprimer le réel (un réel révolu) n'est en fait qu'illusoire et a recours aux mêmes structures que les récits fictifs.

A l'origine, la chronique est un « récit dans lequel les faits sont enregistrés dans l'ordre chronologique »¹, c'est un « récit d'évènements réels ou imaginaires qui suit l'ordre du temps »². En Histoire, la chronique est particulièrement utilisée au Moyen-âge et à la Renaissance. Elle est « généralement rédigée par un personnage contemporain des faits qu'il évoque »³. Ainsi, l'auteur d'une chronique relate les faits qu'il voit dans l'ordre du temps, sans effectuer d'analyse ni de relation de cause à effet. La chronique dispose donc d'une double particularité qui lui permet d'appréhender aussi bien le discours historique que le discours fictif, imaginaire, étant donné qu'elle ne se définit qu'en tant que récit chronologique. Il nous faut donc définir le concept de récit afin de déterminer la nature de ses liens avec l'Histoire et la fiction. Ainsi, le philosophe français Paul RICOEUR démontre que malgré qu'il existe une dichotomie dans les champs narratifs qui opposent les récits qui ont une prétention à la vérité (l'Histoire par exemple) et les récits de fictions (dont l'un des aspects de la chronique) tous les récits se caractérisent par « l'acte de raconter »⁴. De plus, il précise que tous les récits ont « un caractère temporel »⁵ c'est-à-dire que « tout ce que l'on raconte arrive dans le temps, prend du temps »⁶, ainsi, il existe une réciprocity entre la narrativité (l'acte de raconter) et la temporalité. Le temps étant alors « le référent commun de l'Histoire et de la fiction »⁷. En effet, Paul RICOEUR démontre que bien que l'Histoire se réfère au réel, un réel passé, historique, il n'en reste pas moins qu'elle ne peut pas rompre avec le récit puisqu'elle raconte (et ne vit pas) la vie et l'action des hommes⁸. De ce fait, tout comme la fiction, l'Histoire est « une configuration de la réalité »⁹. D'autre part, la fiction, qui vient du latin

¹ Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h37

² Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h37

³ «Chronique, (histoire)», Encyclopédie Microsoft® Encarta® en ligne 2009, http://fr.encarta.msn.com/encyclopedia_741525321/chronique.html, le 17/08/2009, à 18h46

⁴ RICOEUR, Paul, *Du texte à l'action : essais d'herméneutique II*, Saint-Armand (Cher, France), Seuil, 1986, p14

⁵ Ibid., p14

⁶ Ibid., p14

⁷ Ibid., p15

⁸ En effet, Hans-Georg GADAMER confirme ces propos sur l'Histoire : « *ce n'est pas l'Histoire qui nous appartient, c'est nous au contraire qui appartenons à l'Histoire* » et « *la recherche est portée par le mouvement historique qui inclut la vie, donc une connaissance inachevée de l'Histoire* », voir, GADAMER, Hans-Georg, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, (1976), 1996, p298 et 306

⁹ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p20

« fingere », faire, est « un laboratoire des formes dans lequel nous essayons des configurations possibles de l'action pour en éprouver la consistance et la plausibilité »¹. Ainsi, la parenté entre l'Histoire et la fiction naît du fait que le passé reste invérifiable. De ce fait, « la reconstruction du passé est l'œuvre de l'imagination [...] l'historien configure des intrigues que les documents autorisent ou interdisent mais qu'ils ne contiennent jamais [...] l'Histoire combine la cohérence narrative et la conformité aux documents »² elle n'est donc pas une vérité absolue, mais l'Histoire tout comme la fiction est une reconstruction, une interprétation. La chronique historique ou littéraire propose donc un récit, une interprétation des faits, qu'ils soient réels ou imaginaires, et les raconte suivant un ordre chronologique. Roland BARTHES nous propose un exemple judicieux de la similitude qui existe entre le discours historique et le discours fictif. En effet, dans la mesure où le discours historique ne recourt ni à l'énonciateur (je) ni au destinataire (tu), pour s'assurer d'un certain degré d'objectivité (« l'Histoire semble se raconter toute seule »³), le discours historique prend alors une certaine forme d'imaginaire qui s'apparente au récit fictif où le référentiel est illusoire. Ainsi, Histoire et fiction, littérature partagent les mêmes structures narratives⁴. Aussi, faut-il se pencher à présent sur la notion d'interprétation, qui nous renvoie de manière plus globale à la théorie de l'herméneutique.

Tout d'abord, Hans-Georg GADAMER, l'un des grands théoriciens de l'herméneutique la définit comme « l'art de comprendre le tout à partir de l'élément et l'élément à partir du tout »⁵. Il s'agit effectivement d'une « théorie des opérations de la compréhension dans leur rapport avec l'interprétation des textes »⁶. Le fait de comprendre cesse alors d'être un simple mode de connaître pour devenir une « préoccupation ontologique [...] une manière d'être »⁷. Ainsi, « comprendre c'est toujours interpréter [et] l'interprétation est la forme explicite de la compréhension »⁸. Comprendre implique donc que l'on s'ouvre aux propos d'un autre (ou d'un texte) et que l'on « se laisse dire quelque chose par

¹ RICOEUR, Paul, *Du texte à l'action : essais d'herméneutique II*, Saint-Armand (Cher, France), Seuil, 1986, p20

² Ibid., p21

³ BARTHES, Roland, *Œuvres complètes, tome II, 1966-1973*, Paris, Seuil, 1994, p420

⁴ Cependant, Roland BARTHES précise qu'aujourd'hui « la narration historique meurt parce que le signe de l'Histoire est désormais moins le réel que l'intelligible » et tend ainsi à délaissier les chronologies au profit de l'explication des structures, voir, BARTHES, Roland, *Œuvres complètes, tome II, 1966-1973*, Paris, Seuil, 1994, p427

⁵ GADAMER, Hans-Georg, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, (1976), 1996, p312

⁶ RICOEUR, Paul, op.cit., p83

⁷ Ibid., p84

⁸ GADAMER, Hans-Georg, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, (1976), 1996, p329

un autre »¹. Or cette « chose » nous est étrangère, extérieure, ainsi il nous est impossible de la saisir, seulement de l'interpréter. Cependant, « l'interprétation doit se laisser déterminer par la chose »² et non par des préjugés : « toute interprétation juste doit se garantir contre l'arbitraire d'idées de rencontre et contre l'étroitesse qui dérive d'habitude de pensées imperceptibles et diriger son regard sur « les choses elles-mêmes » »³. Ainsi, l'Histoire est une interprétation de la réalité tout comme l'est le récit fictif, imaginaire, qui offre une vision (poétique ou non) de la réalité.

En effet, il ne faut pas oublier l'une des acceptions de la chronique qui fait référence au domaine de la presse, du journalisme. Ainsi, le journalisme est une « pratique qui consiste à faire observer le présent et à faire partager au présent [...] ce regard »⁴. Contrairement à l'Histoire, le journalisme évolue dans un cadre temporel délimité, puisque son domaine d'application se restreint exclusivement au présent. Ainsi, l'on a tendance à « condamner le journalisme » car il existe une certaine « répulsion par rapport au présent, l'objet d'étude du journalisme », qui est alors « dévalorisé » puisque le présent ne permet pas de « recherche épistémologique ou un questionnement sérieux »⁵. De plus, l'analyse d'un même évènement est différente selon qu'il soit étudié par un historien ou par un journaliste comme nous l'explique l'historien Paul VEYNE. En effet, « le journalisme voit l'évènement, [mais] l'Histoire comprend et explique cet évènement, ce qui se cache derrière »⁶. Cependant l'Histoire peut se servir du journalisme comme objet d'étude. Les périodiques nous permettent de revenir sur un présent révolu, ils sont « une trace brute de la vie »⁷, une archive des évènements recensés comme importants à un moment donné par un périodique donné. Comme l'explique l'historien et journaliste Carlos SECO SERRANO, « los periódicos hacen la crónica de cada día [...] pero necesita un análisis desde la historia objetiva »⁸. En effet, pour des raisons d'audimat, de place ou encore d'idéologie, les périodiques ne sélectionnent pas les mêmes informations ou ne les analysent pas de la même façon. Ils n'offrent donc pas une vision objective des évènements, mais une interprétation de ces derniers. L'historien doit donc « faire le récit de

¹ Ibid., p290

² GADAMER, Hans-Georg, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, (1976), 1996, p287

³ Ibid., p287

⁴ MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot & Rivages, (2004), 2006, p10

⁵ Ibid., p10

⁶ Paul VEYNE dans, Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p66

⁷ FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p12

⁸ SECO SERRANO, Carlos, *Al correr de los días : Crónicas de la transición 1975-1993*, Madrid, Editorial Complutense, 1994, p15 « les périodiques font la chronique de chaque jour [...] mais qui nécessite une analyse depuis l'Histoire objective »

l'archive, [...] faire de l'archive un moteur de sa réflexion, la source de son propre récit »¹. La chronique est une méthode qui se rapproche plus aujourd'hui du journalisme que de l'Histoire. En effet, le terme chronique est aujourd'hui utilisé en journalisme pour qualifier « une rubrique de presse d'un journaliste de renom sur des thèmes d'actualité »². La chronique permet ainsi à l'auteur d'exprimer son opinion, sans engager le journal pour lequel il travaille -contrairement à un éditorial par exemple-. « La chronique sait seulement voir, [...] l'Histoire pose des questions, et prend conscience des réalités qu'on sentait vaguement »³. En effet, la chronique journalistique se veut un récit objectif, tout comme l'Histoire, elle prétend seulement rapporter les faits. Cependant, contrairement à l'Histoire, qui comme nous l'avons vu, opère un effacement voire une négation de l'énonciateur, du je, pour des raisons d'objectivité, la chronique de presse en revanche est caractérisée par le règne du moi. Ceci entre donc directement en conflit avec la notion d'objectivité. La chronique de presse sélectionne un thème de l'actualité, du présent immédiat, et prétend ainsi retracer de manière pointilleuse un événement. Tel un portrait, la chronique semble figer dans le temps l'événement qu'elle relate. En effet, si intrinsèquement elle se veut totalisatrice, elle traite d'un thème en particulier, il n'en reste pas moins que ce thème est tiré, voire arraché du temps et des autres événements qui s'y déroulent, et ainsi coupé des liens possibles qu'il pouvait entretenir avec ces derniers. De ce fait, la chronique de presse semble figer le temps, ou plus précisément, déplacer hors du temps l'événement qu'elle retient⁴. Ce dernier échappe ainsi au mouvement du temps et aux changements qu'il impose, pour permettre au chroniqueur de prendre du recul sur cet événement. Or, ce recul n'est en rien objectif ici, puisque toute la subjectivité du moi s'exprime à travers la plume du chroniqueur. Ainsi la chronique de presse permet de donner une opinion, une interprétation d'un événement, d'une réalité, et en cela, mêle une fois de plus Histoire et fiction.

Ainsi, la chronique est une notion plus complexe qu'elle ne paraît. Elle propose un récit d'événements fictifs ou historiques, en les organisant dans le temps. Et c'est ce même rapport qu'elle entretient avec le temps qui lui permet également d'introduire l'idée de répétition, de développement et de fin. De part sa double propriété qui lui permet d'exprimer le réel et le fictif, son rapport au temps peut également être altéré voire transgressé, comme si la chronique

¹ FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, p59

² Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h42

³ Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p67

⁴ Javier Cercas écrit à ce sujet qu'à travers son ouvrage il tente de « *contar el golpe del 23 de febrero como si fuera una historia minúscula* », voir, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p25

pouvait ainsi s'extraire du temps, feignant d'atteindre l'éternité. Or, le temps fait partie intégrante de la chronique, il est en quelque sorte son essence, son moteur, et de ce fait, ses stratégies, ses distorsions restent illusoire. Elle n'est pas, en fin de compte, un récit objectif, puisque sans cesse, elle se laisse contaminer par la fiction. La chronique semble être le passeur entre deux mondes distincts, unissant l'Histoire à la fiction, le temps réel et le temps fictif, elle est un pont qui contre tous préjugés nous permet de percevoir une réalité qui se détache du manichéisme habituel, selon lequel la vérité ne se trouve que dans la réalité, et non dans l'imaginaire.

Par conséquent, ces pistes de recherches et ces tentatives de définitions nous permettent de supposer que l'ouvrage du romancier Javier Cercas est une chronique étant donné qu'il a recourt aussi bien à l'Histoire, qu'à l'interprétation et la fiction ainsi qu'au journalisme. Ce statut de chronique est déterminant puisqu'il nous interdit d'utiliser les recherches du romancier comme une source bibliographique historique, étant donné qu'il propose une interprétation dont la méthodologie ne repose pas uniquement sur un travail scientifique et rigoureux. Par ailleurs, cela nous permet de l'introduire comme un élément supplémentaire du corpus qui vient compléter les archives de presse dont nous disposons. D'autant plus que son ouvrage nous permet d'élaborer de nouvelles pistes de recherches et propose de nouvelles hypothèses quant à l'analyse du 23 Février 1981, dont il nous incombera la tâche de les vérifier de manière scientifique, historique, en les confrontant à nos références bibliographiques. Par ailleurs, si ce travail terminologique est essentiel pour nous permettre d'appréhender au mieux l'ouvrage de Javier Cercas et en détenir les clés d'une bonne interprétation. Il faut rappeler qu'il ne s'agit que d'une hypothèse de travail qu'il nous faudra alimenter par la suite par de plus profondes recherches et analyses. En effet, de par la proximité temporelle, l'ouvrage de Javier Cercas n'ayant été publié il n'y a qu'un an et demi, les travaux d'analyses effectués depuis concernant l'analyse de son genre son infimes voire inexistant.

I) Politique et Transition en Espagne

1) Les dichotomies politiques

Afin d'élaborer ce mémoire de Master 2 en civilisation hispanique nous disposons du même corpus d'archives de presse des périodiques *El País* et *Le Monde*, que nous avons déjà étudié l'année dernière, auquel nous ajoutons cette année l'ouvrage du romancier Javier Cercas, *Anatomía de un instante*, pour son intérêt par rapport aux travaux effectués l'année dernière, sa complexité et ses analyses controversées. Au fil de cette première partie, nous mettrons l'accent sur l'analyse de la politique menée pendant la Transition démocratique espagnole (1975-1982)¹. Notre objectif sera donc de porter un regard neuf sur cette période historique, en confrontant nos sources aux références bibliographiques que nous détenons. Ainsi, les références journalistiques seront donc confrontées aux références historiques mais aussi à un tout autre genre, l'ouvrage de Javier Cercas dont les sources convoquées, qui sont les mêmes que nous usons pour accomplir ce mémoire, en font un roman qui oscille entre l'investigation journalistique, l'essai et la chronique. De la sorte, suite à nos recherches effectuées pour le mémoire de Master 1, nous envisageons cette année de proposer une analyse approfondie de cette période historique en suivant une nouvelle perspective d'étude grâce à l'analyse du regard porté par le romancier Javier Cercas à travers son ouvrage *Anatomía de un instante*. Nous permettant donc non seulement, d'approfondir nos recherches, mais aussi de les élargir et de les soumettre à de nouvelles hypothèses.

Avant même de commencer l'analyse des dichotomies politiques, il convient de revenir sur la définition même de la période historique analysée, à savoir, la Transition démocratique espagnole. En effet, cette démarche est essentielle pour prétendre à une analyse scientifique rigoureuse. Les politologues G. O'DONNELL et Ph. SCHMITTER définissent l'étape de Transition de façon universelle de la manière suivante : « Las Transiciones están delimitadas de un lado, por el inicio del proceso de disolución del regimen autoritario y, del otro, por el establecimiento de alguna forma de democracia, el retorno a algun tipo de retorno autoritario o el surgimiento de una alternativa revolucionaria »². La Transition démocratique espagnole est une étape de consensus et de réconciliation nationale dans le but d'instaurer un Etat démocratique stable suite à des années

¹ Les dates retenues ici seront justifiées par des références bibliographiques dans le paragraphe suivant

² Cité par de G. O'DONNELL et Ph. SCHMITTER, *Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas*, dans, POWELL, Charles, *El piloto del cambio, el Rey, la Monarquía y la Transición a la democracia*, Barcelona, Planeta, 1991, p13

de déchirements, de guerres et de répression. En revanche, certains historiens comparent cette paix nationale à un « pacto de silencio », une sorte d'amnésie collective de la transition, qui a retardé l'élaboration de la mémoire historique »¹. En effet, le sociologue et philosophe Edgar MORIN parle d'une certaine « mansuétude accordée aux tenants du régime dictatorial déchu [...] une sorte de contrat tacite où l'on achète la paix et la démocratie au prix d'une amnistie de fait ou de droit »². Cette indulgence, voire amnésie de la Transition accorde d'une certaine façon un pardon « subliminal » aux tenants du régime franquiste, et en cela, elle se sert de l'oubli et par conséquent du pardon pour acheter la démocratie. Or, le romancier Javier Cercas nous propose un aperçu différent de la Transition démocratique et nuance quelque peu ses rapports à l'oubli :

«[es] un pacto mediante el cual los vencidos de la guerra civil renunciaron a ajustar cuentas por lo ocurrido durante cuarenta y tres años de guerra y dictadura, mientras que, en contrapartida, tras cuarenta y tres años ajustándoles las cuentas a los vencidos los vencedores aceptaban la creación de un sistema político que acogiese a unos y a otros y que fuese en lo esencial idéntico al sistema derrotado en la guerra. Ese pacto **no incluía olvidar el pasado** : incluía aparcarlo, sosloyarlo, darlo de lado ; incluía renunciar a usarlo políticamente, pero no incluía olvidarlo. »³

En effet, cette réflexion nous permet de nous diriger vers une toute autre critique des historiens concernant la Transition démocratique. Pour reprendre les propos de Edgar MORIN, il ne s'agit pas en vérité « d'une amnésie, mais d'une amnistie »⁴. Le philosophe Paul RICOEUR propose une définition précise de ces deux termes : si l'amnésie est « un oubli institutionnel [...] un déni de mémoire [...] l'amnésie conclut de graves désordres politiques affectant la paix civile –guerres civiles, épisodes révolutionnaires, changements violents de régime politique-, violence que l'amnistie est sensée interrompre » puis il conclut que l'amnistie a pour but « la réconciliation, la paix civile [...] ce n'est pas un devoir de taire le mal, mais de le dire sur un mode apaisé, sans colère »⁵. Cette réconciliation requiert des concessions venant de la part des deux camps, *vainqueurs* et *vaincus*, de faire table rase du passé, afin de permettre, comme l'explique le politologue Bernard LABATUT, d'envisager

¹ MOGIN-MATIN, Roselyne, CAPLAN, Raúl, DUMAS, Christophe, (coord.), *La mémoire historique : interroger, construire, transmettre*, Angers, Presses de l'Université d'Angers, 2006, p49

² MORIN, Edgar, *Le siècle et le pardon*, Le monde des débats, 1999, texte publié sur la page web : <http://www.plusloin.org/textes/morin.html>, le 17 mai 2009, à 22h04

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p108

⁴ MORIN, Edgar, *op.cit.*, texte publié sur la page web : <http://www.plusloin.org/textes/morin.html>, le 17 mai 2009, à 22h04

⁵ RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, pp585-586

« un autre avenir pour ce pays que le retour aux vieux démons des luttes fratricides et du coup d'Etat militaire »¹. Ainsi le romancier Javier Cercas s'accorde avec cette définition de la Transition démocratique espagnole, et défend qu'il ne s'agit pas d'une période d'oubli ou pire d'une négation du passé, mais au contraire d'une très sage appréhension et analyse de ce passé pour éviter de répéter les mêmes erreurs, en particulier la Guerre Civile, comme nous le démontre ce commentaire :

« En cualquier caso, si los políticos de la transición pudieron cumplir el pacto que ésta implicaba, renunciando a usar el pasado en el combate político, no fue porque se hubieran olvidado de él, sino porque lo recordaban muy bien : porque lo recordaban y porque decidieron que era indigno y abyecto ajustar cuentas con el pasado para tener razón a riesgo de mutilar el futuro, tal vez de volver a sumergir el país en una nueva guerra civil. »²

Ainsi, la Transition démocratique espagnole serait le pont qui unirait l'ancien régime autoritaire au nouveau régime démocratique, une passerelle ouverte pour le pire et le meilleur dans le but de permettre une résurrection de l'Espagne qui puiserait dans ses origines franquistes, l'essence de sa nouvelle démocratie.

Si la définition de la Transition démocratique espagnole comporte des nuances qui nécessitent d'être précisées comme nous l'avons remarqué, ses bornes chronologiques constituent un souci délicat pour les historiens qui proposent diverses hypothèses dont nous allons exposer ici les principales. En effet, l'on pourrait proposer l'année 1973 pour marquer le début de la Transition démocratique. Puisqu'il s'agit de la date de décès de Carrero Blanco, le 20 décembre 1973, bras droit du dictateur Fransisco Franco. Cependant, les historiens tels Javier TUSELL, Alvaro SOTO CARMONA ou encore Charles POWELL font débiter la Transition démocratique en le 20 novembre 1975, c'est-à-dire à la mort de Franco³. En revanche, si la majorité des historiens s'entendent sur 1975, il résulte plus difficile de déterminer la date de fin de la Transition démocratique, comme nous l'expose Javier TUSELL « el punto de partida es la muerte de Franco pero el final es dificilmente precisable »⁴. En effet, si la fin de la dictature est plus

¹ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p9

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p109

³ La mort du Général Fransisco Franco marque « *el fin del franquismo y el comienzo de la Transición* » comme le corrobore cette citation extraite de DIAZ GIJON, José, FERNANDEZ NAVARRETE, Donato, GONZALEZ GONZALEZ, Manuel, (coord.), *Historia de la España actual 1939-1996, autoritarismo y democracia*, Madrid, Marcial Pons, 1998, p81

⁴ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.1

facile à déterminer, quand l'Espagne cesse t'elle d'être en transition pour devenir une vraie démocratie ? Alvaro SOTO CARMONA précise que selon la « definición jurídico-formal del sistema político [...] la Transición acabaría en 1978 con la Constitución, [...] pero sería una visión formal del proceso histórico [...] porque tras la Constitución existen incertidumbres importantes [sobre el sistema político recién establecido] que cuestionan la continuidad del sistema. »¹. Ainsi, il justifie la fin de la Transition démocratique avec l'arrivée du PSOE (Partido Socialista Obrero Español) au pouvoir, le 28 octobre 1982, c'est-à-dire « cuando se despejaron las más importantes incertidumbres »². Cependant, plusieurs historiens distinguent la période de la Transition démocratique de l'étape de consolidation. En effet, comme le souligne le politologue William GENIEYS, « il est nécessaire de distinguer la période de la transition et celle de la consolidation du nouveau régime politique espagnol. Dans ce sens, l'inscription historique, voire la périodisation de la transition démocratique ne va pas sans poser de problème. »³. De plus, l'historien Ramón GARCIA COTALERO affirme que la Transition s'étend du 20 novembre 1975 jusqu'au 29 décembre 1978, date de promulgation de la Constitution espagnole : « A partir de 1978, es un proceso de consolidación de las instituciones para fortalecer el Régimen [...] el 23-F demuestra el vigor de la democracia »⁴. Comme le remarque William GENIEYS, « Ramón COTALERO propose un modèle interprétatif des processus de transition à travers le principe de la régulation par le consensus. »⁵. Autrement dit, cela signifie que la Transition démocratique espagnole s'achève dès lors où les institutions s'accordent sur des normes politiques, dont la promulgation de la Constitution en 1978 en est la garante. Cependant, Ramón GARCIA COTALERO affirme également que l'arrivée du PSOE au pouvoir en 1982 aura pour objectif « la consolidación de la democracia »⁶. En effet, l'on ne peut parler de consolidation démocratique qu'« après les élections législatives du 28 octobre 1982 qui conduisent le PSOE au pouvoir »⁷. L'historien Alvaro SOTO CARMONA quant à lui insiste sur le fait que « Transición y consolidación, los dos van juntos »⁸. Ainsi, si la Transition est, comme son nom l'indique, un passage entre deux régimes politiques, il convient de revenir sur la définition même de la « consolidation » d'un régime politique. Parce que l'on peut parler d'étape de

¹ SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

² Ibid., chap.1

³ GENIEYS, William, *Les élites espagnoles face à l'Etat, changements de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Clamecy (France), L'Harmattan, 1997, p208

⁴ GARCIA COTALERO, Ramón, *La conspiración, el golpe de estado difuso*, Barcelona, Ediciones B., 1995, p15

⁵ GENIEYS, William, *op.cit.*, p211

⁶ GARCIA COTALERO, Ramón, *op.cit.*, p15

⁷ GENIEYS, William, *op.cit.*, p230

⁸ SOTO CARMONA, Alvaro, *op.cit.*, chap.1

consolidation une fois que « ningún actor político, económico o social usa recursos para lograr que se crea un régimen no democrático [...] cuando la opinión pública cree que las instituciones democráticas son la mejor manera de gobernar la sociedad y que los « anti-sistema » están aislados [...] cuando se resuelven los problemas y conflictos dentro de las leyes »¹. A son tour, l'historien Felipe AGUERO explique que la Constitution de 1978 ne marque pas la fin de la Transition mais « marca de modo concluyente el final del Franquismo »². Il confirme qu'il faut attendre jusqu'en 1982, pour que le régime démocratique espagnol, avant fragilisé par des menaces militaires, cesse d'être en transition pour devenir une démocratie en voie de consolidation puisque « A partir de 1982, la preocupación ya no es la tensión entre civiles y militares, su intervención en política, sino la modernización [del país] »³. De ce fait, l'arrivée du PSOE au pouvoir marque donc la fin d'une période d'incertitudes et d'instabilité, vers une période de consolidation de la démocratie pour plusieurs raisons. Tout d'abord, car il est le premier parti politique élu après celui de l'UCD (l'Union de Centre Démocratique) qui a dirigé toute la politique de la Transition démocratique, en ce sens, il confirme que le pouvoir peut se transférer de manière légale et légitime sans fragiliser la légalité et la légitimité des institutions démocratiques mises en place. D'autre part, son élection représente de manière symbolique la victoire des « *vaincus* » au pouvoir, puisque rappelons-le, durant la Guerre Civile espagnole (1936-1939), le PSOE représente le grand « *vaincu* » de cette guerre et sera considéré pendant les quarante ans de dictature qui suivirent comme l'antithèse du Franquisme. Par conséquent, au vu de la pertinence des critères exposés par la majorité des historiens, nous avons retenu pour élaborer ce sujet de mémoire les dates de 1975-1982 pour délimiter la période de la Transition démocratique espagnole. Ainsi, sans vouloir imposer une vision unique du processus historique de la période étudiée, notre démarche se voulait de délimiter de manière scientifique un cadre historique précis, en suivant les différentes thèses développées par les spécialistes, afin d'éviter toute confusion.

Ces quelques définitions et précisions sont essentielles puisqu'elles constituent une base théorique nécessaire pour nous permettre de procéder rigoureusement à l'analyse des dichotomies politiques de la Transition démocratique. Cette étape historique débute

¹ Citation de A. Stepan, par Juan J. LINZ, « *La Transición española en perspectiva comparada* », dans, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.1

² AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p127

³ Ibid., p300

précisément le 20 novembre 1975, date du décès du Général Fransisco Franco¹. Sa mort signifiait la fin de quarante ans de dictature, et le début d'une étape d'incertitudes quant au devenir du pays. Afin de comprendre cette situation, il est nécessaire de revenir sur l'essence même du régime franquiste. Ce régime naît d'une guerre civile due à une profonde scission entre plusieurs idéologies présentes en Espagne. Cette guerre civile marque le prélude d'une tragédie mondiale. L'Espagne devient l'avant-scène, le terrain d'entraînement de confrontations internationales. Il ne s'agit pas d'une simple bipolarisation des idéologies dominantes, la droite contre la gauche, mais d'une fragmentation de ces dernières : les fascistes contre les communistes, contre les anarchistes, contre les capitalistes etc. Les historiens parlent de la dernière guerre où les hommes se sont battus pour leurs idées. Cette guerre fratricide qui dure de 1936 jusqu'en 1939 divise le peuple espagnol. L'historien Guy HERMET parle du « mythe de la Guerre d'Espagne »² qui oppose le bien au mal, les vainqueurs aux vaincus. En l'occurrence, le vainqueur est le Général Franco, soutenu par le camp ultra-nationaliste. Il construit alors un régime dont toute sa légitimité repose sur le fait d'avoir gagné la guerre. Plus qu'une guerre, une *croisade* contre les impies en réminiscence aux Rois Catholiques, une Reconquête de l'ultra-espagnolisme face aux séparatistes, de la foi religieuse face à la laïcité républicaine et des valeurs militaires face à une société en déchéance. S'articule alors toute une sémiologie, un discours manichéen et dualiste dont la logique repose sur un effet de miroir inversé, de sorte que l'un n'existe que dans l'opposition absolue avec l'autre. Ce qui génère alors une antithèse radicale qui fait évoluer parallèlement deux mondes antinomiques et ennemis mais toutefois nécessaires pour s'auto-définir, s'identifier et de cette différence assoir sa légitimité. C'est l'Espagne des *vainqueurs* contre celle des *vaincus*. Le Général Franco, qui est proclamé Chef de l'Etat espagnol le 10 octobre 1936, par la Junte de Défense Nationale et Généralissime, c'est-à-dire le Chef Suprême de l'Armée, met habilement en place une dictature dont les caractéristiques n'entrent dans aucune des catégories existantes. En effet, elle ne s'apparente qu'en surface à une dictature militaire. Les militaires n'ont en pratique qu'un rôle consultatif, puisque le Caudillo détient à lui seul le monopole de tous les pouvoirs. Or, il ne s'agit pas non plus d'une dictature personnelle. La complexité de son régime repose sur le fait que le dictateur appui son discours sur un nationalisme exacerbé et légitime ses actions par un recours incessant à la religion catholique. Ainsi, le nationalisme s'associe à la foi religieuse, et

¹ L'historien Bartholomé BENNASSAR écrit que « toutes les maladies du monde, ou presque, s'étaient réunies au chevet de Fransisco Franco pour prononcer sa fin », voir, Franco, Paris, Perrin, 1995, pp254-255

² HERMET, Guy, *L'Espagne au XXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, (1986), 1992, p161

par conséquent comme l'explique l'historien Raoul GIRARDET « la lutte pour l'indépendance se confond avec la lutte pour la liberté religieuse [et] la tendance à l'expansion tend à prendre l'aspect d'une croisade »¹. Par ailleurs, cela permet au Général Francisco Franco de mythifier son image et d'atteindre le statut de messie, de chef providentiel. Par conséquent, l'écrivain Michel DEL CASTILLO invente une terminologie spéciale pour référer au régime du Caudillo : le « *National-catholicisme* »². De part cette multitude de caractéristiques propres au régime de Franco³, le terme le plus sûr reste le « franquisme ». De plus, cette appellation, aussi simple semble t'-elle être, met en avant un fait indispensable pour la compréhension de ce que sera la Transition démocratique. Le franquisme est un régime dont le protagoniste est à lui seul la pierre angulaire de son fonctionnement. Le Franquisme pennerait donc à subsister sans le Général Franco.

Toutes ces précisions nous permettent de comprendre que la mort du Généralissime signifiait également la fin du régime franquiste. En effet, l'historien Joaquín BARDAVIO soutient que « nadie hubiera podido encarnar un franquismo sin Franco, porque su legitimidad, por muy espuria que fuese, no era transmitible »⁴. Cependant, Francisco Franco meurt en laissant un héritier officiel pour assurer la pérennité de son régime. En effet, le 30 décembre 1969, il avait nommé le prince Juan Carlos I pour devenir son successeur officiel, affirmant que « *todo está atado y bien atado* ». Néanmoins, « le pays sait qu'une partie de son Histoire est morte avec lui [Franco] et qu'il se trouve subitement face à l'inconnu »⁵. Le choix du Caudillo pour garantir la continuité de son régime a donc été d'opter pour une Monarchie, restreignant ainsi le pouvoir à une seule personne, et supprimant l'éventualité que ne se –re-constitue une république. Par conséquent, le 22 novembre 1975, Don Juan Carlos est couronné Roi d'Espagne, comme le notifiait la légalité franquiste :

« Como Rey de España, título que me confieren la tradición histórica, **las Leyes Fundamentales** del Reino y el mandato legítimo de los españoles, me honro en dirigiros el primer mensaje de la Corona, que brota de lo más profundo de mi corazón. Una figura excepcional entra en la historia. El nombre de **Francisco Franco** será ya un jalón del acontecer español y un hito al que será imposible dejar de referirse para entender la clave de nuestra **vida política contemporánea**. [...] Hoy comienza una

¹ GIRARDET, Raoul, *Nationalismes et Nation*, Bruxelles, Complexe, 1996, p40

² DEL CASTILLO, Michel, *Dictionnaire amoureux de l'Espagne*, Plon, 2005, 414pp

³ Annoté que le Général autodéfinissait son régime par le terme de « *démocratie organique* ». Il laisse apparaître le mot « démocratie » en raison de son économie libérale, suite au plan de stabilisation développé par les technocrates en 1957, or sa politique reste autoritaire

⁴ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p51

⁵ GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, 1989, p19

nueva etapa de la historia de España. Esta etapa, que hemos de recorrer juntos, se inicia en la paz, el trabajo y la prosperidad, fruto del esfuerzo común y de la decidida voluntad colectiva. »¹

En se proclamant le Roi de « *tous les espagnols* », Don Juan Carlos I met fin à quarante ans de dichotomie politique et sociale qui opposait les « vainqueurs » aux « vaincus » et offre à l'Espagne l'espoir de se voir enfin réunie dans la paix. Cependant, si cette phrase clé du Roi amorce clairement une étape de réconciliation, elle sème le trouble au sein des Forces Armées, qui soulignons-le, sont les garants de la continuité du régime franquiste, « el guardia fiel del franquismo »². Rappelons que le dernier message du Général Franco s'assure du transfère de la loyauté de ses fidèles, à savoir, les militaires, envers Don Juan Carlos : « Os pido que rodeéis al futuro Rey de España, Don Juan Carlos de Borbón, del mismo afecto y lealtad que a mí me habéis brindado, y le prestéis, en todo momento, el mismo apoyo de colaboración que de vosotros he tenido »³. Or, comme le souligne le politologue Bernard LABATUT : « On peut seulement faire remarquer que l'armée a eu à assumer la contradiction entre le respect des principes idéologiques du régime du général Franco et la fidélité à la personne désignée par celui-ci comme son successeur, le roi Juan Carlos »⁴. Une page de l'Histoire espagnole se tourne, mais entraîne également de nouvelles inquiétudes, ou fait resurgir d'anciens fantômes, comme celui de la Guerre Civile. Effectivement, il convient de rappeler que l'éducation du Prince a été soumise au contrôle exclusif du Général Franco depuis sa nomination en 1969 pour devenir le futur Roi d'Espagne. En effet, il est important de comprendre comme nous l'avons vu plus haut, que les pouvoirs de Franco ne sont pas transférables, de ce fait pour s'assurer la continuité du régime, le Caudillo forge le futur héritier à son image : il doit être fidèle à Franco, croire en la nécessité de la Guerre Civile, être hostile à la démocratie parlementaire, avoir de rigides conceptions de l'ordre public, être traditionnel et catholique et enfin faire preuve d'un espagnolisme exacerbé⁵. Don Juan Carlos est alors perçu en Espagne comme une marionnette, le pantin du Caudillo⁶. Il tire son unique légitimité dans

¹ Premier discours du Roi, prononcé le 22 novembre 1975 devant le Parlement espagnol, publié sur la page web : http://www.casareal.es/sm_rey/discursos/index-ides-idweb.html, le 17 mai 2009, à 22h10

² JULIA DIAZ, Santos, PRADERA, Javier, PRIETO, Joaquín, *Memoria de la transición*, Madrid, Taurus, 1996, p352

³ Citation développée dans BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p95

⁴ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p29

⁵ Critères développés dans SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España 1975-1996*, Madrid, Alianza, 2005, chap.1

⁶ Santiago Carrillo avait donné au Roi le sobriquet de « *Juan Carlos el Breve* », certain qu'il ne resterait pas au pouvoir longtemps

le régime franquiste. L'une de ses priorités à la mort de Franco est donc de sauver la Monarchie, de s'assurer qu'elle se maintienne de façon stable avant même d'instaurer une démocratie. D'où l'importance des Lois Fondamentales : « Como Rey de España, título que me confieren la tradición histórica, las Leyes Fundamentales del Reino »¹. Il s'agit donc d'instaurer une Monarchie et non de la restaurer car elle puise ses origines dans le soulèvement du 18 Juillet 1936. Ainsi, on comprend mieux pourquoi le Roi s'évertue tant à considérer légitimes les Lois et institutions franquistes². Ainsi, le débat ne réside pas entre Monarchie et République, malgré ce que l'on aurait pu croire. Effectivement, si le régime franquiste s'était imposé à partir d'un coup d'Etat en dépit de la légitimité républicaine, il aurait semblé logique que ces derniers réclament, une fois mort le dictateur, leur légitimité et réinstaurent une République. Mais ce coup d'Etat –le seul- ayant débouché sur une guerre civile, l'on craint que ne se répètent inexorablement les mêmes erreurs. La Monarchie semble donc être le système le plus adéquat et le plus neutre. En revanche, se pose la question du choix entre dictature et démocratie. Le 22 novembre 1975, le Roi devient « monarco-dictateur », il possède tous les pouvoirs de Franco, c'est-à-dire, tous les pouvoirs. Un système ne s'efface pas avec la mort de son fondateur, mais avec les agissements de son successeur.

Comme nous venons de le voir, l'Espagne est passée du jour au lendemain du régime franquiste à un régime monarchiste, exauçant ainsi les derniers souhaits du dictateur. Par conséquent, selon le romancier Javier Cercas, « Franco fue el verdadero protagonista de la transición »³. Cependant, il est indispensable de nuancer ces propos. Si le débat entre Monarchie et République n'a pas eu lieu d'exister, le peuple espagnol a eu le choix entre poursuivre un régime dictatorial ou construire un nouveau régime démocratique. En ce sens, il serait incorrect de désigner le Général Franco comme un protagoniste de la Transition démocratique. Puisqu'en réalité ce n'est « que » sa mort qui a permis d'initier une nouvelle étape, et non lui qui l'a dessiné. D'autant plus que ses desseins pour l'avenir du pays n'ont pas été suivis. Par ailleurs, comme nous l'avons suggéré plus haut, non seulement les élites et institutions politiques ont joué un rôle décisif dans le cours de la Transition à la démocratie, mais également le peuple. Après avoir souffert pendant près de quarante ans de la dictature imposée

¹ Premier discours du Roi, prononcé le 22 novembre 1975 devant le Parlement espagnol

² « *L'institution monarchique avait joué son rôle, en ridiculisant les analystes politiques qui, sept ans plus tôt, avaient ouvertement dénoncé en la personne de Juan Carlos le valet des héritiers du franquisme ou une simple marionnette* », voir, BENNASSAR, Bartolomé et BESSIERE, Bernard, *Le défi espagnol*, Besançon (France), La Manufacture, 1991, p53

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p41

par le régime franquiste, le peuple, exerçait une certaine pression envers les institutions toujours franquistes, afin d'obtenir plus de libertés. En effet, pour qu'une transition démocratique soit réellement démocratique, il faut avant tout une démocratisation de la société. Si la dictature est une forme de régime politique, malgré son caractère autoritaire, il ne faut pas oublier que la démocratie est également une théorie, un idéal de régime politique parmi d'autres. Dans nos sociétés modernes, elle est considérée comme la conception politique la plus légitime, et la seule qui faille adopter, pour preuve, tous les régimes se revendiquent démocratiques, à tort ou à raison. Il ne suffit donc pas de s'autoproclamer démocratie -tout comme la Démocratie Organique du Général Franco- pour être une démocratie de fait, acceptée par les autres Etats. Il existe un certain degré de démocratisation, un seuil minimum requis. Par conséquent, il est nécessaire de revenir sur la définition de la démocratie afin d'en extraire ses caractéristiques essentielles. Anne BAUDART, philosophe spécialisée en études politiques définit la démocratie de la façon suivante : « régime de liberté et d'égalité, elle implique l'obéissance à la loi dont le dèmos est l'auteur, une participation active aux affaires publiques, la fidélité à une Constitution qui est son propre, une souveraineté qui exclut, par définition, toute forme de tyrannie¹ ou de despotisme »². Ainsi l'objectif de l'Espagne à ce moment est d'être considérée par la France et l'Europe en général, comme une démocratie. En effet, Javier TUSELL met en avant que si l'Europe n'avait pas été démocratique pendant cette étape de transition, l'Espagne ne serait peut-être pas devenue une démocratie³. Preuve en est que l'Espagne est le seul pays qui soit passé d'une dictature à une démocratie. Il explique que la politique intérieure est parallèle à la politique extérieure et que de ce fait la démocratisation de l'Espagne signifie son européisation et vice versa. Ainsi la question de la dictature est une alternative rejetée d'emblée par la majorité de la classe politique. L'Espagne est donc une Monarchie qui veut aller vers la démocratie, reste à savoir quel chemin va-t-elle emprunter.

Malheureusement, il n'existe pas de recette miracle pour fabriquer une démocratie du jour au lendemain. Le débat va donc avoir lieu en ce qui concerne le type de démocratie à construire. Plusieurs idéologies entrent alors en confrontation. Tout d'abord, les partisans de la *Rupture*, incarnés par les partis communiste et socialiste. Ces deux partis sont les « vaincus » du

¹ Cependant, selon Simone GOYARD-FABRE, professeur émérite à l'Université de Caen, spécialisée en philosophie du Droit et de la politique, elle considère « qu'il y a dans la démocratie une tyrannie de l'individualité » et que l'égalité entraîne « un nivellement vers le bas », voir, *Qu'est-ce que la démocratie ? La généalogie philosophique d'une grande aventure humaine*, Paris, Armand Colin, 1998, p220

² BAUDART, Anne, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Librairie philosophique J. VRIN, 2005, p10

³ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.5

franquisme, sur qui s'est acharnée une forte répression quasi obsessionnelle. Selon eux, il est nécessaire de changer radicalement de régime, sans phase transitoire, ni négociation, pour instaurer non seulement une démocratie mais sous la forme d'une République. A l'opposé se trouvent les *continuistes* désireux de prolonger le système franquiste même sans Franco. Le noyau le plus dur de cette mouvance est le « bunker », lobby franquiste qui trouve des appuis dans les secteurs militaires ou politiques les plus conservateurs. Ils sont réfractaires à toute négociation, mais aussi à toute ouverture du système et pire à la démocratie si elle n'est pas « organique ». Entre ces deux extrêmes se développent deux projets politiques plus nuancés et consensuels : le *Pseudo-réformisme*¹ et le *Réformisme*. Le premier tente d'accommoder les institutions franquistes au système démocratique. De ce fait il prévoit des réformes limitées, mais qui auront donc comme conséquence une démocratie tout autant limitée. Ce type de projet politique correspond à celui du Gouvernement de Carlos Arias Navarro (1973-1976) sur lequel nous reviendrons plus tard. Le pseudo-réformisme est assez ambigu étant donné qu'il ne fait que donner une impression d'ouverture démocratique sans jamais passer la ligne « officielle ». Ses défenseurs sont en majeure partie des technocrates et des anciens membres de la classe politique franquiste. Le politologue José VIDAL-BENEYTO souligne que ce courant de droite espagnole est très mal organisé puisqu'il a été légal tout au long du franquisme, contrairement à la gauche qui a dû apprendre à s'organiser de manière méticuleuse dans la clandestinité afin d'éviter la répression². Le projet politique des réformistes, dont le leader charismatique sera Adolfo Suárez, se veut consensuel, libéral et pluripartiste. Il prend modèle sur les systèmes démocratiques occidentaux (France, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique...). Son objectif est de partir de la légalité franquiste en vigueur pour créer, avec la participation de toutes les sphères politiques présentes, un système démocratique à l'image de toutes les caractéristiques espagnoles (nationalismes, plurilinguisme, régionalisme...). De façon plus globale, les réformistes développent ce projet dans l'espoir d'une intégration rapide dans la Communauté Economique Européenne, car l'Europe est pour eux synonyme de liberté et de modernité. En effet, ils répondent à la crise identitaire espagnole -latente depuis la crise de 1898- de la même

¹ Théorisée par Manuel Fraga, ancien ministre de l'information et du tourisme sous le régime franquiste, à l'origine du slogan « España es diferente ». Il sera ministre de l'intérieur pendant le Gouvernement de Carlos Arias Navarro, et fonde en 1976 le parti conservateur de droite : Alianza popular, rebaptisé Parti populaire en 1989 par José María Aznar

² VIDAL-BENEYTO, José, J. BOBILLO, Francisco, (coord.), *España en debate, I La política*, Madrid, Tecnos, 1991, p15

manière que l'avait formulé le philosophe José Ortega y Gasset¹ plusieurs années auparavant, par l'europeïsation² urgente de l'Espagne. Enfin il convient de noter une dernière tendance qui bien qu'elle s'appuie sur des dogmes politiques, n'a recours qu'à la violence pour agir. Il s'agit des révolutionnaires du GRAPO (Grupo Antifascista Primero de Octubre), de FRAP (Frente Revolucionario Antifascista y Patriota) et ETA (Euskadi Ta Askatasuna)³ dont l'idéologie se rapproche de l'extrême-gauche léniniste ou marxiste. Ils restent toutefois très minoritaires, voire marginaux. Comme nous le verrons plus tard, la rupture tout comme la continuité seront mises à l'écart en faveur d'une « rupture pactée » ou « réformisme ». Comme l'analyse William GENIEYS, la lutte entre le projet de réforme et celui de rupture « est neutralisée, en amont, par la peur d'une nouvelle Guerre Civile, et, en aval par les incertitudes inhérentes au processus de construction d'un nouveau régime »⁴. Par conséquent, l'essayiste Gérard IMBERT conclut que « el consenso es la versión política del consenso social, es la cristalización de esta alianza de fuerzas a la vez endógenas y exógenas en relación al franquismo histórico [...] es un cambio en la continuidad [...] es centrismo »⁵.

Cependant, depuis 1973, le Gouvernement de Carlos Arias Navarro dirige la politique du pays. Il avait été nommé par le Général Franco pour un mandat de six ans, afin de remplacer le numéro deux du régime, Carrero Blanco, assassiné par le groupe terroriste ETA cette même année. Carlos Arias Navarro, développe, tout comme son prédécesseur, une idéologie franquiste qu'il entend bien préserver malgré la mort de son représentant. En revanche, le Président du Gouvernement se montre timidement rénovateur et libéral à travers le discours de « *l'esprit du 12 février* » en 1974. Il présente devant les Cortès franquistes un programme

¹ « *España es el problema, Europa es la solución* », citation de José Ortega y Gasset retrouvée dans, QUESADA MARCO, Sebastián, *Diccionario de civilización y cultura españolas*, Madrid, Istmo, 1997, p232

² « *cualquier proyecto democrático, regeneracionista, y modernizador de España ha estado asociado a la idea de su europeización. Europa, modelo de libertad, progreso y ciencia, era la solución para el problema de España. [...] el ideal europeísta [...] reapareció durante la Transición democrática como fórmula redentora del reciente pasado dictatorial* », voir, QUESADA MARCO, Sebastián, *Diccionario de civilización y cultura españolas*, Madrid, Istmo, 1997, p232

³ « *La question basque, qui prend la forme du terrorisme ethnonationaliste sous l'action des tueurs de l'ETA, reste assez mal connu en France, pourtant voisine et touchée à la marge par un conflit militarisé de plus de quarante ans. [...] Si la répression franquiste, en rendant crédible le thème de l'oppression coloniale, sert les ambitions bellicistes de la jeune ETA, c'est le recours à des modèles étrangers de lutte (algérien et israélien) et le travail de rénovation idéologique entrepris pour se distinguer du nationalisme organique du PNV, qui assoie l'usage de la violence. [...] Au moment de l'instauration de la démocratie, l'ETA a déjà opéré sa mutation, rigidifiant sa structure interne et abandonnant tout droit à la pluralité.* », Voir, ELORZA, Antonio, GARMENDIA, José Maria, JAUREGUI, Gurutz, DOMINGEZ, Florencio, UNZUETA, Patxo, *ETA, une histoire*, Paris, Denoël, 2002, pp 122, 298, 303

⁴ GENIEYS, William, *Les élites espagnoles face à l'Etat, changements de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Clamecy (France), L'Harmattan, 1997, p218

⁵ IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p24-25

« novateur » et de « changement social » selon Javier TUSELL¹ qui l'analyse comme une certaine « libéralisation limitée » grâce au projet de réforme de la loi syndicale et de l'association politique. Ce discours entre franquisme et réformisme sera trop novateur mais surtout trop ambigu pour le régime dictatorial qui avortera les réformes proposées : « el discurso aperturista del 12 de febrero quedó en aguas de borrajás »². La mort de Franco bouleverse Carlos Arias Navarro, franquiste invétéré, il ne compte pas démissionner³, car ce serait pour lui une trahison. Il se sent alors investi d'une mission, celle de faire le pont entre le franquisme et le Roi⁴. Cependant, la politique trop réformiste pour le régime franquiste ne le sera pas suffisamment pendant cette période de transition. Carlos Arias Navarro applique une politique de pseudo-réformiste très critiquée par les partisans de la rupture qui réclament plus de liberté. Le Roi, dont le principal objectif est avant tout d'assurer la permanence de la Couronne, soutient ce projet au début. Cependant il se rend rapidement compte que c'est un échec. De grands mouvements de grève ont lieu dans tout le pays, les plus marquants sont ceux de Sabadell et Vitoria en 1976. A Sabadell, la classe ouvrière lance un mouvement de grève générale : la « *huelga del Pan y huelga del Metal* ». Ce mouvement sera sévèrement réprimandé par les forces de l'ordre, qui toutefois ne parviendront pas à le contrôler et encore moins à le passer sous silence. Les révoltes ouvrières de Vitoria réclament clairement quant à elles, la reconnaissance des partis politiques et des syndicats (en particulier les Comisiones Obreras, CC.OO. syndicat clandestin affilié au parti communiste, mais qui réunit des militants venant de tous horizons politiques) et de ce fait l'amnistie pour tous les prisonniers politiques. Ce mouvement donne lieu à une forte répression policière qui fera cinq morts. Ces conflits font renaître la peur d'une nouvelle guerre civile et discréditent la politique de Carlos Arias Navarro qui ne fait qu'aggraver les tensions sociales en recourant à la répression policière qui rappelle les pratiques franquistes. En plus de l'agitation sociale, Carlos Arias Navarro ne met en place aucune politique économique pour faire face aux prémices d'une crise économique mondiale qui s'annonce en 1973 avec la crise du pétrole⁵. Il faut aussi souligner les actions

¹ TUSELL, Javier et QUEIPO DE LLANO, Genoveva G., *Tiempo de incertidumbre, Carlos Arias Navarro entre el franquismo y la Transición (1973-1976)*, Barcelone, Crítica, 2003, p72

² CIERVA y HOCES, Ricardo (de la), *Juan Carlos I : misión imposible*, Madrid, ARC editores, 1996, p106

³ Quelque temps avant, le 12 novembre 1975, il présente sa démission au Roi qui lui sera refusée

⁴ En effet, comme le souligne l'historien Ricardo de la CIERVA y de HOCES, les franquistes « *estaban firmemente unidos en la lealtad de Franco [...] y aceptaron sin vacilar la despedida-testamento de Franco en favor del Rey* », voir, *op.cit.*, p25

⁵ D'autant plus que l'Espagne est dépendante au niveau énergétique. D'autre part, l'historien Javier TUSELL met en exergue que la crise économique due au premier choc pétrolier ne se résoudra qu'à partir de 1986, une

terroristes des groupes GRAPO et ETA, hérités du régime franquiste, qui continuent de faire monter la pression. Javier TUSELL considère que ces problèmes d'ordre public sont les causes de l'autodestruction¹ du Gouvernement de Carlos Arias Navarro et de son impopularité. Alvaro SOTO CARMONA², complète cette thèse en précisant que c'est sa loyauté envers Franco qui l'empêche de procéder à une vraie réforme politique, préférant la continuité du régime franquiste.

Ainsi, comme l'explique l'historien Charles POWELL, c'est avant tout le Roi, « *el piloto del cambio* »³, qui va jouer un rôle essentiel dans le déroulement des événements et impulser le changement. Aussi, l'historien Luis PALACIOS BANUELOS confirme que « el Rey optó por impulsar la vía democrática consciente de que ese era el único camino con viabilidad y futuro »⁴. Sa première décision sera de nommer Torcuato Fernández-Miranda, ancien professeur de Droit Politique du Roi, Président des Cortès et du Conseil du Roi. En effet, le Roi ne peut pas le nommer Président du Gouvernement à la place d'Arias Navarro. Le destituer aurait pu provoquer une crise, une rupture pendant cette phase de grande instabilité qu'est la Transition. Le romancier Javier Cercas analyse cependant cette prudence politique comme un manque de courage : « El Rey, que careció de fuerza para imponer un presidente a su gusto, se vio obligado a heredar a Arias Navarro -una momia dubitativa e incapaz de finiquitar sus hipotecas franquistas- »⁵. Or, il est stratégiquement plus intéressant que Torcuato Fernández-Miranda se trouve aux Cortès pour pouvoir opérer une Transition démocratique à partir du pouvoir législatif : « *De la ley a la ley y a través de la ley* »⁶. D'autant plus que la nomination de Torcuato Fernández-Miranda, membre du Mouvement National, ne soulève aucune inquiétude de la part du « bunker », pour qui le pouvoir législatif n'a pas la faculté de défaire le régime franquiste, ou du moins pas autant que

fois que « *la economía española entra en conexión con el resto del mundo occidental* », voir, TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.5. Il est intéressant de citer également un éditorial du périodique *El País* concernant la dépendance énergétique de l'Espagne : « *Nuestra dependencia del petróleo es del orden del 68% de la energía consumida, frente a un 52% de promedio general en las economías de nuestra área. [...] La encuesta de población activa del INE y las cifras de paro registrado del Ministerio de Trabajo indican la aceleración del desempleo, que, a finales de 1980, puede aumentar en más de 300.000 personas, frente a las 250.000 de incremento en cada uno de los dos años anteriores. Este es hoy el problema crucial de nuestra economía. Y el desafío a que tiene que dar respuesta la clase política.* » voir, « *Economía y paro* », Editorial de *El País*, le 06/06/1980

¹ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.1

² SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

³ POWELL, Charles, *El piloto del cambio, el Rey, la Monarquía y la Transición a la democracia*, Barcelona, Planeta, 1991, 325pp

⁴ PALACIOS BANUELOS, Luis, *Reflexiones sobre la España de fin de siglo*, Madrid, Centro de estudios Ramón Areces, 1997, p62

⁵ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p141

⁶ Formule de Torcuato Fernández-Miranda pour définir le processus de la Transition démocratique.

le pouvoir exécutif. Cependant Torcuato Fernández-Miranda apparaît aujourd'hui comme une personne clé de la Transition, et bien qu'il soit resté dans l'ombre, les pièces du puzzle n'auraient jamais pu s'assembler sans son abnégation -il aurait préféré être nommé Président du Gouvernement- et ses talents de légiste. Ce duo Don Juan Carlos/Torcuato Fernández-Miranda commence très tôt. Le 18 juillet 1969, lorsque Don Juan Carlos devient l'héritier officiel de Franco. Avant de prêter serment aux Lois Fondamentales du Régime, il s'assure auprès de Torcuato Fernández-Miranda que cette promesse officielle n'entravera pas l'éventualité de réformer le pays. Ce dernier lui confie que les lois ne sont pas éternelles et qu'il y a toujours la possibilité d'aller de la loi vers la loi pour construire une nouvelle constitution démocratique. On comprend ainsi que le désir de démocratie en Espagne est profond, enraciné dans le subconscient populaire et royal et ce, même pendant la dictature.

En revanche, les relations entre le Roi et Carlos Arias Navarro se détériorent. Don Juan Carlos envoie Torcuato Fernández-Miranda pour convaincre le Président du Gouvernement d'envisager de démissionner, cependant ce dernier n'en tient absolument pas compte. De ce fait Torcuato Fernández-Miranda et le Roi élaborent une stratégie pour l'évincer. Le Roi qui possède alors tous les pouvoirs de Franco, va changer le Gouvernement de Carlos Arias Navarro, le laissant brusquement entouré par des ministres qui lui sont hostiles. De plus, le Roi qui entretient d'intenses relations diplomatiques avec l'extérieur (pour renforcer sa légitimité), se voit proposer une interview par le journal étasunien *Newsweeks* en 1976. Interview dans laquelle il affiche officiellement son désaccord avec Carlos Arias Navarro qu'il qualifie de « desastre sin paliativos¹ ». Ces propos marquent une rupture définitive entre la politique de Carlos Arias Navarro et le Roi, qui cesse alors de le soutenir. En effet, l'échec du pseudo-réformisme nuit à l'image du Roi, et sous les pressions croissantes des partisans de la rupture, il est nécessaire de se rediriger vers un autre projet politique qui satisfasse les volontés populaires et l'établissement de la démocratie sans mettre en péril la Monarchie. Cependant, Paul PRESTON considère que l'étape d'Arias Navarro est « un mal necesario » puisque d'une part elle permet d'initier la Transition sans grands bouleversements qui auraient pu à tout moment provoquer l'échec de la démocratie. D'autres part, elle démontre que le franquisme ne peut plus perdurer et qu'il est nécessaire d'entamer une période de réformes profondes de la société espagnole que ce soit du côté de la classe politique –même franquiste- ou de l'opinion publique qui réclame –

¹ Propos recueillis par le rédacteur en chef de *Newsweeks*, Arnaud de Borchgrave le 8 avril 1976 et publié le 26 avril 1976. Cité par BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p107

à raison- plus de libertés. C'est pourquoi le 1^{er} juillet 1976, Don Juan Carlos convoque le Président du Gouvernement au Palais de la Zarzuela, pour lui demander en personne sa démission. Carlos Arias Navarro dépassé par les évènements, accepte. Il sait qu'il n'est pas la personne adéquate pour mener à bien une démocratisation du pays. Le régime à changé. Pour information, le Roi avait doté Carlos Arias Navarro du titre de Marquis quelque temps avant sa démission. S'agit-il d'une reconnaissance réelle pour son activité au sein du régime franquiste et/ou monarchique ou d'un stratagème pour acheter son abdication ? Javier TUSELL écrit avec pertinence que le Gouvernement de Carlos Arias Navarro est *un Gouvernement de transition*, avant même de s'initier *la Transition*¹.

¹ TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.5

2) Le consensus politique

Suite à la démission -forcée- de Carlos Arias Navarro, le Roi, conseillé par Torcuato Fernández-Miranda, va nommer¹ Adolfo Suárez, ancien membre du Mouvement National, le 3 juillet 1976, pour être le nouveau Président du Gouvernement et diriger la réforme ou « rupture pactée ». Cette nomination contre toute attente ne laisse pas la presse indifférente qui parle de « l'erreur Suárez »². En effet, son appartenance au Mouvement National³ entre en contradiction avec le projet de transition démocratique⁴. Les partisans de la rupture et de la réforme sont atterrés contrairement aux pseudo-réformistes et au « bunker », qui voient en lui l'espoir d'une continuité du régime franquiste. Le romancier Javier Cercas par exemple dresse un portrait assez négatif de Adolfo Suárez et met en exergue son affiliation franquiste mais également son manque d'expérience :

« nunca lo consideré más que un escalador del franquismo que había prosperado partiéndose el espinazo a fuerza de reverencias, un político oportunista, reaccionario, beatón, superficial y marrullero que encarnaba lo que yo más detestaba en mi país [...] le había concedido el protagonismo fortuito de un cambio, el de la dictadura a la democracia, que el país iba a realizar con él o sin él [...] fue durante muchos años un colaborador leal del franquismo y un prototipo perfecto del arribista que la corrupción institucionalizada del franquismo propició »⁵

Or, comme le constate l'historien Charles POWELL, la nomination impromptue de Adolfo Suárez est loin d'être un hasard même si elle reste un pari risqué :

¹ Notons donc que le nouveau Président du Gouvernement ne possède aucune légitimité populaire, puisqu'il n'a pas été élu par le peuple, mais par le Roi en personne. S'agissant d'un Gouvernement provisoire, son rôle sera donc de mettre en place des élections générales démocratiques le plus rapidement possible, nous reviendrons sur le sujet dans les pages suivantes.

² GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p25

³ Lors de sa nomination en tant que nouveau Président du Gouvernement, Adolfo Suárez était Secrétaire Général du Mouvement National

⁴ Santiago Carrillo leader du Parti Communiste espagnol, le PCE, écrit à propos de Adolfo Suárez que « *la generalidad de los españoles [...] le ven como un falangista que evolucionó hacia la democracia [...] sin embargo, Suárez no fue nunca falangista* », voir, CARRILLO, Santiago, *Juez y parte, 15 retratos españoles*, Barcelone, Plaza&Janes, 1996, p213

⁵ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p18-19 et p33-34

« el nombramiento de Suárez por el Rey en 1976, pudo haberle costado al Rey la corona [...] el cese de Arias fue recibido con enorme satisfacción tanto por los reformistas como por la oposición, pero se tornó en decepción tras el nombramiento del hasta entonces ministro del Movimiento »
d'autre part, il souligne le fait que « entre otros motivos, Don Juan Carlos había nombrado presidente a Suárez porque confiaba en su capacidad para ganarse la confianza de los franquistas más recalcitrantes, incluidos algunos miembros de las Fuerzas Armadas »¹.

Plus tôt, en juin 1975, alors que le régime franquiste pousse son dernier souffle, Adolfo Suárez présente devant les Cortés franquistes un projet de loi plutôt audacieux, il s'agit de la loi d'Association, qui permettrait de réunir des groupes politiques pour ne pas dire des « partis politiques ». Cette brèche d'ouverture démocratique annonce un désir ardent de changement qui sera immédiatement rejeté par les Cortés. Cependant, Torcuato Fernández-Miranda et le Roi semblent se souvenir de cette prestation et jugent avec discernement les capacités du jeune ministre. De plus, Adolfo Suárez est une personne neutre et consensuelle, équidistante des différents partis politiques, ce qui est un atout non négligeable pour engager une étape de « *concorde nationale* » qui réunit « *tous les espagnols* ». Il est donc la personne idéale pour entreprendre une réforme en profondeur de la société espagnole qui va « *de la loi à loi et à travers de la loi* ». Cependant, selon les propos de Javier Cercas, son absence de programme et d'appartenance politique clairement définis seraient à l'origine même de sa nomination mais pour une toute autre raison : « un gobierno de Suárez, en cambio, no sería un gobierno de Suárez, sino un gobierno del Rey, porque Suárez (o esa era al menos la creencia del Rey y de Fernández-Miranda) carecía de proyecto político alguno y estaba dispuesto a llevar a cabo el que el Rey le encomendara »². Le romancier décrit ainsi le nouveau Président du Gouvernement comme un pantin royal, une personne malléable et docile, totalement dépourvu d'ambition personnelle, qui exécutera les ordres du Roi tel un bon soldat³. En revanche, ces propos sont nettement nuancés, atténués par les observations de l'historien Charles POWELL qui souligne simplement une certaine réserve du Roi quant aux capacités politiques de Adolfo Suárez sur le long terme : « Don Juan Carlos consideraba a Suárez muy bien dotado para la tarea de dismantelar el régimen desde dentro y negociar con la

¹ POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p198 et 206

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p141

³ Cette critique peut être mise en parallèle avec celles formulées contre le Roi quelques années auparavant, lorsqu'on le qualifiait de « pantin » du Général Franco

oposición, pero no veía en él al dirigente de un partido político capaz de encabezar un gobierno responsable ante unas Cortès democráticamente elegidas »¹.

Ainsi, sans bénéficier d'un soutien populaire, politique ou royal important², Adolfo Suárez va monter un Gouvernement provisoire, ouvrant ainsi le chemin de la Transition démocratique. Son Gouvernement est composé de ministres jeunes et modérés, venant d'horizons politiques divers, concrétisant ainsi son désir de négociation et de consensualisme politique. En effet, Adolfo Suárez qualifie son Gouvernement de « gestor legítimo para establecer un juego político **abierto a todos** »³. En plus de définir ici les fondements de la démocratie, le Président du Gouvernement offre un espoir -bien qu'il reste subliminal pour le moment- aux partis clandestins de l'ancien Régime, à savoir le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) et le Parti Communiste Espagnol (PCE), de se voir un jour légalisés pour participer de nouveau au jeu politique espagnol. Sa première décision sera de nommer Alfonso Osorio vice-président du Gouvernement. Ami et collaborateur, il lui sera d'une aide précieuse pour entamer une période de réformes. Près d'un an s'est écoulé depuis la mort de Franco et le peuple espagnol réclame de plus en plus de liberté et de reconnaissance, en particulier pour les prisonniers politiques du régime franquiste. Alors que le Gouvernement de Carlos Arias Navarro n'avait pas su répondre à cet appel, celui d'Adolfo Suárez en revanche rédige la Loi d'Amnistie le 30 juillet 1976. En effet, pour que la Transition démocratique se déroule dans les meilleures conditions il est nécessaire de « trouver un accord sur le passé »⁴ avant même de songer à la négociation de la légalité franquiste. La loi d'Amnistie marque de façon symbolique une première rupture avec le Régime précédent. En effet, elle s'adresse principalement aux « vaincus » de la Guerre Civile, et plus particulièrement aux ennemis du Franquisme : les communistes. L'objectif de cette loi est donc de surpasser les dichotomies issues de la Guerre Civile afin de réconcilier de manière officielle et légale *les deux Espagnes* et de mettre un terme aux querelles passées pour bâtir une nouvelle étape en terrain neutre. Malgré le fait que cette loi soit riche en symboles⁵ et mette en exergue le chemin pris par le nouveau Président du Gouvernement, à savoir réformer l'Espagne depuis

¹ POWELL, Charles, *op.cit.*, p231

² Rappelons qu'Adolfo Suárez n'a pas été élu démocratiquement, d'autre part, « *debía contar [...] con la [...] pasividad de la ortodoxia franquista [y] la paciencia de la oposición clandestina* », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p364

³ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.1

⁴ GENIEYS, William, *Les élites espagnoles face à l'Etat, changements de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Clamecy (France), L'Harmattan, 1997, p211

⁵ Le périodique *El País* traite de la loi d'Amnistie comme « *El símbolo real de la superación de la Guerra Civil* ». Citation retrouvée dans TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.6

la racine dans un souci d'intérêt national, mais aussi sous la forme d'une tâche commune et propre à chacun de ses habitants pour construire la démocratie, la loi d'Amnistie ne suscite ni l'euphorie des partisans de la rupture, qui la considèrent comme naturelle et indispensable, ni l'inquiétude des opposants qui n'y voient qu'un moyen pour taire les révoltes sociales. Or, si la légalité est un premier pas vers la réconciliation nationale, il requiert plus de temps pour que dans la réalité les mentalités évoluent. Ce qui est d'autant plus compliqué après avoir vécu près de quarante ans embrigadé dans un système de pensée manichéen. D'autre part, cette loi semble être une urgence aux yeux du Gouvernement puisqu'avant même de résoudre son problème de légitimité, n'oublions pas qu'il n'a pas été élu démocratiquement mais qu'il tient sa légitimité du régime franquiste, il s'affère à rédiger une loi d'Amnistie, espérant ainsi mettre un terme aux démons du passé, plus particulièrement aux risques que ne se reproduise une autre guerre civile. Aussi, ce « *gobierno para la democracia, pero no democrático* »¹, doit, avant d'entreprendre de nouvelles actions politiques, rédiger un projet de loi qui lui permette « *de la loi à la loi* » de se défaire de la légalité franquiste, qui fait obstacle à la démocratisation de l'Espagne, pour créer une nouvelle légalité et ainsi légitimer le nouveau système gouvernemental.

Le 10 septembre 1976, Adolfo Suárez présente aux Cortès franquistes son projet de loi pour la Réforme Politique, qui correspond, selon l'historien Charles POWELL, au « *texto legal que haría posible la transición a la democracia* »². Cette proposition de loi est d'une importance capitale. L'historien Alvaro SOTO CARMONA la définit comme « *una Ley-puente* », du fait qu'elle sera à la base d'autres réformes futures. Il ajoute qu'il s'agit plus précisément d'une « *autorruptura ya que se sirve de la legalidad para romper con la antigua legalidad* »³. Autrement dit, l'on retrouve bien ici le projet initial de Torcuato Fernández-Miranda qui dessine la Transition démocratique comme une rupture pactée, allant *de la loi à la loi*. En effet, cette loi prévoit la légalisation des partis politiques, et plus une simple association politique comme les projets de lois antérieurs, qui n'étaient en fin de compte que des réformes limitées. Ainsi, l'Espagne emprunte donc le chemin de la démocratie et s'ouvre aux modèles occidentaux. Cette loi est fondamentale pour transformer le système politique franquiste dès l'intérieur, et permettre « que la soberanía nacional reside en el pueblo [afin de] instaurar un orden institucional democrático usando la

¹ TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.1

² POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p203

³ SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

legalidad»¹, selon les propres mots d'Adolfo Suárez. Le romancier Javier Cercas, quant à lui, voit dans cette loi une « reforma del franquismo que fuese en la práctica una ruptura con el franquismo [...] Suárez construyó los fundamentos de una democracia con los materiales de una dictadura a base de realizar con éxito operaciones insólitas [...] suponía la liquidación del franquismo a manos de los propios franquistas »². En effet, bien que cette loi se serve de la légalité franquiste, puisqu'elle a recours à la loi de Référendum³, son objectif est en réalité d'aboutir à l'autodestruction de la légalité franquiste pour en créer une nouvelle. Cette stratégie finement élaborée par Torcuato Fernández-Miranda et mise en application par le Président du Gouvernement⁴, requiert donc un vote « kamikaze » des Cortès franquistes, qui doivent voter leur propre disparition afin de permettre la création de nouvelles Cortès constitutionnelles, dont la mission sera d'élaborer une nouvelle Constitution à la base de la démocratie. Le 18 novembre 1976, alors que cela semblait à première vue impensable, les Cortès approuvent le projet de loi pour la Réforme Politique et de ce fait, s'auto-dissolvent. Le romancier Javier Cercas compare ce fait à « un pase de magia espectacular, y el mayor éxito de su vida [Adolfo Suárez]. En España la oposición democrática se frotaba los ojos : fuera de España la incredulidad era total »⁵. Une fois la loi approuvée par les Cortès, « hay que conseguir que el pueblo hable cuanto antes »⁶. Ainsi, le 15 décembre 1976, le peuple espagnol prend la parole pour la première fois depuis 1936, afin de voter cette loi par référendum. On compte une participation de 77,7%⁷, ce qui est extraordinaire pour un pays privé de formation politique pendant près de quarante ans. D'autre part, ce chiffre nous démontre également un sentiment d'implication profond de la part du peuple espagnol, et une volonté de voir se construire en Espagne un nouveau régime démocratique. Cependant, il faut aussi nuancer ce propos puisqu'au Pays Basque l'on relève environ 46% d'abstention. Ce pourcentage manifeste au contraire, un manque d'implication et de foi en la démocratie. De plus, il met en exergue un problème aigu : le manque de légitimité de l'Etat espagnol : presque la moitié de la population basque ne ressent pas le besoin ni l'envie d'être acteur de la mise en place du nouveau régime

¹ Citation retrouvée dans, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *op.cit.*, p33

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, pp189 et 367

³ La loi de Référendum est une loi franquiste qui sert à faire voter la réforme des Lois Fondamentales

⁴ « la idea se debió a Fernández-Miranda, pero Suárez fue mucho más que un simple ejecutor, él la estudió, la puso a punto y la llevo a la práctica », voir, CERCAS, Javier, *op.cit.*, p367

⁵ Ibid., p369

⁶ Citation de Adolfo Suárez, in, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p33

⁷ Pourcentages retrouvés dans, DIAZ GIJON, José, FERNANDEZ NAVARRETE, Donato, GONZALEZ GONZALEZ, Manuel, (coord.), *Historia de la España actual 1939-1996, autoritarismo y democracia*, Madrid, Marcial Pons, 1998, p237

démocratique. Les partisans de la Rupture lancent également un appel à l'abstention, et organisent, le 12 novembre 1976, une grève générale contre le référendum, qui s'avèrera être un échec politique. Malgré cela, 94,1% des votants ont approuvé ce projet de loi. Il s'agit donc d'une victoire quasi-totale d'autant plus que l'appui populaire était la condition sine qua non pour permettre la création d'une nouvelle légitimité démocratique qui rompe avec le régime antérieur. Une fois la Loi pour la Réforme Politique approuvée, il était donc possible pour le Gouvernement de mettre en place des élections démocratiques libres, qui étaient selon les propres mots d'Adolfo Suárez, « la clave del proyecto »¹, les premières depuis la Seconde République. L'historien Ricardo de la CIERVA y de HOCES nous explique que « para que una nación se pueda llamar democrática son necesarias dos condiciones : la primera, la voluntad general de convivencia ; la segunda, la celebración reglada y periódica de elecciones libres y limpias »². Entre décembre 1976 et juin 1977, date des élections démocratiques, l'Espagne, en effervescence, se retrouve face à une véritable course aux élections. Plus d'une cinquantaine de partis politiques divers vont se former. Parmi les plus importants, se trouve le PSOE, Parti Socialiste Ouvrier Espagnol. Il procède à un changement générationnel pour se détacher du passé et en particulier du Parti Communiste Espagnol. Son leader, Felipe Gonzalez présente un programme consensuel qui lui vaudra d'être légalisé le 17 février 1977. Le PCE, qui avait maintenu une activité importante pendant le Franquisme, bien que clandestine³, présente un programme modéré, de réconciliation nationale, qui se détache du communisme de l'URSS⁴. En effet, s'il souhaite être légalisé, il lui faut respecter les conditions exposées par Adolfo Suárez, à savoir le respect des symboles (renoncer au drapeau républicain, à l'Internationale etc.) et bien évidemment, abandonner la Rupture, pour se plier à la « rupture pactée ». Il est intéressant de relever les propos du romancier Javier Cercas, dans son ouvrage *Anatomía de un instante*, qui décrit ce « pacte » latent entre le Gouvernement et le parti Communiste :

« Por un lado, Suárez haría lo posible para legalizar el PCE antes de las elecciones a cambio de que Carrillo persuada a los comunistas de que olviden su propósito de ruptura frontal con el franquismo

¹ Citation d'Adolfo Suárez, in, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p33

² CIERVA y HOCES, Ricardo (de la), *Juan Carlos I : misión imposible*, Madrid, ARC editores, 1996, p21

³ Le PCE exerce une influence importante en particulier au sein des Commissions Ouvrières (CCOO)

⁴ Un article de *El País* du 20/4/1980, reprend les propos de Santiago Carrillo, à l'occasion de la publication du livre « *Sábado Santo Rojo* » de Joaquín BARDAVIO: « La política de tercera vía que ha acuñado el comunismo en Italia y España es la única salida de esta situación, porque en las condiciones presentes no se puede pensar en modelos revolucionarios del pasado como el soviético, el chino o el cubano. »

y de que sólo conseguirán la legalidad y sólo se construirá una democracia mediante la reforma de las instituciones franquistas que está armando el gobierno, porque esa reforma supone en la práctica una ruptura »¹

En revanche, après quarante ans de propagande anticomuniste, la légalisation du PCE, « el gran demonio del régimen franquista »², reste « la prueba de fuego de la voluntad democratizadora del Gobierno »³. Effectivement, les secteurs les plus conservateurs, en particulier l'Armée - franquiste, puisqu'elle n'a subi aucune réforme jusqu'à présent – sont réfractaires à la légalisation du PCE et exercent des pressions sur le Gouvernement. Sa légalisation pourrait attiser l'animosité de certains et les décider à intervenir contre le processus démocratique en cours. Cependant, le PCE sera légalisé le 9 avril 1977⁴, sur décision personnelle du Président du Gouvernement⁵, qui se met alors une ample partie de l'Armée à dos, qui le considère comme un « traître » et un « antimilitariste »⁶. En effet, le leader du PCE, Santiago Carrillo, écrit que « el ejército formado por Franco en la Guerra Civil, nacido de ella, era la institución más refractaria al cambio democrático y más resistente a la transformación que se iniciaba »⁷ en revanche, il ajoute que « la memoria histórica de la Guerra Civil exigía evitar cualquier recurso a la violencia, rechazado por la inmensa mayoría de los españoles, que sin embargo aspiraban a la libertad »⁸. Par conséquent, malgré la gravité éventuelle des risques pris, le PCE sera finalement légalisé. En ce qui concerne les causes de cette légalisation, il faut d'abord souligner que le contexte international est différent de celui des années trente. Ainsi, si l'Espagne désire s'intégrer dans l'Europe⁹ - garante suprême de la paix civile- elle doit se plier aux règles démocratiques de ses voisins. De ce fait, la légalisation du PCE était presque un devoir, pour être considéré comme un pays démocratique à l'instar des

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p192

² BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p149

³ SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

⁴ Nous reviendrons plus en détail sur cette légalisation dans les chapitres suivants

⁵ Ricardo de la CIERVA y de HOCES avance l'hypothèse que cette décision serait en fait celle du Roi, Don Juan Carlos I. Une décision mûrement réfléchie puisqu'il l'aurait prise alors qu'il n'était encore que Prince, et aurait conclu un pacte officieux avec Santiago Carrillo pour faciliter la légalisation du PCE. Elle devait ainsi rester secrète pour ne pas éveiller les soupçons de son prédécesseur, Franco et ne pas perdre le soutien des Forces Armées. Voir, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, p37-39

⁶ MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, p58

⁷ CARRILLO, Santiago, *Juez y parte, 15 retratos españoles*, Barcelone, Plaza&Janes, 1996, p218

⁸ Ibid., p222

⁹ « *Europa determinó la trayectoria de la Transición democrática* », voir, CRESPO MACLENNAN, Julio, *España en Europa, 1945-2000, Del ostracismo a la modernidad*, Madrid, Marcial Pons, Ediciones de Historia, 2004, p13

démocraties européennes¹. D'autre part, comme le remarque le militaire Amadeo Martínez Inglés², contrairement aux années trente également, les militaires de la Transition démocratique ne bénéficient d'aucun leader charismatique en 1977 qui soit capable de prendre la tête d'un coup d'Etat et de s'assurer un appui populaire massif. En revanche, la politique menée par Adolfo Suárez, et en particulier la légalisation du PCE, seront, selon le politologue Bernard LABATUT, l'une des causes du « malaise ressenti par l'armée »³ qui ne semble qu'attendre le moment opportun pour intervenir⁴. Par ailleurs, le Président du Gouvernement forme également son parti politique : l'UCD, l'Union de Centre Démocratique. Ce parti de centre, réformiste, prétend faire le pont entre l'ancien régime franquiste et l'opposition⁵. Comme l'observe l'historien Javier TUSELL, il s'agit en fait d'une coalition politique, qui regroupe plusieurs idéologies différentes⁶. Ainsi, le romancier Javier Cercas ne le décrit pas comme un parti politique, mais comme une coalition d'urgence pour se présenter aux élections :

« La palabra partido es inexacta ; en realidad, UCD no es un partido sino un cóctel laborioso de grupos de ideologías dispares -desde los liberales y democristianos a los socialdemócratas pasando por los llamados azules, procedentes como Suárez de las entrañas mismas del aparato franquista-, un sello electoral improvisado en la primavera de 1977 para concurrir a los primeros comicios libres en cuarenta años con el reclamo de Adolfo Suárez »⁷

Par ailleurs, l'on retrouve d'autres partis moins conséquents tels que l'extrême-droite de Manuel Fraga : Alianza Popular, qui affiche un programme conservateur qui rappelle la politique menée par le régime franquiste. En 1976, se créer le Partido Popular, par José María Areilza, de centre droit, qui regroupe également plusieurs petits partis politiques de droite. Réapparaissent également plusieurs partis politiques nationalistes tels que ERC, CiU et PNV⁸.

¹ GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p192

² MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, chap.1

³ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p45

⁴ Nous développerons ce propos dans les chapitres suivants

⁵ « *El centro es la democracia porque impide el enfrentamiento y establece el diálogo* », slogan de l'UCD en 1977, voir, IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, pp148-149

⁶ L'UCD regroupe environ 15 partis politiques différents sous Léopoldo Calvo Sotelo. Voir, TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.2

⁷ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p67

⁸ Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), Convergencia i Unió (CiU), Partido Nacionalista Vasco (PNV)

Ainsi, l'Espagne propose un panorama politique divers qui résume les différentes attentes de la population espagnole. Le 15 juin 1977¹ ont donc lieu les premières élections démocratiques libres depuis 1936, et seront d'une importance capitale, puisqu'elles détermineront les acteurs du Gouvernement chargés de rédiger la nouvelle Constitution qui sera la base de la définition de l'Etat espagnol et de sa démocratie. En effet, ce désir de parole et de liberté que nous évoquons plus haut, à propos de la Loi pour la Réforme Politique, semble se concrétiser lors des élections, puisque l'on relève une forte participation de 78,8%. L'UCD remporte les élections avec 34% des votes, cependant, ces chiffres ne lui assurent pas une majorité absolue et la contraignent à devoir partager le pouvoir de manière consensuelle, avec ses adversaires politiques. En effet, l'UCD est suivie de près par le PSOE qui comptabilise 29%. Quant au PCE, il ne compte que 9% des votes. L'UCD et le PSOE totalisent près de 60% des votes, ce qui souligne que les espagnols tendent vers une idéologie de centre gauche, plus consensuelle et modérée qui s'écarte des extrêmes -contrairement à la Seconde République-. En effet, l'AP ne compte que 8% des votes, et se retrouve derrière le PCE, ces chiffres confirment le désir de la population espagnole de rompre avec l'ancien Régime pour se tourner vers un avenir plus démocratique. L'historien et politologue Javier TUSELL conclut que les élections de 1977 sont « un hito histórico en la Historia de España. Es la devolución de España a los españoles. Los españoles con su voto resolvieron el problema de Reforma o Ruptura, a saber por un proceso reformista pero también expresando un deseo de transformación profunda »². Ainsi, malgré que le romancier Javier Cercas affirme que : « las cesiones obligadas [exigées par Adolfo Suárez pour légaliser le PCE] por la forma en que se llevó a cabo, abandonando los símbolos y diluyendo los postulados tradicionales de la organización, sirvieron para alejar el sueño de hacer del partido comunista el partido hegemónico de la izquierda »³ ; nous comprenons, à la lumière des observations données par l'historien Javier TUSELL, que le peuple espagnol a choisi à travers son vote d'ouvrir une nouvelle étape dans l'Histoire de l'Espagne, celle du consensus et du réformisme, qui intègre tous les partis politiques tout en se préservant des idéologies radicales et extrêmes qui conduisirent jadis le pays à la confrontation.

¹ Il faut souligner que quelques jours avant les élections, Torcuato Fernández-Miranda, Président des Cortès et du Conseil du Roi, démissionne, car ayant été nommé par le Roi, il craignait de manquer de légitimité et de mettre ainsi en péril la nouvelle démocratie. Cependant, il reste une personne clé de la Transition démocratique, bien qu'il ait toujours agit dans l'ombre. L'historien Joaquín BARDAVIO le surnomme « *el arquitecto legal de la Transición* » de part ses talents incontestés de légiste et de fin stratège, voir, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p152

² TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.1

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p199

Le nouveau Gouvernement aura donc pour objectif l'élaboration de la Constitution, afin de sceller les bases essentielles de la démocratie. Or, avant même de s'atteler à cette tâche il devra répondre d'urgence¹ aux problèmes auxquels l'Espagne doit faire face. En effets, des solutions doivent être apportées non seulement à la crise économique du pays, mais également à sa redistribution territoriale, afin de satisfaire provisoirement les attentes des nationalismes périphériques. Le premier acte de consensus politique se concrétise le 25 octobre 1977, à travers les Pactes de la Moncloa. Il s'agit d'un pacte signé entre le Gouvernement et l'opposition – de Droite comme de Gauche² - afin de mettre en place un programme d'austérité qui vise à « stabiliser, rééquilibrer et nationaliser le système économique »³. L'objectif final étant bien entendu de favoriser l'économie et la démocratisation du pays dans le but d'intégrer la Communauté européenne. L'on peut concevoir les Pactes de la Moncloa comme une ébauche pour la Constitution, dans le sens où il s'agit d'une tentative de consensus, de travail commun pour l'intérêt national, au-delà des simples revendications de groupe politique. En effet, la Transition démocratique a commencé en novembre 1975, mais deux ans plus tard, elle ne bénéficie toujours pas d'une Constitution sur laquelle se reposer et se consolider. L'on peut donc parler d'une période critique, extrêmement fragile et instable, qui oblige les politiciens à agir dans l'urgence mais sûrement. D'autre part, María GOULEMOT MAESO⁴ considère que les Pactes de la Moncloa constituent également une solution provisoire aux problèmes des nationalismes basque et catalan⁵, puisqu'ils prévoient un régime « pré autonome » pour chacun d'entre eux. Cependant, le véritable défi du Gouvernement reste la rédaction de la Constitution. Cette tâche incombe au Parlement, les Cortès, qui sont alors présidées par Antonio Hernández Gil. La rédaction de ce texte fondateur est assurée par *Les Sept Pères de la Constitution* : Gabriel Cisneros, Miguel Herrero y Rodríguez Miñón et José Pedro Pérez Llorca pour l'UCD. Le PSOE quant à lui est représenté par Gregorio Peces-Barba, Manuel Fraga

¹ Le romancier Javier Cercas décrit les Pactes de la Moncloa comme « *un intento de pacificar una vida social en pie de guerra desde los estertores del franquismo y convulsionada por las consecuencias devastadoras de la primera crisis del petróleo* », voir, *op.cit.*, p376

² Juan Luis CEBRIAN, directeur du périodique *El País*, parle d'une « *tregua política* », voir *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, p32

³ FERRERA, Jacqueline et DARBORD, Bernard, *La civilisation espagnole aujourd'hui, révolution pacifique et espace européen*, Paris, Nathan, 1997, chap.1

⁴ GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p30-31

⁵ En effet, l'historien Juan Pablo FUSI explique que les attentes de décentralisation de la part des nationalismes basque et catalan de résultent pas des « *inventions de la politique mais des réalités historiques résultants de longs processus de consolidation et de structuration d'une personnalité propre ou d'une identité culturelle différenciée* », voir à ce propos l'ouvrage *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p193

Iribarne représente l'AP et le PCE est représenté par Jordi Solé Tura. Enfin, Miquel Roca i Junyent représente la Minoría Catalana, un parti catalaniste. La panoplie de partis politiques divers met en avant un désir de consensus et de modération et écarte aussi la possibilité d'un monopole politique exercé uniquement par un clivage politique. En effet, Javier TUSELL insiste sur le fait que davantage que la longueur du texte et son style nuancé, il s'agit d'une Constitution consensuelle aussi bien sur la forme que le fond¹. Cependant, le chemin est long avant l'approbation du texte final. L'élaboration du projet de texte de la Constitution débute le 5 janvier 1978, or, il faudra s'armer de patience jusqu'au 31 octobre 1978, pour que le Congrès vote le texte définitif avec 325 voix pour, 6 voix contre, et 14 abstentions (dont beaucoup proviennent du PNV, Parti Nationaliste Basque). Une fois le texte approuvé par le Congrès, il sera soumis au référendum le 6 décembre 1978. Contrairement aux précédents référendums, celui-ci connaît une participation moindre, de 69%. Sur les votants, 58% sont pour la Constitution, et seulement 8% sont contre. Cependant, l'on remarque une abstention forte de 33% qui dénote une certaine perplexité de la population voire un désenchantement envers le processus politique de démocratisation du pays. Le 29 décembre 1978 la Constitution est enfin promulguée². Selon le romancier Javier Cercas, la Constitution « fue un intento logrado de dotar a la democracia de un marco legal duradero ; [y fue] obra del acuerdo de todos los partidos »³. En revanche, Juan Luis CEBRIAN, directeur du périodique *El País*, semble moins optimiste. Bien qu'il admette que la Constitution a permis une transformation du pays, « no solucionó todos los problemas »⁴. Selon lui, « la obsesión por el tránsito sin traumas, hecha por burócratas franquistas no tanto reformadores [n'a pas conduit à un] cambio en profundidad, sino que trajo los métodos de legitimación democráticas de viejas instituciones »⁵. La lenteur et le « consensualisme » obsessionnel de l'élite politique ont eu pour conséquence la désillusion du peuple espagnol envers la politique, ce qui expliquerait le taux d'abstention élevé de la Constitution. Les historiens Juan Pablo FUSI, Miguel BELTRAN et Oscar ALZAGA concluent que la Constitution ou Carta Magna, marque donc la fin du Franquisme et le début de la démocratie : « es un punto final y un comienzo : el fin de la dictadura y de la Guerra Civil y el principio de la democracia »⁶. Ainsi, la Constitution permet enfin de mettre un terme

¹ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.3

² Le Roi reconnaît officiellement la Constitution le 27 décembre 1978

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p376

⁴ CEBRIAN Juan Luis, *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, p27

⁵ Ibid., p34-35

⁶ ALZAGA, O., BELTRAN, M., FUSI, J.P. (coord.), *Entre dos siglos, reflexiones sobre la democracia española*, Madrid, Alianza editorial, 1996, pXIV

à une étape d'incertitude intense, puisqu'elle délimite légalement les droits et devoirs des citoyens et des diverses institutions et pose enfin un cadre politique à la Transition démocratique¹. De ce fait, la Constitution, ne marque pas la fin de la Transition, mais la fin du franquisme et le début de la démocratie.

Il convient de revenir sur quatre² articles principaux de la Constitution de 1978 :

« Título Preliminar.

Artículo 1. 1.º España se constituye en un Estado social y **democrático** de Derecho, que propugna como valores superiores de su ordenamiento jurídico la **libertad**, la **justicia**, la **igualdad** y el **pluralismo político**.

2.º La soberanía nacional reside en el **pueblo** español, del que emanan los poderes del Estado.

3.º La forma política del Estado español es la **Monarquía parlamentaria**.

Artículo 2. La Constitución se fundamenta en la **indisoluble unidad** de la Nación española, patria común e **indivisible** de todos los españoles, y reconoce y garantiza el **derecho a la autonomía** de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas.

Artículo 8.º 1.º Las Fuerzas Armadas [...] tienen como misión garantizar la **soberanía e independencia** de España, defender su integridad territorial y el **ordenamiento constitucional**.

Título VIII. De la organización territorial del Estado

Artículo 137. El Estado se organiza territorialmente en municipios, en provincias y en las **Comunidades Autónomas** que se constituyan. Todas estas entidades gozan de autonomía para la gestión de sus respectivos intereses. »³

Tout d'abord, l'Article 1 nous propose une définition de l'Etat espagnol et de la démocratie moderne qui rompt avec le régime dictatorial précédent. La Constitution espagnole s'inspire des diverses Constitutions européennes telles que la française, l'allemande⁴ ou l'italienne⁵. De plus, elle s'inspire aussi de ses anciennes Constitutions nationales, en particulier la Constitution

¹ La Constitution espagnole permet ainsi de rompre avec le système arbitraire franquiste, en ayant recours à la loi pour dénouer les conflits et organiser la société, voir FERRERA, Jacqueline et DARBORD, Bernard, *La civilisation espagnole aujourd'hui, révolution pacifique et espace européen*, Paris, Nathan, 1997, chap.2

² Le choix de ces Articles se justifie par les thèmes abordés dans ce mémoire

³ Constitution espagnole de 1978

⁴ Constitution allemande de 1949. L'Espagne s'en inspire en particulier des Länder pour les Communautés Autonomes ainsi que du Droit social, voir MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *Les grandes démocraties, Constitutions des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Italie, Dalloz, 2007, p44

⁵ La Constitution espagnole s'inspire également de la Constitution italienne de 1947, en ce qui concerne les Communautés Autonomes. L'Article 2 de la Constitution espagnole s'apparente à l'Article 5 de la Constitution italienne : « *la République, une et indivisible, reconnaît les autonomies locales ; elle met en œuvre la plus large décentralisation administrative dans les services qui dépendent de l'Etat* », voir MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *op.cit.*, p192

libérale de 1812, et la Constitution républicaine de 1931. L'Etat espagnol prend la forme politique d'une Monarchie parlementaire. Ce qui concrétise alors l'objectif principal du Roi, celui de consolider la Monarchie -contre les revendications des partisans de la rupture qui souhaitent voir le rétablissement de la République- mais également de promulguer la démocratie¹. Ainsi l'on comprend que la Monarchie est la garante de la démocratie, grâce au rôle essentiel du Roi² pendant cette période de transition, ce qui met un terme aux débats entre Monarchie et République³, mais également entre dictature et démocratie. Le Chef de l'Etat est le Roi, cependant, alors qu'il possédait théoriquement tous les pouvoirs du Caudillo, son rôle se réduit à celui de simple modérateur, il devient un arbitre neutre et ne possède que des pouvoirs symboliques : « *el Rey reina pero no gobierna* ». La Constitution espagnole définit le rôle du Roi de la sorte :

« Le Roi est le chef de l'Etat, symbole de son unité et de sa permanence. Il est l'arbitre et le modérateur du fonctionnement régulier des institutions, il assume la plus haute représentation de l'Etat espagnol dans les relations internationales, tout particulièrement avec les nations de sa communauté historique, et il exerce les fonctions que lui attribuent expressément la Constitution et les lois » *enfin il «jurera de remplir fidèlement ses fonctions, d'observer et faire observer la Constitution et les lois »*⁴.

Santiago Carrillo soutient que « el cargo del Rey es un cargo fundamentalmente simbólico, una jerarquía moral, que en España se asienta en el importante papel jugado por Juan Carlos en la Transición »⁵. Or, il convient de nuancer ces propos. L'historien Ricardo de la CIERVA y de HOCES attribue un rôle plus important au Roi : « su misión arbitral consistirá, por encima de todo, en asegurar la viabilidad del campo de juego [...] no será simplemente un poder moderador ni un árbitro »⁶. Selon l'historien Charles POWELL, « seguirá ejerciendo una influencia política mucho mayor debido no sólo a la importancia de su papel en el proceso recientemente concluido, sino sobre todo a la necesidad de consolidar el sistema democrático

¹ POWELL, Charles, *El piloto del cambio, el Rey, la Monarquía y la Transición a la democracia*, Barcelona, Planeta, 1991, chap.5

² Nous reviendrons de manière plus détaillée sur la figure du Roi dans les chapitres suivants

³ Santiago Carrillo écrit que « *las Monarquías más desarrolladas ya no se diferencian de las repúblicas más que en que los palacios y las escoltas se llaman reales en vez de presidenciales* », voir, CARRILLO, Santiago, *Juez y parte, 15 retratos españoles*, Barcelone, Plaza&Janes, 1996, p268

⁴ Extrait de la Constitution espagnole de 1978, source MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *Les grandes démocraties, Constitutions des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Italie, Dalloz, 2007, p141-143

⁵ CARRILLO, Santiago, *op.cit.*, p268

⁶ CIERVA y HOCES, Ricardo (de la), *Juan Carlos I : misión imposible*, Madrid, ARC editores, 1996, p181

en ciernes »¹. Pour conclure sur la fonction du Roi, nous pouvons reprendre les propos de l'historien José VIDAL-BENEYTO qui explique que bien que le Roi est une « función puramente ceremonial y simbólica [...] la institución real seguía siendo imprescindible para garantizar la estabilidad y la supervivencia del sistema democrático »². Alors que le Roi voit son pouvoir diminuer, il joue un rôle essentiel pour le contrôle des Forces Armées. Tout d'abord, il est le Chef suprême de l'Armée. La figure du Roi est essentielle pour contrôler les Forces Armées, et rassurer les plus conservateurs face au changement : « El Rey es capaz de ligar la legitimidad franquista, a ojos de los militares, con una legitimidad liberalizadora progresista orientada hacia grupos reformistas »³. En effet, il incarne la continuité entre le Franquisme et la démocratie, puisqu'il bénéficie d'une double légitimité : celle du Caudillo et une légitimité dynastique opposée au Franquisme⁴. De plus, il est le Roi de *tous les espagnols*, et de ce fait assure l'unité de la patrie, obsession des ultranationalistes espagnols, et des militaires en particulier⁵, puisqu'ils appartiennent à la génération franquiste, et n'ont toujours pas été sujets à une démocratisation.

Cette mainmise sur les Forces Armées est renforcée par l'Article 8 de la Constitution qui soumet l'Armée au pouvoir civil. Par conséquent, l'Armée cesse d'être un organe semi autonome –voir autonome- de l'Etat. Cela permet –de manière théorique et légale- de dépolitiser les militaires, puisqu'ils n'agissent plus pour un régime en particulier, mais pour l'Etat. De plus, ils n'agissent plus non plus, contre une partie de la population (les communistes, les nationalistes etc.) mais pour la population, et contre un ennemi extérieur. De la sorte, cela permet de dissuader l'Armée d'intervenir en politique, car cela reviendrait à intervenir contre la Constitution et contre le Roi. Cette suprématie civile est l'un des facteurs sine qua non de la démocratie, qui permet une totale neutralité politique des Forces Armées :

«La supremacía civil es la capacidad de un Gobierno democráticamente elegido para llevar a cabo una política general sin intromisión por parte de los militares. [...] los civiles elegidos controlan

¹ POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p266

² VIDAL-BENEYTO, José, J. BOBILLO, Francisco, (coord.), *España en debate, I La política*, Madrid, Tecnos, 1991, p8 et 10

³ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p116

⁴ Son père, Don Juan, est un fervent opposant à la dictature

⁵ En effet, la loi IV des principes du Mouvement National de 1958, du régime franquiste, met en exergue l'une des valeurs primordiales de l'Armée : celle de l'unité de la patrie : « *La unidad entre los hombres y las tierras de España es intangible. La integridad de la Patria y su independencia son exigencias supremas de la comunidad nacional. Los Ejércitos de España, garantía de su seguridad y expresión de las virtudes heroicas de nuestro pueblo, deberán poseer la fortaleza necesaria para el mejor servicio de la Patria.* », extrait retrouvé dans, GRANJA, José Luis de la, BERAMENDI, Justo et ANGUERA, Pedro, *La España de los nacionalismos y las autonomías*, Madrid, Síntesis, 2001, p298

decisiones en todos los ámbitos de la política, incluida la defensa nacional [...] el Ejército es un instrumento del Estado, no pertenece a un régimen sino al Estado »¹

L'on comprend aisément que de telles précautions aient été entreprises en lisant les Articles 2 et 137 de la Constitution. Effectivement, ils stipulent que l'Etat espagnol est *unitaire*, mais octroi le *droit à l'autonomie*. L'Espagne cesse d'être « *una, grande, libre* » pour être une et plurielle à la fois. Ces Articles sont parmi les plus controversés de la Constitution, et ce d'autant plus qu'ils restent très ambigus. L'organisation territoriale national divise l'Etat en Communautés Autonomes (CCAA). Chaque région se voit dotée d'autonomie administrative, politique, judiciaire. Cette décentralisation des pouvoirs vers les provinces n'est pas sans déplaire aux nationalistes, qui y « voient une manœuvre pour diluer les autonomies basque et catalane »². Seulement, cette répartition des pouvoirs n'est pas égalitaire, puisqu'elle distingue au sein des Communautés Autonomes trois nationalités historiques : la Catalogne, le Pays Basque et la Galice³. Ce sont des Communautés Autonomes qui bénéficient d'un régime spécial qui leur accorde plus de compétences de part leurs particularités historiques, économiques et culturelles. La Constitution apporte un compromis entre le centralisme et le fédéralisme grâce aux autonomies. L'Etat des Autonomies est donc unitaire et pluriel à la fois, puisque la Constitution assure l'unité de la nation, tout en marquant une limite infranchissable pour les revendications autonomistes voir indépendantistes des Communautés Autonomes⁴. Juan Pablo FUSI remarque que le projet d'Etat des Autonomies est mal défini et qu'il risque de provoquer une « désarticulation du fonctionnement de l'Etat » voire une « balkanisation » de l'Espagne⁵. Il explique que l'Etat des Autonomies a résolu deux problèmes : la décentralisation de l'Etat espagnol, tout en ayant donné à la Catalogne et au Pays Basque⁶ un degré supérieur d'autonomie. En revanche, malgré qu'il ait répondu aux attentes des nationalistes les plus modérés, il n'a pas résolu le problème du terrorisme d'ETA, naît sous le Franquisme pour

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p47

² FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p184

³ Article 143 de la Constitution espagnole : « *les provinces limitrophes ayant des caractéristiques historiques, culturelles et économiques communes, les territoires insulaires et les provinces ayant une entité régionale historique pourront se gouverner eux-mêmes* »

⁴ Voir Articles 137 à 158 de la Constitution espagnole de 1978

⁵ FUSI, Juan Pablo, *op.cit.*, p189

⁶ Fin des années 1970, environ 52% de la population basque espagnole, se sent plus basque qu'espagnole, contre seulement 15% de la population catalane qui se sent plus catalane qu'espagnole. Voir TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.3

contrer l'ultranationalisme centralisateur du Régime. Juan Pablo FUSI rajoute que l'Espagne est en quelques sortes « dénationalisée, une somme de régions et de nationalités, une nation de nations »¹. En effet, tout comme la Constitution de 1931, qui définissait l'Etat espagnol comme un « *Etat integral* », c'est-à-dire qui intègre les différents « *peuples* » d'Espagne, la Constitution de 1978 tend vers le fédéralisme, bien qu'implicitement. On parle d'un Etat « *fédéralisable* »², qui rompt définitivement avec le centralisme de Franco.

¹ FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p195-196

² Selon le romancier Javier Cercas, la Constitution est un « texto híbrido, confuso y ambiguo [...] que dejaba casi todas las puertas abiertas », voir, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p377

3) La crise politique

L'euphorie des premières années de la Transition démocratique espagnole cède rapidement le pas à la désillusion. En effet, malgré « el alto nivel de consenso entre las élites »¹, un certain nombre d'incertitudes et de moments critiques auraient pu dévier son cours empêchant ainsi l'Espagne de jouir d'un Etat démocratique stable. Le 9 avril 1977, le Gouvernement, et plus précisément le Président du Gouvernement, Adolfo Suárez, va prendre une décision périlleuse au risque de provoquer une crise grave qui aurait bien pu mettre un terme à l'établissement de la démocratie en Espagne. Il s'agit de la légalisation du Parti Communiste. En effet, « para los historiadores el episodio [de la légalisation du PCE] es central en el cambio de la dictadura a la democracia »². Ainsi, l'historien Alvaro SOTO CARMONA parle du « tema más espinoso de la Transición »³. Rappelons que le PCE représente l'ennemi juré du Franquisme. Il est le *vaincu* de la Guerre Civile, et sous le régime de Franco, il subira constamment une forte répression qui l'obligera à s'exiler ou à s'organiser de manière clandestine à travers le syndicat ouvrier des Commissions Ouvrières (CC.OO.). Aussi, sa légalisation suppose une véritable rupture dans le processus de la Transition démocratique qui se veut réformiste. En effet, l'historien Joaquín BARDAVIO insiste sur l'importance de la légalisation du PCE « si la democracia quería nacer fuerte »⁴. D'autre part, elle permettrait de mettre un terme au souvenir douloureux de la Guerre Civile, puisqu'elle reconnaîtrait officiellement l'ennemi du Franquisme, ce qui leur ôterait donc leur statut d'éternel vaincu. Le romancier Javier Cercas considère que le PCE représentait « la única oposición al franquismo [...] había sido durante cuarenta años la bestia negra del franquismo, también de los militares, que consideraban que cuarenta años atrás lo habían derrotado en el campo de batalla y que en modo alguno estaban dispuestos a permitir su retorno a la vida política »⁵. En effet, le politique Leopoldo Calvo Sotelo remarque également qu'au moment de la légalisation du PCE « el descontento militar había llegado a un punto peligroso en el que todo era posible »⁶. Ainsi, cette opération politique est d'une extrême délicatesse puisqu'elle risquerait de raviver d'anciens conflits : que ce soit de la part

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p23

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p116, puis il rajoute « para los investigadores del 23 de febrero es uno de los orígenes remotos del golpe »

³ SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

⁴ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p150

⁵ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p117

⁶ CALVO SOTELO, Leopoldo, *Memoria viva de la transición*, Barcelone, Plaza&Janes/Cambio 16, 1990, p21

des franquistes, qui pourraient s'opposer violemment à cette légalisation, voire de la part des communistes, qui après quarante ans de répression auraient envie de prendre leur revanche¹. De ce fait, comme l'explique Santiago Carrillo, le leader du PCE, pour que son parti soit légalisé, « había que asegurar, en un primer lugar, las condiciones básicas para el aislamiento de los restos del franquismo, presentes y pesantes en alto grado, y el desarrollo de una política de consenso »². Par ailleurs, il convient également de souligner que la légalisation du PCE au-delà de réconcilier les espagnols avec leur passé, représente pendant les années de la Transition démocratique une décision politique cruciale puisqu'elle s'inscrit dans la continuité du projet politique global de l'Espagne qui est d'intégrer la Communauté Economique Européenne. En effet, le politologue Javier TUSELL confirme ces propos : « hay que incorporar España a la vida internacional [...] insistiendo ante la comunidad internacional que la España franquista será sustituida por una Monarquía Parlamentaria. [...] La política exterior [es] un elemento más del sistema democrático »³. Ainsi, afin que l'Espagne soit considérée comme une véritable démocratie⁴, il est essentiel qu'elle s'aligne sur la politique de ses voisins européens. En effet, « c'est à partir de ces deux aspects, l'intégration à l'Europe et la démocratisation, que les dirigeants espagnols ont eu à redéfinir la politique [...] qui, dans certains de ses aspects essentiels, devait s'inscrire en claire rupture avec la politique qui avait été conduite pendant la période franquiste »⁵. La légalisation du PCE représente donc une rupture dans le processus de réforme entrepris par le Gouvernement. Or, elle est nécessaire pour permettre à l'Espagne d'atteindre le rang de démocratie, en mettant en place des élections démocratiques libres et ouvertes à tous. D'autre part, il convient de rappeler qu'il s'agit d'une décision personnelle du Président du Gouvernement, Adolfo Suárez :

« Una de las claves de credibilidad del proceso democrático, una vez reconocido el PSOE, dirigido por D. Felipe González [...] residía en la legalización del partido comunista. Ante la inhibición del Tribunal Supremo afronté **personalmente la responsabilidad** de esta decisión. Y, en efecto, el PCE quedó legalizado, en lo que ha pasado a la historia como el Sábado Santo Rojo de 1977 »⁶

¹ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p149

² CARRILLO, Santiago, *Juez y parte, 15 retratos españoles*, Barcelone, Plaza&Janés, 1996, p221

³ TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.7

⁴ Contrairement à ce qu'affirme l'ancien militaire Ricardo PARDO ZANCADA en écrivant que « hay países democráticos sin Partido Comunista », voir, PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, p50, « una democracia sin comunistas sería una democracia recortada », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p117

⁵ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p11

⁶ Préface d'Adolfo Suárez pour, SECO SERRANO, Carlos, *Al correr de los días : Crónicas de la transición 1975-1993*, Madrid, Editorial Complutense, 1994, p11

Cette décision d'Adolfo Suárez, correspond à une certaine éthique qu'il a semblé vouloir appliquer tout au long de son parcours politique : « a nadie he considerado nunca enemigo [...] he procurado llevar a todos los puestos y cargos que he desempeñado comprensión, tolerancia, diálogo y concordia [y] hacer lo que creía mejor para España y para la convivencia libre y pacífica de los españoles »¹. Cependant, rappelons qu'il ne bénéficie pas encore d'une légitimité populaire, étant donné qu'il a été nommé par le Roi, sous les conseils de Torcuato Fernández-Miranda. Par conséquent, cette décision aurait bien pu lui être néfaste. En effet, sans concerter le peuple, ni ses collaborateurs ou opposants politiques, il agit en catimini, profitant des vacances de la Semaine Sainte. Ricardo De La CIERVA y de HOCES parle de « *método franquista* »². Les hauts dirigeants militaires, le secteur le plus conservateur de l'époque évoquent un sentiment de trahison, du fait qu'ils n'aient pas été consultés, ni même avertis³. En effet, le romancier Javier Cercas soutient que « al legalizar el PC, Suárez violaba los principios del Movimiento que había jurado defender ; además es verdad que en cierto sentido engañó el ejército »⁴. Or, il est essentiel de revenir sur un événement en particulier afin de comprendre et de nuancer ces propos. Ce sentiment de trahison est dû au fait que le 8 septembre 1976, alors qu'il venait tout juste d'être nommé Président du Gouvernement, Adolfo Suárez organise une réunion avec les hauts dirigeants militaires pour leur faire part du programme politique qu'il comptait mener au tout au long de son mandat. L'objectif de cette « manœuvre » était bien évidemment de rassurer le secteur le plus réfractaire à l'établissement de la démocratie. Il existe donc un lien dangereux entre la politique et l'Armée, qui oblige l'élite gouvernante à s'assurer le soutien des Forces Armées, avant même de réaliser quelconques réformes. Or, il semblerait que lors de cette réunion, Adolfo Suárez ait expressément affirmé qu'il ne légaliserait pas le Parti Communiste⁵. En revanche, « no puede

¹ HERNANDEZ, Abel, *Adolfo Suárez, fue posible la concordia*, Madrid, Abel Hernández, 1996, p11-12

² CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, p76. D'autre part, Juan Luis CEBRIAN dresse un portrait assez négatif de cette période en affirmant qu'il n'y a pas eu de réconciliation nationale, ni de transformation du pays mais seulement « *una reacomodación del viejo poder a las nuevas instancias y modas de la política* », voir, CEBRIAN Juan Luis, *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, p22

³ L'ancien militaire (qui a participé au coup d'Etat du 23 février 1981), Ricardo PARDO ZANCADA, écrit que Adolfo Suárez, en légalisant l'opposition qu'il qualifie de « *antidemocrática* », « *engañó al Ejército* », voir, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, p49

⁴ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelona, Mondadori, 2009, p117

⁵ Il ne s'agit que de spéculations, puisque le Président du Gouvernement n'a jamais avoué ni nié avoir prononcé ceci, de plus le militaire Amadeo Martínez Inglés parle d'un « *hipotético pacto no escrito* », ce qui insiste sur le fait que prononcé ou non, cette « *promesse* » n'avait aucune valeur officielle, voir, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, p23

decirse sin embargo que aquella mañana Suárez mintiera a los militares »¹. En effet, il se peut qu'il n'envisageait pas de légaliser le PCE tel qu'il était en 1976, mais que suite aux changements et aux concessions que le Parti a réalisé, Adolfo Suárez serait revenu sur son jugement. D'autre part, nous pouvons émettre l'hypothèse qu'il ignorait totalement qu'il légaliserait le PCE quelques mois plus tard puisque « la transición no fue un proyecto diseñado de antemano, sino una continua improvisación »². Enfin, le Président du Gouvernement aurait très bien pu dissimuler aux militaires ses projets de légaliser le PCE afin d'éviter que ces derniers disposent d'un temps précieux pour entreprendre un complot qui débouche sur un coup d'Etat et replonge le pays dans la crainte d'une autre guerre civile. Quoiqu'il en soit, Adolfo Suárez s'est mis à dos une large partie de l'Armée qui ne le considèrera plus que comme un *traître*. Malgré cela, s'agissant d'une décision personnelle du Président du Gouvernement, l'Armée détenait son bouc émissaire, mais Adolfo Suárez épargnait son Gouvernement ou pire la population d'être tenue aussi comme responsable. Aussi, il est intéressant de citer ici le romancier Javier Cercas qui compare Adolfo Suárez à Santiago Carrillo : « *l'avocat du diable* » et « *la Bestia Negra* ». En effet, il les décrit comme « dos políticos puros, [...] dos profesionales del poder [...] en el fondo parecían dos políticos gemelos [...] Suárez tenía el poder del franquismo pero Carrillo tenía la legitimidad del antifranquismo, y Suárez necesitaba la legitimidad tanto como Carrillo necesitaba el poder »³. Une autre raison évoquée par Ricardo de la CIERVA y de HOCES, pourrait expliquer le changement d'attitude d'Adolfo Suárez, quant à la légalisation du PCE. Elle réfère aux événements d'*Atocha*⁴. Il s'agit de l'assassinat, par des nostalgiques du régime Franquiste, de plusieurs avocats affiliés soit au PCE soit aux CC.OO. dans leurs bureaux de la rue d'Atocha, à Madrid, le 24 janvier 1977, quelques mois avant les premières élections démocratiques espagnoles depuis la Seconde République. Ces meurtres, qui ont bouleversé la population, nous révèlent la présence encore importante de la mentalité franquiste pendant la Transition démocratique. De plus, ils servent d'avertissement au Gouvernement, qui doit alors faire face à un ultimatum entre la voie réformiste, qui pour des raisons de sécurité et de consensus, n'envisageait pas la légalisation du PCE dans un futur proche, et la voie de la rupture, qui pour mettre un terme définitif aux clivages franquistes se devait de légaliser le PCE malgré le risque de lourdes conséquences, en particulier au sein des Forces Armées. Il faut également souligner

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p118

² Ibid., p119

³ Ibid., p186

⁴ CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, p53

qu'en 1977, aucune Constitution n'est encore écrite, et que l'Armée n'a toujours pas été réformée, elle reste l'Armée du régime Franquiste. La légalisation du PCE est une décision cruciale de la Transition, presque un pari risqué, qui aurait pu dévier le cours du processus démocratique en incitant les militaires à intervenir. Aussi Gérard IMBERT confirme que « en esta España de los rumores y de los efectos de simulacro, que vive en el pronóstico de un cambio político real [...] está constantemente amenazada por el espectro del franquismo, por la permanencia de sus poderes residuales, por la omnipresencia de las fuerzas armadas (y del ejército como fuerza) »¹. Or, pourquoi avoir pris une telle décision si elle comportait tant de risques. L'historien Felipe AGUERO met en relief, que contrairement aux années de la Guerre Civile espagnole, l'Armée ne bénéficie d'aucune tête meneuse. Ce manque de cohésion facilite alors la mise en œuvre de réformes par le Gouvernement. Aussi, alors que « el Ejército franquista era el pilar fundamental del Estado franquista, no elaboraba la doctrina, sólo la imponían », l'Armée était donc « subordinada »², et de ce fait, il lui était plus difficile de prendre des décisions communes et de les appliquer pendant la Transition. Pour sa part, l'ancien militaire, Amadeo Martínez Inglés, explique qu'il n'y a pas eu de coup d'Etat en 1977 car l'Armée ne possédait pas de leader, mais aussi car les militaires étaient des « burócratas sin altura política y sin pueblo para sostenerle »³. En effet, le « facteur » population, bien que souvent marginalisé, est primordial pour comprendre le succès de la Transition. Les espagnols se souvenaient avec douleur de la Guerre civile et désiraient déjà sous Franco, un processus de démocratisation qui se fasse dans la paix sociale. Ceci pourrait aussi dissuader les militaires d'intervenir en politique, étant donné qu'ils ne bénéficieraient d'aucun soutien populaire. A cela il faut ajouter le fait que le Parti Communiste ait été légalisé le samedi 9 avril 1977, c'est-à-dire pendant les vacances de la Semaine Sainte en Espagne. En effet, cette stratégie s'est avérée judicieuse, puisqu'un nombre important de militaires tout comme la population civile, n'ont appris la nouvelle que postérieurement⁴. Ainsi, le « mal était fait » en quelque sorte, et l'Armée était prise à court pour envisager une quelconque intervention. Aussi,

¹ IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p137

² AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p173

³ MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, chap.1

⁴ Ricardo PARDO ZANCADA, parle d'une Armée « burlado » et que le fait d'avoir choisi cette date « le hace perder fuerza al PCE », il rajoute aussi que « [hay] países democráticos sin PC », voir, 23-F, *La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, chap.2

il convient de préciser que le Vice Président de la Défense, Gutiérrez Mellado¹, a contribué à apaiser mais aussi à dissuader les militaires les plus franquistes d'intervenir. En effet, Gutiérrez Mellado est un militaire démocratique, convaincu que l'Armée doit être soumise au pouvoir civile : « o se hace política y se deja de ser militar, o se es militar y se deja la política »². Il participe alors à réformer l'Armée depuis la légalité et à diffuser une nouvelle image des militaires, plus modérée et démocratique. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, la légalisation du PCE ne provoquera de la part des militaires quasiment aucune réaction, si ce n'est la démission d'un ministre de la Marine, l'Amiral Gabriel Pita da Veiga. En revanche, la tension ne cesse d'augmenter dans les rangs militaires, Amadeo Martínez Inglés parle d'un « *ruido de sables* »³, une opération secrète en cours pour faire face aux réformes incontrôlables du Gouvernement. Par ailleurs, il faut souligner qu'Adolfo Suárez bénéficiait d'un appui conséquent. En effet, le Roi en personne soutenait la légalisation du PCE, et il l'avait déjà sous-entendu lors de son discours à l'occasion de son couronnement le 22 novembre 1975 en affirmant qu'il entamait une nouvelle étape dans l'Histoire de l'Espagne qui réunisse « *tous les espagnols* »⁴. Comme le remarque Ricardo de la CIERVA y de HOCES, « Don Juan Carlos estaba decidido a legalizar, tras la muerte de Franco, a todos los partidos políticos incluso al PCE »⁵. Effectivement, déjà en 1974, Don Juan Carlos aurait pris contact bien qu'indirectement, avec Santiago Carrillo, alors à Paris, pour lui garantir la légalisation de son parti politique si un processus démocratique venait à se produire en Espagne. Seulement, il pose déjà quelques conditions, telles que l'acceptation de la Monarchie, il ne faut pas oublier que le Parti Communiste Espagnol est partisan de la Rupture politique et à faveur de la République. Il lui faut donc abandonner son drapeau, son hymne mais aussi sa doctrine staliniste. Aussi, il lui faudra s'armer de patience avant d'être légalisé étant donné la haine du communiste constamment alimentée pendant la période franquiste. Ainsi, « Don Juan Carlos I perd [certainement] une partie de son Armée [pour avoir soutenu la légalisation du

¹ Gutiérrez Mellado a pris la défense d'Adolfo Suárez en affirmant que les propos tenus par ce dernier lors de la réunion d'information pour les Hauts dirigeants militaires étaient : « *no legalizaría el PCE mientras tanto sea revolucionario* » voir, CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, p54. Javier Cercas quant à lui, considère que « *el error de de Gutiérrez Mellado fue su apoyo sin condiciones a las reformas democráticas de Adolfo Suárez y su papel de aval militar y de pararrayos castrense del presidente* », voir, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p112

² Citation de Gutiérrez Mellado, in, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p113

³ MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, chap.1

⁴ Discours du Roi le 22 novembre 1975

⁵ CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *op.cit.*, p37

PCE], mais gagne la Gauche, ce qui est un choix audacieux »¹. Quelles sont alors les raisons de ce « pacte » entre Santiago Carrillo et le Roi. La clé réside essentiellement dans le passé de l'Espagne. Comment marquer officiellement la fin de la Guerre Civile et du Franquisme, c'est-à-dire de près de quarante ans de dichotomie entre l'Espagne des vainqueurs et l'Espagne des vaincus, sans légaliser les perdants de cette guerre et réconcilier enfin les espagnols. En effet, dès son couronnement, Don Juan Carlos I fait part de ses désirs de réconciliation nationale entre tous les espagnols et que personne ne sera « oublié » :

« Hoy comienza una nueva etapa de la historia de España. Esta etapa, que hemos de recorrer juntos, se inicia en la paz [...] La Monarquía será fiel guardián de esa herencia y procurará en todo momento mantener la más estrecha relación con el pueblo. [...] Con su gracia y con el ejemplo de tantos predecesores que unificaron, pacificaron y engrandecieron a todos los pueblos de España, deseo ser capaz de actuar como moderador, como guardián del sistema constitucional y como promotor de la justicia. Que nadie tema que su causa sea olvidada; que nadie espere una ventaja o un privilegio. Juntos podremos hacerlo todo si a todos damos su justa oportunidad. »²

Ainsi, il s'agit d'une alliance politique qui représente symboliquement une alliance entre les deux Espagnes irréconciliables depuis la Guerre Civile, et qui s'inscrit donc dans le projet de la Transition démocratique espagnole. Selon le romancier Javier Cercas, « sólo se construirá una democracia mediante la reforma de las instituciones franquistas que está armando el gobierno, porque esa reforma supone en la práctica una ruptura ». ³ Cette réflexion pourrait certainement s'appliquer à la légalisation du PCE. Incontestablement, comme nous le démontrent les événements, le « *Sábado Santo rojo* » prend les traits d'une rupture maquillée pour ressembler à une réforme, afin de persuader les plus réfractaires de sa nécessité et de son inoffensivité dans le but d'instaurer une démocratie totale. Or, le romancier Javier Cercas remarque également que « para el presidente del gobierno la legalización del PCE fue un éxito en toda regla, porque hizo creíble la democracia integrando en ella a los comunistas [...] para el secretario general de los comunistas no fue un fracaso, pero tampoco fue el éxito que esperaba »⁴. Effectivement, le PCE a dû se défaire de ses symboles mais également de ses projets de rupture, en particulier celui du rétablissement de la République, au prix de la Monarchie. Ainsi, l'historien Alvaro SOTO CARMONA conclue que « la política de reconciliación y el alejamiento progresivo a los dictados de Moscú » sont les causes

¹ « *Juan Carlos, l'enfance d'un Chef* », émission diffusée par Arte le 26 avril 2009

² Discours du Roi, le 22 novembre 1975

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p192

⁴ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p199

principales de la légalisation du PCE, mais également de sa « pérdida de peso electoral »¹. L'on pourrait également avancer l'hypothèse que le discours réconciliateur du Roi ait de manière indirecte anéanti les valeurs essentielles autour desquelles le PCE construisait son idéologie. En effet, l'idéologie radicale antifranquiste développée par les partisans communistes a dû être revue et modérée pour ainsi pouvoir participer à la construction d'un nouveau régime qui se veut consensuel et qui intègre « *tous les espagnols* »². De plus, si les élections de mars 1979 marquent un échec cuisant pour le Parti Communiste, elles prédisent également le déclin de l'UCD, le parti du Gouvernement.

L'UCD sort gagnante des élections, cependant, elle ne bénéficie pas de la majorité absolue et doit faire face à des conflits internes qui seront à l'origine de son implosion. En effet, le Gouvernement entre dans une phase de déclin constant à partir de 1980. Il en va tout d'abord du charisme de Adolfo Suárez. Sa popularité³ va devenir un obstacle voire une faiblesse pour le Gouvernement. Rappelons que l'UCD est une coalition de partis politiques divers. Bien qu'au début ce rassemblement semblait être une force pour initier la Transition démocratique, permettant ainsi de répondre aux différentes attentes de la population en faisant preuve de consensualisme pour chaque réforme entreprise ; il devient rapidement un problème étant donné que les divers courants politiques se sont montrés incapables de résoudre leurs différends internes. Le propre leader du PCE, Santiago Carrillo concède que « Suárez era demasiado demócrata, en exceso proclive al entendimiento con la izquierda, para que le fuese tolerado seguir liderando un partido que lógicamente debía ser el representante orgánico de la derecha social »⁴. D'autre part, l'attitude charismatique de Adolfo Suárez et ses décisions unipersonnelles⁵ ont conduit ses opposants politiques mais également ses collaborateurs à entreprendre « una serie de extrañas maniobras políticas con el objeto de derribar del gobierno a Adolfo Suárez »⁶. En effet, l'historien Alvaro SOTO

¹ SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

² Gérard IMBERT souligne que la Transition implique la « *necesidad de cohesión, de consenso, en torno a esa negación de la hegemonía histórica del franquismo* », de plus il ajoute que « *el consenso es la versión política del consenso social, es la cristalización de esta alianza de fuerzas endógenas y exógenas en relación al franquismo histórico* », voir, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p24

³ En effet, le politologue Javier TUSELL explique que sept personnes sur dix ne voteraient pas pour l'UCD si Adolfo Suárez n'était pas à la tête du parti en 1979, voir, TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.4

⁴ CARRILLO, Santiago, *Juez y parte, 15 retratos españoles*, Barcelone, Plaza&Janes, 1996, p226

⁵ Un éditorial de *El País* met en avant ces propos : « *Desde su discurso de investidura, hace ya más de un año el presidente Suárez ha cultivado su distanciamiento personal del Parlamento.* », voir, Editorial « *El presidente, ante el Parlamento* », *El País*, le 17/04/1980

⁶ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p39

CARMONA explique que les critiques envers Adolfo Suárez étaient croissantes¹, fragilisant l'unité et le bon fonctionnement de son parti : l'UCD. Par conséquent, à force d'ignorer le reste de son parti, en plus de se mettre ses collaborateurs à dos, Adolfo Suárez, va également devoir répondre personnellement de la responsabilité de ses choix. En devenant l'emblème de la démocratie, il devient aussi le responsable de la crise. Presque toute la classe politique espagnole qui va conspirer contre le président du Gouvernement. Or, comme le remarque Felipe AGUERO :

« A una coalición civil cohesiva con un respaldo electoral persistente y sustancial le resultará más fácil promover reformas que debiliten la resistencia militar al control civil. Por su parte, un ejército cohesivo que se enfrenta a un Gobierno dividido, carente de apoyo popular fuerte, puede tener más posibilidades de impedir las iniciativas civiles o incluso de reforzar totalmente las prerrogativas militares »²

Cette réflexion met en relief que les divisions au sein du Gouvernement pendant la période de la Transition démocratique, qui est profondément instable, sont une faiblesse, mais également un danger pour l'établissement et la consolidation de la démocratie. En effet, cela risquerait de déboucher sur un coup d'Etat, comme nous le confirmeront les faits du 23-F. Les historiens Bartholomé BENNASSAR et Bernard BESSIERE soulèvent que « pour les nostalgiques du Franquisme, Adolfo Suárez était le traître, le fossoyeur de l'héritage du Caudillo et de leurs espérances. La crise de l'UCD pouvait être l'ultime occasion de détruire un régime détesté. »³. Les divisions internes de l'UCD, sa « décomposition »⁴, affaiblissent le Gouvernement et par conséquent le pouvoir civil, alors que l'Armée semble attendre paisiblement qu'une occasion s'offre pour pouvoir intervenir. Selon les historiens, « fue a partir del otoño 1980 cuando se recrudeció el « ruido de sables » como consecuencia del terrorismo, de las reivindicaciones nacionalistas y de la manifiesta debilidad política del Gobierno »⁵. La crise de l'UCD culmine le 21 mai 1980 avec la motion de censure demandée par l'opposition, et plus particulièrement le PSOE, contre Adolfo Suárez personnellement. Cette démarche est utilisée

¹ « *El poder era concentrado en Suárez* », voir, SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, chap.1

² AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p34

³ BENNASSAR, Bartolomé et BESSIERE, Bernard, *Le défi espagnol*, Besançon (France), La Manufacture, 1991, p56

⁴ Terme utilisé par la majorité des historiens pour qualifier le déclin de l'UCD

⁵ DIAZ GIJON, José, FERNANDEZ NAVARRETE, Donato, GONZALEZ GONZALEZ, Manuel, (coord.), *Historia de la España actual 1939-1996, autoritarismo y democracia*, Madrid, Marcial Pons, 1998, p256

par le Parlement pour forcer le Gouvernement à démissionner et ainsi à reconnaître son impuissance face aux évènements en cours. En effet, selon les propos du parti du PSOE, « UCD es incapaz de gobernar »¹. Le romancier Javier Cercas suppose que pour le PSOE « una vez demolido el edificio del franquismo y levantado con la Constitución el edificio de la democracia, Suárez ha puesto fin a la tarea que el Rey le encomendó [...] sólo alcanzará [le PSOE] el gobierno si consiguen destruir política y personalmente a Suárez »². Pour expliquer ce commentaire, il nous faut revenir sur les élections de 1979. En effet, le PSOE s'impose comme étant la deuxième force politique nationale, juste derrière l'UCD, se rapprochant ainsi du pouvoir grâce à un discours plus uni et modéré qu'au début. Ainsi, « el alcance de aquella medida fue positiva en términos electorales para el PSOE, pero también tuvo un cierto resultado destabilizador para la situación política que, por diversos motivos, desembocaría en el intento de golpe de Estado de 1981 »³. De ce fait, la motion de censure renforce nettement le charisme de Felipe González, leader du PSOE. La motion de censure est donc une stratégie politique de dernier recours, un « coup d'Etat politique » afin d'annuler le choix des citoyens pour convoquer de nouvelles élections. Javier Cercas qualifie la motion de censure comme « los límites de la democracia recién estrenada forzando al máximo sus reglas sin haberlas dominadas todavía ; y es entonces cuando se convierten [los políticos] en instrumento útiles para los golpistas »⁴. Ainsi, aux yeux de la classe politique de l'époque il est nécessaire de trouver un moyen alternatif aux élections pour substituer le Président du Gouvernement, et ce, le plus rapidement possible, comme le confirment les propos du ministre Manuel Fraga, parus dans la presse espagnole :

« Quienes han presentado el voto de censura al Gobierno han prestado un gran servicio al país, ya que los debates celebrados en el Congreso, y de los que por primera vez ha tenido información completa y no trucada la opinión pública, han puesto de relieve que la seria situación del país es básicamente la consecuencia de la debilidad del Gobierno. También ha demostrado que no existe una alternativa de la izquierda »⁵

Simultanément se propage l'idée d'un Gouvernement de coalition pour répondre d'urgence à la crise gouvernementale, qui serait présidé par une personne indépendante, il faut donc entendre

¹ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p88

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p63

³ DIAZ GIJON, José, FERNANDEZ NAVARRETE, Donato, GONZALEZ GONZALEZ, Manuel, (coord.), *op.cit.*, p255

⁴ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p64

⁵ Propos de Manuel Fraga, recueillis par Zamora Cuesta dans « Fraga : « El voto de censura es un servicio al país » » pour *El País* le 01/06/1980

par là, un militaire. En effet, une coalition se forme entre certains hommes politiques de différents partis. Ils émettent l'idée de « introduir [...] un militar como Presidente del Gobierno de « salvación nacional » »¹. Il s'agit d'un « gobierno de gestión presidido por un general, que conjurase la amenaza golpista por una parte y se enfrentase con mayor energía al terrorismo »². Le romancier Javier Cercas considère ce Gouvernement de coalition comme une solution de dernier recours contre le Président Adolfo Suárez, et non pour la sauvegarde du pays comme le démontre ce propos : « militar [...] de prestigio al frente de un gobierno de coalición o de concentración o de gestión o de unidad sea el mejor instrumento para echar a Suárez del gobierno y superar la crisis »³. D'autre part, le choix d'un militaire pour présider le Gouvernement n'est pas un hasard. Rappelons brièvement que l'une des traditions vernaculaires de l'Espagne depuis le 19^{ème} siècle a été l'intervention de l'Armée dans la vie politique espagnole. Son rôle s'apparentait à celui d'un modérateur, qui au fil de ses « pronunciamientos »⁴, déplaçait le pouvoir selon les attentes de la population dans un souci de sauvegarde de l'unité nationale. Comme l'explique Joaquín LLEIXA, l'Armée défend donc un régime politique et son unité sans être soumise au pouvoir civil, mais à la Couronne⁵. Ainsi, le choix d'un militaire pour résoudre la crise qui s'abat sur l'Espagne répond à ce passé d'intervention militaire, renforcé par les quarante ans de dictature franquiste. Or, comme l'expliquent les historiens Bartholomé BENNASSAR et Bernard BESSIERE, « pour les nostalgiques du Franquisme, Adolfo Suárez était le traître, le fossoyeur de l'héritage du Caudillo et de leurs espérances. La crise de l'UCD pouvait être l'ultime occasion de détruire un régime détesté. ». D'autre part, ils rajoutent que « l'impuissance [de l'Etat] à liquider le terrorisme avait créé une dangereuse défiance de l'armée à l'égard de l'Espagne démocratique »⁶. En effet, l'Armée jugeant le Gouvernement inefficace face au terrorisme, aurait ainsi l'opportunité d'agir sans les contraintes démocratiques imposées par l'Etat si elle parvenait à diriger le Gouvernement. D'autant plus que le premier groupe

¹ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p88

² BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p141. Nous développerons les thèmes du terrorisme et du coup d'Etat dans la Partie suivante

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p72

⁴ Javier FERNANDEZ LOPEZ nous propose une définition très précise du pronunciamiento : « *Se trata de una acción militar. [...] Se dirige contra el Gobierno. [...] Pretende el cambio de quien está en el ejercicio de poder, pero no la asunción del mismo. [...] Su significado es más político-partidista que militar. En una sociedad en la que los límites entre lo civil y lo militar no están en absoluto, perfilados, los militares actúan en muchas ocasiones como políticos.* », voir, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p243-244

⁵ Joaquín LLEIXA parle d'une Couronne militarisée, puisque le Roi est le chef de l'Armée. Voir, *Cien años de militarismo en España*, Barcelona, Anagrama, 1986, p12

⁶ BENNASSAR, Bartolomé et BESSIERE, Bernard, *Le défi espagnol*, Besançon (France), La Manufacture, 1991, p56

terroriste espagnol, ETA, s'en prend en majorité à des militaires. L'année 1979 marque une culmination des attaques terroristes mortelles commises par ce groupe dont 90% des victimes sont des militaires¹. Toutes ces raisons réunies nous permettent donc de mieux comprendre pourquoi il était possible pendant les années de la Transition démocratique en Espagne, aussi surprenant que cela puisse paraître, de vouloir former un Gouvernement de coalition qui serait présidé par un militaire. Ainsi, l'Espagne est en train de traverser une crise grave, qui touche non seulement son économie² mais surtout le domaine politique, mettant ainsi en péril la stabilité de sa démocratie. D'autant plus que ce n'est plus seulement le charisme de Adolfo Suárez qui est mis en doute, mais le Gouvernement tout entier. En effet, l'objectif latent de cette opération politique était donc de forcer la démission de Adolfo Suárez, mais également du Gouvernement en place. En effet, la désintégration de l'UCD risque de mettre en péril la légitimité du Gouvernement et de la sorte, fragilise également la jeune démocratie. Comme le constatent les journalistes Joaquín PRIETO et José Luís BARBERIA, la formation d'un Gouvernement de coalition utiliserait donc « la vía constitucional para enderezar el país », c'est-à-dire, aboutir à « una democracia restringida »³. Le romancier Javier Cercas expose un jugement plus catégorique, puisque selon lui, cette stratégie politique, ou conspiration, aurait pour but de mettre un point final à la démocratie :

« estira hasta el límite las formas fragilísimas de la democracia, levantando una densa polvareda política mientras se acudía a unos militares permanentemente tentados de destruir el sistema político como recurso para terminar con la presidencia de Suárez, suponía entregarles a los enemigos de la democracia el instrumento con que terminar con Suárez y con la democracia. »⁴

Il est donc urgent de résoudre ce problème afin d'assurer la continuité du processus mis en route depuis la mort du Général Franco. Le Président du Gouvernement va prendre une ultime décision qui cette fois sera univoque puisqu'il va démissionner définitivement et officiellement de son poste le 29 janvier 1981. Cette annonce n'est pas sans bouleverser la presse d'autant

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, cuadro 6.1 et 6.2, p242

² En particulier due à ses problèmes en matière énergétique avec la crise du pétrole de 1976

³ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p77

⁴ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p78

plus que « *Adolfo Suárez no explica las razones de su dimisión* »¹. Bien que ce dernier affirme qu'il ne s'agit pas d'une démission forcée par le Roi², tout comme l'avait été celle de Carlos Arias Navarro. Le romancier Javier Cercas, quant à lui, laisse entendre que les relations entre le Roi et le Président du Gouvernement laissent à désirer : « la realidad en pleno parece conspirar contra Adolfo Suárez [...] lo hace incluso el Rey, que intenta a su modo librarse de Suárez y que espolea a unos y a otros contra él. »³. Et il ajoute également qu'au-delà de ne plus soutenir Adolfo Suárez, le Roi aurait très bien pu se ranger du côté du Gouvernement de coalition :

« es muy probable que, a la vista de la lúgubre situación del país, como gran parte de la clase dirigente también él [el Rey] pensara que la democracia se había hecho de forma precipitada, que quizá convenía un golpe de bisturí con el fin de extirpar abscesos y suturar desgarrones, y que llegados a aquel punto un simple cambio de gobierno tal vez ya no bastara para enderezar las cosas »⁴

Ainsi, l'on peut aisément penser que sa démission serait la réponse aux pressions constantes effectuées par les secteurs de l'extrême-droite et des conservateurs, en particulier le résultat d'une forte pression militaire, afin que « el sistema democrático [no] sea una vez más, un paréntesis en la historia de España »⁵. En effet, l'historien Charles POWELL soutient que « lo quisiese o no, [...] daba a entender que dimitía para evitar un golpe militar que sin duda se produciría de seguir al frente del gobierno »⁶. Or, la presse rejette cette explication : « Se niega cualquier tipo de presión militar relacionada con esta decisión. La situación de todos los sectores militares contactados por EL PAIS era de absoluta normalidad, y el propio Ministerio de Defensa desmintió los rumores al respecto »⁷. En effet, rien ne laisse penser que Adolfo Suárez ait démissionné pour éviter un éventuel coup d'Etat étant donné qu'il affirme le jour de son départ : « os dejo

¹ Titre de la première page du périodique *El País*, le 30/01/1981

² Adolfo Suárez que : « *me voy sin que nadie me lo haya pedido* », propos cités dans, MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, p113

³ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p77

⁴ Ibid., p145

⁵ Seule explication de Adolfo Suárez concernant sa démission, publiée dans le périodique *El País* en première page le 30/01/1981

⁶ POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p282

⁷ Première page de *El País*, le 30/01/1981

resuelto el problema militar »¹. Cependant, Javier Cercas est convaincu que Adolfo Suárez a démissionné car il ne bénéficiait plus du soutien populaire de ses débuts, mais également pour sauver la démocratie :

« no se marchó voluntariamente del poder sino que lo echaron : le echó la calle, le echó el Parlamento, [...] le echó su propio partido, le echó su propio derrumbe personal, al final le echó el Rey [...] se marchó antes de que la suma de esos adversarios le echara no dimitió porque le obligaran a hacerlo los militares ni dimitió para frenar un golpe militar [...] se inmolaba para salvar la democracia [...] aunque no sabía que crecía en el país la placenta de un golpe contra la democracia, Suárez no ignoraba que las intrigas contra él eran también peligrosas para la democracia »².

Aussi, tout comme Fernández Torcuato-Miranda, Adolfo Suárez semble avoir démissionné par abnégation envers la démocratie, plus que par crainte d'un éventuel coup d'Etat. Nous avons jugé intéressant de regrouper quelques citations de Leopoldo Calvo Sotelo, dans lesquelles il expose selon lui les causes et conséquences de la démission de Adolfo Suárez :

« No sería la dimisión de Suárez el primer paso para resolver los graves problemas de UCD ? [...] era la solución. [...] no creo en presiones militares directas [...] tampoco creo en una presión indirecta del Rey [...] el hombre que ha hecho la Transición política no dimite por una sola razón : dimite desde un estado de ánimo : cansancio, desilusión, amargura, incompresión. [...] Suárez dejaba un pasado brillante y una herencia difícil [...] con su retirada termina la Transición »³.

Adolfo Suárez semble plus préoccupé par sa perte de légitimité⁴ qui pourrait persuader certains d'utiliser cette faille⁵ pour intervenir non seulement contre le Président du Gouvernement en personne, mais aussi contre le système démocratique. De plus, sa conviction,

¹ Citation retrouvée dans, PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p118. D'autre part, l'homme politique Leopoldo Calvo Sotelo confirme que « antes del 23-F, la cuestión militar está ausente [...] nadie oyó en la mañana de aquel día [23-F] el ruido de sables », voir, *Memoria viva de la transición*, Barcelone, Plaza&Janes/Cambio 16, 1990, p40

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p148

³ CALVO SOTELO, Leopoldo, *Memoria viva de la transición*, Barcelone, Plaza&Janes/Cambio 16, 1990, pp26, 29, 30, 32, 36

⁴ « Suárez dimitió como Presidente del gobierno para legitimarse como Presidente del gobierno », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p151

⁵ L'historien Charles POWELL parle d'un « vacío de poder », voir, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p283

sa foi en la démocratie est telle que sa démission pourrait être comme nous l'avons dit, une abnégation, un sacrifice, pour que la démocratie suive son cours dans les meilleures conditions. Cependant, comme le politologue Javier TUSELL le souligne, « el mal de la UCD no radicaba en Suárez sino en ellos mismos [porque] sin Suárez siguió la conflictividad en la UCD »¹. Bien que les raisons exactes de sa démission restent encore inconnues à l'heure actuelle, il reste l'un des protagonistes les plus remarquables de la Transition démocratique. Le bras droit du Roi, qui a permis à l'Espagne de se défaire d'un système dictatorial dans la paix pour entrer dans la démocratie. Sa principale qualité, mais qui a certainement conduit à sa perte, est le fait qu'il ait réussi à se défaire du clivage politique droite/gauche, pour répondre sincèrement aux attentes de tous les espagnols². Il semblerait comme l'écrit Javier Cercas, que « para Suárez, lo más difícil era lo más fácil, y lo más fácil era lo más difícil [...] su talento y su temperamento no estaban hechos para lo que había construido, sino para lo que había destruido »³. Javier TUSELL, écrit avec pertinence que « El darse cuenta de sus limitaciones y expresarlas con sinceridad ante sus compatriotas » est la preuve de sa « grandeza moral »⁴. Quant à l'historien Joaquín BARDAVIO, il conclue à juste titre que « Adolfo Suárez era el político más revelante de la **democracia**. Se fue por la puerta grande »⁵. Cependant, il laisse derrière lui une opinion publique confuse, des partis politiques ravis⁶ et offre aux secteurs les plus conservateurs tels que l'extrême droite et une partie de l'Armée, une certaine opportunité pour refaire surface. Comme l'explique l'historien, Ricardo de la CIERVA y de HOCES⁷, sa démission a, d'une certaine manière, été inutile puisqu'elle n'a pas empêché le coup d'Etat du 23 février 1981⁸. Au contraire, le romancier Javier Cercas envisage qu'il s'agirait d'un coup d'Etat aussi bien contre la démocratie que contre la personne de Adolfo Suárez ou « contra la democracia encarnada por Suárez [porque] ningún político había atraído como él el odio de los golpistas »⁹.

¹ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, p132

² « *Enemigo de ideologías, su pensamiento fluctúa entre el respeto a la libertad y una defensa conservadora del orden.* », voir Première page de *El País*, le 30/01/1981

³ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p134

⁴ TUSELL, Javier, *op.cit.*, p132

⁵ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p158

⁶ En particulier le PSOE, éternel second aux élections démocratiques générales depuis le début de la Transition

⁷ CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, chap.4

⁸ Nous développerons ces propos dans la Partie suivante

⁹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p37

II) « LOS PODERES « FACTICOS » » AVANT ET PENDANT LE 23 FEVRIER 1981

1) Franquisme et Terrorisme

L'instauration de la démocratie en Espagne, au cours de la Transition, a été menacée par les pressions et les tiraillements de deux fractions opposées : l'Armée et le groupe terroriste ETA. Si, la mort du Général Franco a signifié la fin de la dictature, son idéologie, l'ossature du Régime, finement brodée pendant près de quarante ans, a survécu : en effet, l'Armée de la Transition démocratique est la « *colonne vertébrale* » du Franquisme. Dans un premier temps, nous nous pencherons sur la définition de l'Armée franquiste et l'analyse de son idéologie afin d'en extraire les causes et les conséquences de son hostilité envers la récente démocratie. Aussi, nous consacrerons quelques pages à l'Union Militaire Démocratique (UMD), une organisation clandestine de l'Armée qui revendique la démocratie. Ce groupe militaro-politique nous permettra de nuancer nos propos puisqu'il nous démontre que malgré qu'une partie de l'Armée soit conservatrice et réfractaire à l'instauration de la démocratie, une autre est disposée à être réformée et démocratisée. Enfin, nous étudierons la formation du groupe terroriste ETA et son évolution pendant les premières années de la Transition démocratique. Nous analyserons en particulier ses rapports conflictuels avec l'Armée, et nous tenterons d'en expliquer ses intentions.

Ainsi, pendant le régime franquiste, l'Armée se constitue en une véritable institution, unie autour de la victoire de la Guerre Civile¹. Elle se construit face à un ennemi unique, qui polarise la haine : il s'agit des *vaincus* de la Guerre Civile, en particulier les communistes. La doctrine franquiste remet à l'honneur les valeurs de la Restauration. Comme nous le démontre la loi IV des principes du Mouvement National qui met en avant l'archétype du militaire héroïque défendant l'unité inconditionnelle de la Patrie :

« La unidad entre los hombres y las tierras de España es intangible. La integridad de la Patria y su independencia son exigencias supremas de la comunidad nacional. Los Ejércitos de España, garantía

¹ Le romancier Javier Cercas parle de « *el ejército de la Victoria, el ejército de Francisco Franco* », voir, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p110

de su seguridad y expresión de las virtudes heroicas de nuestro pueblo, deberán poseer la fortaleza necesaria para el mejor servicio de la Patria »¹.

En revanche, l'on ne peut pas parler d'un régime prétorien², puisque l'Armée était subordonnée à la personne de Franco. Malgré cela, elle détient le contrôle de la vie civile et s'impose comme autorité suprême voire comme « modèle social et éthique »³. Il s'agit d'une Armée pléthorique, qui manque d'équipements mais aussi de techniques modernes, et qui est très politisée ou « apolíticamente franquista »⁴. Pour déchiffrer les causes de l'intervention de l'Armée dans la vie politique, il nous faut remonter au 19^{ème} siècle. A cette époque, il n'y avait pas de « separación entre la esfera civil y militar porque compartían intereses comunes »⁵. En effet, face à la corruption, l'Armée régula, à travers plusieurs « pronunciamientos », la vie politique de la société en remettant le pouvoir à des civils. L'on peut définir le pronunciamiento de la sorte : « se trata de una acción militar [...] contra el Gobierno [...] pretende el cambio de quien está en el ejercicio del poder, pero no la asunción del mismo [...] la persona que va a hacerse cargo del mismo no coincide con los protagonistas de la acción castrense [...] su significación es más político-partidista que militar »⁶. Ainsi, comme le souligne l'historien Javier FERNANDEZ LOPEZ, cette intervention politique, répondait aux attentes de la population civile, et conférait à l'Armée le rôle d'un modérateur qui agissait pour la sauvegarde et l'unité de la nation : « en una sociedad en la que los límites entre lo civil y lo militar no están en absoluto perfilados, los militares actúan en muchas ocasiones como políticos. »⁷. Cependant, à la fin du 19^{ème} siècle les valeurs centralistes de l'Etat sont contestées par l'apparition des idéologies nationalistes. A partir de ce moment là, l'Armée, qui était pourtant toujours intervenue au nom de la société civile, agit contre ses propres habitants, motivée par des dogmes conservateurs, et se veut le sauveur de l'unité nationale, face aux revendications « *séparatistes* ». En effet, la tradition « interventionniste » de l'Armée du 19^{ème} siècle en a fait un organe autonome, non soumis au pouvoir civil, qui possède une forte influence politique. L'Armée assure donc la

¹ Loi IV des principes du Mouvement National de 1958, du régime franquiste. Extrait retrouvé dans, GRANJA, José Luis de la, BERAMENDI, Justo et ANGUERA, Pedro, *La España de los nacionalismos y las autonomías*, Madrid, Síntesis, 2001, p298

² Il s'agit d'un régime essentiellement militaire, dans lequel « *la clase militar de una sociedad ejerce un poder político independiente* », voir LLEIXA, Joaquim, *Cien años de militarismo en España*, Barcelona, Anagrama, 1986, p36

³ MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, *L'armée espagnole (XIX et XX^{ème} siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, p147

⁴ LLEIXA, Joaquim, *op.cit.*, 1986, p148

⁵ *Ibid.*, p40

⁶ FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p243

⁷ *Ibid.*, p243-244

protection d'un régime politique envers et contre des ennemis intérieurs. Elle devient le symbole de la Patrie. Ainsi, face aux nationalismes grandissants, l'Armée se sent investi de la mission presque providentielle de sauvegarder l'unité de la nation, et en fait une question d'honneur national, il s'agit donc d'un militarisme tourné vers l'intérieur. De ce fait, elle rompt avec la tradition du début de siècle, où elle agissait dans l'intérêt des civils. D'autre part, la Monarchie, qui permettait « la unificación política »¹ entretenait des liens étroits avec l'Armée. En effet, la Couronne « propicia la unidad política, el medio más importante del sistema que une el Ejército a la unidad del Estado »². Joaquim LLEIXA nous explique ici que la Monarchie aspire à la construction d'un Etat centralisé à travers la diffusion d'une politique unitaire. Par conséquent, la Monarchie unie le pouvoir militaire à la politique, en contre partie, l'Armée soutient la Monarchie et peut exercer son influence politique à travers le souverain. Ce pacte entre l'Armée et la Couronne conduit à « un Estado autocrático »³, dans lequel l'Armée devenait le 4^{ème} pouvoir. Ainsi, la politique n'a aucun pouvoir sur l'Armée, mais c'est cette dernière qui exerce toute son influence sur celle-ci, et guide ses actions dans le but de préserver l'unité de l'Etat. Parallèlement, on voit se dessiner dans la société espagnole, face à cette militarisation de la vie politique, une mentalité antimilitariste, en réaction à cette suprématie militaire. En effet, si au 19^{ème} siècle les frontières entre civils et militaires se confondaient, étant donné qu'ils partageaient les mêmes intérêts, l'entrée dans le 20^{ème} siècle marque une scission entre civils et militaires. Tout d'abord, la perte des colonies en 1898 engendre une crise généralisée. L'Armée alors humiliée par une telle défaite se replie sur elle-même, et s'approprie les valeurs patriotiques. Elle se cache derrière un *Age d'Or*⁴ perdu, qu'il faut reconquérir pour la gloire de la patrie, il s'agit de l'époque des Rois Catholiques, symbole de la grandeur et de l'unité nationale⁵. Ainsi, toute attaque contre l'unité nationale et les valeurs patriotiques est considérée comme une attaque contre l'Armée en personne. Ainsi, elle va exercer une forte répression contre la société qu'elle est sensée défendre. En perdant tout le prestige acquis autrefois avec ce désastre, l'Armée devient aux yeux de la société civile un appareil désuet inefficace et

¹ LLEIXA, Joaquim, *Cien años de militarismo en España*, Barcelona, Anagrama, 1986, p69

² Ibid., p74

³ Ibid., p82

⁴ Il s'agit d'un « passé légendifié, visions d'un présent et d'un futur définies en fonction de ce qui fut ou de ce qui est censé avoir été [...] Paradis perdu », voir, GIRARDET, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, p97

⁵ Cependant, l'union de l'Espagne ne repose que sur un pacte matrimonial, qui concède l'autonomie et l'indépendance à chacun des deux royaumes. On parle d'une structure étatique de type confédéral, contrairement au mythe des Rois Catholiques, qui confond union et unification

impopulaire. En effet, l'historien Rafael NUNEZ FLORENCINO développe que l'Armée est sujette à de « graves diferencias internas ». Il la décrit comme une Armée « ineficacia, poco funcional, macrocefalia, problemas de organización, de coste, de material »¹. Aussi, le romancier Javier Cercas pointe du doigt les faiblesses de l'Armée dans son roman *Anatomía de un instante*, lorsqu'il parle de « la ineficacia del ejército español, del anacronismo tercermundista del papel tutelar que desempeñaba en el país [...] un ejército envejecido, menesteroso, arcaico, sobredimensionado y poco operativo »². Dans toute l'Europe, se développe une mentalité antimilitariste, qui méprise les valeurs de l'Armée telles que la discipline, le patriotisme ou encore l'esprit national. L'Armée devient « el represor, encerrado en sí, inculto, dogmático, cruel »³. En contre partie, les militaires développent « un antiintellectualismo militar que desemboca en un anticivilismo »⁴. La scission entre la société civile et militaire est profonde et génère de graves conflits⁵ mais aussi une crise de conscience sur l'essence de l'Espagne et de l'être espagnol. Alors qu'une grave crise économique envahit le pays, les revendications régionalistes commencent à prendre une forme politique. C'est le cas de la Catalogne, qui se détache de l'Etat espagnol qu'elle considère comme un boulet pour son propre développement économique. De plus, l'idéologie anarchiste prend de l'ampleur en Espagne et prône la révolution face à un Etat en ruine. Par peur du « *cáncer antillano* »⁶, d'une dislocation de la patrie, les militaires vont se radicaliser et déployer leurs forces contre un nouvel ennemi intérieur, le nationaliste⁷, pour protéger le pouvoir centraliste de l'Etat qui à leur yeux assure l'unité de la nation.

Cette mentalité se développera et se consolidera au 20^{ème} siècle⁸, malgré un court interlude pendant la période républicaine, qui éloignera l'Armée du pouvoir politique et la soumettra au pouvoir civil. Cependant, ces réformes conduiront à la Guerre Civile de 1936 qui divisera l'Espagne entre républicains et anti-républicains, nationalistes espagnols et périphériques,

¹ NUNEZ FLORENCINO, Rafael, *El ejército español en el desastre de 1898*, Madrid, Arco Libros, 1997, p17

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p113. Sa description est en accord avec celle des historiens comme le démontre ce commentaire: « *penuria de medios, déficit de dotaciones y material, bajo nivel de entrenamiento, irracional macrocefalia de los cuadros de mando, frustración generalizada por el estancamiento en los ascensos, deterioro de las prestaciones sanitarias y sociales, inoperatividad, aislamiento y desmoralización* », voir, JULIA DIAZ, Santos, PRADERA, Javier, PRIETO, Joaquín, *Memoria de la transición*, Madrid, Taurus, 1996, p346

³ NUNEZ FLORENCINO, Rafael, *op.cit.*, p30

⁴ *Ibid.*, p30

⁵ Par exemple la *Semana Trágica* en 1909 à Barcelone

⁶ NUNEZ FLORENCINO, Rafael, *op.cit.*, p61

⁷ En effet, les nationalismes proposent une vision différente de la nation, qui entre en contradiction avec la vision unique de la Patrie défendue par l'Armée

⁸ La dictature militaire « *regeneracionista* » du Général Primo de Rivera est considérée par les militaires comme « *el único remedio para los males de España* », voir NUNEZ FLORENCINO, Rafael, *op.cit.*, chap.7

fascistes et anti-fascistes, mais aussi entre Armée et milices. Plusieurs idéologies s'affrontent, mais il ne s'agit plus de « vaincre l'ennemi, mais de le détruire [...] une fois la lutte finie, [l'Armée professionnelle] étend et impose sa politique de « vertus militaires » [...] le 1^{er} avril 1939, une longue paix armée s'installe sur l'Espagne »¹. Ainsi, sous le régime Franquiste, l'Armée est le symbole de la Victoire et le principal soutien du régime. Elle diffuse des dogmes ultraconservateurs et draconiens tels que la hiérarchie, la loyauté, l'amour patriotique et l'ordre public. Cependant, dans les années 50/60, l'autosuffisance de l'Espagne ne suffit plus, et le Régime doit concéder un peu d'ouverture² pour maintenir son hégémonie. L'on observe alors une certaine division idéologique au sein de l'Armée. Dans les années 50, un groupe militaro-religieux, « *Forja* », délaisse les principes militaristes pour donner la priorité à la professionnalisation, la sophistication et la compétence³. Plus tard, en 1974, le groupe UMD, Unión Militar Democrática, composé de militaires réformistes, aspire à une démocratisation de l'Armée et du Régime en général. Son fondateur, Julio BUSQUETS, ancien militaire et professeur de sociologie, commente les motivations de l'UMD dans son ouvrage *Ruidos de sables* : « En este ambiente de golpismo creciente, unos pocos oficiales demócratas, cansados de la dictadura y de un Ejército frustrante y paralizado, decidieron jugársela y se organizaron secretamente en la Unión Militar Democrática ». Ses objectifs étant : « un Ejército al servicio del pueblo [...] la democracia en España [...] la reorganización y la modernización de las Fuerzas Armadas [...] se defendía la ruptura democrática »⁴. En effet, l'assassinat par ETA de Carrero Blanco, bras droit du régime Franquiste, laisse espérer que la dictature n'est pas ad vitam æternam et que la démocratie pourrait s'instaurer en Espagne. Alors que l'opposition au régime Franquiste était essentiellement politique, le groupe UMD, démontre qu'il existe également une opposition militaire, c'est-à-dire une opposition « utérine » au Régime qui l'a engendré. En effet, l'UMD est un groupe militaro-politique clandestin d'inspiration marxiste, qui prône la démocratie, contre le Franquisme. Elle espère que l'Armée revienne sur ses valeurs d'antan, du début du 19^{ème} siècle, où elle n'agissait qu'en tant que modérateur, et dans l'intérêt de la population civile. Cependant, de part ses valeurs démocratiques, elle se refuse à intervenir en politique. En revanche, elle ne soutiendra pas le régime Franquiste si celui-ci le nécessite. Par conséquent, à la mort du Général Franco, elle ne

¹ MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, *L'armée espagnole (XIX et XX^{ème} siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, p126

² 1959 : plan de stabilisation, élaboré par des technocrates, il prévoit de rentabiliser la production, l'économie, et de ce fait oblige à plus de flexibilité, donc une certaine libéralisation du régime, ne serait-ce que du point de vue économique

³ Ibid., chap.12

⁴ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, pp109 et 113

se considère seulement que comme la « garante » de la démocratie, et non pas « l'actrice du changement politique », puisque ce dernier doit se faire par la population civile pour que s'instaure de manière démocratique un « Gouvernement de nation et d'Etat »¹. Julio BUSQUETS affirme que son rôle se limitait à « impedir los intentos golpistas que pudieran darse destinados a impedir la evolución de la democracia, y favorecer por lo tanto, la implantación de la democracia en España [...] del programa quedaba expresamente excluido cualquier acto conspirador destinado a realizar un golpe de Estado, para no repetir ningún enfrentamiento fratricida como el acontecido en 1936 »². Ainsi, elle laisse au peuple l'initiative du changement. L'UMD est le départ d'un glissement de la mentalité militaire vers des valeurs plus démocratiques, et ce déjà sous Franco. L'on comprend alors que l'enjeu de la démocratie réside en sa capacité de réformer l'Armée, pour en faire une institution neutre et soumise au pouvoir civil. En effet, comme nous l'avons souligné, la majeure partie de l'Armée est franquiste : « pervivencia de la mentalidad franquista en la mayoría de los generales, jefes y oficiales, que veían la democracia española como una traición a todos los valores en los que fueron educados y habían vivido »³. Comme le souligne Julio BUSQUETS, les membres de l'UMD « reconocían que la democracia no había entrado en el Ejército y que sus propuestas reformistas sobre las Fuerzas Armadas no habían dado sus frutos, así como que estas seguían siendo una amenaza para la democracia, pero confiaban en que las acciones legales de las nuevas Cortés democráticas, tras las elecciones, transformasen de una vez al Ejército »⁴. L'on retrouve cette description de l'Armée franquiste dans l'ouvrage du romancier Javier Cercas qui remarque également que dès les premières années de la Transition démocratique, l'Armée s'oppose à perdre de son pouvoir, puisque cela reviendrait à renoncer -voire à abandonner ou pire, trahir- à être la garante de la continuité du régime franquiste :

« la mayor parte del ejército no aceptaba la democracia o sólo la aceptaba a regañadientes [...] la mayor parte del ejército se resistía a someterse al poder civil encarnado en el gobierno y aspiraba a gozar de un margen de autonomía amplio que le permitiera, bajo el mando directo del Rey, administrarse con arreglo a criterios propios y orientar o vigilar la marcha del país »⁵

¹ MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, *L'armée espagnole (XIX et XX^{ème} siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, p195

² BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p109-110

³ Ibid., p133

⁴ Ibid., p123

⁵ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p113. Par ailleurs, cette citation nous permet de relever un point essentiel du système de pensée de l'Armée qui confirme sa loyauté envers le Général Franco et son Régime et qui traduit son aspiration à le voir se prolonger en la personne du Roi, tout comme le souhaitait le Général Franco : « *Os pido que rodeéis al futuro Rey de España, Don Juan Carlos de Borbón, del mismo afecto y lealtad que a mí me habéis brindado, y le prestéis, en todo momento, el mismo*

Par conséquent, cette ramification sera rejetée par la majorité des Forces Armées qui voient en l'UMD un courant antimilitariste et pire une affiliation au PCE, ennemi juré du Franquisme. En effet, Ricardo de la CIERVA y de HOCES, avance que le PCE aurait officieusement demandé l'intervention de l'UMD pour forcer la démocratie, comme il fut le cas au Portugal ou en Grèce¹. Une fois la Transition démocratique en cours, l'UMD s'auto dissout le 26 juin 1977, années des premières élections libres, pour montrer son engagement envers la démocratie et ne pas servir de prétexte pour d'autres groupes militaires qui voudraient se constituer en groupe politique : « su existencia [UMD] podía justificar la constitución de otra organización ultraderechista en el seno del Ejército »². Cependant, Felipe AGUERO, démontre que sur toutes les décisions civiles prises pendant la Transition, la seule qui n'ait pas été acceptée, de part des pressions militaires trop fortes, est l'amnistie et la possible réincorporation de l'UMD au sein de l'Armée³. Une telle répulsion envers l'UMD de la part de la majorité de l'Armée peut nous amener à penser qu'à travers son amnistie et sa possible réintégration au sein de l'Armée, certains militaires conservateurs y voient la fin d'une Armée corporatiste isolée et qui serait obligée d'accueillir en son sein des *traîtres* –car les membres de l'UMD étaient affiliés au PCE, et contre le Franquisme- qu'elle a toujours combattu. La tension au sujet de l'UMD est telle que le Gouvernement d'Adolfo Suárez⁴ ne peut leur accorder l'amnistie au risque de provoquer un soulèvement militaire qui pourrait contredire le projet démocratique en cours⁵ et va jusqu'à condamner les membres de l'UMD le 16 mars 1976.

apoyo de colaboración que de vosotros he tenido ». Citation développée dans BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p95

¹ CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, p8

² BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p127

³ En effet, même la légalisation du PCE n'a pas souffert un tel acharnement, alors qu'il représente l'ennemi juré du Franquisme. Voir, AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, cuadro 4.1, p166

⁴ Julio BUSQUETS pointe plus précisément le Ministre de la Défense, Gutiérrez Mellado : « Gutiérrez Mellado no sólo fue incapaz de realizar las reformas necesarias, sino que ni siquiera supo defender a los militares demócratas, que comenzaron a ser profusamente perseguidos y sancionados por defender públicamente sus ideas por parte de los mandos ultras », voir, *op.cit.*, p136

⁵ L'UMD ne sera reconnu et légalisé par la Constitution qu'en 1986 : « pero el capítulo de la UMD no se cerró definitivamente hasta diciembre de 1986, año en que, por fin, unavez consolidada la democracia y ensordecidos definitivamente los ruidos de sables, el Partido Socialista encontró el coraje necesario para promulgar una ley en la segunda legislatura de su mandato que permitió la reincorporación al Ejército de los condenados », voir, *Ibid.*, p123-124

« La ley de Amnistía de 14 de octubre de 1977 excluyó a los militares demócratas de la posibilidad de reintegrarse a las Fuerzas Armadas. Creemos que este hecho, doloroso para quienes tomamos partido a favor de la democracia en el régimen anterior dentro de las Fuerzas Armadas, tuvo una enorme trascendencia. Como ya señalamos entonces, y posteriormente los hechos demostraron, significó una condicionante para el desarrollo del proceso democrático y supuso una grave claudicación »¹

On discerne donc les limites de la Transition démocratique, qui semble être sous surveillance de l'Armée. En effet, le cas de l'UMD génère beaucoup de tension eu sein des militaires, qui se refusent à l'accepter. Cependant, l'UMD nous démontre que l'Armée n'est pas unitaire, et qu'une partie des militaires aspire aussi à la démocratie et rompt ainsi avec le stéréotype du militaire franquiste.

Le Franquisme a également légué à la Transition démocratique un héritage sanglant : le groupe terroriste indépendantiste Euskadi Ta Askatasuna (ETA). En effet, comme l'explique l'historien Carlos FERNANDEZ, « cette transition qui s'annonçait difficile fut rendue plus problématique encore par la montée du terrorisme, qui allait devenir très important à partir de 1974 »². Afin de comprendre la formation du groupe ETA, il est primordial de remonter aux origines de l'éclosion nationaliste en Espagne. Le nationalisme fait son apparition au 19^{ème} siècle sous la forme d'une irruption régionaliste. Il s'agit de l'expression de l'amour porté à son territoire natal, à ses traditions locales. L'essor du régionalisme est en parti dû au courant artistique du Romantisme, qui fait du folklore et des particularités locales, « l'essence pour élaborer l'identité locale »³. Vers la fin du 19^{ème} siècle, le régionalisme entre dans le discours politique et sert à légitimer une réorganisation du territoire national. L'unité et le centralisme de l'Etat sont remis en cause au nom de la liberté régionaliste. Or, comme l'explique l'historien Juan Pablo FUSI, hormis le cas de la Catalogne et du Pays Basque, le régionalisme a été un échec politique puisqu'il n'avait pas de projet politique national, mais exprimait seulement un « orgueil localiste complémentaire du sentiment espagnoliste »⁴. Ainsi, le régionalisme traduisait l'amour de sa région au sein de la nation. Malgré qu'il revendiquait une certaine décentralisation territoriale, son projet ne

¹Lettre Ouverte à *El País*, par Luis Otero, Fermín Ibarra, Restituto Valero, Jesús Martín Consuegra, José Fortes, Fernando Reinlein, Antonio Herreros y José Ignacio Domínguez, membres de l'UMD, « *Ex militares de la UMD niegan la analogía entre su proceso y la « operación Galaxia »* », le 13/05/1980

² FERNANDEZ, Carlos, *los militares en la Transición Política*, in, BUSQUETS, Julio, *El militar de carrera en España*, Barcelona, Ariel, (1967), 1971, p189

³ FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p142

⁴ Ibid., p145

s'opposait pas à la nation, mais s'y intégrait. Suite à cela, la Catalogne et le Pays Basque ne se considèrent plus comme de simples régions dotées de particularités folkloriques, mais vont chercher dans l'Histoire des particularités historiques¹, ancestrales, qui leur permettent de s'afficher comme des nationalités propres². Leur traduction politique sera donc de re-conquérir la souveraineté³ de leur nation respective afin de jouir d'une autonomie, voir d'une indépendance radicale vis-à-vis de l'Etat espagnol. En effet, Raoul GIRARDET définit le nationalisme comme « les manifestations de la conscience et du caractère national s'appliquant aux revendications et aux aspirations des nationalités assujetties à une domination étrangère »⁴. D'autre part, le philosophe et historien Ernest RENAN propose en 1882, une définition de la nation, dans son essai *Qu'est-ce qu'une nation ?*, qui est considérée aujourd'hui comme un texte de référence. Il formule l'idée que la nation repose sur une volonté de vivre ensemble, plutôt que sur un passé commun, écartant ainsi les valeurs historiques, raciales ou linguistiques mises en avant par les idéologies nationalistes.

« La nation est une âme, un principe spirituel. [...] L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours, comme l'existence de l'individu est une affirmation perpétuelle de vie. [...] Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. [...] Leur existence est la garantie de la liberté qui serait perdue si le monde n'avait qu'une loi et qu'un maître. [...] L'homme n'est esclave ni de sa race, ni de sa langue, ni de sa religion [...] une grande agrégation d'hommes, saine d'esprit et chaude de cœur, crée une conscience morale qui s'appelle une nation. »⁵

Ainsi, la nation repose sur un principe volontariste, un libre choix exprimé par un même groupe d'hommes de vivre ensemble. Contrairement au concept organiciste de la nation qui considère que « toute collectivité humaine reposant sur l'inéluctable reconnaissance d'une identité originelle de langue, de mœurs, de culture, c'est par la naissance que se trouve définie pour chacun l'appartenance communautaire à

¹ « La prise de conscience nationaliste correspond à la prise de conscience d'un passé historique, une culture héritière d'un long et glorieux passé qui légitime la revendication de l'indépendance ou de l'unité nationale », voir, GIRARDET, Raoul, *Nationalismes et Nation*, Bruxelles, Complexe, 1996, p33

² « Le nationalisme est dû à la conscience collective qui considérerait la personnalité régionale comme constitutive d'une nationalité propre et distincte », voir, FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p150

³ « Volonté de faire coïncider la réalité juridique qu'est l'Etat, avec cette réalité sociologique qu'est le groupe national ayant pris conscience de son individualité », voir, GIRARDET, Raoul, *op.cit.*, p31

⁴ *Ibid.*, p10

⁵ RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Discours prononcé à la Sorbonne, le 11/03/1882, Paris, Mille et une nuits, 1997, pp14-34

laquelle il se trouve assujetti »¹. Par conséquent, les valeurs sur lesquelles se forment les nationalismes espagnols basque et catalan, ne sont plus une raison suffisante pour revendiquer l'indépendance de leur région et s'affirmer en tant que nation. A présent que nous avons exposé et défini les terminologies nécessaires, nous proposons d'étudier de manière plus concrète le nationalisme basque afin de comprendre les causes de l'apparition du groupe terroriste ETA. Comme nous l'avons vu, le nationalisme basque apparaît à la fin du 19^{ème} siècle et il est « le résultat de longs processus historiques de consolidation d'une identité propre et particulière »². Sa traduction politique n'aura lieu qu'en 1895, avec la création du Parti National Basque (PNV), par Sabino Arana³. Il développe une idéologie radicale, basée sur la « raza basca »⁴, la langue et la religion⁵, pour revendiquer l'indépendance⁶ du Pays Basque⁷. Le nationalisme basque est « radical y excluye los españoles y la españolidad »⁸. Son affirmation nationaliste indépendantiste face à l'Etat espagnol va favoriser l'extension des sentiments nationalistes espagnols et accroître les tensions en matière d'organisation territoriale entre centralisme et autonomie. Cependant, le PNV apparaît trop extrémiste aux yeux de la population et doit se modérer s'il veut obtenir un appui électoral plus conséquent. Ainsi, au début du 20^{ème} siècle, le PNV cesse de se déclarer « indépendantiste » et modère, du moins son vocabulaire, pour devenir un parti « regionalista-autonomista »⁹. Xosé Manoel NUNEZ SEIXAS¹⁰ explique que cette ambiguïté maintenue par le parti basque lui a permis d'obtenir un appui populaire massif. D'autre part, l'historien met en avant que, pendant un court interlude, 1931-1936, la II République a su créer un nouveau nationalisme espagnol libéral, qui asseyait ses valeurs sur l'éducation et la liberté, et qui offrait

¹ GIRARDET, Raoul, *op.cit.*, p15

² FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p150

³ Il est considéré comme le fondateur du nationalisme basque

⁴ NUNEZ SEIXAS, Xosé Manoel, *Los nacionalismos en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Barcelone, Hipòtesi, 1999, p49. L'historien Benedict ANDERSON définit la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine », d'autre part, il met en exergue des affiliations entre le nationalisme et le racisme : « le nationalisme [est un] enracinement dans la peur, la haine de l'autre et possède des affinités avec le racisme », voir, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, (1983), 2002, pp19 et 145

⁵ « *Tout pour Euskadi et Euskadi pour Dieu* », slogan du PNV, in, FUSI, Juan Pablo, *op.cit.*, p163

⁶ Ce désir d'indépendance est motivé également par les « fueros », d'anciens privilèges fiscaux de l'époque carliste, dont jouissait le Pays Basque

⁷ Sabino Arana invente le terme de Euskadi pour désigner la nation basque

⁸ NUNEZ SEIXAS, Xosé Manoel, *Los nacionalismos en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Barcelone, Hipòtesi, 1999, p50

⁹ *Ibid.*, p50

¹⁰ *Ibid.*, p72

une possibilité de décentralisation pour satisfaire les nationalismes « périphériques »¹. Malheureusement, le Franquisme, quant à lui, a exercé une forte répression à l'encontre de tout sentiment déviant de l'espagnolisme pur. Il s'agit d'un nationalisme espagnol autoritaire et tyrannique, qui s'épanouissait contre la subsistance des nationalismes périphériques. Il interdisait de parler toutes autres langues² que le castillan, et ce même chez soi³. Tout symbole régional était à bannir ainsi que les coutumes et le folklore. Aucun particularisme n'était toléré, en vertu de l'unité nationale. Ce mythe soigneusement adulé par l'Etat franquiste, prend racine dans l'Espagne des Rois Catholiques. Alors que l'Histoire nous donne une vision plus nuancée de ce règne, basée sur une alliance matrimoniale, qui respecte l'indépendance et l'autonomie des deux Royaumes, le mythe⁴ a transformé cet unitarisme en unité politique. Le Franquisme, dont le blason reprend d'ailleurs celui des Rois Catholiques⁵, justifiera son régime totalitaire par la quête de cet Age d'Or perdu. Cependant, la répression ne suffit pas à taire les sentiments nationalistes, au contraire, elle justifie l'opposition non seulement au Régime, mais aussi à l'Etat centralisateur. Ainsi, Juan Pablo FUSI souligne que malgré la répression, le problème régional ne disparaît pas, il évolue de façon clandestine et se radicalise en particulier au Pays Basque⁶. Fin des années 50 et début des années 60, le Franquisme s'adoucit pour des raisons essentiellement économiques. L'autosuffisance et l'autarcie dans lesquelles il s'était réfugié ne lui permettent plus de subsister. Dans le reste de l'Europe, meurtrie par les guerres, tout est à reconstruire. L'Europe opte pour la démocratie et la paix et connaît une période de bien-être économique et social, c'est la période des Trente Glorieuses. L'Espagne franquiste reste isolée de ce processus. Son régime dictatorial est vu comme un anachronisme, les cendres d'un passé proche que l'on veut oublier pour reconstruire la paix sociale. Les technocrates du Régime mettent alors en place un plan de stabilité économique, qui oblige le Régime à plus de flexibilité au nom de la rentabilité. Les frontières s'ouvrent sur la société de consommation, le tourisme et l'émigration laborieuse. Manuel Fraga, alors ministre du Tourisme met au point un slogan qui restera emblématique de cette période : « *España es diferente* ». Bien que les

¹ Ibid., p114-120

² Langues qui n'étaient d'ailleurs pas considérées comme telles, mais comme des dialectes

³ Une devise illustre parfaitement cette répression : « *hable cristiano, hable castellano* ». De plus, elle met en exergue la relation interpénétrant qui existe entre le Franquisme et la religion catholique

⁴ Roland BARTHES définit le mythe comme « *une parole dépolitisée* » mais qui peut être « *politisée ou non selon les besoins* ». Le mythe « *déforme* » et « *transforme l'histoire en nature* », « *il parle excessivement du réel* », voir, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957, chap.2

⁵ Il s'agit du joug et des flèches

⁶ FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, p180-183

libertés soient toujours restreintes, la bourgeoisie en particulier peut se sentir commode dans ce régime protectionniste qui favorise les exportations et le commerce intérieur. Cette accommodation au Régime n'est pas sans déplaire à une nouvelle génération de nationalistes radicaux qui s'indigne des partis nationalistes traditionnels qui se sont résignés, tel que le PNV. Ainsi, en 1959, se fonde le groupe terroriste ETA, qui réclame l'indépendance radicale du Pays Basque. ETA puise son discours dans celui des non-alignés de Gamal Abdel Nasser ou encore Fidel Castro. Les *etarras*¹ considèrent que le Pays Basque est une nation opprimée par l'Etat espagnol, il faut donc prendre les armes pour lutter contre l'envahisseur et instaurer un Etat souverain. Cette idéologie justifie le recours aux armes et la violence dans le but d'atteindre la liberté. Patxo UNZUETA² date le premier attentat mortel d'ETA en 1968. Il constate que depuis, leur nombre est exponentiel. L'attentat le plus marquant d'ETA est l'assassinat en 1973, du numéro 2 du Régime : Carrero Blanco. L'opinion civile considère alors le groupe terroriste comme un libérateur du Franquisme³. Beaucoup vont alors soutenir leurs actions. Or, ETA ne se bat pas pour l'Espagne mais contre l'Espagne, qu'elle soit démocratique ou non. Cette nuance ne sera perçue que plus tard, ce qui explique qu'en 1977, le Gouvernement démocratique d'Adolfo Suárez ait proposé l'amnistie aux *etarras*. Le romancier Javier Cercas commente les relations entre ETA, l'Armée et le Gouvernement : « el terrorismo, y en particular el terrorismo de ETA, que por aquellas fechas se encarnizaba con el ejército y la guardia civil ante la indulgencia de una izquierda que aún no había desprovisto a los *etarras* de su aureola de luchadores antifranquistas »⁴. L'amnistie sera refusée par les *etarras*, ce qui démontre « una real voluntad por parte de ETA de seguir la acción terrorista »⁵. Effectivement, cet amalgame amenait la population et les politiques à penser que la mort de Franco et le passage à la démocratie marqueraient la fin inéluctable du groupe terroriste ETA⁶, étant donné qu'il se battait contre le Franquisme et la dictature. En effet, Juan Luis CEBRIAN, ancien directeur du périodique *El País*, remarque que le groupe

¹ Nom donné aux membres du groupe ETA

² UNZUETA, Patxo, *El terrorismo, ETA y el problema vasco*, Barcelona, Destino, 1997, chap.2

³ Fin des années 70, environ 30% de la population basque, considère les *etarras* comme des idéalistes, et environ 16% les considère comme des patriotes, voir, TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, chap.3

⁴ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p124

⁵ UNZUETA, Patxo, *op.cit.*, chap.2

⁶ Annotez que la dernière action terroriste de ETA, à l'heure où nous rédigeons ce mémoire, remonte au 16 mars 2010. Ce qui nous prouve malheureusement que le groupe terroriste est toujours en activité et qu'il ne compte pas mettre un terme à ses actions, malgré que l'Espagne soit une démocratie consolidée au sein d'une Europe qui s'ouvre aux régionalismes

ETA était considéré à l'étranger comme « un frente de liberación popular »¹. Au contraire, « la intensidad de su acción terrorista no corresponde con su opresión [al grupo terrorista]. [...] Atacan cuando más reformista es el Estado »². L'entrée dans la démocratie s'est donc accompagnée d'une recrudescence du terrorisme. Entre 1978 et 1980, le Gouvernement entreprend plusieurs réformes consécutives sur le plan national mais aussi régional. Tout d'abord la Constitution de 1978, qui définit l'Etat des Autonomies, c'est-à-dire la décentralisation des pouvoirs de l'Etat vers les provinces, est rejetée par les nationalistes basques mais aussi par le groupe terroriste ETA. En effet, Felipe AGUERO³ explique que la Constitution n'offre pas l'Indépendance au Pays Basque, mais seulement une autonomie. Autonomie qui est de plus généralisée à toute l'Espagne, et de ce fait n'octroie pas une exclusivité au Pays Basque, bien qu'il bénéficie du statut de Nationalité Historique. Alors que le Gouvernement concède de plus en plus d'autonomie au Pays Basque, le groupe terroriste est à l'origine de plus en plus d'attentats. Pire encore, alors que son activité était moindre sous le Franquisme, il n'a jamais autant agit que sous le régime démocratique ! ETA assassine 23 personnes en 1977 et 252 en 1979. De plus, environ 90% de ses victimes font partie des Forces Armées⁴ : « el azote terrorista se ensañaba especialmente con el Ejército »⁵. En effet, les victimes ne sont pas choisies par hasard, les Forces Armées, et en particulier les militaires sont le symbole des dogmes véhiculés par le Franquisme, tels que l'amour de la Patrie, l'unité nationale et le centralisme, et ils en sont les inquisiteurs. Sous Franco, ils assuraient au même titre que la Police, l'application des Lois Fondamentales, et la répression. Pendant les premières années de la Transition démocratique, les Forces Armées échappèrent à la réforme par précaution. Ce n'est qu'en 1978, avec la Constitution que l'Armée se voit enfin soumise au pouvoir civil⁶. Malgré cela, il faut ajouter que bien qu'il y ait une loi, il faut plusieurs années pour changer les mentalités, les rapports entre la légalité et la réalité ne sont pas symétriques. Le passage du Franquisme à la démocratie ne s'est pas fait en une nuit, c'est pour cela que l'on parle de Transition démocratique. Ce qui explique également que le comportement des Forces Armées envers les anciens ennemis : communistes ou nationalistes, soit resté le même que celui adopté sous Franco. De la simple

¹ CEBRIAN Juan Luis, *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, p54

² UNZUETA, Patxo, *op.cit.*, chap.2

³ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p241

⁴ *Ibid.*, p242

⁵ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p153

⁶ Article 8 de la Constitution espagnole de 1978

manifestation à l'acte terroriste, la répression était la même et n'empruntait pas le chemin de la Justice et des Tribunaux. La démocratie doit subir un double régime de terreur imposé d'une part par le groupe terroriste ETA et d'autre part, par les militaires :

« ¿Existe libertad de expresión en este régimen de democracia de mentirijillas? Día a día asistimos, espantados, a la conculcación o recortes de este derecho fundamental. Y la cosa va al galope últimamente. [...] Con Franco, al menos, sabíamos a qué atenernos y lo que nos jugábamos. Pero ahora, hoy, ¿podemos opinar, aun mínimamente y con respeto, sobre ejército, poder judicial, policía? [...] ¿podemos manifestar nuestras simpatías- políticas abiertamente? ¿Podríamos, al respecto, llevar otro dintintivo en la solapa que no fuera la banderita nacional -los que la llevan tienen todas las bulas imaginables y aun las inimaginables- sin que nos cayera encima la bofetada, la paliza o la puñalada? el miedo paralizante, se va apoderando de muchas personas. [...] creímos en un cambio, si no radical, al menos aceptable, olvidándonos de que, tristemente, la historia de España es la historia de una represión »¹

Il convient tout de même d'évoquer une hypothèse fort probable concernant l'acharnement d'ETA contre les militaires. Au-delà du symbole qu'ils représentent, le groupe terroriste a bien compris que l'Armée est le point faible de la démocratie naissante. Sa soumission au pouvoir civil est l'un des points cruciaux qu'il convient d'atteindre pour éviter toute intervention de l'Armée en politique. Cependant, si ETA, à travers de nombreuses attaques envers les militaires, réussit, par un jeu malsain, à les pousser à bout pour qu'ils interviennent et fasse un coup d'Etat, ils réussiraient ainsi à réunir les basques autour d'une même cause : un soulèvement contre le coup d'Etat pourrait dévier vers un soulèvement contre l'Etat et ainsi pour l'Indépendance du Pays Basque, puisqu'un coup d'Etat ôterait toute légitimité au Gouvernement mais aussi à l'Etat espagnol, incapable de construire une démocratie stable qui satisfasse les attentes démocratiques et indépendantistes des basques. En effet, les historiens Bartholomé BENNASSAR et Bernard BESSIERE soulignent que la recrudescence des attentats commis par ETA entre 1978 et 1980 avait pour but « l'exaspération de l'armée [...] l'impuissance à liquider le terrorisme avait créé une dangereuse défiance de l'armée à l'égard de l'Espagne démocratique »². Cette pression d'ETA exercée contre les militaires, mais d'une certaine façon contre la démocratie également, invite la presse militaire à encourager une intervention de l'Armée en politique pour l'intérêt national. ETA se sert des militaires pour parvenir à

¹ José María González Muñoz, « *El miedo paralizante* », *El País*, le 1/05/1980

² BENNASSAR, Bartolomé et BESSIERE, Bernard, *Le défi espagnol*, Besançon (France), La Manufacture, 1991, pp55-56

l'indépendance, et les militaires se servent d'ETA pour revenir au Franquisme. En effet, María GOULEMOT MAESO expose que « l'Armée doit supporter le terrorisme qu'elle considère comme un acte de guerre sans pouvoir intervenir »¹.

« Menciones al **general Franco, al terrorismo y la reserva del Ejército respecto a la política** [...]El número uno de la decimotercera promoción, comandante Juan Rodríguez Fernández, [...] citó al general Franco como «gloria histórica de nuestras armas, recuerdo permanente y ejemplo de virtudes castrenses». Acerca de los últimos acontecimientos, dijo que « [...] el terrorismo es una gota microscópica ante nuestra historia». El director de la Academia, general Piñilla, afirmó en su discurso que «España necesita, ahora más que nunca, un magnífico Ejército: más joven, más técnico, en constante actualidad de sus métodos y en unión permanente con todos los que se reconocen y sienten españoles; un Ejército reservado respecto a la política y los partidos, puesto que representa a toda España». »²

Cet article de presse rassemble les caractéristiques de la mentalité militaire de l'époque. D'une part, le retour incessant à *Franco*, comme guide spirituel, d'autre part, la haine du *terrorisme*, qui devient une affaire d'honneur personnel, enfin, la *réserve politique* qui n'exclue pas l'Armée de la vie politique, mais en fait un gardien tempérant. Seulement, la tension ne cesse de croître dans les rangs militaires. Face au désarroi du Gouvernement, qui semble impuissant contre le terrorisme, l'Armée se sent alors investi d'une mission l'unique organisme capable d'y mettre un terme. En effet, le Gouvernement, et l'Etat de façon général, ont décidé de suivre la voie de la démocratie et de la légalité, ainsi, pour combattre ETA, bien que ce soit un groupe terroriste illégal, ils sont obligés d'agir en toute légalité. En effet, « la estrategia terrorista es destabilizadora en el sistema democrático, porque no pueden recurrir a métodos ilegales sin deslegitimarse »³. C'est pourquoi, les Forces Armées se sentent frustrées et restreintes dans leur agissement, et le recours à la négociation avec les terroristes devient pour elles une aberration : « La cumbre, el ideal para los terroristas es la negociación, porque aunque sean ilegítimos e ilegales, llegan a un acuerdo « legal » con el poder. El uso de la violencia se justifica ya que hay un avance al nivel político. Es un círculo vicioso »⁴.

¹ GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p187

² « Actos conmemorativos de la fundación de la Academia General Militar », *El País*, le 24/02/1980

³ UNZUETA, Patxo, *El terrorismo, ETA y el problema vasco*, Barcelona, Destino, 1997, chap.1

⁴ Ibid., chap.1

Aussi, le romancier Javier Cercas nous fait part de sa réflexion concernant le sentiment d'abandon ressenti par les Forces Armées envers le Gouvernement :

« si las Fuerzas Armadas debían proteger con todos sus medios a la sociedad democrática frente a sus enemigos, la sociedad democrática debía proteger con todos sus medios a las Fuerzas Armadas de la matanza a que estaban siendo sometidas, o al menos debía solidarizarse con sus miembros. No lo hizo, y la consecuencia de ese error fue que las Fuerzas Armadas se sintieron abandonadas por una parte considerable de la sociedad democrática y que terminar con aquella matanza se convirtió, a ojos de una parte considerable de las Fuerzas Armadas, en un argumento irresistible para terminar con la sociedad democrática »¹.

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p124

2) « Golpismo » : vers le 23 Février 1981

Une épée de Damoclès a menacé la Transition démocratique espagnole. Il s'agit de la pression exercée par les Forces Armées pour incliner les décisions politiques prises par les différents Gouvernements, afin de restreindre l'évolution démocratique au nom d'une idéologie militaire ultraconservatrice qu'elles souhaitaient préserver. Le politologue Bernard LABATUT confirme que « le spectre de l'interventionnisme militaire, appelé pudiquement par les espagnols risque « d'involution », a pesé sur les premières années de la transition »¹. En effet, le souvenir de la Guerre Civile et la peur suscitée par l'Armée, ont obligé les Gouvernements à nuancer leurs décisions politiques voire dans certains cas, à s'autocensurer. L'historien Felipe AGUERO explique que l'opposition militaire constituait « la institución más poderosa » étant donné qu'elle possédait « el monopolio de las fuerzas armadas ». Il souligne que l'Armée « regula pero también amenaza y frena la Transición » et la décrit comme « la única institución que podía cambiar el rumbo de la Transición »². Ainsi, selon Joaquín LLEIXA « la influencia política del aparato militar en la orientación del poder Estatal » conduit à une militarisation de la société et de l'Etat. Par conséquent, ce militarisme exacerbé, suppose à l'inverse « una quiebra de la supremacía civil »³. Or comme le rappelle Felipe AGUERO, l'augmentation du pouvoir militaire s'accompagne de la diminution du pouvoir civil et vice-versa :

« A una coalición civil cohesiva con un respaldo electoral persistente y sustancial le resultará más fácil promover reformas que debiliten la resistencia militar al control civil. Por su parte, un ejército cohesivo que se enfrenta a un Gobierno dividido, carente de apoyo popular fuerte, puede tener más posibilidades de impedir las iniciativas civiles o incluso de reforzar totalmente las prerrogativas militares »⁴

Par conséquent, Julio BUSQUETS remarque que l'Armée « seguía siendo una isla antidemocrática en un océano cada vez más democrático »⁵. Les tensions entre la sphère civile et

¹ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p19

² AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p23

³ LLEIXA, Joaquim, *Cien años de militarismo en España*, Barcelona, Anagrama, 1986, p21

⁴ AGUERO, Felipe, *op.cit.*, p34

⁵ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p138

militaire pour contrôler le cours de la Transition démocratique ont produit des rivalités entre leurs deux modes opératoires. D'une part l'Armée procédait à une militarisation de la société dans le but de « guardar ciertos caracteres del régimen anterior o configurar el nuevo »¹. D'autre part, le nouveau régime démocratique tentait de résoudre les conflits par la démocratisation de la société en ayant recours à l'instrument politique. Or, l'exclusion radicale des militaires dans le jeu politique² les ont conduit à utiliser « la violencia, la fuerza y las armas para impedir la política »³. Ainsi, l'Armée, qui se considérait comme le sauveur de la Patrie, et « el guardia fiel del Franquismo »⁴, a éprouvé, comme l'explique l'ancien militaire Amadeo Martínez Inglés, « el sentimiento de necesidad de una intervención militar [...] en la política nacional [...] para recolocar España en el buen camino »⁵.

Avant de poursuivre notre analyse, nous proposons de consacrer un paragraphe à l'étude terminologique du coup d'Etat, en tant que moyen au service d'une fin préétablie. Cette digression s'inscrit dans une démarche qui se veut scientifique. En effet, il est essentiel de déterminer avec précision les caractéristiques et les subtilités propres au coup d'Etat, afin d'étudier rigoureusement les événements historiques qui correspondent.

Nicolas MACHIAVEL, un des premiers penseurs de l'Etat laïque du XVIème siècle écrivait alors dans *Le Prince*, chapitre 18 : « il faut canaliser la force du peuple à travers une prudente administration du secret ». En effet, l'efficacité du coup d'Etat repose sur le fait que les gouvernés soient écartés du complot et de ce fait le considèrent comme légitime. Il est donc indispensable de connaître l'Histoire, les mythes et les symboles du peuple pour les mettre au profit de la conservation du pouvoir. C'est pourquoi la politique peut entre autre se servir de la religion comme d'un instrument pour contrôler le peuple, en ayant recours par exemple aux miracles. Ce stratagème s'appelle la *prudence* politique. Au XVIIème siècle, Gabriel NAUDE, un érudit nous propose une définition des coups d'Etat qui s'appuie sur les écrits de Nicolas MACHIAVEL : les coups d'Etat sont des « actions hardies et extraordinaires que les Princes sont contraints d'exécuter aux affaires difficiles et comme désespérées, contre le droit commun, sans garder même

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p55

² Voir l'Article 8 de la Constitution de 1978 qui soumet l'Armée au pouvoir civil

³ AGUERO, Felipe, *op.cit.*, p55

⁴ JULIA DIAZ, Santos, PRADERA, Javier, PRIETO, Joaquín, *Memoria de la transición*, Madrid, Taurus, 1996, p352

⁵ MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, p103

aucun ordre ni forme de justice, hasardant l'intérêt du particulier, pour le bien du public. »¹. La thèse défendue par Gabriel NAUDE est que le coup d'Etat appartient à la praxis politique. En d'autres termes, c'est un moyen efficace pour conquérir ou conserver le pouvoir. En revanche, « il est nécessaire de retarder, ou du moins, ne pas précipiter ce type d'exécution, de penser à tous les autres moyens possibles pour l'éviter et si cela s'avère impossible, d'adoucir et d'alléger cette exécution »². Même si son utilisation est extraordinaire elle n'est pas considérée comme illégitime si elle est exécutée par le prince³ pour son intérêt personnel ou le bien commun. En somme Gabriel NAUDE en arrive à la conclusion que le coup d'Etat doit servir à renforcer l'autorité d'un homme et l'idéologie pour laquelle il se bat tout en apparaissant légitime auprès du peuple, « car les lois sont la base de la création d'un Etat mais aussi les causes de sa perte » p163.

Le coup d'Etat en France réfère plus particulièrement au 18 Brumaire de l'an VIII (calendrier républicain), il s'agit du coup d'Etat de Napoléon Bonaparte le 9 novembre 1799. Curzio MALAPARTE le qualifie de « premier coup d'Etat moderne »⁴. Le Général prend d'assaut les Assemblées des Cinq-cents et des Anciens, alors que la révolution s'essouffle sous le prétexte d'un « complot des terroristes » qui sont alors les royalistes. Cette action militaire prétend obéir à la légalité puisqu'elle s'appuie sur le vote forcé du Parlement. En effet, il fera rédiger une nouvelle constitution aussi laconique qu'opaque qui lui permettra d'instaurer sa propre dictature. Curzio MALAPARTE considère que « cette préoccupation de la légalité révèle chez Bonaparte la formation d'une conception du coup d'Etat différente des exemples classiques [...] il entend s'emparer du pouvoir civil sans illégalité et sans violence »⁵.

S'il est communément admis aujourd'hui qu'un coup d'Etat signifie le renversement illégitime et presque toujours violent des pouvoirs publics par une minorité, on parle de putsch en Suisse allemande ou de pronunciamientos en Espagne pour les coups d'Etat militaire⁶. Cependant, il existe une nuance entre le pronunciamiento et le coup d'Etat. En effet, le premier trouve ses origines dans l'Espagne du 19^{ème} siècle. Il s'agit d'une intervention directe des militaires dans la vie politique. Mais, l'armée ne prend pas le pouvoir -contrairement à un coup d'Etat dont le but ultime est de s'emparer du pouvoir- elle le remet entre les mains d'autres groupes

¹ NAUDE, Gabriel, *Consideraciones políticas sobre los golpes de Estado*, (Rome), Madrid, Tecnos, (1639), 1998, chapitre II, page 80

² NAUDE Gabriel, *Consideraciones políticas...* page 101

³ Le terme *prince* signifie ici celui qui détient seul l'autorité politique. MACHIAVEL, Nicolas, *Le Prince*, traduction présentation et notes par GAILLE-NIKODIMOV, Marie, (Italie), Paris, Librairie Générale Française, (1531), 2000, 192pp

⁴ MALAPARTE, Curzio, *Techniques du coup d'Etat*, Paris, Grasset et Fasquelle, (1931), 1992, p121

⁵ *Ibid.*, p133

⁶ Encyclopédie virtuelle Larousse 2009, <http://www.larousse.fr/>

politiques : « Se trata de una acción militar. [...] Se dirige contra el Gobierno. [...] Pretende el cambio de quien está en el ejercicio de poder, pero no la asunción del mismo. [...] Su significado es más político-partidista que militar. En una sociedad en la que los límites entre lo civil y lo militar no están en absoluto, perfilados, los militares actúan en muchas ocasiones como políticos. »¹. Autrement dit, le pronunciamiento est un renversement de pouvoir mais pas d'une appropriation de ce dernier. De plus, au 19^{ème}, l'intervention de l'armée en politique se veut au nom de la « liberté » et du peuple. L'armée est en quelque sorte un modérateur politique qui intervient à la demande du pouvoir civil. Il n'existe donc pas de militarisation de la vie politique, dans le sens où l'armée ne présente aucun programme politique. En revanche, le coup d'Etat militaire est une appropriation du pouvoir par les militaires et pour les militaires. Par conséquent, le coup d'Etat militaire ne tient pas compte des revendications populaires. Il s'agit d'administrer le pays selon des dogmes militaires : une hiérarchie drastique, une discipline austère, pour contenir l'ordre public et une constante valorisation d'un passé glorieux. Le premier coup d'Etat en Espagne est conduit par Primo de Rivera en 1923, qui proclame l'Etat de Guerre en Espagne et instaure un Gouvernement militaire avec l'appui contraint de la Monarchie d'Alphonse XIII. Comme le souligne Curzio MALAPARTE, l'on retrouve ici un élément nouveau apporté par Bonaparte, puisque Primo de Rivera tente de « concilier l'emploi de la violence et le respect de la légalité »². Cependant, le coup d'Etat le plus marquant du 20^{ème} siècle est celui mené par le Général Franco en 1936. En effet, même si ce dernier était appuyé par une partie de la classe politique et sociale, il reste un complot exclusivement militaire. Son objectif étant d'instaurer illégitimement un nouvel ordre ultraconservateur. Ce coup d'Etat est le premier qui ait débouché sur une guerre civile (1936-1939). Il a fractionné l'Espagne en deux camps antinomiques : les nationalistes et les républicains. Au sortir de cette guerre sanglante qui a troublé tout l'occident, Franco instaure une dictature³ dont les caractéristiques oscillent entre un régime national-catholique du fait que l'Eglise y joue le rôle fondamental de sédiment qui unifie le peuple et légitime son dictateur ; et un régime personnel, étant donné que Franco détenait tous les pouvoirs.

¹ FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p243-244

² MALAPARTE, Curzio, *Techniques du coup d'Etat*, Paris, Grasset et Fasquelle, (1931), 1992, p143

³ La définition du régime franquiste continue de faire polémique aujourd'hui. Le Généralissime définissait son régime comme une « *démocratie organique* ». Pourtant, la diversité de ses caractéristiques amène les historiens à proposer différentes définitions de ce dernier dont nous ne citerons que les plus importantes : E.MORADIELLOS et J.TUSELL par exemple le qualifient de *régime dictatorial*. Quant à J.CASANOVA, il s'agit pour lui d'une *dictature fasciste*, enfin selon les propos de Michel DEL CASTILLO, le *national-catholicisme* est le terme le plus approprié au régime franquiste.

Si l'on examine les diverses définitions retenues pour qualifier le coup d'Etat, l'on peut conclure qu'il s'agit d'une stratégie politique de dernier recours, d'une conspiration corporatiste qui a pour résultat de renverser un ordre établi pour en imposer un autre qui sera profitable à ses conspirateurs. Le coup d'Etat est conduit essentiellement par des militaires, et ce malgré la possible collaboration de civils. Cette « trame civile », n'est cependant que secondaire et dans la majeure partie des cas ne détient pas un rôle capital dans le déroulement des actions. Contrairement au pronunciamiento, les acteurs du coup d'Etat aspirent à prendre par la force le commandement du pays¹. L'enjeu du coup d'Etat est d'apparaître légitime auprès des gouvernés, toutefois, cette légitimité trouvée avant par la manipulation des foules, se transforme au 20^{ème} siècle en un rapport de force dont le vainqueur se servira pour démontrer sa légitimité face aux vaincus. L'Opération Galaxia, tout comme les événements du 23 février 1981 peuvent en effet être qualifiés de coup d'Etat et en particulier de coup d'Etat militaire car ceux-ci conspirent contre l'autorité en place, à savoir le Gouvernement et la démocratie. Leur objectif est d'imposer au régime démocratique des restrictions qui se basent sur une idéologie militaire ultraconservatrice. De plus leur action est doublement illégitime puisque d'une part elle se réalise envers et contre la volonté populaire. D'autre part, le coup d'Etat est une stratégie politique, or l'Armée est sensé être apolitique et soumise au pouvoir civil². Elle ne peut en aucun cas intervenir dans la vie politique. Bien entendu, ceci ne contredit pas le fait qu'il s'agisse d'un coup d'Etat militaire, toutefois, cela met en relief le décalage qui existe entre une Espagne récemment démocratique et une partie de l'armée encore attachée à des principes franquistes et contre démocratiques. L'on peut ainsi se demander si l'armée joue alors le rôle officieux de « 4^{ème} pouvoir ». En effet, l'Armée est un régulateur³ de la Transition espagnole puisqu'elle empêche les réformes immodérées, et de ce fait exerce une certaine pression sur les forces politiques qui voient leurs projets freinés mais également menacés par une possible intervention militaire. Aussi, Curzio MALAPARTE explique que les *golpistas* sont :

¹ « *Los golpes de Estado se dirigen contra el régimen político. Su pretensión no es cambiar de Gobierno [...] sino que su objetivo es sustituir al propio Jefe del Estado, ya que es él quien simboliza la forma de hacer política en ese momento* » FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillanas Ediciones Generales, 2004, p245

² Article 8 de la Constitution espagnole de 1978.

³ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, 435pp

« des hommes d'ordre, des réactionnaires, qui se proposent de s'emparer du pouvoir afin d'accroître leur prestige, leur force et leur autorité, et qui se préoccupent de justifier leur attitude séditeuse en se proclamant non pas des ennemis, mais des serviteurs de l'Etat. Leur but tactique est le Parlement ; c'est à travers le Parlement qu'ils veulent conquérir l'Etat [...] Mais le Parlement qui accepte de légaliser le coup d'Etat ne fait que décréter sa propre fin »¹.

Par conséquent, l'un des objectifs principaux de la Transition est donc que l'Armée soit soumise à l'autorité civile. Cette suprématie civile sera légale et légitime grâce à la Constitution de 1978 qui met un terme au pouvoir militaire.

A présent, avant de nous pencher sur les événements du 23 Février 1981, il est essentiel de consacrer une étude à l'Opération Galaxia, le premier sursaut franquiste de la Transition démocratique. Cette tentative échouée de coup d'Etat plonge le pays dans un climat de tension palpable à l'heure où l'approbation de la Constitution de 1978 célèbre l'entrée légale de l'Espagne dans la démocratie. Ainsi, nous démontrerons que l'ombre de la présence militaire n'a cessé de peser tout au long de la Transition démocratique.

En effet, alors que l'Espagne est sur le point d'approuver une nouvelle Constitution, qui marquerait légalement la voie démocratique empruntée par le pays mais aussi la soumission de l'Armée au pouvoir civil, se prépare une tentative de coup d'Etat, connue sous le nom d'Opération Galaxia. Le 16 novembre 1978, quelques semaines avant le référendum sur la Constitution, le lieutenant-colonel Antonio Tejero Molina, subordonné par le capitaine Sáenz de Ynestrillas sont arrêtés pour tentative de coup d'Etat. L'Opération Galaxia doit son nom au café dans lequel le projet a vu le jour. Les deux conspirateurs projetaient de prendre en otage le Palais de la Moncloa et de soumettre le Roi à une démocratie « *vigilada* »², plus endurcie, dans le sens où elle n'aurait de démocratie que le nom et l'apparence. En effet, ils envisageaient forcer le Président du Gouvernement à créer un Gouvernement de « *salvación nacional* »³, présidé par un militaire. Son but étant de « redresser » le pays face aux nationalismes « séparatistes », et au terrorisme d'ETA qui vise tout particulièrement l'Armée, symbole de l'ultra espagnolisme franquiste. Ce stratagème est inspiré du coup d'Etat du Général De Gaulle,

¹ MALAPARTE, Curzio, *Techniques du coup d'Etat*, Paris, Grasset et Fasquelle, (1931), 1992, pp145-146

² PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, chap.2 et 5

³ 1^{ère} page de *El País*, « *Operación Galaxia : golpe de mano frustrado contra el presidente Suárez* », le 19/11/1978

en France¹. Ils s'inscrivent donc dans la lignée de l'idéologie franquiste, et de la « *démocratie organique* ». Cette tentative a pour objectif de retarder ou stopper le processus démocratique initié trois ans plus tôt et qui prendra une forme légale et difficilement déviable, une fois la Constitution de 1978 votée et approuvée. L'on pourrait donc parler d'un projet de « *dernière chance* » pour l'Armée d'intervenir dans la vie politique espagnole. Cependant, ce projet sera avorté par les Services Secrets Espagnols (CESID : Centro Superior de Investigación de la Defensa)². C'est un succès pour la démocratie espagnole qui pense alors avoir soumis l'Armée au pouvoir civil, et considère les projets d'Antonio Tejero Molina comme marginaux et sans conséquence. Or, cette tentative d'intervention, bien qu'avortée, nous dévoile bel et bien le rejet de la démocratie par certains militaires, mais aussi leur capacité d'intervention, il ne faut pas oublier que l'Armée possède les armes, donc d'une certaine façon le pouvoir. En effet, malgré le fait qu'il ne s'agisse que de deux personnes, d'autres attendent certainement leur tour pour passer à l'acte. L'erreur de la Transition démocratique espagnole a alors été d'infliger des peines minimales -voire risibles- aux conspirateurs³. Aussi, Julio BUSQUETS considère que « el gobierno renunció a sancionar o a hacerlo duramente conforme lo que las leyes le permitían los actos de indisciplina y ofensa [...] el gobierno intentaba neutralizar las actividades conspiratorias y golpistas procediendo simplemente a negarlas o a minimizarlas [...] según él, todas eran invenciones de la prensa o de intoxicadores »⁴. L'on pourrait presque parler d'une impunité totale, qui pourrait pousser à la récidive, comme l'écrit le journaliste Dámaso Carrasco dans *El País* du 11 mai 1980 :

« Hemos sido muchos los sorprendidos por el fallo del tribunal en el caso de los dos militares juzgados con relación a la llamada «operación Galaxia». A la vista de esta sentencia es fácil suponer que se extenderá la creencia de que hay estamentos « intocables » y, por tanto, que el español de a pie perderá fe (¡aún más!) en los organismos encargados de administrar justicia en este país. Estas sentencias, la futura ley de Prensa, las actuaciones de las bandas fascistas sin que los verdaderos responsables sean llevados delante del juez (aunque cabría pensar, ¿para qué?); todas estas cosas, digo, no ayudan en nada a construir esa España democrática a la que todos aspiramos y que, por lo que parece, se nos escapa poco a poco de entre las manos. »⁵

¹ Nous développerons davantage cette technique dans les pages suivants

² Nous consacrerons une étude plus approfondie sur le CESID dans les pages suivantes

³ Antonio Tejero Molina et Ricardo Sáenz de Ynestrillas, ne seront condamnés qu'à sept mois de prison

⁴ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, pp138 et 140

⁵ Dámaso Carrasco, « *Operación Galaxia* », *El País*, le 11/05/1980

Comment expliquer ce –manque de- jugement. Il est fort probable qu'il s'agisse d'un manque d'objectivité et d'impartialité, étant donné que les conspirateurs furent jugés par le Tribunal militaire. Toutefois, l'on peut également se demander s'il ne s'agirait pas aussi d'un désintérêt total pour cette tentative de coup d'Etat, par manque de peur, ou surplus de confiance envers les Forces Armées, avant même que celles-ci ait été réformées. L'on se retrouve alors face à un paradoxe : l'UMD, qui se battait pour la démocratie a été condamnée par la Justice à une peine beaucoup plus lourde que celle des conspirateurs et a été exclue de la Constitution démocratique, alors que les opposants au régime démocratique s'en sortent avec beaucoup plus de facilité, c'est l'avis de José Miguel Rodríguez Tarduchi :

« Con mi recuerdo y solidaridad hacia el comandante Otero, sus ocho compañeros de proceso y todos los militares demócratas (¿cuántos?). En marzo de 1976, un consejo de guerra condenó a penas de hasta ocho años de cárcel y separó del Ejército a nueve militares demócratas por defender posiciones hoy plasmadas en la Constitución. Hace unos días, otro consejo de guerra absuelve en la práctica a dos militares, no precisamente demócratas; de su intento golpista contra el Gobierno, la democracia y la Constitución. La justicia militar ha puesto muy barato el golpe de Estado. Si sale mal, siete meses; si sale bien, ¿otros cuarenta años? »¹

L'Opération Galaxia est-elle le « brouillon » du coup d'Etat du 23 février 1981 ? Si elle avait été punie plus sévèrement, y aurait-il eu une deuxième tentative ? Pilar MARTINEZ VASSEUR associe la clémence de la démocratie naissante envers les conspirateurs, à celle de la II République, envers le coup d'Etat échoué du Général Sanjurjo² en 1932. En effet, par peur de représailles, la République tout comme la Transition démocratique, semblent atténuer les délits commis par les militaires. En revanche, ce système de pensée est plutôt malsain, puisqu'il encourage les militaires réfractaires aux régimes à intervenir sans risquer de réelles sanctions. En effet, le romancier Javier Cercas insiste sur le fait que « la condena que le impuso el tribunal militar acabó siendo irrisoria y pocos meses más tarde ya estaba otra vez en libertad y en situación de disponible forzoso, es decir sin una ocupación profesional concreta, es decir sin otra ocupación que organizar los preparativos de su segunda intentona »³. Bien entendu, cela soulève des questions qui relèvent de la philosophie, à savoir s'il faut punir, sanctionner, isoler des individus pour le « bien » de la société ou si la punition ou simplement la peur de la punition n'est d'aucune utilité. Bien que

¹ José Miguel Rodríguez Tarduchi, « *Operación Galaxia* », *El País*, le 11/05/1980

² MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, *L'armée espagnole (XIX et XX^{ème} siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, chap.13

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p40

ces hypothèses ne puissent être confirmées ou infirmées totalement, il n'en reste pas moins que cette conspiration a permis à Antonio Tejero Molina de s'affirmer comme un éventuel meneur pour les militaires les plus conservateurs, bien que son charisme n'atteigne pas celui du Général Franco ou Mola. L'on retrouve également énormément de similitudes entre les plans de l'Opération Galaxia et le coup d'Etat du 23 février 1981¹, cependant, peu d'indices laissent à penser qu'à l'heure où les conspirateurs élaboraient la tentative de 1978, ils envisageaient aussi celle de 1981. En revanche, alors que la Constitution de 1978 marque l'entrée légale de l'Espagne dans la démocratie, elle se fait dans un climat de tension grandissante, qui fragilise le processus de transition. Ce que Javier Cercas dénomme « *la placenta del golpe* »².

Afin de procéder à l'analyse du coup d'Etat du 23 Février 1981, il est primordial d'exposer le contexte historique de l'époque. En effet, alors que le Président, Adolfo Suárez vient de démissionner de son poste, le problème militaire est loin d'être résolu. Depuis le mois de novembre 1980, le CESID rend compte de plusieurs opérations en cours susceptibles de devenir de possibles coups d'Etat. Or, les mises en garde des Services Secrets espagnols ne sont pas prises au sérieux. Entre Janvier 1981 et le 23 février 1981, l'on relève une forte « *actividad militar para transformar la Transición política en marcha* »³. En effet, ceux qui seront les protagonistes du coup d'Etat, à savoir le Général Alfonso Armada, le Général Milans del Bosch et le lieutenant colonel Antonio Tejero multiplient les rencontres pour mettre au point leur(s) coup(s) d'Etat. Adolfo Suárez ayant démissionné de ses fonctions fin janvier, il est urgent de nommer un nouveau Président du Gouvernement. La séance d'investiture est prévue pour le 23 février 1981 au Congrès des députés. A cet instant, personne n'imagine que cette séance va être perturbée et prise en otage par une poignée de militaires. Si les évènements du 23-F peuvent être qualifiés de coup d'Etat, il convient cependant de souligner qu'il abrite en son sein une multitude de projets disparates. Il s'agit en effet d'un complot polycéphale, dont chacun des conspirateurs avaient une vision particulière de la façon dont devait se dérouler les évènements. Ainsi, l'on peut parler d'un coup d'Etat à trois vitesses⁴ : tous utilisent la pression militaire comme moyen, mais la fin espérée par chacun est assez différente, cependant, il leur est à tous

¹ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, chap.5

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, 463pp

³ MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, p133

⁴ Le romancier Javier Cercas titre son chapitre sur le 23 Février 1981 « *todos los golpes del golpe* », voir, *op.cit.*, p247

profitable d'agir simultanément pour accroître leur chances de réussite. Tout d'abord, le Général Armada avait pour objectif de créer un Gouvernement « civilo-militaire » dont il serait le Président. Pour ce faire, il comptait sur l'appui du Roi et de la population. Ce coup d'Etat « souple » ou aussi qualifié de « constitutionnel », est inspiré de celui dirigé par le Général De Gaulle en France¹ le 13 mai 1958. Il s'agit de « la idea de un Gobierno fuerte que controlaría los excesos democráticos y sobretudo el problema vasco para salvar la Corona »² puisque le Gouvernement de l'UCD en est incapable. L'historien Alfonso PINILLA GARCIA explique que l'Opération Armada avait pour but de tranquilliser l'Armée, et de permettre au Général Armada d'atteindre le pouvoir tout en évinçant son ennemi, Adolfo Suárez, et en assurant la sauvegarde de la Monarchie : « se prevé la sustitución de Suárez por un gobierno de concentración al frente del cual se halle una figura independiente, prestigiosa y moderada, cuyo retrato robot bien puede coincidir con la persona del general Armada, antiguo secretario de la Zarzuela. Esta operación habría de contar, por tanto, con el beneplácito del monarca y detendría al golpe duro preparado por los franquistas ».³ Le Lieutenant colonel Tejero quant à lui envisage un coup d'Etat de type « dur » pour raffermir la démocratie. Son projet s'appuie sur le coup d'Etat des colonels en Grèce, le 21 avril 1967. En effet, il s'agit de « poner el Rey ante los hechos y dar la orden de colocar a militares »⁴. Si le coup d'Etat n'est pas dirigé contre la Monarchie, il ne compte cependant pas sur l'appui du Roi, mais sur les Forces armées, et en particulier la Garde Civile. Il intervient contre la démocratie qu'il juge trop laxiste, pour la remettre dans le « bon chemin ». En d'autres termes, il souhaite en revenir à une certaine « démocratie organique », dont les dogmes n'ont de démocratiques que le nom. En effet, Alfonso PINILLA GARCIA résume le « *golpe duro* » de la sorte : « con o sin Juan Carlos I, el golpe está decidido a solucionar la crisis sustituyendo a Suárez por un gobierno fuerte - nunca de concentración donde participe la clase política democrática- que derogue la Carta Magna y vuelva a los principios fundacionales del régimen franquista. »⁵. Enfin, le Général Milans del Bosch, nostalgique du régime franquiste, envisage un coup d'Etat de type « dur » également, mais calqué sur celui qui a eu lieu en Turquie, le 12 septembre 1980. Ricardo PARDO ZANCADA le caractérise de « golpista por tradición familiar ».

¹ Cette appellation est due au fait que le Général Alfonso Armada « *busca la manera de transplantar a España la historia del militar francés que resolvió una cruenta guerra en Argelia y otorgó una Constitución presidencialista. Llegó al poder como fruto de la presión militar y no por libre juego de elección* », voir PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p58

² Ibid., p56

³ PINILLA GARCIA, Alfonso, *El laberinto del 23-F, lo posible, lo probable y lo imprevisto en la trama del golpe*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010, p42

⁴ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *op.cit.*, p 196

⁵ PINILLA GARCIA, Alfonso, *op.cit.*, p43

En effet, c'est un « militar aristócrata, que tiene una historia familiar enraizada en las armas, es un militar brillante, de combate y fiel a Franco »¹. Aussi, son objectif est d'instaurer une Junte militaire contre le système démocratique en place, sans compter sur l'appui de la Monarchie. Il envisage ainsi de rendre le pouvoir à l'Armée, par la force, pour revenir à la dictature du Général Franco.

Après ce succinct exposé des différentes intentions des conspirateurs, l'on se rend compte que l'on est face à plusieurs coups d'Etat. Le romancier Javier Cercas écrit que « el golpe del 23 de febrero fue un golpe singular porque fue un solo golpe y fueron tres golpes distintos [...] provocó el fracaso del golpe »². Cette multitude d'actions personnelles et ce manque de communication évident sont peut-être l'une des nombreuses causes de leur échec. Bien que la démocratie semble être un ennemi commun, ils la combattent selon des idéologies discordantes. En revanche, cela met en avant le malaise d'une partie de l'Armée face à la démocratie. En effet, l'Armée, accoutumée à intervenir dans la vie politique depuis le 19^{ème} siècle, se voit au fil des réformes de la Transition, évincée de toutes ses fonctions politiques. Ce sentiment d'impuissance, de perte de contrôle face à un pays qui change non seulement de système mais également de valeurs provoque l'angoisse de certains militaires conservateurs qui voient leurs repères s'écrouler pour laisser place à la construction d'un avenir dont ils sont non seulement écartés mais également réfractaires.

Tout au long du mois de janvier 1981, les réunions se multiplient entre les leaders du futur coup d'Etat. Le 10 janvier 1981 en particulier, à lieu une réunion entre le Général Alfonso Armada et le Général Milans del Bosch pour mettre au point le plan définitif du coup d'Etat. Le Général Armada informe son collaborateur qu'il s'est entretenu avec le Roi en personne lors d'une réunion à Baqueira, le 3 janvier 1981, et que ce dernier lui aurait donné son aval pour organiser un coup d'Etat qui permette de constituer un Gouvernement militaire³. Cependant, les dires du Général Alfonso Armada ne peuvent pas être vérifiés, et il n'est même pas sûr que cette réunion entre le Roi et ce dernier ait bien eu lieu⁴. Malgré cela, comme le remarque le romancier Javier Cercas, « quien hablaba con Armada terminaba convencido de que era el Rey quien hablaba

¹ PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, p59

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p271

³ PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, chap.8

⁴ « Ni la sentencia del Consejo Supremo de Justicia Militar, ni la Sala Penal del Tribunal Supremo [...] hacen referencia a esta conversación », voir, PINILLA GARCIA, Alfonso, *El laberinto del 23-F, lo posible, lo probable y lo imprevisto en la trama del golpe*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010, p58

por su boca »¹. Ainsi, l'accord hypothétique du Roi servira d'appui et de couverture irréprochable pour mettre en œuvre le coup d'Etat et en persuader plus d'un du bien fondé de cette action antidémocratique. Plus tard, le 18 janvier 1981, a lieu une autre réunion importante cette fois entre le Général Milans del Bosch, le lieutenant colonel Antonio Tejero, ainsi que d'autres militaires, pour fixer la date et le lieu précis du coup d'Etat. Ils décident donc d'intervenir le 23 février 1981 au Congrès des Députés², date de la séance d'investiture pour nommer nouveau Président du Gouvernement, qui prendra la suite d'Adolfo Suárez³. Ils se mettent également d'accord sur le rôle à jouer par chacun des conspirateurs : le Général Alfonso Armada doit convaincre le Roi -si ce n'est pas déjà fait- de constituer un Gouvernement de coalition militaire, le Général Milans del Bosch quant à lui s'occupera de prendre en otage la région de Valence et de créer un vide de pouvoir pour convaincre les autres régions militaires de s'allier aux conspirateurs pour renforcer le coup d'Etat. Enfin, le lieutenant colonel Antonio Tejero sera en première ligne, au Congrès des Députés, entouré par la Garde Civile et orchestrera le coup d'Etat.

A présent, revenons en détail sur le déroulement des événements du 23-F. Le lieutenant colonel Antonio Tejero a recruté près de 400 gardes civils pour prendre d'assaut le Congrès des Députés. Ils arrivent sur les lieux à 18h23 précisément, devant les yeux ébahis des députés, mais aussi du monde entier, puisque la séance d'investiture était retransmise en direct par les caméras de télévision et de radio nationales (TVE et RTVE⁴). Le romancier Javier Cercas écrit à ce sujet que « el golpe del 23 de febrero convive con esa anomalía : que yo sepa, es el único golpe en la historia grabado por televisión, y el hecho de que haya sido filmado es al mismo tiempo su garantía de realidad y su garantía de irrealidad »⁵. Le lieutenant colonel Antonio Tejero jette un « coño, todos al suelo » à la salle, puis des coups de feu retentissent et il affirme être « a las órdenes del Rey y del Capitán Milans del Bosch »⁶. Tous les députés se couchent au sol, exceptés Manuel Gutiérrez Mellado, Chef de l'Etat Major Central et Vice-président du Gouvernement, qui se dirige vers les insurgés pour réclamer des explications et user de son autorité pour tenter de mettre fin à cette mascarade.

¹ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p280

² Le Congrès des Députés espagnols correspond à l'Assemblée Nationale en France

³ Le Roi avait nommé Leopoldo Calvo Sotelo comme futur Président du Gouvernement le 10 février 1981, les députés devaient alors donner leur accord pour que cette proposition devienne officielle. Le suspense n'était donc pas à son comble, et ce vote qui aurait dû se faire rapidement, se verra prolongé jusque tard dans la nuit comme nous allons le voir

⁴ Tout au long du coup d'Etat, les insurgés obligèrent la radio nationale à émettre de la musique militaire

⁵ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p14

⁶ PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, chap.13

Ainsi qu'Adolfo Suárez, qui reste également immobile sur son siège. Cette image le rendra célèbre, au point que Javier Cercas s'en soit inspiré pour rédiger son livre « *Anatomía de un instante* »¹. Il faut aussi nommer Santiago Carrillo, leader du PCE, qui restera de marbre face aux menaces des gardes civils. Cette attitude est chargée de sens, puisqu'elle nous rappelle la haine incessante d'une partie de l'Armée envers les communistes, et ce malgré l'instauration de la démocratie en Espagne. Il s'agit donc pour Santiago Carrillo d'une question d'honneur que de ne pas s'abaisser face à ses « ennemis ». Simultanément, le Général Milans del Bosch épaulé par plusieurs chars militaires déclare l'Etat de Guerre à Valence. Il envoie aussi une partie de la División Acorazada à Madrid, pour soutenir la Garde Civile. Quant au Général Alfonso Armada, il se dirige vers la Zarzuela, le Palais Royal, pour s'entretenir avec le Roi et s'assurer de son appui afin que le Général soit nommé Président d'un Gouvernement de « *salvación nacional* », cependant l'accès lui sera refusé pour éviter toute confusion². La tension ne cesse d'augmenter au Congrès, et les gardes civils, qui attendent toujours les « renforts » des militaires de la División Acorazada, ne savent plus quoi faire. Pendant ce temps, le Directeur Général de la Garde Civile, José Luis Aramburu Topete, arrive sur les lieux pour mettre un terme à la situation. De l'extérieur, il use de son autorité pour convaincre plusieurs gardes civiles³ de quitter les lieux s'ils ne veulent pas être impliqués dans le coup d'Etat. Cependant, c'est le Roi en personne qui va défaire la situation depuis la Zarzuela, aidé par le Secrétaire de la Casa Real, Sabino Fernández Campo. Ils entreprennent ce qui reste aujourd'hui appelé « *La noche de los teléfonos* ». Le Roi va appeler tour à tour, tous les Capitaines Généraux de toutes les Régions Militaires d'Espagne pour s'assurer de leur fidélité envers la démocratie et le Roi et mettre ainsi un terme aux rumeurs selon lesquelles il aurait donné son accord pour mettre au point un coup d'Etat, qui soit dit en passant, pourrait lui faire perdre sa couronne. En effet, Don Juan Carlos doit à cet instant précis se souvenir de l'expérience de son Grand-père, Alfonso XIII, qui pour avoir soutenu le coup d'Etat de Miguel Primo de Rivera, a dû renoncer à sa couronne, une fois le dictateur devenu illégitime, et s'exiler pour que s'instaure la Seconde République. L'une des clés du 23-F réside dans le Roi

¹ CERCAS, Javier, *op.cit.*, 463pp

² « *Armada aprovecha la situación crítica para presionar al Rey, con la intención de que el monarca decida apoyar finalmente su operación. Pero la negativa del Rey a recibirle será un duro varapalo para el golpe, que empieza a hundirse a partir de ese momento* », voir, PINILLA GARCIA, Alfonso, *El laberinto del 23-F, lo posible, lo probable y lo imprevisto en la trama del golpe*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010, p141

³ Environ 150 gardes civils quittent ainsi le Congrès des Députés, voir, PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p145

en personne comme nous l'explique García ESCUDERO : « la invocación del nombre del Rey explica la rápida y general obediencia que encontró Milans del Bosch, y explica asimismo que el movimiento se desmoronase fulminantemente cuando fue evidente que el Rey lo desautorizaba »¹. Sur les 11 Régions, seules 4 se sont opposées au coup d'Etat avec fermeté, les autres quant à elles ne semblaient pas convaincues. Comme nous l'expliquent Joaquín PRIETO et José Luís BARBERIA, « todo dependía de Madrid », dont Guillermo Quintana Lacaci était le Capitaine Général. Si Madrid avait été impliquée dans le coup d'Etat, et non pas Valence, il est fort probable que les autres Régions auraient suivi les ordres des conspirateurs². Entre temps, le Général Alfonso Armada prend contact par téléphone avec le Roi pour lui proposer de mettre fin à la situation, contre quoi, il devra le nommer Président du Gouvernement. Il va jusqu'à proposer au Roi de se rendre au Congrès des Députés en son nom, pour que ces derniers votent pour lui de façon « démocratique ». Cependant, le Roi refuse de l'écouter et de mettre son nom en péril et met ainsi un terme à toute relation avec le Général Alfonso Armada. La División Acorazada n'est toujours pas arrivée au Congrès et l'effet de surprise du coup d'Etat commence à se dissiper. La tension est toujours à son comble, mais cette fois du côté des gardes civiles qui ne vont pas pouvoir contrôler la situation plus longtemps. Une partie de l'élite politique est séparée du reste des Députés, en particulier Adolfo Suárez, Santiago Carrillo et Manuel Gutiérrez Mellado. Cette action nous révèle une certaine inquiétude de la part des conspirateurs, qui pensent ainsi éviter une probable « contagion » de rébellion³. Sur place, le Directeur Général José Luis Aramburu prend contact avec le lieutenant colonel Antonio Tejero pour lui demander de se rendre, mais en vain. Antonio Tejero accepte cependant de s'entretenir avec le Général Alfonso Armada, qui est alors appelé à se présenter -en son nom- au Congrès des Députés pour négocier avec Antonio Tejero les conditions de sortie du Congrès et présenter aux autres Députés son projet de Gouvernement de coalition, aussi nommé « *la solution Armada* ». Le Général Alfonso Armada opère alors un double jeu, puisque d'une part il est impliqué dans le coup d'Etat, et fait parti des penseurs de ce projet, mais d'autre part, il participe également à son démantèlement et

¹ Citation de ESCUDERO, García, *Mis siete vidas, de las Brigadas anarquistas a Juez del 23-F*, Madrid, José María, 1995, retournée dans, PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, p292

² PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p175

³ En effet, Ricardo PARDO ZANCADA interprète cette action comme « *para evitar incidentes y dominar la situación* », voir, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, chap.12

espère ainsi être absout de ses manigances. Ce double jeu lui vaut le surnom de « *El Elefante Blanco* » :

« la cabeza oculta de la sublevación militar. Ha alimentado el pretendido misterio de la trama golpista y se ha vuelto el símbolo del 23-F. Pero ese misterio fue creado para encubrir la falta de verdadero misterio [...] Pero el Elefante no era otra cosa que el símbolo de la intervención militar en política ». ¹

En revanche, Antonio Tejero rejette l'idée du Gouvernement « *de salvación* » s'il n'est pas présidé par le Général Milans del Bosch². En effet, la liste établie par le Général Alfonso Armada fait appel à des politiques de tout horizon, de droite comme de gauche, et même du PCE, ennemi juré du Franquisme³. Cette liste donnera naissance à plusieurs rumeurs selon lesquelles les politiques cités auraient fait parti du complot, or ces hypothèses n'ont jamais été vérifiées. Cependant, à cet instant, même si les députés avaient accepté de former un Gouvernement de coalition présidé par le Général Alfonso Armada, il est peu probable que celui-ci aurait survécu plus de quelques heures, étant donné qu'il ne bénéficiait pas de l'appui du Roi. Le coup d'Etat prendra fin exactement à 00h50 du matin, lorsque le Roi émet sur la chaîne de télévision nationale un discours contre le coup d'Etat :

« Al dirigirme a todos los españoles con brevedad y concisión en las circunstancias extraordinarias que en estos momentos estamos viviendo, pido a todos la mayor serenidad y **confianza** y les hago saber que he cursado a los Capitanes Generales de las regiones militares, zonas marítimas y regiones aéreas, la orden siguiente : ante la situación creada por los sucesos desarrollados en el Palacio del Congreso y para evitar cualquier posible confusión, confirmo que he ordenado a las autoridades civiles y a la Junta de Jefes de Estado Mayor que tomen todas las medidas necesarias para **mantener el orden constitucional dentro de la legalidad vigente**. Cualquier medida de carácter militar que en su caso hubiera de tomarse deberá contar con la aprobación de la Junta de Jefes de Estado Mayor.

La Corona, símbolo de la permanencia y unidad de la Patria, no puede tolerar en forma alguna acciones o actitudes de personas que pretendan interrumpir por la fuerza, el proceso

¹ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p191-194

² Ibid., p188

³ Le lieutenant colonel Antonio Tejero dira à ce sujet « *no había arriesgado mi porvenir y el de mis hombres para darle el poder al « rojerío »* », voir, PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, chap.13

democrático que la Constitución votada por el pueblo español determinó en su día a través de referéndum. »¹

Une demi-heure plus tard, le Général Milans del Bosch retire ses troupes de Valence. Au Congrès, le lieutenant colonel Antonio Tejero se retrouve alors seul face à la démocratie. Beaucoup de ses hommes prennent la fuite, d'autres restent malgré le message du Roi. Et ce alors qu'ils prônaient leur totale fidélité au Roi et à ses ordres. Cependant la situation reste délicate. En effet, bien que la Garde Civile ait été abandonnée par tous et ne bénéficient officiellement pas de l'appui de la Monarchie, il fallait trouver le moyen de convaincre le lieutenant colonel Antonio Tejero de quitter les lieux sans créer un bain de sang inutile. En effet, cet échec touche personnellement les militaires, et il en va de leur honneur et de leur dignité que de ne pas abandonner une mission même si elle est déjà perdue d'avance. Le lieutenant colonel Eduardo Fuentes Gómez de Salazar, se rend alors au Congrès des Députés pour mettre en place « *el Pacto del Capó* ». Il s'agit d'un acte de reddition qui accorde le droit aux « vaincus » de sortir du Congrès en toute dignité, les armes à la main. Il est aussi question de relaxer les simples soldats ou gardes, pour leur rébellion lors du futur jugement. Quelques heures plus tard, il ne restera aucune trace de ce que fut le 23-F, plus de militaires, plus de musique militaire à la radio, et Leopoldo Calvo Sotelo sera officiellement Président du Gouvernement espagnol. Le Roi² est la pièce maîtresse du 23-F dans le sens où sans ses actions et sa détermination, la démocratie aurait pu n'être qu'une « parenthèse dans l'histoire de l'Espagne ». Malgré cela, nombreux sont ceux qui mettent en doute sa foi en la démocratie, et le fait qu'il n'ait rien à voir avec le coup d'Etat. En effet, l'historien Charles POWELL explique les raisons d'une telle accusation :

« a raíz del golpe, se especuló mucho sobre el grado de conocimiento del monarca sobre las distintas iniciativas golpistas y sobre su actitud ante « la solución Armada ». Las dudas sobre el papel de Don Juan Carlos se plantearon por primera vez en público durante el juicio militar a los golpistas, como parte de una inteligente estrategia legal que pretendía sembrar la confusión. De hecho, el error más grave cometido por Don Juan Carlos en relación con el golpe fue crear que

¹ Discours de Don Juan Carlos I, contre le coup d'Etat du 23 février 1981, publié par, http://www.casareal.es/sm_rey/discursos/index-ides-idweb.html, le 10 juillet 2009, à 14h12

² Nous reviendrons sur l'implication hypothétique du Roi dans le coup d'Etat du 23-F dans le chapitre suivant

podía controlar a Armada trasladándole a Madrid, ascenso que de por sí fue interpretado como un gesto de complicidad. »¹

Le romancier Javier Cercas en particulier, émet, dans son livre *Anatomía de un instante*, plusieurs hypothèses quant à l'implication du Roi dans le coup d'Etat, ou du moins sur les motivations qui auraient pu ou non lui faire soutenir un tel projet². Cependant, il est aussi fort probable que le 23-F ne soit en réalité qu'un « coup de bluff », orchestré par des nostalgiques du régime Franquiste, dans une Espagne déjà convaincue par la démocratie. Le manque de communication entre les conspirateurs et leurs projets personnels sont certainement la principale cause de leur défaite. A cela, il faut ajouter le fait que le coup d'Etat n'ait pas bénéficié d'appui civil conséquent. En revanche, comme le dit le romancier Javier Cercas, la population n'est pas intervenue non plus contre le coup d'Etat : « el país entero se metió en su casa a esperar que el golpe fracasase. O que triunfase. »³. Cela peut se justifier par le fait que les armes se trouvent d'un côté et non de l'autre, mais aussi par la peur de provoquer une autre guerre civile. En laissant le Roi prendre la décision de l'avenir du pays, la population a ainsi opté pour la paix civile et la consolidation de la démocratie comme nous le verrons plus loin.

¹ POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p296

² Dans le chapitre suivant, nous confronterons les hypothèses du romancier avec celles des presses françaises et espagnoles, tout en les soumettant aux références historiques de notre bibliographie

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p17

3) Analyse du 23-F à travers l'étude de la presse et du roman de Javier Cercas

Lors de nos recherches effectuées en Master 1 concernant l'analyse du coup d'Etat du 23 Février 1981 à travers les presses française et espagnole, nous avons tenté de confronter les regards portés par deux périodiques de référence dans le monde des médias, *El País* et *Le Monde*. Ce corpus nous avait permis de réaliser une étude comparative du coup d'Etat entre la France et l'Espagne. D'autre part, au-delà de la comparaison entre les deux périodiques, nous nous proposons de les confronter à l'Histoire, au vu de nos références bibliographiques. Cette double perspective offrait un champ d'investigation plus ample et nuancé et autorisait des hypothèses de recherches rigoureuses, structurées par des références historiques. S'agissant d'un vaste corpus - plus de quatre mille articles de presse -, nous considérons que notre analyse peut être approfondie cette année. Ainsi, nous avons choisi de garder ce corpus tout en le soumettant à de nouvelles sources historiques. Par ailleurs, suite à la controverse suscitée autour du roman de Javier Cercas, *Anatomía de un instante*, édité en avril 2009, il nous a semblé pertinent de l'intégrer non plus comme une référence bibliographique, mais comme un élément nouveau de notre corpus. En effet, le sujet traité par le romancier mais également les sources convoquées, correspondent avec nos travaux de recherches. Cependant, l'ambiguïté concernant le type d'ouvrage réalisé par Javier Cercas, ainsi que les polémiques existantes autour des propos qu'il expose, nous permettent de formuler de nouvelles hypothèses de recherche. De ce fait, nous entreprenons de confronter les différents éléments de notre corpus entre eux, tout en réglemant ce corpus en fonction des références historiques dont nous disposons. Ainsi, nous espérons procéder, de manière rigoureuse et scientifique, à l'analyse du coup d'Etat du 23-F, grâce à un corpus riche et élargi qui nous permettra d'aborder les événements au plus proche de la vérité historique.

Auparavant, il convient de consacrer à nouveau quelques lignes sur la définition des concepts d'Histoire et de journalisme, comme nous l'avons étudié l'année dernière, mais également au concept de la littérature, soulevé par l'ajout du roman de Javier Cercas dans notre corpus. L'objectif sera de déterminer clairement les domaines d'application de ces concepts ainsi que

les relations qu'ils entretiennent¹. Ces précisions sont nécessaires dans le cadre de l'élaboration de ce mémoire qui requiert ces trois disciplines².

Tout d'abord, l'Histoire. Selon Marc BLOCH, l'histoire est une « science qui doit aider à mieux vivre. Elle est prédestinée à travailler au profit de l'homme, [...] elle a l'homme même et ses actes pour matières »³. Cet historien de renom réfute l'idée selon laquelle l'Histoire serait une science du passé, selon lui, l'Histoire est « la science des hommes dans le temps et qui sans cesse a besoin d'unir l'étude des morts à celle des vivants. »⁴. Enfin il ajoute que l'Histoire est « la route vers le vrai, le juste [...] elle comprend, analyse, choisit et trie [...] elle décompose le réel pour mieux l'observer »⁵. Ainsi, l'Histoire est « la connaissance des hommes »⁶. Jacques LE GOFF apporte quant à lui quelques précisions sur l'Histoire contemporaine, qui s'attache à l'étude du présent. Ainsi, il démontre que l'Histoire peut se libérer du passé pour étudier le présent historique : « l'Histoire comprend le présent par le passé et le passé par le présent [...] l'Histoire est l'interaction du passé et du présent »⁷. L'Histoire étant une science elle « a besoin de technique et de méthode »⁸, elle « critique, analyse et confronte »⁹ ses sources, contrairement au journalisme qui fait de « l'Histoire immédiate »¹⁰ et « construit l'évènement »¹¹, « l'Histoire peut se servir du journalisme comme source puisqu'elle écarte l'évènement pour chercher la vérité »¹². Javier TUSELL nous offre une définition très précise de la différence entre Histoire et journalisme. Pour ce faire, il part de la différence qui existe entre l'Histoire du temps présent : « aquel que un ser humano percibe como memoria y vive como experiencia » et l'Histoire immédiate : « cubre el último espacio intergeneracional vivido en el que la frontera entre experiencia instantánea y el peso que deja el pasado sobre el presente resultan de precisar y donde existe el peligro de que la Historia se confunda con el relato periodístico de mayor o menor calidad o el análisis de urgencia »¹³. Ainsi, l'on sépare le présent de l'immédiat, et l'Histoire du journalisme. En effet, le journalisme quant à lui s'attache à l'évènement immédiat. Carlos SECO SERRANO explique que les journaux « hacen la crónica de

¹ Le Préambule consacre une analyse particulière à la définition de ces concepts

² Annotez cependant que l'aspect littéraire est restreint voire anéanti dans ce mémoire étant donné le type de l'ouvrage analysé, qui s'apparente en fait aux trois disciplines exposées. Or, pour comprendre les raisons d'une telle affirmation, il est indispensable de revenir sur la définition du concept de littérature

³ BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, p41

⁴ Ibid., p65

⁵ Ibid., pp123, 127,131

⁶ Ibid., p51

⁷ Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, p190

⁸ Ibid., p297

⁹ Ibid., p307

¹⁰ Ibid., p307

¹¹ Ibid., p347

¹² Ibid., p307

¹³ TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, Introduction

cada día [...] pero necesita análisis desde la historia objetiva »¹. Ceci nous permet donc d'introduire la notion d'objectivité à l'Histoire, et à l'inverse, celle de subjectivité pour le journalisme, étant donné qu'il manque inévitablement de recul face à l'évènement qu'il rapporte : « Les journalistes sont, tout au plus, des chroniqueurs provisoires, les premiers narrateurs de la chaîne événementielle. Si comme l'explique Paul Ricoeur, l'histoire est une réécriture permanente d'écrits antérieurs, on peut peut-être dire que le journaliste est celui qui jette le premier brouillon. [...] Par définition, le journaliste a tendance à manquer de recul. »². Ainsi, le journalisme rapporte des évènements, « il consiste à faire observer le présent et à faire partager au présent ce regard »³, et l'Histoire analyse et explique ces évènements.

Le concept de littérature possède des frontières difficilement discernables. VOLTAIRE définissait la littérature comme « un de ces termes vagues si fréquents dans toutes les langues »⁴. En effet, la littérature transmet un message, elle est communication, mais ce contenu est soumis à sa fonction esthétique. Ainsi, la « mise en forme » du message acquiert autant voire plus d'importance que le message lui-même⁵. Ce concept a souvent été remis en cause et théorisé au fil des siècles. Jusqu'au 19^{ème} siècle, la littérature référait aux « belles-lettres ». Ainsi, tout comme le concept de l'Art, la littérature avait pour objectif de fabriquer du beau. Au 20^{ème} siècle, Jean-Paul SARTRE rénove le concept de littérature en y intégrant la notion d'engagement⁶. Le message divulgué par la littérature reprend ainsi de l'importance et la question du beau reste subsidiaire. Aussi, Rafael YANES MESA explique que « la literatura es, o debería ser, un mensaje comprometido, un reflejo fiel del mundo en que se vive [...] es decir, la literatura tiene mucho de comunicación »⁷. Comme vous le comprendrez, nous ne prétendons pas offrir une définition exhaustive du concept de littérature, mais notre objectif se veut de mettre en avant les liens qui unissent ces trois disciplines. Ainsi, l'acception de « communication » dans la définition du concept de littérature retient particulièrement notre attention. En effet, la littérature possède des liens étroits avec le journalisme puisque tous deux proposent une

¹ SECO SERRANO, Carlos, *Al correr de los días : Crónicas de la transición 1975-1993*, Madrid, Editorial Complutense, 1994, p15

² AGERON, Charles-Robert, AZEMA, Jean-Pierre, BARTOSEK, Karel, (coord.), *Ecrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS, 1992, p372

³ MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot & Rivages, (2004), 2006, p10

⁴ VOLTAIRE, *œuvres complètes, dictionnaire philosophique*, publié sur la page web, www.voltaire-integral.com, consultée le, 23/08/2010, à 15h11

⁵ Selon la définition de l'Encyclopédie Larousse, la littérature est « l'ensemble des œuvres écrites et orales auxquelles on reconnaît une finalité esthétique », voir, www.larousse.fr

⁶ SARTRE, Jean-Paul, *Qu'est-ce que la littérature*, Paris, Gallimard, 1951

⁷ YANES MESA, Rafael, *Géneros periodísticos y géneros anexos, una propuesta metodológica para el estudio de los textos publicados en prensa*, Madrid, Fragua, 2004, p107

interprétation de la réalité. D'autant plus que, « el periodismo es un género literario »¹. Gérard IMBERT considère que la presse « es una realidad construida [...] ficcionaliza la realidad »². La littérature propose aussi une fiction, qui s'appuie ou non sur des faits historiques, une réécriture de la réalité. Or, la réalité reste insaisissable même pour l'Histoire. Le philosophe français Paul RICOEUR démontre que malgré qu'il existe une dichotomie dans les champs narratifs qui opposent les récits qui ont une prétention à la vérité (l'Histoire par exemple) et les récits de fictions (dont l'un des aspects de la chronique³) tous les récits se caractérisent par « l'acte de raconter »⁴. Il démontre que bien que l'Histoire se réfère au réel, un réel passé, historique, il n'en reste pas moins qu'elle ne peut pas rompre avec le récit puisqu'elle raconte (et ne vit pas) la vie et l'action des hommes⁵. De ce fait, tout comme la littérature, l'Histoire est « une configuration de la réalité »⁶. De ce fait, « la reconstruction du passé est l'œuvre de l'imagination [...] l'historien configure des intrigues que les documents autorisent ou interdisent mais qu'ils ne contiennent jamais [...] l'Histoire combine la cohérence narrative et la conformité aux documents »⁷ elle n'est donc pas une vérité absolue, mais une reconstruction, une interprétation.

Ce succinct exposé nous démontre que l'Histoire, le journalisme et la littérature partagent des caractéristiques communes. L'interpénétration de ces trois disciplines nous encourage à mêler des sources différentes, afin de formuler de nouvelles hypothèses de recherches qui mèneront à une interprétation au plus proche des faits du 23 Février 1981. Avant de procéder à l'analyse du coup d'Etat, il convient tout d'abord de revenir sur la biographie des journaux étudiés, à savoir *El País* et *Le Monde*, ainsi que sur le type d'ouvrage écrit par Javier Cercas. Cette autre digression est néanmoins favorable pour appréhender pleinement la nature de notre corpus, et de ce fait, renforcer et approfondir notre analyse.

Les deux périodiques, *El País* et *Le Monde*, sont des références incontournables dans leur pays d'origine, mais également dans le monde. Ils ont acquis un degré de prestige désiré par tous. *El*

¹ YANES MESA, Rafael, *Géneros periodísticos y géneros anexos, una propuesta metodológica para el estudio de los textos publicados en prensa*, Madrid, Fragua, 2004, p107

² IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p114

³ Voir Préambule

⁴ RICOEUR, Paul, *Du texte à l'action : essais d'herméneutique II*, Saint-Armand (Cher, France), Seuil, 1986, p14

⁵ En effet, Hans-Georg GADAMER confirme ces propos sur l'Histoire : « ce n'est pas l'Histoire qui nous appartient, c'est nous au contraire qui appartenons à l'Histoire » et « la recherche est portée par le mouvement historique qui inclut la vie, donc une connaissance inachevée de l'Histoire », voir, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, (1976), 1996, p298 et 306

⁶ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p20

⁷ *Ibid.*, p21

País, est né quasiment en même temps que la démocratie espagnole, le 4 mai 1976, il fait parti du groupe PRISA. Son premier article, « *El país que queremos* », de Juan Luís Cebrián, son Directeur, affirme vouloir « ayudar a la construcción de una democracia en nuestro país »¹. En effet, le rôle de la presse et de *El País* en particulier, selon Luis NEGRO ACEDO est « la difusión y la aceptación de unos valores democráticos, nuevos para gran parte de la sociedad española. Hacen que la democracia sea aceptada por todos y considerada como la mejor solución »². Le périodique *El País* fait ainsi partie intégrante de la Transition démocratique espagnole. Il incarne un courant politique modéré, de centre-gauche, qui défend les libertés en Espagne. Bien que *El País* s'adresse à un public varié, et le nombre de ses lecteurs est en constante croissance, *El País* est davantage lu par l'élite espagnole (universitaires, économistes, cadres supérieurs etc.)³. Quant au périodique *Le Monde*, c'est un journal prestigieux, Roland CAYROL va jusqu'à parler d'une « institution »⁴. Son directeur, Hubert Beuve-Méry, sera remplacé par Jacques Fauvet de 1970 à 1982. Le journal connaît alors une grave crise financière, ses exemplaires vendus sont en baisse et il devient rapidement déficitaire, ce qui l'oblige à moderniser son contenu et à laisser plus de place aux reportages et investigations à partir de 1985 pour redevenir bénéficiaire. Il reste un journal objectif, bien qu'aillant des tendances politiques allant plus vers la gauche⁵.

La nature de l'ouvrage écrit par Javier Cercas reste problématique⁶. Nous avons consacré un Préambule à son analyse. Suite à notre développement, nous en sommes arrivés à l'hypothèse qu'il s'agirait d'une chronique. En effet, l'auteur, Javier Cercas, est un romancier contemporain de renom, mais aussi journaliste, en particulier pour le périodique *El País*, pour lequel il écrit de façon hebdomadaire. Il est également l'auteur de roman de fiction à caractère historique, comme le fameux *Soldados de Salamina*, dans lequel il adopte la posture d'un écrivain en quête de l'histoire de ses personnages, qui eux-mêmes évoluent dans l'histoire récente de l'Espagne. Cette double quête, fictive d'une part, et historique d'autre part, puisque les personnages s'imbriquent parfaitement dans la « spécificité historique de leur temps »⁷. Comme le

¹ Citation retrouvée dans NEGRO ACEDO, Luis, *El diario El País y la cultura de las élites durante la Transición*, Madrid, Foca, 2006, p9

² Ibid., p7

³ CASTELLANI, Jean-Pierre et URABAYEN, Miguel, *Décrypter la presse écrite espagnole*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, chap.2

⁴ CAYROL, Roland, *Les médias : presse écrite, radio, télévision*, Paris, Presses Universitaires de France, (1973), 1991, p206

⁵ Ibid., p206

⁶ Malgré que l'auteur s'en tienne à le décrire comme « una novela », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p18

⁷ LUKACS, Georges, *Le roman historique*, traduit de l'allemand par Robert Saille, Saint-Armand (Cher, France), Petite Bibliothèque Payot, (1956), 2000, p24

souligne Georges LUKACS, « la fidélité artistique de l'écrivain envers l'histoire [...] l'assimilation des thèmes historiques, la figuration historique des hommes et des événements »¹ sont caractéristiques de l'irruption de la fiction dans l'Histoire et vice versa. Par conséquent, « l'enquête du narrateur Javier CERCAS est à la fois un travail de collecte des témoignages mais aussi de croisements de ceux-ci pour atteindre une vérité historique. Il s'apparente davantage à celui de l'historien »². L'on retrouve ces mêmes caractéristiques pour son ouvrage *Anatomía de un instante*. Tel un historien, Javier Cercas compose un corpus de presse et de témoignages conséquent, et alimente ses hypothèses de recherches avec la lecture d'ouvrages d'Histoire référentiels. Cependant, il reste un romancier. Malgré que ses outils de travail correspondent avec ceux de l'historien, ces méthodes quant à elles sont de l'ordre du romancier. Ainsi, le terme de chronique semble parfaitement s'accorder avec les caractéristiques diverses et complexes déployées par l'auteur. En effet, la chronique est un « récit dans lequel les faits sont enregistrés dans l'ordre chronologique »³, c'est un « récit d'évènements réels ou imaginaires qui suit l'ordre du temps »⁴. La chronique dispose donc d'une double particularité qui lui permet d'appréhender aussi bien le discours historique que le discours fictif, imaginaire, étant donné qu'elle ne se définit qu'en tant que récit chronologique. Dans son épilogue, le romancier Javier Cercas semble également définir son travail comme une chronique :

« comprendí que los hechos del 23 de febrero poseían por sí mismos toda la fuerza dramática y el potencial simbólico que exigimos de la literatura y comprendí que, aunque yo fuera un escritor de ficciones, por una vez la realidad me importaba más que la ficción [...] Así es como decidí escribir este libro. [...] como los contaría un cronista [...] aunque no sea un libro de historia [...] no renuncie del todo a ser leído como un libro de historia [...] aunque no sea una novela, no renuncie del todo a ser leído como una novela »⁵.

D'autre part, il ne faut pas oublier l'une des acceptions de la chronique qui fait référence au domaine de la presse, du journalisme. La chronique est une méthode qui se rapproche plus aujourd'hui du journalisme que de l'Histoire. En effet, le terme chronique est aujourd'hui utilisé en journalisme pour qualifier « une rubrique de presse d'un journaliste de renom sur des thèmes

¹ Ibid., p67

² MOGIN-MATIN, Roselyne, CAPLAN, Raúl, DUMAS, Christophe, (coord.), *La mémoire historique : interroger, construire, transmettre*, Angers, Presses de l'Université d'Angers, 2006, p53

³ Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h37

⁴ Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h37

⁵ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, pp24-26

d'actualité »¹. La chronique permet ainsi à l'auteur d'exprimer son opinion, sans engager le journal pour lequel il travaille -contrairement à un éditorial par exemple-. « La chronique sait seulement voir, [...] l'Histoire pose des questions, et prend conscience des réalités qu'on sentait vaguement »². En effet, la chronique journalistique se veut un récit objectif, tout comme l'Histoire, elle prétend seulement rapporter les faits. Cependant, contrairement à l'Histoire, qui opère un effacement voire une négation de l'énonciateur, du je, pour des raisons d'objectivité³, la chronique de presse en revanche est caractérisée par le règne du moi. Ceci entre donc directement en conflit avec la notion d'objectivité. La chronique de presse sélectionne un thème de l'actualité et prétend ainsi retracer de manière pointilleuse un événement. Tel un portrait⁴, la chronique semble figer dans le temps l'évènement qu'elle relate. En effet, si intrinsèquement elle se veut totalisatrice, elle traite d'un thème en particulier, il n'en reste pas moins que ce thème est tiré, voire arraché du temps et des autres événements qui s'y déroulent, et ainsi coupé des liens possibles qu'il pouvait entretenir avec ces derniers. De ce fait, la chronique de presse semble figer le temps, ou plus précisément, déplacer hors du temps l'évènement qu'elle retient. Ce dernier échappe ainsi au mouvement du temps et aux changements qu'il impose, pour permettre au chroniqueur de prendre du recul sur cet événement. Or, ce recul n'est en rien objectif ici, puisque toute la subjectivité du moi s'exprime à travers la plume du chroniqueur. Ainsi la chronique de presse permet de donner une opinion, une interprétation d'un événement, d'une réalité, et en cela, mêle une fois de plus Histoire et fiction.

A présent que nous avons clarifié la nature et la prétention des éléments de notre corpus, nous pouvons procéder à son analyse scientifique. Notre travail, consiste à analyser et à comparer de manière historique, l'analyse journalistique du 23-F en France et en Espagne ainsi que l'ouvrage du romancier Javier Cercas.

Pour aborder les événements du 23 février 1981 depuis nos jours, nous disposons de suffisamment de recul pour s'extraire de l'évènementiel et atteindre un seuil d'objectivité

¹ Définition du Dictionnaire Larousse, consulté sur la page web : <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/chronique/15835>, le 17/08/2009, à 18h42

² Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p67

³ Le philosophe Roland BARTHES développe la thèse que « l'Histoire semble se raconter toute seule » dans la mesure où le discours historique ne recourt ni à l'énonciateur (je) ni au destinataire (tu), pour s'assurer d'un certain degré d'objectivité, voir, *Œuvres complètes, tome II, 1966-1973*, Paris, Seuil, 1994, p420

⁴ « *empecé a escribir la novela [...] en torno a la imagen solitaria de Adolfo Suárez sentado en el hemiciclo del Congreso en la tarde del 23 de febrero.* », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p22

acceptable pour que l'analyse qui est faite aujourd'hui du coup d'Etat par les historiens soit historique et non plus journalistique. Cependant, il est intéressant de se pencher sur les journaux de l'époque afin qu'ils nous révèlent comment était perçu alors ce coup d'Etat de part et d'autre des Pyrénées. Effectivement, Gérard IMBERT souligne que la période de la Transition Démocratique, par sa courte durée, a conduit à « la producción cultural de tipo periodístico (importancia de los periodistas, no sólo como reproductores de noticias, sino como agentes culturales que ocupan un puesto privilegiado en el logos político) »¹. Par conséquent, l'archive de presse est une source privilégiée pour étudier cette période, le reflet principal de la société de l'époque. En Espagne tout d'abord, l'on se rend compte que la nouvelle a été bouleversante, au point que le périodique *El País* réalise une édition spéciale² pendant la nuit du lundi 23 février 1981, alors que le journal n'édite jamais le lundi. Le périodique est tiré alors que le coup d'Etat n'est toujours pas résolu, et que l'on ignore encore la tournure que vont prendre les événements. De ce fait, il titre : « *El intento de golpe de Estado, en vías de fracaso* » et se veut ainsi rassurant et confiant. Cependant, la photographie présentée juste en dessous entre en contradiction avec le titre apaisant du journal, puisqu'il s'agit d'une photographie qui deviendra mythique par la suite où l'on aperçoit le lieutenant colonel Antonio Tejero une arme à la main, sur l'estrade contrôlant le Congrès des Députés. Il est intéressant de rappeler qu'à ce moment de la nuit, le Roi Don Juan Carlos I n'a toujours pas fait pas de son discours télévisé qui mettra un terme au coup d'Etat en dissuadant les plus sceptiques d'intervenir contre la Monarchie, et donc contre la démocratie. Le romancier Javier Cercas souligne qu'hormis le périodique *El País*, puis le message télévisé du Roi, aucun autre appel de soutien à la démocratie n'a été communiqué durant le coup d'Etat : « apenas hubo un gesto de rechazo público al golpe en toda España hasta que ya de madrugada el Rey compareció en televisión condenando el asalto al Congreso y se dio por fracasada la intentona [...] salvo el diario *El País* -que sacó una edición especial a las diez de la noche- [...] en defensa de la democracia.»³. Cette critique est moins l'éloge de l'action du périodique ou du Roi durant ces quelques heures de tension, qu'un reproche -voire un mépris- envers toute la société espagnole : « aquella tarde la memoria de la guerra encerró a la gente en su casa, paralizó el país, lo silenció : nadie ofreció la menor resistencia al golpe y todo el mundo acogió el secuestro del Congreso y la toma de Valencia por los tanques con humores que variaban desde el terror a la euforia pasando por la apatía, pero con

¹ IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p18

² Cette édition se nomme d'ailleurs « *edición de la una de la madrugada* »

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p209

idéntica pasividad »¹. Aussi, *El País* réalisera une édition spéciale du journal le mardi 24 février 1981, consacrée en priorité aux évènements de la veille. La première page entière est consacrée au coup d'Etat sous le titre : « *Golpe de Estado, El País, con la Constitución* ». Cette affirmation est double, puisque d'une part elle marque clairement les principes de libertés qu'a toujours défendu le périodique. Il faut ainsi rappeler que ce dernier est né avec la démocratie, en 1976. *El País* marque donc d'un point d'honneur sa foi en la démocratie, mais grâce à ce jeu de mot, il prend le rôle de porte-parole d'un peuple qui refuse de cautionner un coup d'Etat militaire. Cette fois-ci, la photographie qui accompagne le titre se veut plus rassurante que la première puisqu'il s'agit d'une photographie du Congrès des Députés, vu de l'extérieur. De plus, une autre édition spéciale² sera réalisée par le périodique l'après-midi du 24 février 1981. Les trois éditions successives marquent alors la progression du coup d'Etat depuis son déclenchement, jusqu'à son échec définitif, d'où le surtitre : « *Fracaso definitivo del golpe de Estado* », suivi du titre « *El Gobierno y los miembros del Parlamento, liberados tras un pacto con los rebeldes* ». En effet, cela fait référence au pacte signé entre les autorités et le lieutenant colonel Antonio Tejero. Dans ce pacte, le lieutenant colonel expose plusieurs conditions pour que la fin du coup d'Etat ne se fasse pas dans un bain de sang inutile, ce que craignaient les policiers présents sur les lieux et en particulier le Directeur Général de la Garde Civile, José Luis Aramburu Topete. L'on peut alors en déduire que l'impact du coup d'Etat a été fort en Espagne, du fait que la presse ait décidé de réaliser plusieurs éditions spéciales reprenant ainsi presque heure par heure les avancées du coup d'Etat. Aussi, le romancier Javier Cercas, reprend de manière stylistique le déroulement des évènements dans son roman. En effet, chaque partie est introduite par quelques lignes en italiques reprenant minute par minute le coup d'Etat filmé par les caméras de télévision présentes au Congrès ce soir-là. Cette introduction *in media res*, a pour but de plonger le lecteur directement au cœur des évènements pour lui refaire vivre ces minutes oppressantes. Par ailleurs, la description détaillée des enregistrements vidéo, au-delà d'être une source brute, incontournable sur laquelle travailler, devient également pour le romancier une sorte de caution quant à la valeur scientifique de son

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p209. Nous reviendrons sur la réaction populaire face au coup d'Etat dans les chapitres suivants

² Elle porte d'ailleurs le nom de : « *edición de la una de la tarde* », soit 12h exactement après la fin officielle du coup d'Etat, c'est-à-dire, l'heure du discours royal prononcé par Sa Majesté le Roi devant les caméras de télévision

ouvrage. Il a recours aux techniques d'analyse filmique, tel que le découpage de plans¹. Ainsi, malgré que le coup d'Etat ne dure que quelques heures, toute son intensité est retranscrite ici par le déroulement précis et détaillé des événements. D'autre part, la discontinuité de la description des événements, puisqu'elle est divisée en plusieurs parties, rappelle les éditions spéciales de *El País* qui suivaient l'information heure par heure au moment des faits. Cette technique permet ainsi de réactualiser « l'intrigue », si l'on peut dire ainsi, du coup d'Etat. En revanche, cette opération littéraire, stylistique, rapporte les faits de manière plus événementielle, et en cela, se rapproche plus d'une analyse journalistique qu'historique. Enfin, étant donné que le romancier nous décrit un support vidéo, en détaillant chaque image, mais aussi en utilisant des termes d'analyse filmique, le lecteur peut avoir l'impression d'être le spectateur d'une fiction cinématographique ou d'un reportage d'un journal télévisé. En ce sens, Javier Cercas semble vouloir nous faire expérimenter sa conception du 23-F, comme un événement qui oscille entre la réalité et la fiction : « el golpe del 23 de febrero convive con esa anomalía : que yo sepa, es el único golpe en la historia grabado por televisión, y el hecho de que haya sido filmado es al mismo tiempo su garantía de realidad y su garantía de irrealidad »².

En France, il faudra cependant attendre le mercredi 25 février pour que *Le Monde* titre en première page : « *L'échec du coup de force de Madrid consolide l'autorité du Roi Juan Carlos* », suivi de « *ministres et députés sont restés prisonniers jusqu'à la reddition des gardes civils insurgés* ». Le mot « *Putsch* » n'apparaît que dans le début d'article juste dessous, ce qui a pour effet d'insister davantage sur la figure du Roi et sa légitimité, que sur celle des putschistes et de leur action antidémocratique. Contrairement en Espagne, où le Roi n'apparaît pas en première page, et l'où on insiste davantage sur le coup d'Etat en lui-même, jusqu'à en exposer les images inédites. Aussi faut-il revenir sur la terminologie employée par les deux périodiques, pour tenter d'extraire le sens donné par chacun concernant les événements du 23-F. En effet, nous avons déjà pu démontrer qu'il s'agissait bien d'un coup d'Etat militaire³, cependant, *Le Monde* parle d'un « *coup de force* ». Ce terme est beaucoup plus nuancé et minimaliste que celui du coup d'Etat. On pourrait l'apparenter au terme « *golpe blando* » utilisé en Espagne. Rappelons que le projet initial du Général Alfonso Armada était d'opérer un coup d'Etat constitutionnel à l'image de celui exécuté par le Général De Gaulle en France. Son

¹ « *el plano cambia* », « *el plano vuelve a cambiar* » etc. CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p176

² Ibid., p14

³ Voir chapitre 2, partie 2

objectif était de se rendre à la Zarzuela, le Palais Royal, pour tenter de convaincre le Roi du bien fondé de son action, et de l'autoriser à former un Gouvernement de « *salvación nacional* », présidé par lui-même. Cette démarche si elle avait abouti aurait effectivement pu être qualifiée de « *coup de force* », étant donné qu'elle se voulait « constitutionnelle », bien que forçant la démocratie à céder aux pressions extrémistes. Le romancier Javier Cercas considère qu'il y a bien eu un *coup de force*, mais aussi un coup d'Etat : « después del fracaso de Armada en el Congreso había fracasado el golpe blando de Armada y Milans, pero no el golpe duro de Tejero, un golpe que pretendía terminar con la democracia »¹. Ainsi, la terminologie utilisée selon les pays pour référer à un même événement historique est quelque peu différente. Alors que l'on s'attendrait davantage à ce que ce soit l'Espagne qui minimalise cette tentative de coup d'Etat pour des raisons diplomatiques. En effet, sa première demande d'intégration à la CEE date de 1962, et près de 20 ans plus tard, la France semble encore être le filtre inconditionnel qui empêche l'Espagne d'entrée dans la CEE pour des raisons politiques, mais surtout économiques². C'est la France, son voisin le plus sceptique qui paradoxalement va interpréter le 23-F comme un simple « *coup de force* » renforçant la crédibilité du Roi et de la démocratie³.

Le périodique *Le Monde* consacre en tout 4 pages de son journal pour les événements survenus en Espagne. Le coup d'Etat y apparaît comme un fantôme franquiste refaisant surface⁴. Bien qu'il ne soit pas non plus amoindri, les journalistes français insistent bien sur le fait qu'une poignée seulement de l'Armée a fait parti du complot presque perdu d'avance. Cependant, *Le Monde* souligne avec stupeur « la réaction de la population, faite de peur et d'indifférence apparente »⁵, comme l'affirme Javier Cercas « el País entero se metió en su casa a esperar que el golpe fracasase. O que triunfase. »⁶. Cependant qu'en est-il de cette « ramification civile » ? Existe-t-elle réellement ? Encore une fois Javier Cercas expose ce qui pour lui est à la fois de l'ordre du fantasme et du réel :

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p404

² La France a « el monopolio en las negociaciones para la adhesión de España en Europa » et la CEE « no es más que un acuerdo económico con tácitas aspiraciones de unidad políticas ». La France pose une barrière quasi infranchissable à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun, puisque cette dernière propose des produits agricoles d'une grande compétitivité pour la France, voir, ARROYO LLERA, Fernando, *El reto de Europa : España en la CEE*, Madrid, Síntesis, (1990), 1993, chap.1.2

³ Nous développerons cet aspect dans les chapitres suivants

⁴ D'où l'illustration de Chenez, montrant le squelette de Franco sortant de son cercueil une arme à la main, page 4 de *Le Monde*, le 25/02/1981

⁵ *Le Monde*, « Avertissement », dans « *La tentative de Putsch en Espagne* », page 4, le 25/02/1981

⁶ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p17

« Esto es lo que esperaban los golpistas, y no era una esperanza infundada ; que confiaran en la aprobación de la sociedad civil no significa sin embargo, insisto, que estuviesen dirigidos por civiles : aunque la ultraderecha clamaba por un golpe de estado, el 23 de febrero **no existió una trama civil tras la trama militar** o, si existió, quien la urdió no fue sólo la ultraderecha, sino también toda una clase dirigente inmadura, temeraria y ofuscada que, en medio de la apatía de una sociedad desengañada de la democracia o del funcionamiento de la democracia tras las ilusiones del final de la dictadura, creó las condiciones propicias para el golpe. Pero esa trama civil no estaba detrás de la trama militar : estaba detrás y delante y alrededor de la trama militar. Esa trama civil no era la trama civil del golpe : era la **placenta del golpe**. »¹

Malgré les investigations entreprises par les journalistes, tel Joaquín PRIETO ou les historiens, tel Javier TUSELL, l'existence réelle d'une trame civile conséquente n'a jamais été vérifiée. Ce qui a conduit les historiens à supposer que son importance était moindre. D'autant plus, comme le souligne l'historien Javier FERNANDEZ LOPEZ, s'agissant d'un coup d'Etat militaire, « la trama civil no es necesaria »². Par ailleurs, l'on pourrait émettre l'hypothèse qu'étant donné que la population gardait encore des souvenirs douloureux de la Guerre Civile, et éprouvait le désir de taire des déchirures idéologiques et politiques³, lors de la sentence des faits, le Tribunal ait préféré passer sous silence cette trame civile, voire l'ignorer totalement, afin de maintenir la paix entre ses citoyens, et éviter de fragiliser davantage la démocratie.

Aussi, le périodique met en avant les mises en gardes fréquentes faites au Gouvernement espagnol par les services secrets du CESID, mais également par des militaires en personnes, qui n'ont malheureusement pas été pris en compte. Ainsi, la démocratie espagnole apparaît soudain comme trop sûre d'elle. L'élite politique semble avancer à un rythme beaucoup plus rapide que celui de l'Armée et même de la population⁴. Or, il faut tout de même préciser qu'une fois l'effet de surprise retombé, la population s'est unie le 27 février 1981 pour manifester ouvertement son soutien à la démocratie⁵. Ce qui est surprenant, c'est qu'alors que

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p257

² FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p245

³ En effet, la majorité des voix électorales allait à l'UCD, un parti de centre. Le PCE et l'extrême-droite étant quasiment marginalisés de la vie politique. Voir, Partie 1

⁴ Juan Luis CEBRIAN, directeur du périodique *El País*, pose un jugement sévère sur la Transition démocratique espagnole qu'il considère comme trop élitiste, lorsqu'il parle de « *la creciente fisura entre el pueblo y la élite gobernante* », voir, *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, p34

⁵ « *La mayor manifestación de la historia de España tuvo lugar ayer en Madrid, cuando millones de españoles salieron a la calle en defensa de la Constitución y como protesta contra el intento de golpe militar el lunes pasado* », voir *El País*, 1^{ère} page, le 28/02/1981

la France semblait tourner le dos à l'Espagne¹, Gérard IMBERT parle de « relación problemática »², et ce malgré sa démocratie naissante, le coup d'Etat du 23-F semble avoir réveillé un intérêt particulier pour ce pays :

« Durante veinticuatro horas, los franceses han seguido como suya la que consideran «la primera gran prueba a la democracia española». En los lugares públicos, por teléfono, en reuniones, España ha vuelto a ocupar, de manera preocupante, el centro de la atención de los franceses. Emisiones especiales de la radio y la televisión fueron interrumpidas o suprimidas para vivir la dramática situación que se desarrollaba en el Congreso madrileño »³

Peut-être est-ce dû au fait -entre autres- que ce soit l'un des rares coups d'Etats qui ait été filmé par les caméras de télévision, ce qui augmente l'effet de stupeur ressenti par les populations peu importe leur nationalités⁴. La scène filmée par les caméras de télévision est un atout majeur pour le romancier Javier Cercas, qui articule sa chronique autour de la narration de ces quelques minutes. Elles lui procurent un fil conducteur qui unit entre eux les discours historique, journalistique et littéraire. Par ailleurs, cet enregistrement vidéo est également un atout essentiel pour le journalisme, sans cesse à la recherche de l'évènementiel et de l'image choc capable de faire de l'audimat, que pour l'Histoire, puisqu'elle permet de garder en mémoire un évènement historique sans avoir besoin de rechercher des témoignages plus ou moins proches de la vérité⁵, pour se référer directement aux faits :

« Oui on a tout vu et on était pas les seuls. Des dizaines de millions d'Européens et quelques heures auparavant, autant d'Américains, ont été les témoins presque en direct d'une tentative de coup d'Etat à Madrid. Avec l'assassinat de Kennedy, l'arrivée des premiers hommes sur la Lune et la

¹ Un slogan très courant circulait à l'époque pour référer aux relations difficiles entre la France et l'Espagne : « *Francia y España, dos hermanas enemigas* »

² IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p112

³ Feliciano FIDALGO, « *Apoyo a la legalidad constitucional* », *El País*, le 25/02/1981

⁴ « *Es muy probable que la televisión contamine de irrealidad cuanto toca, y que un acontecimiento histórico altere de algún modo su naturaleza al ser retransmitido por televisión, porque la televisión distorsiona el modo en que lo percibimos* », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p14

⁵ En effet, Marc BLOCH développe que l'historien est « *incapable de constater les faits qu'il étudie* », il donne pour exemple « *qu'aucun égyptologue n'a vu Ramsès* », et de ce fait cela oblige les historiens à parler « *d'après des témoins* », voir, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, p69-70. Or, le film improvisé de ce coup d'Etat est une mine d'or puisqu'il permet aux historiens d'avoir un contact direct avec les faits du 23-F. Bien entendu, derrière l'objectif de la caméra se trouve l'œil humain, ce qui oblige encore une fois à se parer de prudence pour interpréter les faits en leur ôtant le maximum de subjectivité

fameuse séance de la Knesset, c'est l'un des documents les plus marquants de ce dernier quart de siècle »¹

La majorité des articles de presse du périodique *Le Monde*, concernant l'Espagne les quelques mois avant le coup d'Etat faisaient part des attentats du groupe terroriste ETA. Comme nous le verrons plus tard, les articles suivants le coup d'Etat feront part quant à eux de la possible entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne. Ainsi, l'annonce du coup d'Etat a causé un trouble important des deux côtés des Pyrénées. Bien que l'annonce ne se soit pas faite aussi rapidement en France qu'en Espagne -tout de même deux jours plus tard- son impact semble être le même. Cependant, nous avons déjà pu le remarquer, si l'Espagne s'attache plus au coup d'Etat en tant que tel, la France, perçoit le 23-F comme le moyen pour le Roi d'asseoir enfin sa légitimité, ce qui sous-entend qu'elle était bancale auparavant :

« El interés por el mantenimiento de la democracia en España articulaba todos los comentarios en la Prensa y en la calle. «La consolidación de la autoridad del Rey», tal como titulaba a cuatro páginas el vespertino independiente *Le Monde*, en primera página, era corroborada por todos los analistas galos.[...] El ministro de Exteriores, Jean-François Poncet, [...] valoró como «dramático el que quede en entredicho el proceso democrático tan bien conducido por el rey Juan Carlos». Todos los observadores resaltan el papel decisivo del Rey en esta crisis, pero igualmente se interrogan por «la profundidad y amplitud de las posibles ramificaciones».[...]Sobre la cuestión, el embajador de España en Francia, Miguel Solano, insistió en las pantallas de la televisión francesa en la fidelidad de las Fuerzas Armadas «a la legalidad y a la Constitución». »²

En effet, Don Juan Carlos I comme nous l'avons écrit plus haut est l'héritier officiel du Général Franco. Ainsi, malgré qu'il ait participé activement à l'éclosion de la démocratie en Espagne, sa foi en la démocratie semble être sans arrêt mise à l'épreuve. En effet, Felix MORAL démontre que 88% des espagnols de l'an 2000, considèrent que « el Rey al detener el intento de golpe de Estado del 23-F se ganó el respeto de los demócratas españoles »³. En effet, le Roi espagnol coupe ainsi le cordon qui l'unissait au Général Franco aux yeux de ses voisins français grâce à cette action : « M. Valéry Giscard D'Estaing a commenté en ces termes les événements survenus à Madrid : « La France se réjouit de l'échec de la tentative de putsch à Madrid, échec dû à la netteté et au courage de l'action

¹ Claude SARRAUTE, « A la télévision, l'Histoire en direct », *Le Monde*, le 26/02/1981

² Feliciano FIDALGO, « Apoyo a la legalidad constitucional », *El País*, le 25/02/1981

³ MORAL, Felix, 25 años después, la memoria del franquismo y de la transición a la democracia en los españoles del año 2000, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 2001, p79

conduite par le roi Juan Carlos et à l'attachement à la démocratie qui honore le grand peuple espagnol »¹. Ainsi le Roi « devient le seul et véritable rempart contre une éventuelle dictature militaire »² aux yeux de la classe politique et de l'opinion publique. Si la presse française³ félicite le rôle de Roi et sa conviction en la démocratie, elle craint cependant que ce « *coup de force* » ne soit qu'un prélude qui annonce bien d'autres tentatives de rébellion militaire :

« Il est fort probable que les gardes civils insurgés, qui dépendent d'un général, ne se sont pas lancés dans cette aventure sans savoir qu'ils bénéficiaient de soutiens, ou au moins de fortes complicités dans les rangs des forces armées et de la police. [...] Le coup de force des Cortés du 23 février n'est que **la partie visible d'un iceberg**. Bien des militaires dans l'Armée et dans les forces de sécurité, partagent les inquiétudes et le point de vue du colonel Tejero. [...] Il est révélateur que les forces de l'ordre n'aient pas immédiatement encerclé le Congrès des Députés pour libérer les otages et mettre les mutins à la raison. Les chefs de l'Armée, tout en réaffirmant leur loyalisme au Roi et à la Constitution, craignent manifestement de susciter des réactions dangereuses dans la police ou dans l'Armée en employant la manière forte. »⁴

Ceci explique qu'à l'inverse, dès le lendemain du coup d'Etat l'on retrouve dans la presse espagnole plusieurs articles concernant la loyauté de la Garde Civile et sa bienfaisance : *El País* titre le 24 février 1981 « *La Guardia Civil siempre leal al poder constituido, 58.000 números* ». Dans cet article, on y expose le fonctionnement et le rôle de la Garde Civile. Au lendemain d'un coup d'Etat mené par la Garde Civile, il nous est facile de comprendre que cet article se veut rassurant et espère ainsi prouver que la majorité des gardes civils se range du côté de la démocratie. Ainsi, « *l'iceberg* » dont parle le périodique *Le Monde*, n'a pas lieu d'être. Effectivement, il est urgent de faire disparaître cette méfiance envers les Forces Armées, pour permettre à l'Espagne de consolider sa démocratie et d'entrer ainsi dans le cercle fermé de la CEE, mais également de réconcilier son peuple avec son Armée, comme nous le montre cet article de *El País* « *Homenaje a la bandera y al Ejército* »:

¹ 1^{ère} page du périodique *Le Monde*, « Le fiasco de Madrid », le 26/02/1981

² Marcel NIEDERGANG, « *Le roi Juan Carlos tente de reprendre l'Armée en main* », *Le Monde*, le 3/03/1981

³ Aussi pouvons-nous citer la presse étasunienne, le *Washington Post* en particulier qui fait part des mêmes inquiétudes que *Le Monde*, en France : « *A dos días del fracasado intento de golpe de Estado en España, todos los países democráticos se preguntan cuáles son las verdaderas ramificaciones de lo que, en un principio, se consideró obra de «un loco» y hasta qué punto la democracia está a salvo en España, donde todavía pululan los «demonios franquistas». En fuentes de la CEE se considera, imprescindible acelerar la incorporación española y los medios de comunicación multiplican sus elogios a lo que, algunos denominan «victoria del Rey».* », Article retrouvé dans « *La democracia se ha fortalecido* », *El País*, le 26/02/1981

⁴ Marcel NIEDERGANG, « *Avertissement* », *Le Monde*, le 25/02/1981

«Las Fuerzas Armadas son las garantes de la Constitución y de las instituciones democráticas», fueron las palabras del alcalde socialista, quien ha convocado a los ciudadanos del Puerto de la Cruz a sumarse al homenaje mediante un bando. «Nuestra ciudad», dijo el alcalde, «puede presumir de ciudad abierta, de talante liberal y, por supuesto, de patriotismo. Estoy seguro que sabremos responder a este llamamiento en un día histórico, que servirá para **acercar más al pueblo con ese Ejército leal a la Constitución y a la democracia**».¹

Cependant, si le romancier Javier Cercas considère que « el golpe fue la vacuna más eficaz contra otro golpe de Estado »², il reste perplexe concernant les services secrets espagnols : le CESID. Dirigé par Javier Calderón, un ami fidèle de Gutiérrez Mellado, le CESID n'avait subi aucune réforme -si ce n'est son appellation- depuis la mort du Général Franco. Les militaires chargés de renseigner le dictateur étaient les mêmes que ceux chargés de préserver la démocratie : « en raison des origines des membres des services de renseignement, tous les gouvernements se sont méfiés du CESID et il est difficile de savoir quel a été leur rôle exact au moment du 23-F »³. Javier Cercas émet des doutes concernant une ramification du CESID, l'AOME (Agrupación Operativa de Misiones Especiales), une unité d'élite qui s'occupait d'opérations spéciales. Cette unité était alors dirigée par José Luis Cortina, le frère de Antonio Cortina, membre du coup d'Etat du 23-F. Javier Cercas affirme que « no cabe duda de que la AOME de Cortina pudo apoyar el golpe del 23 de febrero mientras el CESID de Calderón se oponía a él »⁴. Ainsi, au sein du CESID cohabitaient « *progolpistas* y *antigolpistas* »⁵. Les journalistes Joaquín PRIETO et José Luis BARBERIA soutiennent également que « una parte del CESID detectó el golpe del 23 de febrero y otra participó »⁶. Cependant, ils émettent plus de réserve que le romancier. En effet, selon eux, José Luis Cortina aurait participé au coup d'Etat en fournissant des radios et des voitures aux insurgés⁷. Mais il aurait également aidé les équipes du CESID chargées de la désactivation du coup d'Etat. Ce double jeu lui a valu le surnom de « agente doble »⁸ de la part du romancier. Par ailleurs, il insiste sur le

¹ « *Homenaje a la bandera y al Ejército* », *El País*, le 29/03/1981

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p424

³ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p113

⁴ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p230

⁵ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p220

⁶ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p224

⁷ *Ibid.*, p230

⁸ « *Cortina es un experto en la fabricación de coartadas* », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p298

fait que José Luis Cortina tirait bénéfice aussi bien de l'échec du coup d'Etat que de sa réussite : « si el golpe triunfaba había sido uno de los artifices de su triunfo ; si fracasaba, sabría maniobrar para presentarse como uno de los artifices de su fracaso »¹. Cependant, malgré que les soupçons soient nombreux sur l'implication de José Luis Cortina, dans les faits, nous ne disposons toujours pas, à l'heure actuelle, d'une quelconque preuve capable de l'inculper².

Enfin, il semble que l'attitude du Roi « a suscité et suscite encore des mouvements divers dans les forces armées. »³. En effet, en prenant le parti de la démocratie il a rompu officiellement et définitivement avec le « bunker », le secteur franquiste de la démocratie. D'un autre côté, le monopole du Roi la nuit du 23-F avant adulé se transforme doucement dans la presse française comme l'un des symptômes d'une démocratie peu consolidée. En effet, les hauts dirigeants militaires ont d'abord affirmé leur loyauté envers la personne du Roi qu'envers la Constitution. La question qui se pose alors est de savoir si un jour -et ce jour viendra inéluctablement- le Roi venait à disparaître de la jeune démocratie espagnole, que deviendrait-elle ? Autant de questions qui d'une certaine façon viennent briser l'image mythique que le Roi s'était forgé lors de ce coup d'Etat :

« Le Roi a joué, pendant la nuit du coup d'Etat, un rôle décisif. Mais il n'est pas pour autant déterminant au regard de l'avenir de la démocratie. « Rien n'est joué », a affirmé L'UNITE, organe du parti socialiste, dans lequel Gilbert Sans écrit : « si l'Etat Major des Armées a proclamé sa fidélité tout au long de la nuit et a prouvé sa loyauté, c'est d'abord envers la personne du Roi bien plus qu'à la Constitution et au système parlementaire. Nuance. Question : qu'est-ce qu'une démocratie qui par une nuit tragique ne tient plus qu'à la parole d'un Roi, aussi surprenant et méritant soit-il ? »⁴

Ainsi, son rôle primordial dans l'instauration de la démocratie, lui coûte de s'effacer davantage pour que celle-ci puisse se consolider. Alors que l'on s'interroge sur le pourquoi d'un tel coup d'Etat en Espagne, en France l'on s'attache davantage à mesurer les conséquences positives qu'il a engendré en Espagne. Du coup d'Etat en soi, l'on ne retient que les images bouleversantes d'un homme en tricorne, une arme à la main, entrant dans l'hémicycle. Cette scène légèrement théâtralisée rappelle aux espagnols que le passé peut les rattraper. C'est tout

¹ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p299

² Il sera d'ailleurs absout par la Justice, par manque de preuve

³ Marcel NIEDERGANG, « Le roi Juan Carlos tente de reprendre l'Armée en main », *Le Monde*, le 3/03/1981

⁴ « Dans la presse hebdomadaire, *Vive le Roi !* », *Le Monde*, le 4/03/1981

le 19^{ème} siècle qui entre en même temps dans le Congrès des Députés et met à genoux la naissante démocratie. Sans la conviction du Roi en la démocratie, mais également ses origines, c'est-à-dire, être l'héritier officiel du dictateur précédent, ce qui lui confère une légitimité et une autorité particulière sur les membres des Forces Armées, ce coup d'Etat aurait pu prendre une tournure bien différente. Quoiqu'il en soit, en une nuit, l'Espagne a perdu et reconquis sa démocratie.

Comme l'explique l'historien Charles POWELL, « a raíz del golpe, se especuló mucho sobre el grado de conocimiento del monarca sobre las distintas iniciativas golpistas y sobre su actitud ante « la solución Armada ». Las dudas sobre el papel de Don Juan Carlos se plantearon por primera vez en público durante el juicio militar a los golpistas, como parte de una inteligente estrategia legal que pretendía sembrar la confusión »¹. Aussi, le romancier Javier Cercas émet quelques hypothèses concernant les motivations du Roi à soutenir le coup d'Etat du 23-F :

« es muy probable que, a la vista de la lúgubre situación del país, como gran parte de la clase dirigente también, el Rey pensara que la democracia se había hecho de forma precipitada, que quizá convenía un golpe de bisturí con el fin de extirpar abscesos y suturar desgarrones, y que llegados a aquel punto, un simple cambio de gobierno tal vez ya no bastara para enderezar las cosas [...] barajaba seriamente la propuesta de un gobierno de coalición o concentración o unidad presidido por un militar monárquico –y no había un militar más monárquico que su antiguo secretario Alfonso Armada, con quien sin duda discutió la cuestión en las semanas previas al golpe »².

Cependant, le romancier n'émet en réalité que des spéculations sur les pensées et motivations du Roi concernant le coup d'Etat. Son raisonnement repose sur l'instabilité du pays, en matière économique et politique, ainsi que celle de la Monarchie³. Ainsi, il considère que le Roi, pour consolider la Monarchie en Espagne, aurait pu soutenir l'idée d'un coup de force, qui aurait conduit à une démocratie contrôlée, limitée. Cependant, comme nous l'avons étudié dans la première partie de notre mémoire, l'instauration de la Monarchie en Espagne n'a soulevé aucune critique que ce soit de la part des militaires comme des républicains. Dès son couronnement, celui qui était qualifié de pantin du Général Franco a su s'affirmer et offrir au

¹ POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p296

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p145

³ « *El descrédito de Suárez no sólo está contaminando a la democracia, sino también a la monarquía* », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p144

peuple une promesse de liberté et de paix¹. Par ailleurs, la Monarchie n'avait plus de soucis légaux à se faire dès l'approbation de la Constitution de 1978² qui assurait que l'Espagne était une Monarchie Parlementaire. De plus que le fort taux de participation et d'approbation nous démontre une fois de plus que la majorité des citoyens espagnols soutenait la Monarchie. Ainsi, contrairement à ce que sous-entend le romancier, il ne semble pas qu'en 1981, la Monarchie risque un quelconque danger et soit remise en cause par les militaires. D'autant plus que le Roi possédait aussi la légitimité du régime franquiste, en étant son héritier officiel, et convenait ainsi parfaitement avec les idéaux des militaires les plus conservateurs et nostalgiques du Régime. De ce fait, une quelconque instabilité de la démocratie ne remettait pas en cause la stabilité de la Monarchie. A l'inverse du raisonnement porté par le romancier, il nous semble que la Monarchie avait tout intérêt à soutenir une démocratie totale. En effet, les expériences passées confortent notre hypothèse. La Monarchie d'Alfonse III avait soutenu le coup d'Etat de Primo de Rivero en 1923 et son régime dictatorial. Or, comme nous le montre l'Histoire, dès lors où le dictateur perdit le pouvoir et l'autorité, la Monarchie s'effondra, obligeant le Roi à s'exiler. Ainsi, Don Juan Carlos, en soutenant le coup d'Etat du 23 Février 1981, aurait risqué la pérennité et la stabilité de sa Monarchie, qui serait devenue temporaire³. Alors que le soutien du Roi au maintien d'une démocratie saine et totale lui assurait celui d'une Monarchie sereine et durable.

D'autre part, le changement de Gouvernement permet de remettre en cause la politique du pays et non le type de régime. Ainsi, l'on comprend que le Roi a cessé de soutenir le Gouvernement de Adolfo Suárez⁴, qui ne suffisait plus à satisfaire les attentes populaires et suscitait de vives critiques, risquant ainsi de mettre en péril la démocratie et de raviver les intentions involutionnistes d'une partie conservatrice de l'Armée. A l'inverse, le changement de régime démocratie/dictature aurait forcément eu des conséquences sur la Monarchie et lui aurait fait perdre toute légitimité et soutien populaire. Ainsi, ce choix ne s'est pas effectué contre la

¹ « *El Rey de todos los españoles* », voir le discours du Roi, le 22 novembre 1975

² « *La aprobación de la Constitución de 1978 marcó el final del proceso iniciado por Don Juan Carlos al poco tiempo de su proclamación como Rey de España, mediante el cual se fue desprendiendo de los poderes que le atribuían las Leyes Fundamentales franquistas para pasar a convertirse en Jefe de Estado de una Monarquía parlamentaria de corte occidental* », POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p266

³ « *Si se hubiese puesto al lado de los golpistas, se habría convertido en un mero títere suyo, y su reinado no habría sobrevivido a la dictadura militar resultante* », voir, POWELL, Charles, *op.cit.*, p297

⁴ « *Quiero invitar a reflexionar a los que tienen en sus manos la gobernación del país. Han de poner la defensa de la democracia y del bien común por encima de sus limitados y transitorios intereses personales, de grupo o de partido* », cette citation extraite du discours du Roi de Noël 1980, nous montre d'une part que le Roi soutien la démocratie, mais à l'inverse qu'il ne appui plus le Gouvernement d'Adolfo Suárez

personne de Adolfo Suárez, ni contre la démocratie, mais au contraire afin de maintenir sa pérennité et de la consolider.

Aussi, Javier Cercas reproche au Roi son attitude imprudente et partielle lorsqu'il écrit que « el Rey hizo cosas que no debió haber hecho »¹. Le romancier énumère plusieurs critiques envers les agissements du Roi, en particulier celui du transfère du Général Armada à Madrid. Or, comme l'explique l'historien Charles POWELL, « de hecho, el error más grave cometido por Don Juan Carlos en relación con el golpe fue crear que podía controlar a Armada trasladándole a Madrid, ascenso que de por sí fue interpretado como un gesto de complicidad »². Ainsi, les critiques du romancier font certes polémique puisqu'il remet en doute la foi du Roi en la démocratie et sa neutralité face au coup d'Etat. En revanche, comme nous le démontre l'historien Charles POWELL, il ne s'agit que d'une interprétation bancale puisque « paradójicamente, la autoridad del rey y su relación con las Fuerzas Armadas sirvieron tanto para hacer posible el golpe como para deshacerlo »³. Or, si l'on s'appuie sur les faits, c'est bien le Roi en personne qui a mis un terme au coup d'Etat du 23 Février 1981. S'il l'avait soutenu, le coup d'Etat aurait certainement triomphé. Or, le Roi l'a évincé définitivement. Les interprétations non fondées, les suppositions sur ses probables hésitations ou méditations précédant le coup d'Etat ne sont que des spéculations qui n'enlèvent en rien que la nuit du 23-F, sa foi en la démocratie n'a pas été ébranlée et qu'il a parfaitement assumé son rôle, un rôle décisif pour mettre un terme au coup d'Etat. En effet, « los sucesos del 23 de febrero de 1981 sirvieron al menos para convercer a los escépticos de la sinceridad del compromiso democrático del monarca, y muchos pasaron a convertirse en entusiastas « juancarlistas » »⁴.

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p161

² POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p296

³ Ibid., p296

⁴ Ibid., p295

III) Vers une normalisation de la démocratie

1) Les conséquences du coup d'Etat

Dans cette dernière partie, nous nous consacrerons à l'étude de la société espagnole suite au coup d'Etat échoué du 23 Février 1981. Notre analyse s'articulera en trois parties distinctes : premièrement, l'analyse des conséquences immédiates du coup d'Etat. Nous démontrerons que le 23-F a contribué à consolider la démocratie espagnole, aussi paradoxal que cela puisse paraître. Notre raisonnement nous conduira à analyser la victoire électorale du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol, le 28 Octobre 1982. Cette étape correspond à la consolidation démocratique espagnole. L'analyse de ce concept, difficile à définir, puisqu'il réfère étroitement au concept de démocratie, nous permettra de mesurer l'importance des réformes entreprises par le PSOE tout au long de son mandat et d'en discerner les objectifs principaux. Enfin, nous aborderons les risques et enjeux de la démocratie espagnole, suite au coup d'Etat du 23 Février 1981.

Comme vous pourrez le remarquer, nous avons intitulé cette partie « *vers une normalisation de la démocratie* ». Le terme de normalisation est à prendre avec précaution, et requiert que l'on consacre quelques lignes à sa définition. Au-delà de l'intérêt stylistique que nous apporte ce terme, puisqu'il fait allusion à un retour à la norme, suite au coup d'Etat du 23 Février 1981, il renvoie également à une dimension politique. En effet, la normalisation démocratique réfère au processus qui consiste à permettre à la démocratie espagnole d'atteindre une norme, ici la norme européenne. Cependant, cette norme idéale et abstraite reste difficilement mesurable. Il n'existe pas de critères ou d'outils de mesure permettant de jauger scientifiquement le degré suffisant pour appartenir à une norme démocratique minimale¹. Il faut donc comprendre par ce terme qu'il s'agit pour l'Espagne de s'aligner sur ses voisins européens au niveau politique, économique et social. L'on peut donc considérer que cette normalisation démocratique sera acquise et reconnue avec l'entrée de l'Espagne dans la Communauté Economique Européenne (CEE). Le processus de normalisation démocratique va de paire, pour le cas espagnol, avec celui de consolidation démocratique. En effet, durant les premières années de la Transition démocratique espagnole, les dirigeants politiques ont mis l'accent sur l'instauration de la

¹ La normalisation démocratique possède un lien étroit avec la définition de la démocratie. En ce sens, sa définition reste difficilement approchable et ne peut être universelle, puisqu'il n'existe aucune définition universelle de la démocratie. D'autant plus qu'il n'existe d'outils scientifiques pour mesurer le degré de démocratie d'un Etat, il n'en existe pas non plus pour mesurer celui de sa normalisation démocratique.

démocratie, par la mise en place d'élections législatives générales ou encore l'élaboration de la Constitution. Ils se sont afférés à construire un socle solide, des normes minimales requises, pour permettre à l'Espagne de devenir une démocratie de fait. Cependant, s'agissant d'une transition consensuelle, d'une « *rupture pactée* », qui rompait avec un régime dictatorial, bon nombre d'institutions attendaient encore d'être réformées, en particulier l'Armée. Ainsi, la normalisation démocratique correspond à toute la période de la Transition démocratique espagnole. Elle correspond aux réformes importantes entreprises par l'Etat afin de permettre à l'Espagne de jouir d'une véritable démocratie, au même titre que ses voisins européens. Ainsi, la théorie correspondrait aux normes exposées dans la Constitution, et la pratique serait la mise en œuvre de l'application de ces normes, la normalisation démocratique¹. La période de la consolidation démocratique², correspond quant à elle, à la période finale de la Transition Démocratique, et englobe les dernières réformes essentielles qui permettront à l'Espagne de s'affirmer en tant que démocratie sans craindre d'être fragilisée ou mise entre parenthèse.

Malgré que le coup d'Etat n'ait duré que quelques heures³, il aura des répercussions importantes en Espagne tant sur le domaine politique que social. L'une des premières questions qui se pose est de savoir quelles ont été les répercussions du coup d'Etat sur la naissante démocratie espagnole : a-t-il contribué à la renforcer ou à l'affaiblir ? En effet, comme nous l'avons remarqué, la reconnaissance de la démocratie espagnole et sa solidité sont soumises au regard de ses voisins européens, et en particulier à la France qui joue le rôle du « *filtro tras el que los españoles recibíamos la influencia europea* »⁴. D'autant plus que la France se positionne comme l'obstacle majeur contre l'entrée de l'Espagne dans la CEE, pour des raisons économiques mais également démocratiques. Ce scepticisme de la France à l'égard de la démocratie espagnole, ne permet pas à l'Espagne de s'affirmer en tant que démocratie à part entière, mais la marginalise du reste des Etats européens, la laissant seule pour faire face à ses problèmes. Alors qu'à l'inverse, la CEE représente pour l'Espagne un garant de sa démocratie, et lui assure

¹ « *Qu'est-ce qu'en effet, qu'une théorie normative de la démocratie ? C'est une explicitation cohérente des principes et des normes qui guident la pratique démocratique, sans toujours être parfaitement réalisés dans leur réalité. [...] la démocratie restera un « projet », à la fois à réaliser et à reformuler au moyen de paradigmes qui, précisément, tiennent compte de ce que les modèles antérieurs de la démocratie ont révélé d'insuffisant et de contradictoire avec leur propre principes* », voir, ROCHLITZ, Rainer, *Théories narratives et théories normatives de la démocratie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2004, p410

² Cette notion sera approfondie dans le chapitre suivant

³ Leopoldo Calvo Sotelo, Président du Gouvernement espagnol à partir du 24 février 1981, écrit à ce sujet « *el 23 de febrero había tenido tres minutos dramáticos y diecisiete horas grotescas* », voir, *Memoria viva de la transición*, Barcelone, Plaza&Janes/Cambio 16, 1990, p51

⁴ ARROYO LLERA, Fernando, *El reto de Europa : España en la CEE*, Madrid, Síntesis, (1990), 1993, p27

l'avènement d'une phase de consolidation démocratique. L'on se retrouve face à un paradoxe complexe, puisque d'une part la CEE, et en particulier la France, œuvre contre l'entrée de l'Espagne tant qu'elle ne sera pas démocratique et démocratisée¹, et l'Espagne lutte pour entrer dans la CEE afin de lui permettre de consolider sa démocratie. Or, comme nous allons l'analyser, le coup d'Etat du 23 Février 1981 a servi de « détonateur » que ce soit sur l'évolution de la démocratie espagnole, comme sur ses relations internationales, en particulier avec la France.

Ainsi, l'opinion française concernant la démocratie espagnole est primordiale. Un article du périodique *Le Monde*, jugeait la démocratie espagnole de « *jeune et fragile* » à peine un mois avant le coup d'Etat, et posait un regard inquisiteur sur les difficultés qu'elle rencontrait :

« « La question basque », ce cancer de **la jeune et fragile démocratie espagnole**, n'est pas aisé à dominer. Qui, dans l'Espagne de 1981, peut prétendre connaître la solution ? Sauf à négocier avec l'ETA, ce qui déclencherait à peu près sûrement une révolte militaire ? Ou à proclamer l'état d'urgence ? A revenir à la manière forte franquiste, ce qui détruirait les institutions démocratiques ? »²

Cet extrait résume tous les problèmes de l'Espagne en 1981, à savoir le terrorisme, l'Armée et l'extrême droite. Autant de difficultés qui ne sont malheureusement pas comprises par la France. Effectivement, l'historien Ismael SAZ³ argumente que « Francia y España no tienen los mismos problemas (los nacionalismos en particular y ETA⁴) », de ce fait il explique qu'il leur est difficile de se comprendre « en ese juego de espejos entre España y Francia », il rajoute même que l'Espagne semble faire « un complejo de inferioridad » par rapport à la façon dont l'extérieur, et en particulier la France, voit sa nouvelle démocratie. Aussi, malgré le nouvel intérêt qu'a suscité la Transition démocratique espagnole dans l'opinion publique française et internationale, « quedan prejuicios » et un certain « escepticismo sobre la salida de la nueva situación política »⁵. Par ailleurs, Angel CRISTOBAL MONTES, professeur de Droit politique à l'Université de Saragosse, confirme ces propos lorsqu'il écrit que « España es una democracia pero vigilada por la escena

¹ « la Comunidad Europea condicionó el ingreso de España a su democratización, actuando de esta forma de incentivo para el cambio político. », voir, CRESPO MACLENNAN, Julio, *España en Europa, 1945-2000, Del ostracismo a la modernidad*, Madrid, Marcial Pons, Ediciones de Historia, 2004, p12

² NIEDERGANG, Marcel, « A contre-pied », *Le Monde*, le 31/01/1981

³ SAZ, Ismael, (cood.), *España : La mirada del otro*, Madrid, Marcial Pons, 1998, p62

⁴ Pour illustrer ces propos, un article en première page de *Le Monde*, titre le 15/06/1981, « *les difficultés Franco-espagnoles* », dans lequel il est évoqué le problème basque et l'entrée de l'Espagne dans la CEE

⁵ SAZ, Ismael, (cood.), *op.cit.*, p235

internacional y Francia en particular »¹. Cependant, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, le coup d'Etat du 23-F n'a pas assombri l'image de l'Espagne en France, mais au contraire, lui a permis de passer « l'épreuve du feu », et de s'élever au rang de démocratie solide. En Espagne, le coup d'Etat et plus particulièrement le rôle qu'a joué le Roi dans son désamorçage, ont conduit à asseoir la Monarchie espagnole et à la rendre légitime et respectée par tous. Effectivement, l'historienne Sophie BABY confirme que le coup d'Etat « sert finalement aussi à renforcer la légitimité de l'autorité démocratique, une autorité non plus incarnée par Suárez ou par le gouvernement, mais par le roi Juan Carlos, devenu désormais le sauveur et le garant de la démocratie »².

La première répercussion visible du 23-F correspond à la manifestation du 27 Février 1981. Le périodique *El País* parle de « la mayor manifestación de la historia de España [...] millones de españolas salieron a la calle en defensa de la Constitución y como protesta contra el intento de golpe militar ». En revanche, le périodique souligne le manque considérable de mobilisation au Pays Basque : « La excepción estuvo constituida por el País Vasco. La retirada del Partido Nacionalista Vasco y Herri Batasuna, las dos fuerzas políticas vascas con mayor capacidad de movilización popular, influyó decisivamente en el escaso eco obtenido por los llamamientos del resto de los partidos y sindicatos. »³. Ce silence basque peut s'expliquer par le fait que certains des hauts dirigeants nationalistes basques auraient pu espérer que le coup d'Etat prenne acte. En effet, si ce dernier avait été effectif, cela aurait été une raison suffisamment valable pour que le Pays Basque se détache irrévocablement d'une Madrid assiégée par les militaires franquistes, ennemis des nationalistes. De ce fait, le but des provocations du groupe terroriste ETA contre les Forces de l'Ordre espagnoles était bien de provoquer un coup d'Etat qui mette un terme à la démocratie. En effet, alors que beaucoup pensaient qu'ETA se battait contre la dictature franquiste et pour la démocratie dans les années 70, dix ans plus tard, il s'avère qu'ETA ne se soit jamais battu que pour l'indépendance du Pays Basque, une indépendance qu'il est prêt à obtenir par n'importe quel moyen et à n'importe quel prix. Malgré cette exception, la majorité du peuple espagnol « transmite a la nación « la profunda convicción en la fortaleza de [su] sistema democrático » »⁴. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'exception basque est traitée différemment par le périodique français *Le Monde*, qui insiste moins sur le problème latent, mais conséquent, du groupe terroriste ETA,

¹ CRISTOBAL MONTES, Angel, *La Democracia en España ¿Sobrevivirá ?*, Barcelona, Ediciones B, 1993, p183

² BABY, Sophie, *Les résistances politiques au processus de transition vers la démocratie en Espagne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, p222

³ Première page de *El País*, le 28/02/1981

⁴ Propos du Gouvernement espagnol tenus lors de la première réunion du Conseil des Ministres célébrée le 27/02/1981, voir 1^{ère} page de *El País* le 28/02/1981

que sur une certaine « prudence politique ». En effet, le journaliste Marcel NIEDERGANG, écrit que si le Parti Nationaliste Basque a conseillé d'éviter tout rassemblement ce n'était que par « craintes qu'elles ne dégénèrent en protestation contre les forces armées ou que des incidents graves ne donnent un nouveau prétexte aux partisans de l'ordre militaire »¹. La critique espagnole concernant le manque de foi en la démocratie des basques est analysée par les français comme une certaine réserve voire prudence sociale et politique. Par conséquent, les espagnols semblent plus sévères envers eux-mêmes comparé au regard porté par les français qui font preuve de plus d'indulgence. Cependant, le romancier Javier Cercas doute de la conviction des « *millones de españoles que salieron a la calle* ». En effet, il accuse premièrement la passivité des espagnols le soir même du 23 Février 1981 lorsqu'il écrit que « el país entero se metió en su casa a esperar que el golpe fracasase. O que triunfase. »². Or, il faudrait apporter quelques circonstances atténuantes à ces propos. Nous ne prétendons pas vouloir justifier le silence du peuple espagnol, notre objectif est simplement de l'expliquer et le comprendre. Ainsi, faut-il rappeler que le souvenir de la Guerre Civile espagnole est en 1981 encore profondément ancré dans l'esprit des espagnols. La crainte que le coup d'Etat ne débouche une fois de plus sur une guerre qui aurait mis un terme aux efforts de consensus opérés par les Gouvernements depuis la mort de Franco, peut expliquer qu'aucune voix ne se soit manifestée contre le coup d'Etat. Par ailleurs, est-il nécessaire de souligner qu'il s'agit d'un coup d'Etat militaire. Les militaires sont des hommes formés au combat, suivant des tactiques et des stratégies finement élaborées afin de vaincre un ennemi et enfin disposant du monopole des armes. Même le citoyen le plus fervent défenseur de la démocratie aurait signé son arrêt de mort en voulant s'affronter à une Armée professionnelle. De plus, comme nous l'avons souligné, en s'organisant en masse, le peuple aurait provoqué une autre guerre civile. Une autre hypothèse peut ainsi être envisagée concernant le mutisme populaire lors du coup d'Etat. En effet, ce silence pourrait être au contraire la preuve d'une confiance irréprochable envers les nouvelles institutions démocratiques. Cependant, la démocratie espagnole n'était pas irréprochable en ce début d'année 1981. Ainsi, le plus probable serait que le peuple n'a tout simplement pas eu le temps de réagir, étant donné la rapidité avec laquelle le Roi a su mettre un terme au coup d'Etat. Entre la stupéfaction produite par la prise d'otage du Congrès des Députés en fin d'après-midi et le message télévisé du Roi six heures et demi plus tard, cela laisse peu de temps aux espagnols

¹ NIEDERGANG, Marcel, « *Le Roi Juan Carlos tente de reprendre l'Armée en main* », *Le Monde*, le 3/03/1981

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p17

pour espérer entreprendre quoique ce soit : qu'il s'agisse autant de soutenir comme de combattre le coup d'Etat. Sur ce dernier point, le romancier ajoute que « lo más probable es que, si hubiera triunfado, el golpe del 23-F hubiese aplaudido por una parte apreciable de la ciudadanía, incluidos políticos, organizaciones y sectores sociales que lo condenaron una vez que fracasó »¹. Or, le politologue Gérard IMBERT développe une théorie qui infirme les propos du romancier. Il explique que « en la medida en que fracasa, el golpe produce una reversión del orden de lo real : el fracaso (práctico) se vuelve éxito (teórico), el culpable (específico) se vuelve héroe (genérico), el acontecimiento (real) se vuelve virtual (imaginario), los ejecutantes se vuelven víctimas... »². Or suite au coup d'Etat, l'on peut observer premièrement que le Gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo³ se consacrera principalement à veiller à ce que les insurgés soient traduits en justice⁴. Par ailleurs, malgré les doutes du romancier Javier Cercas, cette manifestation nous démontre que le peuple a foi en la démocratie et qu'il espère bien qu'elle ne soit pas une « parenthèse dans l'histoire de l'Espagne » comme le soulignait Adolfo Suárez à la presse lors de sa démission. Et ce, malgré le fait que le peuple ne soit pas intervenu contre le coup d'Etat. Suite à l'échec du 23-F, personne ne semble prendre la défense des insurgés ou encore acclamer leur tentative. Au contraire, la majorité du peuple espagnol s'unit pour saluer l'action du Roi et la victoire de la démocratie contre une tradition séculaire d'interventionnisme militaire. Aussi faut-il souligner qu'aucune trame civile n'a été découverte véritablement concernant le complot du coup d'Etat, bien que «La policía prosigue activamente sus investigaciones con el fin de establecer las posibles implicaciones de civiles en el golpe de Estado del 23 de febrero»⁵. Cependant, les faits nous révèlent que faute d'une investigation sérieuse ou de preuves suffisantes, aucune trame civile n'a été décelée dans le complot du coup d'Etat du 23-F, hormis la présence unique de Juan García Carrés, un ex dirigeant des Syndicats Verticaux franquistes. En effet, Ricardo de la CIERVA y de HOCES⁶ nous explique que les conspirateurs ont voulu associer le coup d'Etat du 23 février 1981, avec celui du 18 juillet 1936, mené par le Général Franco. Or, en 1981, l'Armée, contrairement à 1936, ne dispose d'aucun appui civil, excepté celui de Juan García Carrés. Ainsi, il s'agit donc d'un coup d'Etat strictement militaire, contrairement à ce qu'espéraient les conspirateurs. De plus, Javier

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p257

² IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, p137

³ Il succède à Adolfo Suárez le 25 Février 1981

⁴ Nous reviendrons plus amplement sur le procès du 23-F dans les chapitres suivants

⁵ Déclaration du Ministre de l'Intérieur, Juan José Rosón à un rédacteur de l'Agence EFE, recueilli par *El País*, « *Prosigue la investigación de implicaciones civiles en el golpe* », le 25/03/1981

⁶ CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, page 90-102

FERNANDEZ LOPEZ confirme ces propos en écrivant que « para dar un golpe de Estado no son precisos más que militares. [...] La trama civil y militar de un golpe de Estado la integran aquellas personas que están en la conspiración y que se comprometen a hacer todo lo preciso para alcanzar el objetivo previsto. [...] Pues bien, quienes cumplieron esta misión en el 23-F no eran civiles sino militares. »¹. Ainsi, l'échec du coup d'Etat nous permet de vérifier que la population est bien à faveur de la démocratie. En effet, on a longtemps reproché à la Transition démocratique espagnole de n'être due qu'à l'action d'une certaine élite politique qui ne tenait pas compte des demandes de sa population. Or, ce mutisme de la population est certainement dû au fait que « los españoles no estaban acostumbrados a decir su pensamiento en cuanto a la política »² puisque lorsque la démocratie s'est instaurée en Espagne, les espagnols sortaient alors de près de 40 ans de dictature. Malgré cela, le romancier Javier Cercas expose quelques nuances concernant la trame civile qu'il nous faut analyser avec précision :

« el 23 de febrero no existió una trama civil tras la trama militar o, si existió, quien la urdió no fue sólo la ultraderecha sino también una clase dirigente inmadura, temeraria y ofuscada que, en medio de la apatía de una sociedad desengañada de la democracia o del funcionamiento de la democracia tras las ilusiones del final de la dictadura, creó las condiciones propicias para el golpe. Esa trama civil no era la trama civil del golpe : era la placenta del golpe »³.

Le romancier expose ici qu'en l'absence d'une trame civile organisée, qui aurait prémédité le 23-F et participé activement avec les insurgés, ce sont tous les espagnols, peu importe leur statut (homme politique, journaliste, citoyen...) qui sont responsables de ce coup d'Etat et ont contribué à favoriser un climat de tension et de résistance démocratique qui ouvrait le chemin à un éventuel coup d'Etat. Aussi, Angel CRISTOBAL MONTES considère que pour avoir un Etat démocratique, il faut que la population soit démocratisée, et à faveur de la démocratie. Ainsi, la démocratie dépend de l'opinion publique, qui est le « punto de referencia para la acción gubernamental »⁴. Or, le manque d'opinion publique en Espagne fragilise la démocratie, « el ciudadano medio está ausente de la vida política, sólo vota »⁵. Ainsi, le vrai danger de la démocratie n'est

¹ FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p173

² CRISTOBAL MONTES, Angel, *La Democracia en España ¿Sobrevivirá ?*, Barcelona, Ediciones B, 1993, p63

³ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p257

⁴ CRISTOBAL MONTES, Angel, *op.cit.*, p89

⁵ CRISTOBAL MONTES, Angel, *La Democracia en España ¿Sobrevivirá ?*, Barcelona, Ediciones B, 1993, p89

pas extérieur, mais bien « un peligro de enemigo interior »¹, puisque « la fuerza de una democracia depende de la voluntad del pueblo en mantenerla »². Le leader du Parti Communiste espagnol, Santiago Carrillo, explique avec brio le comportement de la population civile lors du coup d'Etat du 23-F : « el pueblo español, traumatizado aún por la memoria de la Guerra y del terror que le siguió, no estaba en condición de salir a la calle a hacer frente a los sublevados como ocurrió en el 36. »³. En vivant dans la peur du passé et l'incertitude du présent, les espagnols n'envisageaient pas d'avenir certain. Par conséquent, ils laissaient aux insurgés la possibilité de le prendre en main. Malheureusement il aura fallu attendre une tentative de coup d'Etat pour que la population prenne conscience de ses responsabilités et fasse des choix cruciaux pour la viabilité de la démocratie, sa consolidation ainsi que son avenir. Ainsi l'on comprend l'importance du comportement de la population civile, qui quelques jours après le coup d'Etat, va exprimer son soutien envers la démocratie lors d'une manifestation, pour la première fois depuis son instauration en 1975. En effet, avant le coup d'Etat du 23-F, le peuple ne s'était pas rendu compte qu'il vivait en démocratie comme l'explique Angel CRISTOBAL MONTES, « el pueblo hizo reconciliación pero sin confrontación con el pasado (Guerra Civil, Franquismo) [...] no se da cuenta de la Transición democrática, no la analizó, no se da cuenta de que está en democracia, no asume su protagonismo »⁴. Or, il détient un rôle primordial dans le renforcement et la consolidation de la démocratie. Ainsi, en prenant la parole le 27 février 1981 à faveur de la démocratie, il démontre à l'opinion publique internationale qu'il croit en la démocratie et que la démocratie espagnole est en voie de consolidation. Cependant, ceci ne suffit pas pour affirmer que le coup d'Etat a contribué à renforcer la démocratie espagnole. En effet, un article du politologue et sociologue Ignacio Sotelo, développe cette idée pour *El País*:

« La fragilidad de la democracia española se inscribe en el cuadro de lo que se ha llamado « cortacircuito de la modernidad » o « crisis de la modernización ». [...] Por lo que respecta a la esfera social, los españoles, no contamos con tradiciones democráticas que hayan realmente calado, ni hemos sido educados en un espíritu de tolerancia y libertad, ni la sociedad española está lo suficientemente vertebrada en grupos intermedios -entre la familia y los entes públicos- en los que hayamos practicado la convivencia democrática. Para la mayoría de los españoles, la democracia es un vocablo del lenguaje político, fundamentalmente ideológico, por el que generalmente se siente simpatía, pero muy alejado de la experiencia cotidiana. En consecuencia, la capacidad de luchar en

¹ Ibid., p89

² Ibid., p98

³ CARRILLO, Santiago, *Memorias*, Barcelona, Planeta, 1993, p714

⁴ CRISTOBAL MONTES, Angel, *op.cit.*, p183

favor de la democracia que tiene la sociedad española, no siendo despreciable, como lo ha demostrado el largo combate contra el Franquismo, de ningún modo resulta suficiente para contribuir energicamente a su consolidación. Lo hemos corroborado reiteradamente en los cuarenta años de dictadura, en el período clave de 1976-1977, en la noche del 23 de febrero. Socialmente, la democracia española es débil, y continuará siéndolo, en el mejor de los casos, por lo menos una generación. »¹

En effet, cet article nous rappelle que la démocratie espagnole est une expérience récente, encore fragile. Le coup d'Etat a donc réussi à faire prendre conscience à la population espagnole que la démocratie n'était pas un système stable et permanent, mais qu'il fallait qu'elle s'implique pour la préserver et la renforcer.

Le coup d'Etat a également eu des répercussions importantes sur la Monarchie espagnole. En effet, l'échec du coup d'Etat revient en parti à l'action remarquable et remarquée par tous (politiciens nationaux, étrangers, opinion publique, etc.) du Roi, comme l'explique l'historien Charles POWELL, « el 23-F permitió ver la importancia del Rey en la Transición »². Alors que le coup d'Etat aurait pu être pour lui l'occasion de récupérer des pouvoirs auxquels il avait renoncé en promulguant la Constitution de 1978, qui restreint son rôle à celui de simple modérateur³ de la démocratie ; le Roi fait preuve d'abnégation et démontre à son peuple qu'il soutient la démocratie. Le coup d'Etat permet ainsi au Roi de gagner en légitimité, et d'être reconnu par son peuple. Il cesse ainsi d'être l'héritier du dictateur Franco, pour devenir le Roi d'Espagne et le support de la démocratie. L'image du Roi est mythifiée par l'opinion publique, il passe du pantin de Franco au sauveur de la démocratie :

« La démocratie espagnole a résisté au coup d'Etat. Grâce au Roi. Alors vive le Roi ! Mais un Juan Carlos ne fait pas à lui seul le printemps démocratique. Les nostalgiques de l'ordre ancien n'ont pas désarmé. « Le Roi sauve l'Espagne » : c'est le titre qui en première page de Paris Match accompagne le portrait d'un Juan Carlos résolu, buste droit et bras croisés. « Le Roi, encore une fois, a prouvé que tout tient à la couronne. L'unité de l'Espagne serait vite emportée si venait à

¹ Ignacio Sotelo, « *La fragilidad de la democracia* », *El País*, le 21/04/1981

² POWELL, Charles, *El piloto del cambio, el Rey, la Monarquía y la Transición a la democracia*, Barcelona, Planeta, 1991, p21

³ « *Le Roi est le chef de l'Etat, symbole de son unité et de sa permanence. Il est l'arbitre et le modérateur du fonctionnement régulier des institutions* » voir, la Constitution espagnole de 1978, source MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *Les grandes démocraties, Constitutions des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Italie, Dalloz, 2007, p141-143

disparaître son symbole. (...) Mais cette affaire arrive à point nommé pour rappeler que l'Espagne vit un drame effroyable », écrit Ricardo Paseyro. »¹

Le Roi, qui avait dû lutter pour garder sa place pendant la Transition démocratique, comme nous l'explique Charles POWELL, puisqu'il devait faire face aux partisans de la Rupture et à la gauche de façon générale aux débuts de la Transition, devient ainsi « *el piloto del cambio* »² et le garant du système démocratique en place. Cette action menée, permet ainsi au Roi de renforcer son image mais aussi la Monarchie. Il faut rappeler que certaines forces d'extrême gauche en particulier, défendaient le rétablissement d'une République en Espagne, contre celui d'une Monarchie, qui puisait sa légitimité dans les derniers souhaits du dictateur. En effet, d'une part, avant la dictature, et la Guerre Civile, l'Espagne était une République, d'autre part, l'héritier légal de la Monarchie n'était non pas Juan Carlos I, mais son père, Don Juan, fils d'Alfonse XIII, qui avait dû s'exiler pour avoir soutenu la dictature de Miguel Primo de Rivera. C'est pour toutes ces raisons que le Roi a dû lutter pour garder sa place, et gagner en légitimité. Effectivement, si cette légitimité était évidente pour le *bunker*, les partisans du Franquisme, puisque leur Caudillo avait transmis officiellement ses pouvoirs à la personne de Don Juan Carlos I, pour toutes les personnes réfractaires à la dictature, cette légitimité était beaucoup plus difficile à accepter d'autant plus qu'elle n'avait rien de démocratique. D'une certaine façon l'on peut dire que grâce au coup d'Etat, le Roi a pu prouver aux plus sceptiques³ sa foi en la démocratie, et récupérer ainsi leur soutien⁴. Le romancier Javier Cercas considère aussi que « la Corona se armó de un poder y una legitimidad con las que antes del golpe ni siquiera había soñado »⁵. Son action a aussi permis à la Monarchie de se consolider comme organe inhérent de la démocratie

¹ J-Y, L, « Vive le Roi d'Espagne ! », *El País*, le 4/03/1981

² POWELL, Charles, *El piloto del cambio, el Rey, la Monarquía y la Transición a la democracia*, Barcelona, Planeta, 1991, p20-21

³ Un article d'opinion de *El País* illustre parfaitement ce changement de jugement concernant le Roi : « *No soy monárquico y confieso que no esperaba nada del príncipe don Juan Carlos. Llegó el momento de su coronación, y ya en su discurso se pudo comprobar que allí había otra persona muy distinta. Luego todos los acontecimientos acaecidos desde aquella fecha nos han demostrado que el rey Juan Carlos I es un demócrata convencido, y esto no se hace, se nace. Ahora, cuando ya teníamos otra vez una dictadura militar perfectamente organizada, él se ha opuesto con la dignidad, gallardía, valor y autoridad necesarias para abortar la rebelión. Don Juan Carlos ha preferido arrostrar cualquier peligro antes que traicionar a su pueblo, y nos ha dado la lección de que un rey no es nada sin su pueblo. El pueblo también ha demostrado con quién está y qué es lo que quiere: con su Rey y la Constitución* », Felix Blanco, « *no soy monárquico* », le 4/03/1981

⁴ En effet, selon une étude de Felix MORAL, 88% des espagnols de l'an 2000 considèrent que « *el Rey, al detener el intento de golpe de Estado del 23-F se ganó el respeto de los demócratas españoles* », voir, *25 años después, la memoria del franquismo y de la transición a la democracia en los españoles del año 2000*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 2001, p79

⁵ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p426

espagnole. Sur ce point, le romancier Javier Cercas affirme que « el Rey paró el golpe y se convirtió en el salvador de la democracia, lo que colmó de legitimidad a la monarquía y la convirtió en la institución más sólida, más apreciada, más popular, más resguardada contra la crítica y, en el fondo, más poderosa del país [...] el golpe de Estado fracasó por completo y fue su completo fracaso lo que convirtió el sistema democrático bajo la forma de una monarquía parlamentaria en el único sistema de gobierno verosímil en España »¹. Or, comme le souligne Felix MORAL, si 76% des espagnols considèrent que la Monarchie est enracinée dans la tradition et l'histoire espagnole, pour 64% d'entre eux, cela dépend de quel Roi il s'agit, et de la façon dont il se comporte², ce qui relativise énormément l'enracinement de la dite Monarchie. D'autre part, il convient de rappeler que le Roi est le Chef suprême de l'Armée. Ce titre, lui a permis d'asseoir la démocratie, et de mettre un terme au coup d'Etat puisque « los demás Capitanes Generales no apoyaron al golpe de Estado sino al Rey por disciplina, enseñada por Franco »³. Aussi, comme nous l'avons vu, l'une des « clave[s] del postfranquismo está en el Ejército y en particular en el Ejército de Tierra » et le Roi « sabe del peso específico de las Fuerzas Armadas en la sociedad española y de su presencia en la vida política »⁴. En effet, alors que peu de militaires sont monarchistes, le titre de Roi et de Chef suprême de l'Armée, ont permis à Don Juan Carlos I, d'entretenir une relation privilégiée avec les secteurs les plus récalcitrants de l'Armée, et ce grâce à la légalité et l'idéologie franquiste, chose qui aurait été beaucoup plus difficile si le régime en place avait été une République. Le romancier Javier Cercas émet également quelques réserves sur le bien fondé de l'action du Roi ce 23 Février 1981 :

« El Rey decidiese no patrocinar el golpe y hacer uso de su condición de heredero de Franco y de Jefe simbólico de las Fuerzas Armadas para detenerlo, tal vez recordando el ejemplo disuasorio de su abuelo Alfonso XIII [...] si el golpe fracasaba por la intervención del Rey, éste se convertiría a todos los efectos en el salvador de la democracia, lo que podría significar el reforzamiento de la Monarquía. El triunfo del golpe fortalecería la Corona [...] igualmente lo haría su fracaso »⁵.

Or, comme nous l'avons remarqué dans le chapitre précédent, en soutenant le coup d'Etat, il aurait mis une limite temporelle à l'instauration de la Monarchie en Espagne, tout comme

¹ Ibid., p427

² MORAL, Felix, *25 años después, la memoria del franquismo y de la transición a la democracia en los españoles del año 2000*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 2001, p79

³ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p192

⁴ Ibid., p165

⁵ CERCAS, Javier, *op.cit.*, pp301-302

l'avait fait son grand-père¹. Par ailleurs, ce raisonnement ne semble plus logique lorsque l'on examine les années précédentes de la Transition démocratique. En effet, pour quelles raisons le Roi se serait-il évertué à mettre en place un régime démocratique, et aurait-il soutenu une Constitution qui lui ôtait tous les privilèges cédés par le Général Franco, permettant ainsi la mise en place d'une démocratie stable et solide, si au final son désir était de la rendre par la suite limitée et « organique ». Ce que d'ailleurs proposait le premier Gouvernement, celui de Carlos Arias Navarro. Ainsi, il se pourrait en effet que suite aux diverses pressions exercées par les secteurs les plus conservateurs, le Roi ait douté de la viabilité de la démocratie en place cette année de 1981, preuve en est, il n'omet aucune objection à la démission de son Président du Gouvernement, Adolfo Suárez. En revanche, il est peu probable qu'il ait tenté de mettre un terme à la démocratie, étant donné que la légitimité de sa Monarchie dépendait de la légitimité de la démocratie. Enfin, de manière plus globale, le coup d'Etat nous démontre que ce n'est pas tant l'Espagne qui est en crise, mais certains secteurs de l'Armée, encore nostalgiques du régime Franquiste, tout comme l'explique l'historien Joaquín BARDAVIO, « los militares pensaban vivir en un régimen militar por la inercia del pasado »².

Or, le coup d'Etat va avoir une incidence importante sur l'Armée. En effet, le 23-F a tout d'abord révélé le malaise souterrain qui habitait les Forces Armées depuis l'instauration de la démocratie. En effet, alors que les militaires reprochaient le rythme trop soutenu des réformes menées pendant les premières années de la Transition démocratique, il s'avère que ces réformes se sont montrées trop prudentes envers l'Armée, qui était pourtant le point sensible de la société espagnole. La Constitution de 1978, par exemple, reste vague concernant le rôle de l'Armée. Seul l'article 8 de la Constitution nous rapporte que les Forces Armées « tienen como misión garantizar la soberanía e independencia de España, defender su integridad territorial y el ordenamiento constitucional »³. Ainsi, l'Armée est donc soumise au pouvoir civil, et cesse d'agir de manière autonome et indépendante. Cependant, comme nous le démontre l'Opération Galaxia, menée par le lieutenant colonel Antonio Tejero Molina en 1978, la justice et en particulier la justice

¹ D'autre part, il convient de rappeler que contrairement à Miguel Primo de Rivera, le numéro un du coup d'Etat du 23-F, le lieutenant colonel Antonio Tejero est antimonarchique, son coup d'Etat n'est pas exécuté en faveur du Roi, mais contre le Roi et la démocratie

² BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p159

³ Extrait de la Constitution espagnole de 1978, voir, voir MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *Les grandes démocraties, Constitutions des Etats-Unis, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Italie, Dalloz, 2007, p147

militaire, reste laxiste envers les militaires les plus rebelles, qui échappent alors aux sanctions¹. Le projet de la Transition démocratique était alors de « faire passer l'Armée du modèle « honneur, devoir, patrie » à celui d'Armée à caractère professionnel, [...] c'est-à-dire au modèle occidental »². Il s'agit donc de moderniser l'Armée, en commençant par rendre l'enseignement militaire dispensé dans les Académies militaires, plus démocratique ou en modernisant l'équipement et les techniques militaires. Le but de ces réformes étant toujours d'éloigner les militaires de toute tentative d'intervention politique. María GOULEMOT MAESO affirme que « l'échec du 23-F va rendre l'Armée indifférente à l'évolution économique et sociale du pays », elle rajoute que le jugement du coup d'Etat provoque une certaine humiliation au sein des Forces Armées, puisque pour la première fois, c'est un Tribunal civil qui s'occupera de juger les militaires concernés, d'autant plus qu'ils seront condamnés à des peines exemplaires³. Le coup d'Etat va permettre d'accélérer les réformes concernant l'Armée. En effet, il devient en quelques sortes, le prétexte idéal dont avait besoin la timide démocratie pour réformer l'Armée, sans que celle-ci puisse s'insurger. La trahison commise par certains militaires, envers le Roi, la Monarchie, le peuple et la démocratie, permet à l'Etat d'agir en toute légitimité et sans crainte de déclencher un autre coup d'Etat face à l'échec cuisant du 23-F, qui peut alors servir de leçon ou d'avertissement pour les militaires encore convaincus de la non stabilité et de l'inefficacité de la démocratie. De plus, la tentative échouée du coup d'Etat va jouer en faveur de l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il s'agit d'une organisation politico-militaire entre les pays occidentaux, créée en 1949, suite à la deuxième Guerre Mondiale, pour assurer la paix dans les pays signataires. Cette Alliance naît dans le contexte de la Guerre Froide, qui divise le monde en deux blocs bien définis : d'un côté les capitalistes, de l'autre, les communistes. Aussi faut-il y ajouter le mouvement des « *non-alignés* », qui ne veulent prendre parti pour aucun des deux camps, et défendent l'indépendance et la souveraineté de leur pays. En effet, si l'adhésion de l'Espagne à la CEE fait rêver, en ce qui concerne l'adhésion à l'OTAN, les avis sont partagés selon les différents camps politiques. Alors que l'UCD, dirigée par Leopoldo Calvo Sotelo, affirme clairement sa décision d'adhérer à l'OTAN et entreprend les démarches nécessaires dès le mois de mai 1981, le leader du PSOE,

¹ Le lieutenant colonel n'a été condamné qu'à une peine de prison de 7 mois, pour avoir planifié un coup d'Etat qui sera heureusement avorté par les Services Secrets espagnols (CESID)

² GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p198

³ Ibid., p197

Felipe González, parle quant à lui de « *golpe político* »¹. En effet, le PSOE tient à maintenir la neutralité de l'Espagne –depuis le Franquisme– dans les affaires internationales. Or cette neutralité n'a conduit qu'à isoler l'Espagne de l'Europe principalement, pourtant souvent considérée comme l'une des solutions aux problèmes de l'Espagne. De plus, le PSOE exige que « en todo caso debe ser el conjunto de los ciudadanos, el que se pronuncie sobre una cuestión tan fundamental como es el compromiso militar multilateral, bien a través de un referendum, bien en el próximo proceso electoral »². Cependant, si le PSOE se positionne contre l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, pour des raisons idéologiques avant tout, il n'en reste pas moins que d'un point de vue strictement militaire, cette adhésion serait une issue de secours non négligeable aux problèmes d'ingérences de l'Armée en politique : « L'OTAN est le moyen de détourner les militaires des vellétés conspiratrices contre le Gouvernement et de renforcer la démocratie car l'Armée serait soumise au pouvoir civil »³, de plus, « les militaires voient l'OTAN comme une école de Guerre moderne, qui permet d'intégrer de nouvelles techniques »⁴, comme l'assure le Président du Gouvernement lorsqu'il affirme que « la totalidad de las Fuerzas Armadas está de acuerdo con esta política »⁵. De plus, l'adhésion à l'OTAN –bien qu'elle soit encore lointaine-⁶ en plus d'offrir un cadre réglementaire et occidental à l'Armée espagnole, permettrait de diriger les militaires contre un ennemi cette fois extérieur, et plus national, ce qui mettrait un terme aux déchirures espagnoles depuis les années de la Guerre Civile. Comme le souligne le politologue Bernard LABATUT, « la question de l'OTAN [...] apparaît essentiellement comme une option politico- diplomatique, liée au rétablissement de la démocratie et par conséquent à forte signification idéologique. L'OTAN favoriserait l'amélioration de la Défense nationale et la modernisation des Forces Armées »⁷. Ainsi, la priorité du Gouvernement espagnol sera alors de rendre l'Armée soumise au pouvoir civil, d'en faire une Armée de métier, professionnelle, qui cesse définitivement d'intervenir dans les affaires de l'Etat. C'est encore une fois le Roi qui va jouer un rôle essentiel pour apaiser les tensions qui subsistent dans les rangs militaires :

¹ Propos de Felipe González, cités dans « *La dirección del PSOE considera que la política de concertación se encuentra a punto de fracasar* », *El País*, le 25/04/1981

² Extrait du communiqué diffusé par la direction du PSOE sur l'OTAN, cité par *El País*, dans « *La dirección del PSOE considera que la política de concertación se encuentra a punto de fracasar* », le 25/04/1981

³ GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p217

⁴ Ibid., p217

⁵ Propos de Leopoldo Calvo Sotelo, cités par Felipe González dans *El País*, « *La dirección del PSOE considera que la política de concertación se encuentra a punto de fracasar* », le 25/04/1981

⁶ L'Espagne signe le premier Traité de l'Atlantique Nord pour son accession à l'OTAN le 10 décembre 1981, mais elle n'adhère officiellement à l'OTAN que le 30 mai 1982

⁷ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, p148

« En sus alocuciones, el Rey revelaba su intención de mantener bajo control a las fuerzas armadas, pero también su necesidad de afirmar y renovar constantemente la lealtad de todos los sectores del ejército. Especialmente de aquellos a los que había sorprendido con su comportamiento durante el golpe. Antes del golpe eran muchos los que creían que, entre bastidores, el Rey favorecía una solución con participación militar»¹.

On comprend alors que le coup d'Etat du 23 février 1981, en révélant les malaises qui existaient dans les rangs militaires, a permis à l'Espagne de se positionner clairement à faveur de la démocratie, et de démontrer son attachement pour ce système à l'ensemble de la scène internationale. L'historien Felipe AGUERO écrit que le « 23-F es el principio del fin de los intransigentes »². En effet, ce sursaut militaire, n'a en réalité que renforcer et mis en pratique la suprématie civile prônée de manière théorique par la Constitution de 1978. De plus, Amadeo Martínez Inglés, militaire impliqué dans le coup d'Etat manqué, conclue que « al final, [...] la chapuza golpista será sumamente beneficiosa para la democracia española, para la Corona -que rentabilizará en grado sumo el siniestro evento- y en definitiva, para el pueblo español, que verá alejarse [...] el peligro del golpismo militar puro y duro »³. Quant à l'historien Joaquín BARDAVIO, il va jusqu'à remercier Antonio Tejero Molina pour sa tentative de coup d'Etat : « quizás habrá que agradecerlo »⁴, puisqu'elle contribue, selon lui, à renforcer la démocratie espagnole. Si le 23-F est souvent considéré, de façon réductrice, comme le test non pas de la solidité de la démocratie, mais de la démocratie espagnole en soi, c'est le jugement du 23-F qui nous révélera les tensions encore existantes en Espagne : « la permanencia de la amenaza militar a la democracia después del fallido intento de golpe se percibía sobre todo en la atmósfera que se creó en torno a los prolongados preparativos para la vista y el juicio de los oficiales implicados en la revuelta. »⁵. Et ce n'est qu'à son terme, une fois la sentence prononcée, que l'on peut parler d'une démocratie en voie de consolidation : « A partir de 1982, la preocupación ya no es la tensión entre civiles y militares, su intervención en política, sino la modernización, las reformas, del ejército y del país »⁶.

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p284-285

² Ibid., p299

³ MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, p186-187

⁴ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p192

⁵ AGUERO, Felipe, *op.cit.*, p286

⁶ Ibid., p300

2) Les « vaincus » au pouvoir ou la consolidation démocratique

Suite au coup d'Etat du 23 Février 1981, l'Espagne entre dans une phase de consolidation démocratique. Il ne s'agit plus de transition, d'un régime à un autre, mais de consolider le nouveau régime établi. La notion de consolidation démocratique requiert cependant quelques explications empiriques afin de comprendre avec précision les caractéristiques et les enjeux qu'elle comporte. Graciela DUCATENZEILER, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Montréal, définit la consolidation démocratique comme « un processus de renforcement de la démocratie qui prévient d'éventuelles crises ; un processus de construction de relations stables entre les institutions gouvernementales et la société civile. [...] La consolidation démocratique repose moins sur la construction ou le maintien d'un système partisan fort, que sur la dose de légitimité et d'ancrages susceptible de mieux accommoder les différents intérêts. »¹. Ainsi, l'on peut établir une adéquation entre la consolidation démocratique et la continuité de ce régime. La consolidation démocratique aspire donc à une certaine stabilité politique, mais également l'acquisition d'une légitimité forte, reconnu par tous. Par conséquent, Andreas SCHEDLER, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Vienne, explique que « le processus de consolidation démocratique s'achève lorsque la démocratie semble en sécurité et que les démocrates peuvent relaxer »². Si au début de la Transition, la démocratie était pointée du doigt, remise en cause, voir rejetée, que ce soit par les partisans de la rupture, désireux de restaurer une République, ou les membres du *bunker*, nostalgiques du régime dictatorial, le processus de consolidation démocratique vise à asseoir une démocratie stable, légitime et reconnue par tous. En effet, Leonardo MORLINO, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Florence, conclut que « la consolidation démocratique est fondée sur la connexion entre la légitimation et l'ancrage. »³. Il définit la légitimation comme « l'adoption d'un ensemble d'attitudes positives à l'endroit des institutions démocratiques, celles-ci étant considérées comme la forme de gouvernement la plus appropriée. En d'autres termes, il y a légitimité lorsque s'est répandue, chez les citoyens, la croyance que les institutions démocratiques sont supérieures, nonobstant leurs limites et leurs défaillances, à toutes celles qui pourraient les remplacer. »⁴. Ainsi, les institutions sont consolidées dès lors que les citoyens les considèrent comme légitimes. Il s'agit donc d'une certaine forme d'acceptation, de concession ou de consensus, qui s'opère entre le régime démocratique et sa

¹ DUCATENZEILER, Graciela, *Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique*, Paris, Revue Internationale de Politique Comparée, vol.8, n°2, 2001, p196

² SCHEDLER, Andreas, *Comment observer la consolidation démocratique ?*, Paris, Revue Internationale de Politique Comparée, vol.8, n°2, 2001, p244

³ MORLINO, Leonardo, *Consolidation démocratique : la théorie de l'ancrage*, Paris, Revue Internationale de Politique Comparée, vol.8, n°2, 2001, p245

⁴ Ibid., pp 247-248

reconnaissance par la population. Ce consensus permet alors la stabilité et la viabilité du régime démocratique - tant qu'il sera légitime-. Quant à la théorie de l'ancrage défendue par l'auteur, ce terme concerne « le mouvement du haut vers le bas de la société civile ». Les « *ancres* » qui « retiennent ou possiblement contrôlent la société civile »¹, correspondent aux intermédiaires entre les institutions démocratiques et la société. Il s'agit exclusivement des partis politiques. L'auteur défend que « les partis et leurs élites ne sont plus considérés comme l'expression de la société civile et comme les représentants de divers intérêts dans la sphère décisionnelle. Ils deviennent plutôt intéressés à leur propre survie et à leur propre croissance, parfois au point de s'institutionnaliser, et s'efforcent de mettre en œuvre diverses formes de pénétration, de réglementation et même de contrôle de la société. »². En Espagne, Leonardo MORLINO explique l'on peut aisément parler d'une consolidation par l'élite : « ce rôle déterminant des élites se confirme nettement lorsque l'on considère certains aspects particuliers des relations entre les partis, la société civile et l'Etat : non seulement quant à la neutralité mais aussi quant au favoritisme et aux ententes corporatistes conclues entre parti, syndicat et dirigeants d'entreprises »³. Par conséquent, la consolidation démocratique espagnole s'est faite par le biais d'un consensus entre les différents intermédiaires politiques. Cependant, sa légitimité est due à la reconnaissance apportée par la population, puisqu'en légitimant le régime démocratique, elle lui a assuré une stabilité et une continuité temporelle.

Ainsi, le coup d'Etat du 23 Février 1981, aussi paradoxal que cela puisse sembler, a en réalité permis d'initier une étape de consolidation démocratique, dans la mesure où il a renforcé le degré de légitimation des institutions démocratiques en éveillant chez les citoyens espagnols leur attachement à la démocratie. En effet, il aura fallu attendre que le régime démocratique soit en péril pour que la population prenne premièrement conscience qu'elle vivait en démocratie, puis qu'elle la soutienne et la considère légitime⁴. A présent, il convient de revenir sur les changements qui se sont opérés suite au 23-F en matière politique économique et social, afin d'analyser concrètement les caractéristiques qu'a revêtu la consolidation démocratique espagnole.

Dès le 24 Février 1981, le Gouvernement de l'UCD, présidée par Leopoldo Calvo Sotelo, doit faire face à plusieurs problèmes en même temps. En effet, en plus de s'assurer du bon déroulement du jugement du 23-F, le Gouvernement doit développer une politique extérieure

¹ MORLINO, Leonardo, *Consolidation démocratique : la théorie de l'ancrage*, Paris, Revue Internationale de Politique Comparée, vol.8, n°2, 2001, p252

² Ibid., pp252-253

³ Ibid., p262

⁴ La manifestation du 27 Février 1981 démontre le soutien de la population envers la démocratie

qui mette fin à l'isolement de l'Espagne, en particulier en intégrant l'OTAN, ainsi qu'une politique intérieure qui réponde aux demandes autonomistes des différentes provinces espagnoles. En effet, il semble que le coup d'Etat du 23-F ait accéléré la prise de décisions politiques, dans le but de stabiliser une fois pour toute l'organisation territoriale nationale. Leopoldo Calvo Sotelo ainsi que Felipe González, leader du PSOE, vont signer les premiers pactes autonomiques le 31 juillet 1981, qui divise l'Espagne en 17 Communautés Autonomiques dotées de compétences plus ou moins avancées selon les différentes régions, en particulier celles considérées comme Nationalités Historiques (Galice, Pays Basque et Catalogne, qui bénéficient d'un degré de compétence supérieur aux autres). Ce pacte donnera suite à la LOAPA, la Loi Organique d'Harmonisation du Processus Autonome, le 30 juillet 1982, qui comme son nom l'indique, envisage d'équilibrer les compétences territoriales entre chaque Communautés Autonomes. Cette loi sera bien évidemment contestée par les trois Nationalités Historiques, qui voient en elle un moyen pour taire leur sentiment de différence et de la sorte, leur désir d'indépendance. Par ailleurs, le nouveau Gouvernement est né avec ce que beaucoup d'historiens, tels que Javier TUSELL¹ ou Alvaro SOTO CARMONA² appellent le « *syndrome du 23-F* ». En effet, l'une des priorités du Gouvernement sera de s'assurer que les coupables du 23-F soient punis comme il se doit, et n'échappent pas à la justice comme il en était le cas jusqu'alors. D'une part, il convient de souligner qu'il s'agit du premier coup d'Etat filmé en direct, par des caméras de télévision. Cet enregistrement, en plus d'apporter une preuve tangible pour le jugement du coup d'Etat, laisse une trace indélébile dans la mémoire collective. Le jugement va donc être suivi minutieusement par l'opinion publique espagnole, et étrangère, comme preuve de la solidité du régime démocratique. Il s'agit donc d'un jugement exemplaire, qui doit mettre fin à toute autre tentative d'involution. Cependant, malgré les tentatives répétées des différents Gouvernements pour asseoir le pouvoir civil et son hégémonie sur le pouvoir militaire³, le jugement du coup d'Etat est premièrement réalisé par le Conseil Suprême de Justice Militaire, ce qui laisse transparaître une certaine faiblesse du pouvoir civil et par conséquent de la démocratie espagnole :

¹TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, 206pp

²SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, 480pp

³ L'on peut l'illustrer tout d'abord par l'Article 8 de la Constitution de 1978, sous le Gouvernement d'Adolfo Suárez, ou encore par les négociations menées par le Gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo pour l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN pour permettre de diriger l'Armée vers une Armée de métier, plus professionnelle et apolitique.

« Nous, (espagnols), croyons que le pouvoir civil est faible, parce que le pouvoir militaire est fort; ou inversement, que le pouvoir militaire est fort parce que le pouvoir civil est faible... La présence d'un fort pouvoir civil serait la ruine du pouvoir militaire, et ce dernier cesserait alors d'être l'incarnation même du pouvoir pour devenir une simple composante de l'Etat. »¹

En effet, le procès du coup d'Etat est réalisé par le Conseil Suprême de Justice Militaire le 19 février 1982, soit près d'un an après les faits, dans les locaux du Service Géographique de l'Armée de Madrid. Le banc des accusés ne compte que 33 personnes dont un civil, Juan García Carrés. Ce chiffre ne correspond en aucun cas avec le nombre réel de personnes impliquées de près ou de loin avec le coup d'Etat. Cependant, le romancier Javier Cercas apporte une explication tout à fait raisonnable à ceci : « el gobierno [...] hizo cuanto pudo por restringir al máximo número de los imputados porque pensaba que la tambaleante democracia posterior al golpe no soportaría sin desplomarse el desfile de cientos de militares [...] y el examen riguroso de sus complicidades civiles »². Le procès se centrera en particulier autour des déclarations des trois protagonistes du coup d'Etat, le Général Alfonso Armada, le Général Milans del Bosch ainsi que le lieutenant colonel Antonio Tejero³. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, malgré les preuves, enregistrements vidéos, témoignages et autres, aucun ne veut assumer pleinement la responsabilité du coup d'Etat. En effet, comme nous l'avons vu, le 23-F n'a rien d'un projet commun, mais est le résultat d'une union entre trois coups d'Etat bien distincts. Le procès met alors en lumière les désaccords sous-jacents qui existaient entre les trois conspirateurs. Le périodique *El País* publie d'ailleurs un extrait des déclarations du Général Alfonso Armada dans lequel il nie « toda participación en el golpe », ainsi qu'avoir « comentado a Milans que el Rey le había dicho que era partidario de una rectificación del régimen político con un Gobierno de civiles y que la Reina prefería un Gobierno de militares »⁴. Ceci nous amène évidemment à revenir sur le rôle du Roi une fois de plus. En effet, le procès du 23-F, est en même temps celui du Roi, malgré qu'il ait été la clé de son échec. Ricardo PARDO ZANCADA émet une hypothèse particulière, selon laquelle

¹ Citation de Balmes, 1950, pp.569-575, dans, Jesus Ignacio MARTINEZ PARICO, *Forces armées et militaires face à un nouveau cycle de la vie politique espagnole*, pole sud n°16, mai 2002, p96, retrouvé sur la page Web : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pole_1262-1676_2002_num_16_1_1141, le 10 août 2009, à 11h19

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p415

³ Leopoldo Calvo Sotelo, alors Président du Gouvernement précise que « la ley castigará a los responsables directos del golpe, y no habrá caza de lejanos cómplices o de brujas próximas », voir, *Memoria viva de la transición*, Barcelone, Plaza&Janes/Cambio 16, 1990, p49

⁴ *El País*, « las negociaciones de Armada », première page, le 20/02/1982

« el 23-F no puede entenderse sin el impulso que fuera real o de Armada, por eso el título « la pieza que falta » » qui est donc le Roi en personne. Il rajoute que « los golpistas intentan implicar a la Corona en su golpe de Estado ». En effet, il explique le recours fictif au Roi pour permettre au Général Armada d'avoir un moyen de pression sur les autres conspirateurs, d'une part pour les convaincre de prendre part au coup d'Etat, d'autre part, pour s'assurer leur obéissance, puisque tout le monde pense que c'est le Roi en personne -Chef Suprême de l'Armée- qui dirige l'opération. Cependant, Ricardo PARDO ZANCADA conclue que le Roi est « el gran beneficiado del 23-F », puisque « el proceso, los jueces y los tribunales » ont tout fait pour « evitar la implicación de la Corona y aislar[la] del resto del Ejército »¹. De plus, le romancier Javier Cercas, soutient que :

« el golpe de Estado blindó a la Corona : actuando al margen de la Constitución, usando la última baza de poder de un Rey sin poder -la que tenía como jefe simbólico del ejército y heredero de Franco-, el Rey paró el golpe y se convirtió en el salvador de la democracia, lo que colmó de legitimidad a la monarquía y la convirtió en la institución más sólida, más apreciada, más popular, más resguardada contra la crítica y, en fondo, más poderosa del país. »²

Cependant, le Roi mettra vite un terme aux rumeurs qui courent concernant son implication dans le coup d'Etat du 23-F en s'adressant de manière solennelle aux représentants des trois Armées et des Forces de Sécurité de l'Etat, au Palais Royal de Madrid, à l'occasion de la « Pascua Militar ». Un article de *El País* du 7 janvier 1982, cite les propos du Roi :

« Nadie habrá podido escuchar de mi la menor protesta ni descubrir el más insignificante esfuerzo por defenderme de unas calumnias que merecen tan sólo el más rotundo de los desprecios. Nadie habrá podido dudar de mi serenidad y de mi prudencia, porque pensaba y pienso que no debo descender a rebatir falsedades ni a justificar conductas ».³

D'autre part, le procès du 23-F prend vite une tournure « interminable, pesímo, pesimista, usado para desacreditar las instituciones democráticas y reavivar el clima de 1936 »⁴ selon les mots de l'historien Carlos SECO SERRANO. En effet, un article de *Le Monde*, du 11 mars 1982, titre d'ailleurs

¹ PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, p370-376

² CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p427

³ *El País*, « El Rey denuncia las campañas de calumnias contra su persona », première page, le 7/01/1982

⁴ SECO SERRANO, Carlos, *Al correr de los días : Crónicas de la transición 1975-1993*, Madrid, Editorial Complutense, 1994, p140

« *Au Procès de Madrid, aucun des accusés ne veut assumer la responsabilité du putsch manqué* »¹. De plus, Juan Manuel FANJUL SEDENO, ancien Procureur Général de l'Etat et avocat, met en évidence l'inefficacité du Tribunal Militaire, ce qui renforce la complexité du procès :

« Cuando unos hechos que jurídicamente han de calificarse como delictivos se desarrollan ante el objetivo testimonial e inmisericorde de las cámaras de televisión, cuando sus directas víctimas y excepcionales testigos son nada menos que los miembros del Parlamento y los ministros del Gobierno, cuando sobre tales acontecimientos —por su intrínseco carácter político— se lanzan con avidez la prensa, los partidos, las centrales sindicales y el pueblo todo de España, es imposible que su enjuiciamiento, por muy sabio, imparcial y aun angélico que fuera el Tribunal, pueda ser generalmente aceptado. »²

En effet, alors que la démocratie espagnole se doit de consolider ses institutions et tout particulièrement son pouvoir civil, il semble paradoxal qu'elle remette entre les mains du Tribunal Militaire la responsabilité du procès du 23-F, d'autant plus que c'est ce même Tribunal qui quelques années plus tôt avait fait preuve de laxisme envers la tentative avortée du coup d'Etat du lieutenant colonel Antonio Tejero. Le 3 juin 1982, le Tribunal rendra sa sentence « esperada con la tensión y nerviosismo de los grandes acontecimientos históricos »³. Le Conseil Suprême de Justice Militaire juge officiellement les faits du 23-F comme « una rebelión militar »⁴, et condamne les accusés à des peines allant de 30 ans de réclusion pour le Général Milans del Bosch et le lieutenant colonel Antonio Tejero, à la relaxe pour une dizaine d'accusés. « Máxime si se tiene en cuenta que ha sido un tribunal militar el juzgador »⁵, cependant, est-ce une raison suffisante pour se satisfaire d'une telle sentence ? Le romancier Javier Cercas juge que la sentence est risible et qu'elle pourrait même inciter les coupables à récidiver : « no era una condena indulgente, sino casi una invitación a repetir el golpe, y el gobierno recurrió ante los magistrados civiles del Tribunal Supremo »⁶. En effet, le Gouvernement de l'UCD sollicitera alors que le procès soit transféré au

¹ Thierry Maliniak, « *Au Procès de Madrid, aucun des accusés ne veut assumer la responsabilité du putsch manqué* », *Le Monde*, le 11/03/1982

² Juan Manuel FANJUL SEDENO, « *Juicio 23-F : reflexiones sobre una sentencia* », retrouvé sur la page web : http://www.cuentayrazon.org/revista/doc/007/Num007_007.doc, le 10 août 2009 à 14h27

³ *El País*, « *la cruz de una sentencia* », première page, le 4/06/1982

⁴ Surtitre de *El País*, première page, « *El Consejo Supremo de Justicia Militar establece que el 23 de febrero hubo en España una rebelión militar* », le 4/06/1982

⁵ *El País*, « *la cruz de una sentencia* », première page, le 4/06/1982

⁶ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p419

Tribunal Suprême, civil cette fois pour que ce dernier puisse ainsi augmenter les peines encourues par les responsables du 23-F. Cette décision est primordiale pour démontrer à l'opinion publique que l'Espagne est une démocratie, basée sur une souveraineté populaire qui s'est défaite de ses chaînes militaires.

Cependant, si le coup d'Etat comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent semble renforcer la démocratie, il n'en va pas de même avec le Gouvernement. En effet, les conflits internes de l'UCD ne paraissent pas se résoudre avec la nomination du nouveau Président du Gouvernement, comme l'espéraient les adversaires d'Adolfo Suárez, à qui ils incombaient tous les maux du mauvais fonctionnement du parti politique. Aussi, dès l'automne 1981, l'UCD connaîtra une crise profonde qui causera alors sa désunion irrévocable : « La crise qui couvait au sein du parti gouvernemental, l'Union du Centre Démocratique (l'UCD), a éclaté le mercredi 4 novembre à Madrid, plongeant l'Espagne dans une situation politique instable et dangereuse »¹. En effet, il faut rappeler que l'UCD est une coalition de différents partis politiques de droite et de gauche. Cependant, elle n'a pas réussi à s'affirmer en tant que parti de centre, mais est tiraillée entre l'un est l'autre de ses horizons politiques. A ce moment, les partisans « modérés » de l'UCD lui reprochent « son glissement vers la droite »², tandis que les « progressistes », désireux de reconstruire un parti de droite à travers l'UCD, regrettent la loi sur le divorce, votée en Juin 1981, ainsi que la politique d'autonomie des régions. Dès le mois de novembre 1981, sont envisagées des élections générales anticipées pour mettre un terme à l'instabilité gouvernementale. Le périodique *Le Monde* donne déjà pour vainqueur le parti politique du PSOE : « Dans l'hypothèse, très largement admise, d'élections générales anticipées, le parti d'Action Démocratique, de M. Fernández Ordoñez pourrait contribuer à renforcer le courant socialiste et à faciliter la victoire électorale, également probable selon les sondages, du PSOE. »³. En effet, les tensions internes de l'UCD ont décrédibilisé l'image du Président du Gouvernement, au moment où l'Espagne doit alors affirmer la stabilité de son système démocratique. L'historien Javier TUSELL considère que l'UCD « ha jugado un papel importante en la Transición [...] [pero] nunca se configuró como un partido político enraizado y articulado en la sociedad [...] su agonía contribuyó a la victoria del PSOE », puis il cite Adolfo Suárez, qui corrobore ses propos en affirmant que « si no fuéramos nosotros de UCD, no nos votaríamos a nosotros mismos »⁴.

¹ *Le Monde*, « inquiétudes en Espagne », première page, le 6/11/1981

² *Le Monde*, « inquiétudes en Espagne », première page, le 6/11/1981

³ *Le Monde*, « inquiétudes en Espagne », première page, le 6/11/1981

⁴ TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, p150

Ainsi, le 28 octobre 1982¹, ont lieu les élections générales anticipées. On compte une participation de presque 80%, ce qui renforce la légitimité du système politique espagnol et la foi et le soutien de la population envers son système démocratique. Le PSOE, dirigé par Felipe González, sort vainqueur des élections avec un total de 48% des votes, ce qui lui permet d'obtenir une majorité absolue du nombre de sièges au Congrès des Députés². Il faut aussi noter que le parti de droite dirigé par Manuel Fraga, l'AP (Alianza Popular), totalise environ 26% des votes et ouvre ainsi le chemin pour la droite espagnole, qui depuis la mort de Franco était assimilée au régime dictatorial. Quant au PCE, il se marginalise de la vie politique et ne comptabilise que 4% des votes³. Son programme étant considéré comme trop radical et révolutionnaire. L'on se rend également compte que l'UCD disparaît en même temps que semble se terminer la Transition démocratique. Elle ne compte que 6% des votes, et se positionne juste devant le PCE. Son électorat semble s'être réparti entre les deux partis politiques les plus charismatiques, l'AP et le PSOE. Cependant, comme Javier TUSELL le signale, la Transition démocratique n'a pas été l'unique raison d'être de l'UCD, bien qu'elle n'y ait pas survécue, elle doit sa disparition à ses propres conflits internes⁴. La victoire du PSOE est en quelque sorte la revanche de l'Espagne sur l'Espagne franquiste. Après des années de Guerre Civile, de dichotomies politiques et sociales, les « *vaincus* » se retrouvent à la place des « *vainqueurs* » et ce, grâce à un vote démocratique. Une fois de plus, le politologue et historien Javier TUSELL nous propose une analyse concluante des résultats des élections, qui vient confirmer nos hypothèses :

« Las elecciones generales de octubre de 1982 se pueden considerar, en cierta manera, como el momento final de ese proceso histórico que fue la transición española a la democracia. En el terreno institucional, la transición concluyó en diciembre de 1978, pero en términos de historia política se puede decir que finalizó en octubre de 1982, por tres razones principales. En primer lugar, en esa fecha el grupo político que tuvo un papel protagonista en la transición no sólo fue desplazado del

¹ La veille, le 27 octobre 1982, a eu lieu une tentative de coup d'Etat échouée, sur laquelle nous reviendrons dans le chapitre suivant

² « *Les socialistes espagnols ont exercé un pouvoir sans partage au sein des principales institutions de l'Etat espagnol et ont ainsi contrôlé d'une façon générale la vie politique et institutionnelle du pays. Après la dislocation de la coalition UCD, la droite espagnole demeurait en effet décomposée, divisée et manquait d'un chef de file capable de fédérer tous ses courants. Sous l'autorité de Felipe González, solide leader du PSOE, les socialistes contrôlaient l'Etat et le gouvernement dans pratiquement toutes les Communautés Autonomes.* », Voir, BASNIER, Erwan, *Systèmes de partis politiques et comportements électoraux en Espagne de 1977 à 2001*, Paris, Vingtième siècle, Revue d'Histoire, n°74, Presses de Sciences Po., 2002, p45

³ Santiago Carrillo, le leader du PCE démissionnera après les résultats et sera remplacé par Gerardo Iglesias

⁴ TUSELL, Javier, *op.cit.*, p150

poder, sino que desapareció y fue sustituido en él por un nuevo partido opuesto al régimen pasado. Por otro lado, a la altura de esa fecha las posibilidades de un golpe de Estado involutivo eran mínimas. Los resultados mismos de la elección vinieron a constituir algo así como un plebiscito a favor del sistema que, de esta manera, quedaba consolidado en esta fecha de manera definitiva. »¹

Pour comprendre ce revirement de situation, il faut tout d'abord revenir sur le PSOE, et son évolution tout au long de la Transition démocratique. En effet, l'historien Abdón MATEOS parle d'une « *transición dentro de la Transición* »². Depuis sa refondation en 1974, le PSOE a toujours défendu un programme plus modéré, se démarquant ainsi du PCE, dans le but de s'identifier avec les grands partis socialistes européens. En effet, l'historien Santos JULIA parle quant à lui d'une « *conversión de los socialistas españoles al liberalismo político y a la necesidad del mercado* »³. Le PSOE a donc préféré le réformisme au radicalisme, et a ainsi pu conquérir un électorat plus ample, en particulier la nouvelle génération, qui n'a pas connu la Guerre Civile. Il en va également du charisme de son leader, Felipe González, qui suite à la démission d'Adolfo Suárez, va incarner le nouvel espoir politique et la modernité. L'arrivée du PSOE au pouvoir est symbolique, puisqu'elle marque la fin d'une étape sinueuse et instable. Elle confirme à l'opinion nationale et internationale que l'Espagne est une démocratie stable et consolidée. La victoire du PSOE marque donc la fin d'une période d'incertitudes et de doutes pour marquer l'arrivée d'une nouvelle ère en Espagne, celle de la modernisation, du développement et de la consolidation de la démocratie. En effet, l'historien Joaquín BARDAVIO, dénote que « *el PSOE es un partido político republicano bajo la Monarquía* », mais la démocratie a déjà fait ses preuves avec le 23-F, ainsi le 28-O « *es un día histórico, [marca] el fin de la Transición, la consolidación de la democracia y el éxito de la Monarquía* »⁴. En effet, le périodique *El País* consacre toute sa première page le vendredi 29 octobre 1982, à la victoire du PSOE déjà considérée comme un fait historique :

« La victoria del PSOE marca un hito histórico en el devenir político español. [...] la victoria de Felipe González ofrece al partido que fundara Pablo Iglesias su primera oportunidad para dirigir la

¹ TUSELL, Javier, « *Los socialistas en el poder (1982-1996)* », article retrouvé sur la page web : <http://www.artehistoria.jcyl.es/histesp/contextos/7478.htm>, le 9/08/09 à 11h45

² Titre du chapitre 9 de Abdón MATEOS, il reprend les propos de D. SHARE, dans, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p218

³ Santos JULIA, cité par Abdón MATEOS, dans, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p218

⁴ BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, p202

política española en situación de normalidad democrática. [...] En muchas cosas el mundo, y nuestro país, es diferente. Son diferentes el propio nervio del socialismo en la Europa desarrollada y las relaciones internacionales heredadas de dos guerras mundiales sucesivas. »¹

Le PSOE ne prendra le pouvoir qu'à partir de décembre 1982, « pour la première fois depuis la Seconde République »². Son programme politique se centrera en particulier sur la modernisation et l'euro-péisation de l'Espagne, comme l'affirme le nouveau Président du Gouvernement, son objectif est de « sacar España adelante »³. En effet, en ce qui concerne son programme de politique intérieure, le Gouvernement du PSOE concentrera ses efforts sur la croissance économique, en adoptant des mesures drastiques afin de relancer l'économie nationale. D'autre part, certaines réformes sociales soulèveront de fortes oppositions, telles que la loi sur l'Education (LODE) ou encore la loi sur l'Avortement. Le Gouvernement met tout en œuvre pour établir un Etat de bien être social en Espagne, en luttant contre le chômage, en régularisant la retraite, la sécurité sociale etc. En ce qui concerne sa politique extérieure, le nouveau Gouvernement tentera de normaliser ses relations internationales, en particulier avec ses voisins européens (France, Portugal...), mais également en renforçant ses relations avec l'Amérique Latine, atout principal pour séduire l'Europe et espérer intégrer la CEE. En effet, l'un des thèmes clés de la politique gouvernementale est l'adhésion de l'Espagne à la CEE. Le Gouvernement va donc entamer une longue période de négociations, et de réformes nationales dans le but de répondre aux exigences de ses voisins. En effet, cette attitude peut se vérifier avec l'exemple de l'adhésion à l'OTAN. Alors que le PSOE était farouchement opposé à l'entrée de l'Espagne dans l'Alliance Atlantique, une fois au pouvoir, il tient parole et met en place un référendum pour que le choix revienne à la population. Or, le PSOE abandonne son slogan « *la OTAN, de entrada no* » pour influencer les électeurs à voter en faveur. En effet, le Gouvernement du PSOE qui espère « profundizar y asentar la democracia »⁴ comprend que l'OTAN est l'opportunité pour l'Espagne de clore l'un des problèmes majeurs de la Transition démocratique, à savoir le pouvoir militaire. Le politologue Bernard LABATUT analyse le choix politique de l'entrée de l'Espagne dans

¹ *El País*, « *el socialismo, en el poder* », première page, 29/10/1982

² GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p48

³ Propos de Felipe González, nouveau Président du Gouvernement du PSOE, cité par *El País*, dans « *El Partido Socialista, con 201 escaños, consigue la mayoría absoluta para gobernar la nación* », première page du 29/10/1982

⁴ Historia del PSOE, el primer Gobierno socialista (1982-1996), retrouvé sur la page web : <http://www.psoe.es/ambito/historiapsoe/docs/index.do?action=View&id=997>, le 8 août 2009, à 14h36

l'OTAN comme le moyen de réformer l'Armée encore traditionaliste et conservatrice vers une Armée de métier :

« [L'entrée dans l'OTAN] marque le point d'aboutissement d'un processus d'évolution, voire de maturation des idées politiques. Le principal danger qui pesait sur l'évolution démocratique était le risque, réel ou supposé, d'interventionnisme militaire. N'était-il pas alors souhaitable de favoriser l'ouverture de l'institution militaire en lui donnant un objectif à atteindre, la participation à l'OTAN [puisque] l'OTAN favoriserait l'amélioration de la Défense nationale et la modernisation des Forces Armées »¹.

En faisant le choix d'adhérer à l'OTAN, le Gouvernement espère ainsi guider une Armée encore ancrée dans 19^{ème} siècle, celui des pronunciamientos, vers une « profesionalización de las Fuerzas Armadas »². En effet, Alfonso Guerra, Premier ministre du Gouvernement de Felipe González affirmera en 1987 au sujet du « problème militaire » que « En España existía un Estado civil y un Estado latente militar, hoy [...] es una administración militar »³. L'historien Charles POWELL conclue que l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN « permitiría anclar a España al mundo occidental, contribuyendo así a superar las largas décadas de ostracismo sufridas por el franquismo »⁴. Aussi, nous pouvons ajouter que la participation de l'Armée espagnole dans une Armée occidentale, internationale, conduira les militaires espagnols à moins se préoccuper, voire délaisser des ennemis intérieurs (nationalistes, communistes etc.), pour se soucier d'ennemis extérieurs, afin d'assurer la défense de la paix occidentale et non plus d'un régime en particulier. Parallèlement, le procès du 23-F réalisé par le Tribunal Suprême, continue sous le Gouvernement du PSOE. Il ne s'achèvera que le 28 avril 1983, soit près de deux ans après les faits. Le pouvoir civil fait preuve de plus de sévérité pour certains, et d'efficacité pour d'autres, en augmentant les peines des principaux insurgés comme le souligne cet article de *El País* : « El fallo, considerado « muy duro » en círculos militares y satisfactorio para el PSOE [...] por su parte, el Presidente del Gobierno, Felipe González, dijo que la sentencia pone fin a un capítulo importante y doloroso en la historia de

¹ LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, pp226-227

² Historia del PSOE, el primer Gobierno socialista (1982-1996), retrouvé sur la page web : <http://www.psoe.es/ambito/historiapsoe/docs/index.do?action=View&id=997>, le 8 août 2009, à 14h36

³ Alfonso Guerra, cité dans, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, p213

⁴ POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, p301

los españoles. »¹. Ce procès signe alors la victoire du pouvoir civil et de la démocratie sur une partie de plus en plus réduite d'ultras conservateurs et de nostalgiques de la dictature. Il faut également souligner que dans les années 1980, l'Espagne connaît « une rapide évolution des mœurs, une transformation radicale et rapide de la société espagnole »² avec le phénomène madrilène de la Movida, largement favorisé par le maire de Madrid, Enrique Tierno Galván, l'un des « 7 pères de la Constitution ». Ce mouvement culturel a permis à l'Espagne de s'ériger sur la scène internationale comme un pays de mode, de culture et d'avant-garde, en rompant totalement avec son passé obscurantiste d'une Espagne toujours en retard. L'Espagne se rapproche lentement, mes à pas sûrs de cercle fermé de la CEE. Après de longues négociations, le 12 juin 1985, l'Espagne signe l'Acte d'Adhésion de l'Espagne à la CEE, et fait partie de celle-ci officiellement le 1^{er} janvier 1986. Comme nous l'explique Fernando ARROYO LLERA, bien que l'Espagne fasse parti de l'Europe, cette adhésion à la Communauté Européenne est la récompense pour ses efforts fournis afin que s'instaure en Espagne un système démocratique, mais aussi un rempart contre ses vieux démons, et la sûreté de préserver une démocratie stable, consolidée et reconnue par tous :

« pone fin al ancestral aislamiento español. [...] España ha estado siempre en Europa y es parte de Europa, la CEE no es más que un acuerdo económico con tácitas aspiraciones de unidad política. [Pero] para España es el punto final de un largo camino por la normalización política y la modernización económica de nuestro país. »³

L'Espagne doit alors faire face à de nouveaux problèmes, de nouveaux enjeux, en particulier le chômage, la drogue, les crises économiques, autant de problèmes qui confirment malheureusement que l'Espagne est un pays moderne, qui partage les mêmes difficultés que ses confrères, puisqu'en ouvrant ses frontières à la démocratie, elle a également ouvert ses portes à tous les maux que la démocratie connaît. En effet, Juan Luis CEBRIAN, ancien directeur du périodique *El País*, développe cette idée dans un essai qu'il consacre à la Transition

¹ *El País*, première page, « *El Supremo sentencia definitivamente el 23-F y agrava las penas de los principales rebeldes* », le 29/04/1983

² GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p232

³ ARROYO LLERA, Fernando, *El reto de Europa : España en la CEE*, Madrid, Síntesis, (1990), 1993, p31

démocratique : « Al lado de la entrada de la libertad, entran los malos de las sociedades occidentales »¹.
Cependant, elle garde une particularité, héritage douloureux de son passé franquiste, le groupe
terroriste ETA, « la seule tâche du passé »², qui malgré la démocratie « prolonge les violences du
carlisme »³.

¹ CEBRIAN Juan Luis, *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, p136

² GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p234

³ Ibid., p234

3) Consolidation démocratique : risques et enjeux

Comme nous l'avons étudié dans le chapitre précédent, le 28 Octobre 1982, date de l'arrivée du PSOE au pouvoir, marque la fin de la Transition Démocratique, et le commencement d'une étape de consolidation démocratique. Il est essentiel de garder à l'esprit que la démocratie est assise et légitime à cette période. Cependant, notre analyse va porter sur les risques éventuels que se produise un autre coup d'Etat, ainsi que sur les nouveaux enjeux auxquels doit faire face la démocratie espagnole. En effet, une partie encore persistante de l'Armée refuse toujours de se plier au pouvoir civil. Ainsi, le 23-F n'a pas été le dernier coup d'Etat en Espagne, bien que les suivants ne connaissent pas la même « notoriété ». Cependant, ils mettent en relief le malaise toujours existant d'une partie de l'Armée qui n'est pas prête à abdiquer, et ce, malgré l'échec cuisant de la tentative du 23 Février 1981. Il est important de mesurer l'envergure de ce malaise, et de discerner la proportion de militaires concernés par ce malaise. En effet, si les autres tentatives de coup d'Etat n'ont pas autant marqué l'histoire espagnole contemporaine comme l'a fait le 23-F, l'on peut alors supposer que cela est dû au fait que ces tentatives soient marginales, voire considérées comme anachroniques, dans une Espagne résolue et convaincue à faire respecter la démocratie. En revanche, leur existence même nous rappelle que l'Histoire n'a pas de frontières bien définies. Si l'on a tendance à signaler le 28 octobre 1982, c'est-à-dire l'arrivée du PSOE au pouvoir, comme étant la fin de la Transition démocratique, les sursauts militaires pour aussi marginaux qu'ils soient, dénotent une certaine persistance ou nostalgie du régime dictatorial franquiste, jusqu'à dix ans après sa dissolution.

Avant tout, il convient de revenir sur « *el Manifiesto de los 100* ». Il s'agit d'un document signé par une centaine de jeunes officiers de l'Armée le 5 décembre 1981, adressé au Gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un coup d'Etat, ce document vient tout de même déstabiliser la démocratie, neuf mois après le 23-F, comme nous le confirme cet article de *El País* : « Apenas nueve meses después del 23-F y en la antesala del tenso Consejo de Guerra por el frustrado golpe de Estado, aquel documento, que evidenciaba un amplio respaldo a los golpistas entre los mandos intermedios del Ejército, produjo una profunda desestabilización política »¹. Ce document n'est pas seulement l'expression du soutien de certains militaires envers leurs confrères emprisonnés, il est aussi un pamphlet contre le Gouvernement et la démocratie, une

¹ Miguel Gonzalez, « *Ascendido a general un militar que apoyó a los golpistas del 23-F en 1981* », *El País*, le 1/06/1999

sorte d'avertissement et de menace, pour rappeler que malgré l'échec du coup d'Etat, les sympathisants de ce dernier n'ont pas dit leur dernier mot :

"Los insultos y ataques a nuestros compañeros [los militares presos por el 23-F] los consideramos dirigidos a la colectividad [militar] con las consecuencias [a] que ello dé lugar, pues tenemos el Código de Justicia Militar para corregir debidamente al que cometa alguna falta, y nuestra fama y prestigio no puede estar en boca de cualquiera". El otro párrafo era una defensa de la doctrina de la autonomía militar, que negaba al Gobierno democrático capacidad para dirigir las Fuerzas Armadas. "El poder político", decía el texto, "debe respetar la necesaria autonomía de los ejércitos en cuanto a organización y funcionamiento interno para garantizar la inexistencia de intereses partidistas en sus organismos y unidades".¹

L'historien Javier FERNANDEZ LOPEZ, met en avant un détail mais pas des moindres, de ce manifeste. En effet, le jeune âge des signataires nous apprend que « En el Ejército, los que están en contra de la democracia no son sólo el Bunker (los Franquistas) sino también jóvenes »². Il ne s'agit donc pas d'un malaise générationnel, mais structurel, puisqu'il concerne une partie de l'Armée bien que ce ne soit qu'une minorité. Une fois de plus, le pouvoir civil est remis en question par le « pouvoir » militaire, et nous renvoie ainsi à de vieilles rengaines du 19^{ème} siècle, durant lequel l'Armée, intervenait en tant que modérateur du pouvoir civil, de manière indépendante. Cependant, en 1981, le Gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo se montre intransigent envers tout acte de sympathie pour le coup d'Etat ou ses conspirateurs comme nous l'exprime cet article du périodique *Le Monde* : « M. Calvo Sotelo, Président du Gouvernement [...] a déclaré devant le Parlement que le Manifeste des cents officiers favorables aux putschistes était « inadmissible ». Il s'est affirmé décidé à maintenir « les forces armées dans le respect de la Constitution ». Il a lancé un avertissement à ceux qui « pourrait croire que les forces armées constituent un pouvoir autonome indépendant du pouvoir exécutif ». »³. Ainsi, ce document exprime clairement un refus de se plier au pouvoir civil, pourtant légitime, et par conséquent, à la démocratie. Malgré qu'il ne s'agisse que d'une violence verbale, elle doit tout de même être prise en compte, puisqu'elle n'en reste pas moins un acte antidémocratique affiché et assumé par tous les signataires. Sur les cents, plus de quatre-vingt-dix seront arrêtés, sous les ordres du Capitaine Général de Madrid, Guillermo Quintana Lacaci,

¹ Extrait du « *Manifiesto de los cien* », publié par *El País*, « *Ascendido a general un militar que apoyó a los golpistas del 23-F en 1981* », Manuel Gonzalez, le 1/06/1999

² FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p12

³ *Le Monde*, « *Cinq Capitaines signataires du « Manifeste des cents » ont été destitués* », le 12/12/1981

et punis pour indiscipline légère. Le 23-F n'a donc pas mis un terme aux tensions militaires, en effet, « pese al fracaso del 23-F, los grupos más duros del Ejército siguen en contra de la democracia y radicalizan sus proyectos »¹.

Le premier sursaut est connu sous le nom de « 27-O ». Il s'agit d'un coup d'Etat militaire avorté prévu la veille des élections générales anticipées. Cette opération est dans la lignée du 23-F. En effet, le coup d'Etat échoué du 23-F avait été quelque peu précipité par le lieutenant colonel Antonio Tejero Molina, ce qui expliquait en partie son échec. Cependant, « la idea [de un golpe de Estado] no es abandonada [...] todos los aspirantes a golpistas han aprendido en la transición una importante lección, que el fracaso de una intentona no debe suponer el final de todas ellas. »². En effet, il suffit de se remémorer l'Opération Galaxia menée en 1978, pour vérifier cette hypothèse, puisque c'est le même conspirateur qui mena trois ans plus tard un autre coup d'Etat. Or, contrairement au procès de l'Opération Galaxia dont la sentence fut laxiste, le 23-F semble être jugé cette fois avec plus de sévérité, et l'on pourrait ainsi penser que cela dissuaderait une grande partie des putschistes à abdiquer. De plus, suite au 23-F, le Gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo a créé une section spéciale dans la Sécurité de l'Etat, « la Brigada Antigolpe », qui en plus de mener des enquêtes sur le 23-F, s'afférait à déceler avec l'aide du CESID (Centro Superior de Información de la Defensa) les différentes opérations putschistes qui se préparaient³. Malgré cela, il semble que l'échec du 23-F, ait paradoxalement stimulé une partie des militaires à intervenir de nouveau contre la démocratie. Le plan du 27-O, nommé par ses conspirateurs le « MN », certainement en rapport au Mouvement National franquiste, était un projet d'envergure qui prévoyait de prendre en otage tous les points stratégiques de Madrid, mais également d'autres capitales provinciales, ainsi que de grandes personnalités politiques. Julio BUSQUETS considère que « el 27-O fue mucho mejor planeado que la intentona del 23-F »⁴. En ce qui concerne l'occupation de Madrid, les conspirateurs avaient donné à cette opération le nom de « Operación Halcón »⁵, et envisageaient d'occuper le Palais de la Moncloa, ainsi que la Zazuela ou encore les moyens stratégiques de communication tels que l'aéroport et la gare. Il s'agissait donc d'une opération de force pour non seulement faire pression sur le Gouvernement, mais le

¹ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p235

² FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p177

³ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *op.cit.*, p235

⁴ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p161

⁵ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *op.cit.*, p252

contrôler. Le choix de la date prévue était bien évidemment stratégique, puisque le 27 octobre 1982 est la veille des élections générales anticipées en Espagne. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, le Gouvernement de l'UCD connaît une crise structurelle et idéologique à laquelle il ne rattrapera pas. La presse nationale comme étrangère (*Le Monde* en particulier) donne déjà pour vainqueurs des élections le parti politique du PSOE, c'est-à-dire les vaincus de la Guerre Civile, et les ennemis invétérés du Franquisme. Il n'est donc pas pensable pour des militaires antidémocratiques d'être gouvernés par des républicains : l'objectif du « Golpe de Estado del 27-O era hacerse con el poder, acabar con la democracia y también con los « rojos » »¹. De plus, il ne s'agissait pas de simples militaires rebelles, mais d'anciens complices 23-F. En effet, le Général Milans del Bosch, l'une des têtes du 23-F a participé à l'élaboration de la conspiration du 27-O, depuis sa propre cellule. Un article du périodique *El País* nous éclaire sur cette tentative avortée :

« la investigación y el comienzo de la desarticulación de la intentona comenzaron con la interpretación de un portafolios en el maletero del coche de uno de los coroneles detenidos, a la salida de una visita de más de cuatro horas al teniente general Milans del Bosch, condenado por el delito consumado de rebelión militar [...] El plan interceptado a los detenidos suponía el despliegue clásico de un golpe de Estado, neutralizando los centros de decisión civiles y militares y los núcleos neurálgicos de comunicación »²

Ainsi, l'échec du coup d'Etat du 23-F n'aura pas servi de leçon ni pour les conspirateurs du 23-F, ni pour les militaires les plus réfractaires au régime démocratique. Au contraire, il aura stimulé ces derniers pour une ultime tentative, avant que n'arrivent au pouvoir les « vaincus », et que ce clore ainsi une étape d'instabilité politique. D'autre part, le périodique met également en avant que « según fuentes consultadas por este periódico, no se tiene constancia de la participación de miembros de los otros dos Ejércitos »³. De ce fait, le malaise ressenti par une minorité de militaires, ne concerne que l'Armée de Terre, la plus attachée aux valeurs patriotiques et aux problèmes d'ordre politique. En effet, contrairement aux deux autres Armées, qui sont tournées vers l'extérieur de part leurs missions, et sont amenées à se déplacer plus souvent, l'Armée de Terre

¹ FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p10

² *El País*, « La desarticulación de la intentona de golpe comenzó tras la visita de uno de los detenidos a Milans del Bosch », première page du 4/10/1982

³ *El País*, « La desarticulación de la intentona de golpe comenzó tras la visita de uno de los detenidos a Milans del Bosch », première page du 4/10/1982

fait quant à elle partie intégrante du sol espagnol. Aussi, jusqu'à l'adhésion de l'Espagne à l'OTAN, ses missions ne sont d'ordre qu'exclusivement national. La conspiration du 27-O sera démantelée le 2 octobre 1982, par les Services de Sécurité de l'Etat, soit seulement quelques jours auparavant. Les commanditaires de ce coup d'Etat, sont des militaires de l'Artillerie, dont le colonel Luis Muñoz Gutiérrez, le colonel Jesús Crespo Cuspinera et son frère, le lieutenant colonel José Enrique Crespo Cuspinera. Ils seront jugés puis condamnés à six ans et un jour de prison, pour « conspiración para la rebelión »¹. Une fois de plus, le prétexte défendu par les conspirateurs pour justifier leur plan a été le terrorisme d'ETA. Bien qu'il s'agisse d'un réel problème dans la société espagnole, l'on arrive à penser que les terroristes arrangent quelque peu les complots des militaires, et qu'à l'inverse, les agissements ultraconservateurs des militaires, arrangent les terroristes pour justifier ou prétexter d'autres attentats ou coup d'Etat. Enfin, cette tentative avortée n'a pas bouleversé le cours des élections démocratiques générales, qui n'ont même pas été décalées de quelques jours. En effet le 28 octobre 1982, a été « la condamnation à ceux qui espéraient renverser le cours de l'Histoire, le fort pourcentage de votant prouve clairement l'attachement [de la population] aux institutions démocratiques mises en place pendant la Transition »². De plus, Julio BUSQUETS explique que cette fois-ci « el gobierno actuaba en posición de fuerza y de control y no desde el miedo y la debilidad como lo fuera tiempo atrás »³. L'arrivée au pouvoir du PSOE marque donc la fin de la Transition, et la consolidation de la démocratie, cependant, met-elle un terme définitivement aux tentatives putschistes ? Il semble malheureusement que non.

En effet, le 2 juin 1985, soit dix ans après la mort de Franco, l'Espagne connaît un ultime sursaut militaire. Heureusement, cette opération, nommée le « *Zambombazo* »⁴, sera arrêtée à temps par les Services Secrets du CESID. Alors que le Roi s'apprêtait à célébrer le Jour des Forces Armées, à A Coruña, un groupe d'ultraconservateurs militaires avait prévu de mettre en œuvre un autre coup d'Etat cette fois-ci directement contre la personne du Roi, pour créer un vide politique et prendre le pouvoir par la force. En effet, les putschistes avaient prévu de placer une bombe sous la tribune du Roi, où se trouvaient également de nombreuses

¹ FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p174

² MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, *L'armée espagnole (XIX et XX^{ème} siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, p215

³ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p178

⁴ Francisco Lerena, « *ni se ha juzgado ni detenido a nadie por el intento del magnicidio* », chat organisé sur la page web http://terrannoticias.terra.es/articulo/ni_ha_juzgado_ni_detenido_685420.htm, le 16/01/2006, consulté le 17/08/2009, à 12h34

personnalités politiques, telles que Felipe González, Alfonso Guerra, la Reine, les Infantes ainsi que l'élite militaire. Les journalistes Joaquín PRIETO et José Luís BARBERIA proposent une hypothèse intéressante sur l'utilisation d'une bombe pour mener le coup d'Etat. En effet, cette technique plus souvent assimilée aux terroristes du groupe ETA n'est pas sans rappeler l'attentat mené par ces derniers contre Carrero Blanco en 1973. La mort de Carrero Blanco, a sans doute accélérer le déclin de la dictature franquiste, et ainsi le changement radical de régime, vers la démocratie. Ainsi, il se peut que les conspirateurs y aient vu le moyen de mettre un terme à la démocratie. Le recours à la bombe aurait ainsi été un moyen radical pour éradiquer toute l'élite politique présente, et créer de la sorte un vide politique propice pour prendre le pouvoir par la force, à un moment où l'on n'imaginait plus de coup d'Etat, ni d'autre régime que le régime démocratique en Espagne¹. Cependant, « ni se ha juzgado ni detenido a nadie por el intento del magnicidio »², comme l'affirme Fransisco Lerena, un ancien membre du CESID. Et ce, malgré que certains des militaires putschistes soient récidivistes, comme il est le cas du commandant Ricardo Sáenz de Inestrillas, condamné -bien que sa peine fut légère, 6 mois et 1 jour- pour avoir participé à l'Opération Galaxia avec le lieutenant colonel Antonio Tejero Molina, en 1978. Fransisco Lerena nous explique que « En este grupo de militares no todos estaban cortados por el mismo patrón. [...] Todos se conocían y eran amigos [...] Unos lo hacían voluntariamente y otros lo hacían arrastrados por su fama de golpista y por su amistad con los otros. Es el caso de Ricardo Sáenz de Inestrillas que se vio arrastrado por su propia fama. Siempre puso objeciones. ETA asesinó a Sáenz de Inestrillas en la puerta de su casa en junio de 1986. »³. Ainsi, la tentative de putsch a été totalement étouffée et cachée à la presse pour des raisons politiques, et aucun des conspirateurs ne fut ni arrêté ni condamné pour ne pas en faire des martyrs. Il s'agit donc d'une conspiration qui restera cachée au public pendant des années puisque comme l'affirme Fransisco Lerena : « El primero que publicó este asunto fue El País el 17 de febrero de 1991. Después fue Felipe González en un mitin en A Coruña, en octubre de 1997 donde dijo: "Algún día los coruñeses sabrán lo que pudo ocurrir aquí". Aquello fue una decisión política. Decidieron acallar todo. Decisión política que entiendo. »⁴. En effet, ce silence pesant

¹ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p258

² Fransisco Lerena, « *ni se ha juzgado ni detenido a nadie por el intento del magnicidio* », chat organisé sur la page web http://terranoticias.terra.es/articulo/ni_ha_juzgado_ni_detenido_685420.htm, le 16/01/2006, consulté le 17/08/2009, à 12h34

³ Fransisco Lerena, « *ni se ha juzgado ni detenido a nadie por el intento del magnicidio* », chat organisé sur la page web http://terranoticias.terra.es/articulo/ni_ha_juzgado_ni_detenido_685420.htm, le 16/01/2006, consulté le 17/08/2009, à 12h34

⁴ Fransisco Lerena, « *ni se ha juzgado ni detenido a nadie por el intento del magnicidio* », chat organisé sur la page web http://terranoticias.terra.es/articulo/ni_ha_juzgado_ni_detenido_685420.htm, le 16/01/2006, consulté le 17/08/2009, à 12h34

est certainement dû au fait que d'une part il s'agissait d'un coup d'Etat dirigé pour la première fois de manière expressive contre le Roi d'Espagne, et ce, -ironie du sort- le jour de la célébration des Forces Armées. Aussi faut-il rappeler que l'Espagne est sur le point de signer le Traité d'Adhésion à l'Europe¹. Cette adhésion est la récompense d'années de négociations et de concessions pour l'Espagne, mais aussi la reconnaissance de sa démocratie par ses voisins européens. De ce fait, le coup d'Etat de juin 1985 bien qu'il ait été avorté, n'est pas opportun et risquerait une fois de plus de retarder l'adhésion de l'Espagne à l'Europe. D'autre part, il convient de revenir sur la figure du Roi. En effet, l'attaque frontal dont il aurait pu être victime nous révèle que depuis le 23-F le Roi vit un « momento de máximo prestigio [...] como salvador de la democracia »², et devient ainsi l'emblème de la démocratie et de sa solidité, ce qui explique que les conspirations putschistes se dirigent contre sa personne. En effet, « los siguientes golpes de Estado³ están en contra del Rey, porque es un obstáculo para cambiar el sistema de gobierno »⁴. Cependant, le Roi n'est pas le seul garant de la démocratie, puisque contrairement au 19^{ème} siècle ou au début du 20^{ème} siècle, « la sociedad apoya la democracia como única forma de legitimar el ejercicio del poder »⁵. Les revendications putschistes sont donc isolées du reste de la société espagnole, et ne bénéficient d'aucun soutien qu'il soit politique ou social.

Suite à ces deux derniers sursauts militaires, l'idée d'un possible coup d'Etat en Espagne disparaît. La démocratie espagnole est autant consolidée que celle de ses voisins : comme le souligne l'historien Felipe AGUERO, « La democracia española ya no está en transición sino que está consolidada, [...] y no es pasajero »⁶, ce qui conduit les militaires les plus réfractaires au régime démocratique à se résigner. En effet, « ya no hay liderazgo militar para encabezar un golpe de Estado »⁷. Julio BUSQUETS propose un analyse comparative intéressante pour expliquer la fin du « golpismo » en Espagne : « la España de 1986 no se parecía en nada a la de 1936 y el ascenso de los socialistas al poder, que tampoco en nada se parecía a los de 50 años atrás, no provocó quema de iglesias, ni colectivizaciones forzosas, ni nada que pudiera recordar a un programa revolucionario. Los militares comenzaron a convivir con la democracia con normalidad y a comprobar que ésta no resultaba dañida para el país ; incluso

¹ L'Espagne signera le Traité d'Adhésion à l'Europe le 12 Juin 1985

² PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p263

³ En effet, le 27-O déjà prévoyait de prendre en otage le Palais de la Zazuela, et de ce fait le Roi

⁴ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *op.cit.*, p264

⁵ FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p14

⁶ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p291

⁷ *Ibid.*, p291

todo el contrario »¹. De plus, l'historien Javier FERNANDEZ LOPEZ apporte une précision supplémentaire : « hoy [un golpe de Estado] es imposible porque hoy ya no hay protagonistas capaz de dirigir un golpe de Estado y la sociedad [se posiciona] en contra de un golpe de Estado y sus consecuencias »². Il ajoute également que dans « el Ejército de hoy, hay ultraderechistas pero ya no hay golpistas »³. En effet, l'Armée est passée d'une Armée franquiste avant le 23-F à une Armée de démocratie, « aunque aún hoy no digiere que todos los colectivos sociales tengan voz (PCE...) [...] el Ejército está obligado a permanecer en silencio frente a quienes discuten sus actuaciones [...] no asume bien que ese sea el precio por disponer de la fuerza »⁴. Or, malgré que la possibilité d'un autre coup d'Etat semble s'évanouir avec l'opération « Zambombazo », le peuple espagnol quant à lui s'il croit en la démocratie, ne semble pas faire confiance à son Armée, et craint toujours que ne se reproduise un autre coup d'Etat comme nous en informe cet article du périodique *El País*, datant du 23 février 1991⁵, pourtant dix ans jour pour jour après la tentative échouée du 23-F :

« Para la inmensa mayoría de los ciudadanos, la democracia en España está plenamente consolidada (71%). Sin embargo, casi una de cada cuatro personas adultas cree que existe alguna posibilidad todavía de golpes militares (23%). [...] Por otra parte, son los más jóvenes quienes con mayor frecuencia temen que pueda repetirse un golpe militar (30%) entre los que tienen de 18 a 23 años »⁶

En effet, il semble que la population espagnole « desconfia de los militares por las intenciones de golpe sucesivas »⁷. Or l'Histoire nous le démontrera, l'Armée cessera de s'en prendre à son peuple, et plus aucun coup d'Etat ne sera démantelé par le CESID jusqu'à nos jours. D'une certaine façon, les coups d'Etat et en particulier le coup d'Etat du 23-F a été une « vacuna, tal vez pero una vacuna mala »⁸, qui a permis à la démocratie de se consolider, et a démontré à l'Armée la

¹ BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p183

² FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, p14

³ Ibid., p14

⁴ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, p264

⁵ Il convient tout de même de souligner que la révélation du coup d'Etat échoué du 2 juin 1985 au public ne s'est fait que le 17 février 1991, par le périodique *El País*. Cette précision nous permet de nuancer la peur ressentie par la population concernant un éventuel autre coup d'Etat, étant donné qu'elle n'a appris que récemment le dernier en date

⁶ *El País*, « Para el 71% de los españoles la democracia está consolidada », le 23/02/1991

⁷ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *op.cit.*, 264

⁸ PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, 264

supériorité du pouvoir civil de manière irrévocable¹. Après 1985, le risque de coup d'Etat est donc nul, l'Espagne est une démocratie moderne qui doit alors faire face à de nouveaux enjeux. Le Gouvernement du PSOE entreprendra alors une réforme importante de l'Armée pour la moderniser, la rendre plus opérationnelle et professionnelle. L'intégration de l'Armée à l'OTAN le 10 décembre 1981, quelques mois après la première tentative de coup d'Etat, a permis au Gouvernement de diriger l'attention des militaires vers un ennemi extérieur, et de démocratiser son Armée, en lui faisant côtoyer des militaires professionnels, mieux équiper et apolitiques. Il ne s'agit plus d'une Armée Nationale, mais d'une Armée Occidentale, et plurinationale². En effet, le romancier Javier Cercas affirme que : « la OTAN [...] contribuyó a civilizar al ejército poniéndolo en contacto con ejércitos democráticos e incrustó de lleno al país en el bloque occidental »³. Il rajoute également qu'indirectement, la LOAPA (Ley Orgánica de Armonización del Proceso Autonómico), a contribué à rassurer les Forces Armées, puisque « La LOAPA, ley orgánica que amparándose en la necesidad de racionalizar el estado autonómico intentó poner freno a la descentralización del estado. Los terroristas no dejaron de matar, desde luego, pero es un hecho que después del golpe la actitud del país frente a ellos cambió [...] las Fuerzas Armadas empezaron a notar solidaridad de la sociedad civil y los gobiernos empezaron a luchar contra ETA. »⁴ En effet, une fois le « problème militaire » résolu, l'Espagne n'a pas eu de répit et à dû remédier à un autre problème de taille, celui du terrorisme. Malheureusement, 50 ans plus tard, le groupe terroriste ETA⁵ est toujours en activité, et vient ébranler non pas la démocratie, mais les divers Gouvernements espagnols⁶. Ainsi, le romancier Javier Cercas conclut que :

« La democracia española no lo es [perfecta], pero es una democracia de verdad, peor que algunas y mejor que muchas, y en cualquier caso, por cierto, más sólida y más profunda que la frágil democracia que derribó por la fuerza del general Franco. Todo eso fue en grandísima parte un triunfo del antifranquismo, un triunfo de la oposición democrática, un triunfo de la izquierda, que obligó a los franquistas a entender que el franquismo no tenía otro futuro que su extinción total. »⁷

¹ « *El 23 de febrero no sólo desacreditó a los golpistas ante la sociedad, sino también ante sus propios compañeros de armas, precipitando de esa forma el final de una tradición de dos siglos de golpes militares* », voir, CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p425

² « *Con ello, la democracia por fin había triunfado y la amenaza militar había dejado de existir* », voir, BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, p184

³ CERCAS, Javier, *op.cit.*, p425

⁴ *Ibid.*, p425

⁵ Euskadi Ta Askatasuna s'est fondé en 1959

⁶ Dans la Conclusion, nous proposerons quelques pistes de recherches concernant la démocratie et le terrorisme, cependant, il conviendrait de consacrer une étude plus approfondie en la matière

⁷ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p433

CONCLUSION

La Transition démocratique espagnole est aujourd'hui considérée comme exemplaire par les historiens¹ et a servi de modèle à différents pays, en particulier en Amérique Latine. Les élites politiques ont su faire preuve de consensualisme pour résoudre des différends et permettre au pays d'aller de l'avant. Ces concessions, ont souvent été qualifiées par certains de « *pacte de l'oubli* »². Comme nous avons pu l'étudier, il ne s'agit nullement d'une amnésie, mais bien d'une amnistie. Cet effort de pardon aura permis la reconstruction politique du pays dans un climat de paix. Sans vouloir occulter un passé proche, les élites politiques ont tenté à travers un choix difficile de permettre à la population, par un sacrifice énorme, le pardon, de tuer un désir de vengeance pour permettre la construction d'un Etat démocratique stable qui serait l'œuvre de tous les citoyens et non d'un camp qu'il soit vainqueur ou vaincu. Cette réconciliation forcée des espagnols aura certainement permis de passer au travers d'une autre guerre civile, mais aussi d'accélérer le processus de transition pour permettre à l'Espagne de jouir d'une démocratie solide et d'intégrer la Communauté Economique Européenne.

Cependant, cette transition ne s'est pas faite sans séquelles. Dans notre deuxième partie, nous avons mis l'accent sur le problème militaire, longtemps passé sous silence lors des premières années de la Transition démocratique. L'absence de réformes importantes qu'elles soient d'ordre structurel ou idéologique entreprises par le Gouvernement sont l'une des causes du coup d'Etat du 23-F. En effet, cette prudence politique, a été interprétée par les militaires les plus réfractaires au régime démocratique comme la preuve que l'Etat n'était ni stable ni solide et que le Gouvernement craignait l'institution militaire. Cette erreur conduira malheureusement une poignée de militaire à entreprendre un coup d'Etat. Cependant, ce dernier fera prendre conscience à la population de sa foi envers la démocratie et de son désir de rompre avec des années de pronunciamientos et de pouvoir militaire. Le pouvoir civil prend véritablement la parole le 27 Février 1981, lorsqu'il affiche ouvertement son soutien inébranlable envers la démocratie.

¹ L'historien José Ramón DIAZ GIJON parle de la Transition espagnole comme « *un modelo de « ruptura-pactada [...] a exportar* », voir, TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, chap.4

² « *Le mutisme sur les responsabilités passées et l'absence d'épuration qui allait de pair ont constitué un accord de principe, rendant possible un cheminement associant des hommes qui se séparaient, quelques mois auparavant, entre franquistes et anti-franquistes* », voir, ROZENBERG, Danielle, *Le « pacte de l'oubli » de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé*, Paris, Boeck Université, 2006, p176

Ainsi, le coup d'Etat du 23 Février 1981 a paradoxalement eu des conséquences positives sur la démocratie espagnole étant donné qu'il a contribué à son renforcement sur le plan politique et social. Suite au 23-F, une page se tourne définitivement, l'historien Felipe AGUERO explique que « el fracaso del golpe en sí fue el elemento decisivo que significó el principio del fin de los intransigentes [...] por el papel disuasivo del Rey y la cohesión civil »¹. Ainsi, depuis l'échec du 23-F, « l'Armée est indifférente à l'évolution économique et sociale du pays »² pour devenir une Armée « à caractère professionnel »³. Le romancier Javier Cercas écrit quant à lui que « el 23 de febrero no sólo puso fin a la transición y a la posguerra franquista : el 23 de febrero puso fin a la guerra »⁴.

L'arrivée du PSOE au pouvoir confirme qu'une réconciliation a bien eu lieu et que les espagnols sont prêts et décidés à cohabiter dans la paix. Les réformes entreprises par le Gouvernement du PSOE sont essentielles pour diriger le pays vers une normalisation européenne. Il ne s'agit plus de construire la démocratie, mais de la consolider et de l'intégrer dans un espace politique plus grand : l'Europe. Au-delà du cadre économique apporté par la CEE, cette intégration est la promesse symbolique que l'Espagne a changé d'autant plus qu'elle répond à l'une des questions existentielles soulevée déjà en 1898 par certains philosophes, concernant l'identité propre de l'Espagne à savoir que la solution aux maux de l'Espagne est l'Europe et l'euro-péisation de l'Espagne.

Les articles de presse des journaux *El País* et *Le Monde*, ainsi que l'ouvrage de Javier Cercas, qui constituent notre corpus, nous ont permis de présenter un travail plus conséquent et d'aborder la période de la Transition démocratique espagnole avec un bagage varié, complémentaire et consistant, sur lequel nous avons pu élaborer nos hypothèses. L'on peut dire que la presse d'une part nous a permis de jouer le rôle de miroir par lequel se reflète les préoccupations de l'époque. A travers plusieurs articles nous avons pu revivre les années de la Transition démocratique ainsi que le coup d'Etat du 23-F en suivant jour après jour l'avancé de l'actualité en Espagne et en France. Cette double vision des événements nous aura permis de nous rapprocher au plus près de la vérité mais aussi de comparer deux pays et deux analyses complémentaires. Alors que la presse française semble plus sévère et exigeante à l'égard de la démocratie espagnole avant le 23-F, la presse espagnole quant à elle, consciente des problèmes

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p299

² GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, p197

³ Ibid., p198

⁴ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p428

de l'Espagne, s'efforce malgré tout d'offrir une vision rassurante de la démocratie. Suite au coup d'Etat l'on observe un renversement de situation puisque le périodique *Le Monde*, convaincu par la prestation du Roi, considère que la démocratie espagnole a fait ses preuves et peut alors envisager une intégration rapide dans la Communauté Economique Européenne. Le périodique évite le terme « coup d'Etat » pour celui de « putsch ». Cet euphémisme rassurant montre une Espagne démocratique et démocratisée malgré les tentatives marginales des courants ultraconservateurs pour revenir à un régime dictatorial. A contrario, la presse espagnole semble ouvrir les yeux sur la fragilité de sa démocratie et la nécessité de réformes politiques urgentes concernant l'Armée. Le rôle du Roi est également félicité, mais la crédibilité de l'Armée est sérieusement remise en cause. Le périodique *El País*, apprécie le coup d'Etat échoué comme une sonnette d'alarme qu'il faut prendre en compte sérieusement afin que la démocratie puisse être un acquis solide pour la population. L'ouvrage du romancier quant à lui nous offre une vision réactualisée du coup d'Etat, une interprétation de ce dernier qui nous aiguille vers de nouvelles hypothèses de recherches. Au-delà de confirmer que le 23-F, est un thème d'Histoire qui est encore au cœur de l'actualité, son ouvrage nous démontre également qu'il reste beaucoup à découvrir et que l'Histoire de la Transition démocratique espagnole n'est pas complètement écrite et définitive. De nouveaux documents, de nouvelles hypothèses peuvent être explorés. La presse tout comme le romancier concluent que le 23-F aura été bénéfique autant pour la démocratie que pour la Monarchie espagnole. Cependant, si le rôle joué par le Roi lors de ce coup d'Etat est adulé par les journalistes, Javier Cercas considère que le 23-F a été une opportunité et que le Roi est un fin stratège. En fin de compte, l'on a pu s'apercevoir que ses critiques envers le Roi avaient déjà été formulées par les membres du coup d'Etat eux-mêmes lors du procès. Le romancier approfondie ces pistes et élabore diverses hypothèses en revanche, son ouvrage n'apporte aucune preuve permettant de rendre son interprétation fiable et véridique. L'énigme persiste donc autour du 23-F.

Si l'échec du coup d'Etat a prouvé à la classe politique que la société espagnole était suffisamment solide pour se défaire de ses chaînes franquistes et devenir une vraie démocratie, l'Espagne doit encore faire face à un problème, hérité de son passé franquiste. Il s'agit du groupe terroriste ETA, dont le nombre et la violence de ses attentats ne cessent de croître depuis l'instauration de la démocratie¹. Une fois le « problème militaire » résolu, la démocratie

¹ AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la España postfranquista en perspectiva comparada*, Madrid, Alianza Editorial, 1995, p242

espagnole souffre encore d'un anachronisme de taille. Comment dans un pays démocratique, peut-il subsister une bande terroriste organisée, qui remet en cause l'efficacité de la démocratie et les valeurs qu'elle défend ? De plus que le problème récurrent du terrorisme avait servi de justification pour les opérations putschistes précédentes. C'est donc un nouvel enjeu auquel l'Espagne doit remédier rapidement pour consolider sa démocratie et permettre un climat de paix sociale. Effectivement, suite au 23-F, ce n'est plus l'Armée, mais le terrorisme qui menace la démocratie espagnole. Alors que le Gouvernement du PSOE entame son quatrième mandat, il va se produire « el asunto siniestro de la democracia española : la Guerra Sucia contra ETA »¹. La police, dépassée par les attentats terroristes, va organiser des groupes parapoliciers, les GAL, Grupos Antiterroristas de Liberación, entre les années 1983 et 1987, dont l'objectif sera de mettre un terme au groupe terroriste ETA. Les GAL agissent principalement sur le territoire français, où les terroristes bénéficiaient alors du droit d'asile politique. Elles ont réussi à tuer près d'une trentaine d'etarras, mais ont également commis plusieurs « bavures », assassinant ainsi des civils non affiliés au groupe ETA. Aussi, il faut souligner que plusieurs hommes politiques et en particulier le Ministre de l'Intérieur, José Barrionuevo et le Président du Gouvernement, Felipe González, ont été suspectés d'organiser ou d'intervenir dans les GAL. Le scandale produit par les GAL pose plusieurs problèmes, d'une part, peut-on combattre le terrorisme par un terrorisme « d'Etat », puisqu'il s'agit de policiers. D'autre part, bien que le terrorisme échappe à tout contrôle et agit en dehors des libertés démocratiques -et même envers celles-ci- le Gouvernement, et l'Etat espagnol qui se proclament alors démocratique, peuvent-ils utiliser des moyens de répressions illégaux, qui rappellent une certaine Espagne franquiste. Pour preuve, l'opinion publique espagnole s'est vue divisée sur ce sujet, cependant, « la mayoría no acepta los GAL »², d'autres se « resignan ante lo inevitable »³. Les GAL nous rappellent que l'Espagne est prête à tout, même au pire pour assurer l'union de sa nation, mais aussi la solidité de sa démocratie. En revanche, elles nous rappellent également que l'Espagne ne s'est toujours pas débarrassée de ses vieux démons qui semblent toujours la ramener vers son passé.

Pour conclure, nous souhaiterions citer cette réflexion du romancier Javier Cercas concernant la démocratie espagnole :

¹ GARCIA COTALERO, Ramón, *La conspiración, el golpe de estado difuso*, Barcelona, Ediciones B., 1995, p85

² GARCIA COTALERO, Ramón, *La conspiración, el golpe de estado difuso*, Barcelona, Ediciones B., 1995, p97

³ Ibid., p97

« No es una democracia perfecta [...] pero no existe la democracia perfecta, porque lo que define a una democracia de verdad es su carácter flexible, abierto, maleable - es decir, permanentemente mejorable -, de forma que la única democracia perfecta es la que es perfectible hasta el infinito. La democracia española [...] es una democracia de verdad. [A] Suárez le debemos [...] el período más largo de libertad de que ha gozado España en su historia »¹.

¹ CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, p433

INDEX

A

AGUERO, Felipe 24, 49, 50, 52, 56, 60, 63, 74, 80, 84, 85, 88, 135, 155, 160, 161, 166

ARIAS NAVARRO, Carlos 30, 31, 33, 34, 36, 38, 64, 132, 169

ARMADA, Alfonso 92, 93, 94, 96, 98, 99, 110, 118, 120, 139

B

BABY, Sophie 124, 165, 167

BARBERIA, José Luis 61, 62, 63, 65, 89, 92, 93, 96, 97, 98, 116, 117, 151, 154, 155, 156, 157, 170

BARDAVIO, Joaquín 26, 27, 34, 41, 42, 43, 52, 53, 66, 73, 131, 132, 135, 144, 167

BARTHES, Roland 14, 16, 78, 107, 171

BENNASSAR, Batholomé 24, 28, 60, 62, 63, 81, 165, 167

BLOCH, Marc 5, 6, 13, 102, 113, 171

BUSQUETS, Julio 62, 72, 73, 74, 75, 80, 84, 90, 151, 153, 155, 156, 157, 166, 169

C

CALVO SOTELO, Leopoldo 2, 43, 52, 65, 95, 99, 122, 126, 133, 134, 137, 138, 139, 149, 150, 151, 167

CARLOS, Don Juan 3, 26, 27, 28, 32, 33, 34, 37, 39, 41, 42, 48, 57, 58, 62, 64, 66, 72, 73, 74, 80, 84, 90, 93, 96, 98, 99, 108, 110, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 124, 125, 129, 130, 146, 151, 153, 156, 157, 167, 168, 169

CARRILLO, Santiago 2, 27, 36, 41, 42, 48, 53, 55, 59, 95, 128, 143

CAYROL, Roland 6, 105, 173

CEBRIAN, Juan Luis 45, 46, 54, 79, 112, 148, 167, 173

CERCAS, Javier 1, 3, 5, 8, 10, 11, 18, 19, 20, 21, 22, 28, 33, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 43, 44, 46, 51, 52, 53, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 64, 65, 66, 67, 68, 71, 73, 79, 82, 83, 91, 92, 94, 95, 99, 100, 101, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 119, 120, 125, 126, 127, 130, 131, 139, 140, 142, 157, 158, 160, 162, 165, 169

CESID 90, 92, 112, 116, 133, 151, 153, 156

CIERVA y de HOCES, Ricardo, (de la) 32, 41, 42, 48, 54, 55, 57, 66, 74, 126, 169

Constitution 23, 29, 40, 44, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 56, 74, 80, 85, 88, 89, 91, 92, 115, 117, 119, 122, 129, 132, 135, 138, 147, 150, 172

Coup d'Etat 1, 2, 9, 10, 18, 19, 23, 42, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 74, 84, 85, 89, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 104, 106, 107, 109, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118,

119, 120, 121, 122, 123, 124, 126, 127, 129, 130, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 144, 146, 147, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 159, 160, 161, 169, 170

CRISTOBAL MONTES, Angel 123, 124, 127, 128, 167

D

DEL BOSCH, Jaime Milans 92, 94, 95, 98, 139, 141, 152

E

El País 2, 5, 20, 32, 38, 41, 45, 46, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 75, 79, 81, 82, 89, 90, 91, 92, 93, 96, 97, 98, 101, 104, 105, 108, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 124, 126, 128, 129, 130, 134, 139, 140, 141, 144, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 160, 170, 173

ETA 31, 50, 63, 68, 72, 75, 77, 79, 81, 82, 89, 114, 123, 124, 148, 153, 154, 157, 161, 170

F

FERNANDEZ LOPEZ, Javier 62, 69, 87, 88, 112, 127, 150, 151, 152, 153, 155, 156, 166

FRAGA IRIBARNE, Manuel 30, 43, 45, 61, 62, 78, 143

FRANCO, Fransisco 3, 22, 24, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 34, 36, 38, 42, 45, 51, 52, 56, 64, 68, 69, 72, 73, 79, 81, 82, 87, 92, 93, 111, 114, 116, 119, 123, 125, 129, 131, 132, 133, 134, 140, 143, 145, 147, 148, 153, 157, 160, 165, 167, 168

FUSI, Juan Pablo 45, 46, 50, 51, 75, 76, 77, 78, 167, 170

G

GARCIA COTALERO, Ramón ... 23, 161, 162, 169

GENIEYS, William 23, 31, 38, 168

GINGRAS, Anne-Marie 173

GIRARDET, Raoul 25, 26, 70, 76, 170, 171

GONZALEZ, Felipe 53, 61, 81, 134, 138, 143, 144, 145, 146, 154, 162

GOULEMOT MAESO, María 26, 36, 42, 45, 81, 133, 134, 145, 147, 148, 160, 168

H

HERMET, Guy 25, 165, 168

I

IMBERT, Gérard 31, 43, 56, 59, 104, 108, 113, 126, 168

L

LABATUT, Bernard 21, 22, 27, 43, 53, 84, 116,
 134, 146, 166
 LE GOFF, Jacques 102
 Le Monde 2, 5, 20, 101, 104, 110, 111, 114, 115,
 116, 117, 118, 123, 124, 125, 141, 142, 150, 152,
 160
 LLEIXA, Joaquím 62, 69, 70, 84, 166

M

MARTINES INGLES, Amadeo 42, 55, 56, 57, 64,
 85, 92, 135, 169
 MARTINEZ-VASSEUR, Pilar 42, 55, 56, 57, 64,
 69, 72, 73, 85, 91, 92, 135, 139, 153, 165, 166, 169
 MELLADO, Gutiérrez 2, 57, 74, 95, 116
 MORAL, Felix 114, 115, 130, 131, 168
 MORAN, Gregorio 168
 MUHLMANN, Géraldine 5, 6, 17, 103, 173

N

NEGRO ACEDO, Luis 105, 173
 NUNEZ FLORENCINO, Rafael 70, 71, 166
 NUNEZ SEIXAS, Manoel 77, 170

O

Opération Galaxia .75, 88, 89, 90, 91, 133, 151, 154

P

PARDO ZANCADA, Ricardo 53, 54, 57, 93, 94,
 95, 96, 97, 98, 139, 140, 169
 PCE 2, 36, 38, 41, 42, 44, 45, 52, 54, 55, 57, 58, 59,
 74, 95, 98, 112, 143, 144, 156
 PINILLA GARCIA, Alfonso 93, 94, 96, 170
 POWELL, Charles 20, 22, 33, 36, 37, 39, 48, 64, 66,
 99, 118, 119, 120, 129, 130, 146, 168
 PRIETO, Joaquín 27, 61, 62, 63, 65, 71, 85, 89, 92,
 93, 96, 97, 98, 112, 116, 117, 151, 154, 155, 156,
 157, 168, 170
 PSOE 3, 23, 38, 41, 44, 45, 53, 61, 66, 74, 121, 134,
 138, 142, 143, 144, 145, 146, 149, 152, 153, 157,
 160, 161

R

RICOEUR, Paul 15, 16, 21, 104, 172

S

SAZ, Ismael 123, 166
 SECO SERRANO, Carlos 7, 17, 54, 102, 103, 141,
 169
 SOTO CARMONA, Alvaro 3, 7, 22, 23, 24, 27, 33,
 35, 38, 39, 40, 41, 42, 52, 53, 59, 60, 102, 138, 144,
 146, 159, 169
 SUAREZ, Adolfo 2, 3, 30, 36, 37, 38, 39, 40, 41,
 43, 44, 52, 54, 57, 59, 60, 62, 64, 65, 66, 74, 79, 89,
 92, 95, 107, 119, 120, 124, 126, 132, 138, 142, 144,
 162, 168

T

TEJERO MOLINA, Antonio 89, 90, 91, 92, 94, 95,
 98, 108, 111, 115, 132, 133, 135, 139, 141, 151,
 154
 TEJERO, Antonio 89, 90, 91, 92, 94, 95, 98, 108,
 111, 115, 132, 133, 135, 139, 141, 151, 154
 Transition 1, 2, 4, 20, 21, 22, 24, 28, 33, 34, 38, 39,
 42, 43, 45, 52, 55, 58, 59, 60, 63, 66, 68, 73, 74, 75,
 80, 84, 88, 89, 90, 91, 94, 105, 108, 112, 121, 123,
 127, 130, 132, 136, 143, 144, 146, 148, 149, 153,
 159, 160, 168, 169
 TUSELL, Javier 3, 7, 22, 24, 29, 31, 32, 33, 35, 38,
 39, 40, 41, 43, 44, 45, 46, 50, 53, 59, 66, 79, 87,
 102, 112, 138, 142, 143, 144, 146, 159, 166, 169

U

UCD 24, 43, 44, 45, 59, 60, 62, 65, 66, 93, 112, 133,
 137, 142, 143, 152
 UMD 68, 72, 74, 75, 91
 UNZUETA, Patxo 31, 79, 82, 170

Y

YANES MESA, Rafael 6, 103, 104, 173

1/SOURCES

EL PAIS : 1980-1982, archives de la BU de Rennes II

LE MONDE : 1980-1982, archives de la BU de Rennes II

CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, 463pp

2/BIBLIOGRAPHIE

2.1. HISTOIRE GENERALE DE L'ESPAGNE

AYMES, Jean-rené et FERNANDEZ SEBASTIAN, Javier, *L'image de la France en Espagne (1808-1850)*, Paris, Presse de la Sorbonne nouvelle/Servicio editorial universidad del país vasco, 1997, 364pp

BABY, Sophie, *Sortir de la guerre civile à retardement : le cas espagnol*, Histoire@politique, n°3, novembre-décembre 2007, publié sur la page web : www.histoire-politique.fr

BENNASSAR, Bartolomé, *La guerre d'Espagne et ses lendemains*, Paris, Perrin, 2004, 548pp

CARRILLO, Santiago, *Memorias*, Barcelona, Planeta, 1993, 752pp (Chap. XXV et XXVI)

DIAZ GIJON, José, FERNANDEZ NAVARRETE, Donato, GONZALEZ GONZALEZ, Manuel, (coord.), *Historia de la España actual 1939-1996, autoritarismo y democracia*, Madrid, Marcial Pons, 1998, 491pp

HERMET, Guy, *L'Espagne au XXème siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, (1986), 1992, 308pp

MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, (coord.), *La Guerre Civile espagnole : du réel au légendaire*, Nantes, CRINI, 2006, 167pp

MAURICE, Jacques et SERRANO SECO, Carlos, *L'Espagne au XXème siècle*, Paris, Hachette Livre, (1995), 2007, 251pp

MORADIELLOS, Enrique, *La España de Franco (1939-1975) : política y sociedad*, Madrid, Síntesis, 2000, 319pp

MUELA, Manuel, *Azaña estadista, un proyecto de Estado vigente*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2000, 197pp

PECHARROMAN, Julio Gil, *La segunda República*, Madrid, Historia 16, 1989, 220pp

PEYREGNE, Françoise, *L'Espagne du XXe siècle : le franquisme*, Paris, Ellipses, 2000, 127pp

QUESADA MARCO, Sebastián, *Diccionario de civilización y cultura españolas*, Madrid, Istmo, 1997, 457pp

SAZ, Ismael, (cood.), *España : La mirada del otro*, Madrid, Marcel Pons, 1998, 286pp

TUSELL, Javier, *Arte, historia y política en España (1890-1939)*, Madrid, Biblioteca nueva, 1999, 306PP

2.2. HISTOIRE DE L'ARMEE ESPAGNOLE

AGUERO, Felipe, *Militares, civiles y democracia, la española postfranquista en perspectiva comparada*, version espagnole de RODRIGUEZ HALFTER, Eva, Madrid, Alianza Editorial, 1995, 435pp

BUSQUETS, Julio, *El militar de carrera en España*, Barcelona, Ariel, (1967), 1971, 298pp

CARRILLO, Santiago, *Juez y parte, 15 retratos españoles*, Barcelone, Plaza&Janes, 1996, 276pp

CRESPO MACLENNAN, Julio, *España en Europa, 1945-2000, Del ostracismo a la modernidad*, Madrid, Marcial Pons, Ediciones de Historia, 2004, 392pp

FERNANDEZ LOPEZ, Javier, *Militares contra el Estado, España : siglos XIX y XX*, Madrid, Santillana Ediciones Generales, 2003, 302pp

FERRERA, Jacqueline et DARBORD, Bernard, *La civilisation espagnole aujourd'hui, révolution pacifique et espace européen*, Paris, Nathan, 1997, 128pp

GUERENA, Jean-Louis, *Armée, société et politique dans l'Espagne contemporaine, 1808-1939*, Nantes, Editions du Temps, 2003, 191pp

HOCQUELLET, Richard, *Résistance et révolution durant l'occupation napoléonienne en Espagne, 1808-1812*, Paris, La boutique de l'Histoire, 2001, 367pp

LABATUT, Bernard, *Renaissance d'une puissance ? Politique de défense et réforme militaire dans l'Espagne démocratique*, Paris, Economica, 1993, 375pp

LLEIXA, Joaquim, *Cien años de militarismo en España*, Barcelona, Anagrama, 1986, 217pp

MARTINEZ-VASSEUR, Pilar, *L'armée espagnole (XIX et XX^{ème} siècles)*, Paris, Ellipses, 2003, 255pp

NUNEZ FLORENCINO, Rafael, *El ejército español en el desastre de 1898*, Madrid, Arco Libros, 1997, 75pp

PELLISTRANDI, Jérôme, *L'armée espagnole à l'épreuve de la démocratie et de l'Europe 1975-2002*, Paris, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, N°74, 2002, pp101-111

VIDAL-BENEYTO, José, J. BOBILLO, Fransisco, (coord.), *España en debate, I La política*, Madrid, Tecnos, 1991, 168pp

2.3. HISTOIRE DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE ESPAGNOLE

ABELLA, Rafael, ALVEAR, Carmen de, (coord.), *España diez años después de Franco (1975-1985)*, Barcelone, Planeta, 1986, 243pp

ALZAGA, O., BELTRAN, M., FUSI, J.P. (coord.), *Entre dos siglos, reflexiones sobre la democracia española*, Madrid, Alianza editorial, 1996, 634pp

ARROYO LLERA, Fernando, *El reto de Europa : España en la CEE*, Madrid, Síntesis, (1990), 1993, 144pp

Asociación « Mujeres en la transición democrática », *Españolas en la transición : de excluidas a protagonistas (1973-1982)*, Madrid, Biblioteca nueva, 1999, 488pp

BABY, Sophie, *Les résistances politiques au processus de transition vers la démocratie en Espagne*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2003, pp215-223

BASNIER, Erwan, *Système de partis politiques et comportements électoraux en Espagne de 1977 à 2001*, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n°74, 2002, pp43-55

BARDAVIO, Joaquín, *Las claves del Rey, el laberinto de la Transición*, Madrid, Espasa Calpe, 1995, 257pp

BENNASSAR, Bartolomé et BESSIERE, Bernard, *Le défi espagnol*, Besançon (France), La Manufacture, 1991, 331pp

CALVO SOTELO, Leopoldo, *Memoria viva de la transición*, Barcelone, Plaza&Janes/Cambio 16, 1990, 286pp

CEBRIAN Juan Luis, *La España que bosteza, apuntes para una historia crítica de la Transición*, Madrid, Taurus, (1980), 1981, 145pp

CIERVA y HOCES, Ricardo (de la), *Juan Carlos I : misión imposible*, Madrid, ARC editores, 1996, 183pp

CRISTOBAL MONTES, Angel, *La Democracia en España ¿Sobrevivirá ?*, Barcelona, Ediciones B, 1993, 488pp

DEL PINO Eloísa et ARANGUREN, Jimena Larroque, *Les espagnols face à la démocratie. Continuité et changement dans la culture politique*, Paris, Pôle Sud, 2005, pp131-146

GENIEYS, William, *Les élites espagnoles face à l'Etat, changements de régimes politiques et dynamiques centre-périphéries*, Clamecy (France), L'Harmattan, 1997, 284pp

GOULEMOT MAESO, María, *L'Espagne de la mort de Franco à l'Europe des douze*, Paris, Minerve, (1987), 1989, 248pp

HERMET, Guy, *Est-il toujours temps de penser à la démocratie ?*, Paris, Pôle Sud, 2004, pp81-92

HERNANDEZ, Abel, *Adolfo Suárez, fue posible la concordia*, Madrid, Abel Hernández, 1996, 364pp

IMBERT, Gérard, *Los discursos del cambio, imágenes e imaginarios sociales en la España de la Transición (1976-1982)*, Madrid, Akal, 1990, 204pp

JULIA DIAZ, Santos, PRADERA, Javier, PRIETO, Joaquín, *Memoria de la transición*, Madrid, Taurus, 1996, 726pp

KNECHT, Almudena, PEACH, Marta, FERNANDEZ, Paz, *Le fond d'archives « périodiques » du Professeur Juan J. Linz : la Transition Espagnole au travers de la presse*, Paris, Revue Internationale de Politique Comparée, vol.13, n°1, 2006, pp57-82

MOLINERO, Carme, (coord.), *La Transición, treinta años después*, Barcelone, Península, 2006, 270pp

MORAL, Felix, *25 años después, la memoria del franquismo y de la transición a la democracia en los españoles del año 2000*, Madrid, Centro de investigaciones sociológicas, 2001, 111pp

MORAN, Gregorio, *El precio de la transición*, Barcelone, Planeta, (1991), 1992, 254pp

NAUDE, Gabriel, *Consideraciones políticas sobre los golpes de estado*, (Rome), Madrid, Tecnos, (1639), 1998, 285pp

PALACIOS BANUELOS, Luis, *Reflexiones sobre la España de fin de siglo*, Madrid, Centro de estudios Ramón Areces, 1997, 478pp

POWELL, Charles, *El piloto del cambio, el Rey, la Monarquía y la Transición a la democracia*, Barcelona, Planeta, 1991, 325pp

POWELL, Charles, *Juan Carlos, un rey para la democracia*, Barcelone, Planeta, 1995, 430pp

ROZENBERG, Danielle, *Le « pacte de l'oubli » de la transition démocratique en Espagne. Retours sur un choix politique controversé*, Paris, Boeck Université, 2006, pp173-188

SANCHEZ, Angel, *Quién es quién en la democracia española : 20 años nombre a nombre*, Barcelona, Flor del viento, 1995, 451pp

SANTOS, Juliá, *Postfranquisme ou société démocratique, retour sur une interprétation*, Paris, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n°74, 2002, pp5-12

SANTOS, Juliá, *Un siglo de España, política y sociedad*, Madrid, Marcel Pons Historia, 1999, 304pp

SECO SERRANO, Carlos, *Al correr de los días : Crónicas de la transición 1975-1993*, Madrid, Editorial Complutense, 1994, 318pp

SOTO CARMONA, Alvaro, *Transición y cambio en España (1975-1996)*, Madrid, Alianza Editorial, 2005, 480pp

TUSELL, Javier, *Juan Carlos I*, Madrid, Arlanza, 2002, 263pp

TUSELL, Javier, *La transición española a la democracia*, Madrid, Historia 16, 1991, 206pp

TUSELL, Javier, *La Transition, une histoire politique à renouveler*, Paris, Vingtième Siècle. Revue d'histoire, n°74, 2002, pp13-29

TUSELL, Javier et QUEIPO DE LLANO, Genoveva G., *Tiempo de incertidumbre, Carlos Arias Navarro entre el franquismo y la Transición (1973-1976)*, Barcelone, Crítica, 2003, 392pp

TUSELL, Javier et SOTO CARMONA, Alvaro, *Historia de la transición 1975-1986*, Madrid, Alianza Editorial, 1996, 512pp

2.4. SUR LE COUP D'ETAT MANQUE DU 23 FEVRIER 1981

BUSQUETS, Julio et LOSADA, Juan Carlos, *Ruido de sables, las conspiraciones militares en la España del siglo XX*, Barcelone, Crítica, 2003, 220pp

CERCAS, Javier, *Anatomía de un instante*, Barcelone, Mondadori, 2009, 463pp

CIERVA y de HOCES, Ricardo de la, *El 23-F sin máscara : primera interpretación histórica*, Toledo, Fenix, 1998, 330pp

GARCIA COTALERO, Ramón, *La conspiración, el golpe de estado difuso*, Barcelona, Ediciones B., 1995, 252pp

MARTINEZ INGLES, Amadeo, *La Transición vigilada, del sábado santo « rojo » al 23-F*, Madrid, Temas de Hoy, 1994, 234pp

PARDO ZANCADA, Ricardo, *23-F, La pieza que falta, testimonio de un protagonista*, Barcelona, Plaza & Janés editores, 1998, 438pp

PINILLA GARCIA, Alfonso, *El laberinto del 23-F, lo posible, lo probable y lo imprevisto en la trama del golpe*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2010, 189pp

PRIETO, Joaquín et BARBERIA, José Luís, *El enigma del « Elefante », la conspiración del 23-F*, Madrid, El País/Aguilar ediciones, 1991, 436pp

2.5. HISTOIRE DES NATIONALISMES

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, La Découverte, (1983), 2002, 212pp

ELORZA, Antonio, GARMENDIA, José Maria, JAUREGUI, Gurutz, DOMINGEZ, Florencio, UNZUETA, Patxo, *ETA, une histoire*, Paris, Denoël, 2002, 472pp

FUSI, Juan Pablo, *España. La evolución de la identidad nacional*, Madrid, Temas de Hoy, 2000, 309pp

FUSI, Juan Pablo, *Espagne, Nations, Nationalités et Nationalismes, des Rois Catholiques à la Monarchie Constitutionnelle*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2002, 222pp

GIRARDET, Raoul, *Nationalismes et Nation*, Bruxelles, Complexe, 1996, 167pp

GRANJA, José Luis de la, BERAMENDI, Justo et ANGUERA, Pedro, *La España de los nacionalismos y las autonomías*, Madrid, Síntesis, 2001, 462pp

GUERENA, Jean-Louis (coord.), *Les nationalismes dans l'Espagne contemporaine, idéologies, mouvements, symboles*, Paris, Temps, 2001, 383pp

NUNEZ SEIXAS, Xosé Manoel, *Los nacionalismos en la España contemporánea (siglos XIX y XX)*, Barcelone, Hipòtesi, 1999, 176pp

UNZUETA, Patxo, *El terrorismo, ETA y el problema vasco*, Barcelona, Destino, 1997, 93pp

2.6. OUVRAGES GENERAUX

AGERON, Charles-Robert, AZEMA, Jean-Pierre, BARTOSEK, Karel, (coord.), *Ecrire l'histoire du temps présent*, Paris, CNRS, 1992, 417pp

AMOSSY, Ruth et HERSCHBERG-PIERROT, Anne, *Stéréotypes et clichés : langue, discours, société*, Paris, Nathan, 1997, 128pp

BAUDART, Anne, *Qu'est-ce que la démocratie ?*, Paris, Librairie philosophique J. VRIN, 2005, 128pp

BARTHES, Roland, *Œuvres complètes, tome II, 1966-1973*, Paris, Seuil, 1994, pp416-427 et 1677-1689

BARTHES, Roland, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957, 247pp

BLANQUER, Jean-Michel, *Consolidation démocratique ? Pour une approche constitutionnelle*, Paris, Seuil, 2001, pp37-47

BLOCH, Marc, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, (1949), 2002, 159pp

CHARAUDEAU, Patrick, *Le discours politique, les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert, 2007, 255p

DE MAN, Paul, *Allégories de la lecture*, Paris, Galilée, (1979), 1989, pp9-43

DUCATENZEILER, Graciela, *Nouvelles approches à l'étude de la consolidation démocratique*, Paris, Revue Internationale de Politique Comparée, vol.8, n°2, 2001, pp191-198

FOUCAULT, Michelet, *Dits et écrits 1954-1988*, Paris, Gallimard, (1994), 2001, pp816-849

GADAMER, Hans-Georg, *Vérité et méthode, les grandes lignes d'une herméneutique philosophique*, Paris, Seuil, (1976), 1996, 533pp

GIRARDET, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 210pp

GOYARD-FABRE, Simone, *Qu'est-ce que la démocratie ? La généalogie philosophique d'une grande aventure humaine*, Paris, Armand Colin, 1998, 237pp

LATORRE MADRID, Miguel, *La narrativa de Antonio Muñoz Molina, Beatus Ille como metanovela*, Málaga, Servicio de publicaciones de la Universidad de Málaga, 2003, 578pp

Le GOFF, Jacques, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, (1977), 1988, 409pp

Le GOFF, Jacques et NORA, Pierre, *Faire de l'Histoire. 1. Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, 230pp

- LUKACS, Georges, *Le roman historique*, traduit de l'allemand par Robert Saille, Saint-Armand (Cher, France), Petite Bibliothèque Payot, (1956), 2000, 410pp
- MACHIAVEL, Nicolas, *Le Prince*, traduction présentation et notes par GAILLE-
NIKODIMOV, Marie, (Italie), Paris, Librairie Générale Française, (1531), 2000, 192pp
- MAINGUENEAU, Dominique, *Analyser les textes de communication*, Paris, Armand colin,
(2000), 2005, 211pp
- MALAPARTE, Curzio, *Techniques du coup d'Etat*, Paris, Grasset et Fasquelle, (1931), 1992,
228pp
- MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *Constitution de la République française*, France,
Daloz, 2008, 105pp
- MELIN-SOUCRAMANIEN, Ferdinand, *Les grandes démocraties, Constitutions des Etats-
Unis, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie*, Italie, Daloz, 2007, 237pp
- MOGIN-MATIN, Roselyne, CAPLAN, Raúl, DUMAS, Christophe, (coord.), *La mémoire
historique : interroger, construire, transmettre*, Angers, Presses de l'Université d'Angers,
2006, 357pp
- MORADIELLOS, Enrique, *Sine ira et studio, ejercicios de crítica historiográfica*, Cáceres,
Universidad de Extremadura, 2000, 221p
- MORLINO, Leonardo, *Consolidation démocratique : La théorie de l'ancrage*, Paris, Revue
Internationale de Politique Comparée, vol.8, n°2, 2001, pp245-267
- RENAN, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Mille et une nuits, (1882), 1997, 47pp
- ROCHLITZ, Rainer, *Théories narratives et théories normatives de la démocratie*, Paris,
Presses Universitaires de France, 2004, pp404-418
- RICOEUR, Paul, *Du texte à l'action : essais d'herméneutique II*, Saint-Armand (Cher,
France), Seuil, 1986, 452pp
- RICOEUR, Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2000, 675pp
- SCHEDLER, Andreas, *Comment observer la consolidation démocratique ?*, Paris, De Boeck
Université, 2001, pp225-244
- TODD, Emmanuel, *Après la démocratie*, Saint-Armand (Cher, France), Gallimard, 2008,
257pp
- TODOROV, Tzvetan, *La conquête de l'Amérique, la question de l'autre*, Paris, Seuil, 1982,
339pp

TODOROV, Tzvetan, *Nous et les autres : la réflexion française sur la diversité humaine*, Paris, Seuil, 1992, 538pp

2.7. HISTOIRE DE L'AMERIQUE LATINE

BUREAU Luc et FERRARI, Jean, « *La rencontre des imaginaires entre Europe et Amériques* » dans ROLLAND, Denis, *Recherche et documents d'Amérique Latines*, Paris, L'Harmattan, 1993, 268pp

LAVALLE, Bernard, *L'Amérique Espagnole de Colomb à Bolivar*, Paris, Belin, 2004, 317pp

2.8. HISTOIRE DE LA PRESSE

ALLAVENA, Josette et HERVE, Josette, *Prensa española*, Paris, Le livre de poche, 1995, 224pp

CASTELLANI, Jean-Pierre et URABAYEN, Miguel, *Décrypter la presse écrite espagnole*, Paris, Presses universitaires de France, 2000, 202pp

CAYROL, Roland, *Les médias : presse écrite, radio, télévision*, Paris, Presses Universitaires de France, (1973), 1991, 480pp

CEBRIAN, Juan Luis, *300 primeras páginas, El País*, Madrid, El País, 1996, 356pp

CRUZ SEOANE, María et SUEIRO, Susana, *Una historia de El País y del Grupo Prisa*, Barcelone, Mondadori, 2004, 703pp

FARGE, Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989, 152pp

GINGRAS, Anne-Marie, *Médias et Démocratie, le grand malentendu*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, 287pp

MONTERO, Rosa, PASCUAL BLANCH, Francesc, MILLAS, Juan José, (coord.), *Los sucesos, El País*, Madrid, El País, 1996, 236pp

MUHLMANN, Géraldine, *Du journalisme en démocratie*, Paris, Payot & Rivages, (2004), 2006, 445pp

NEGRO ACEDO, Luis, *El diario El País y la cultura de las élites durante la Transición*, Madrid, Foca, 2006, 205pp

YANES MESA, Rafael, *Géneros periodísticos y géneros anexos, una propuesta metodológica para el estudio de los textos publicados en prensa*, Madrid, Fragua, 2004, 293pp

2.9. SITOGRAFIE

www.larousse.fr

www.elpais.com

www.lemonde.fr

www.cairn.info
www.casareal.es

www.rtve.es

ANNEXES

Mensaje de Su Majestad el Rey a los españoles en su proclamación

Madrid, 22 de noviembre de 1975

En esta hora, cargada de emoción y esperanza, llena de dolor por los acontecimientos que acabamos de vivir, asumo la Corona del Reino con pleno sentido de mi responsabilidad ante el pueblo español y de la honrosa obligación que para mí implica el cumplimiento de las leyes y el respeto de una tradición centenaria que ahora coinciden en el Trono.

Como Rey de España, título que me confieren la tradición histórica, las Leyes Fundamentales del Reino y el mandato legítimo de los españoles, me honro en dirigiros el primer mensaje de la Corona que brota de lo más profundo de mi corazón.

Una figura excepcional entra en la historia. El nombre de Francisco Franco será ya un jalón del acontecer español y un hito al que será imposible dejar de referirse para entender la clave de nuestra vida política contemporánea. Con respeto y gratitud quiero recordar la figura de quien durante tantos años asumió la pesada responsabilidad de conducir la gobernación del Estado. Su recuerdo constituirá para, mí una exigencia de comportamiento y de lealtad para con las funciones que asumo al servicio de la patria. Es de pueblos grandes y nobles el saber recordar a quienes dedicaron su vida al servicio de un ideal. España nunca podrá olvidar a quien como soldado y estadista ha consagrado toda la existencia a su servicio.

Yo sé bien que los españoles comprenden mis sentimientos en estos momentos. Pero el cumplimiento del deber está por encima de cualquier otra circunstancia. Esta norma, me la enseñó mi padre desde niño, y ha sido una constante de mi familia, que ha querido servir a España con todas sus fuerzas.

Hoy comienza una nueva etapa de la historia de España. Esta etapa, que hemos de recorrer juntos, se inicia en la paz, el trabajo y la prosperidad, fruto del esfuerzo común y de la decidida voluntad colectiva. La Monarquía será fiel guardián de esa herencia y procurará en todo momento mantener la más estrecha relación con el pueblo.

La institución que personifico integra a todos los españoles, y hoy, en esta hora tan trascendental, os convoco porque a todos nos incumbe por igual el deber de servir a España. Que todos entiendan con generosidad y altura de miras que nuestro futuro se basará en un efectivo consenso de concordia nacional.

El Rey es el primer español obligado a cumplir con su deber y con estos propósitos. En este

momento decisivo de mi vida, afirmo solemnemente que todoo mi tiempo y todas las acciones de mi voluntad estarán dirigidos a cumplir con mi deber.

Pido a Dios su ayuda para acertar siempre en las difíciles decisiones que, sin duda, el destino alzaré ante nosotros. Con su gracia y con el ejemplo de tantos predecesores que unificaron, pacificaron y engrandecieron a todos los pueblos de España, deseo ser capaz de actuar como moderador, como guardián del sistema constitucional y como promotor de la justicia. Que nadie tema que su causa sea olvidada; que nadie espere una ventaja o un privilegio. Juntos podremos hacerlo todo si a todos damos su justa oportunidad. Guardaré y haré guardar las leyes, teniendo por norte la justicia y sabiendo que el servicio del pueblo es el fin que justifica toda mi función.

Soy plenamente consciente de que un gran pueblo como el nuestro, en pleno período de desarrollo cultural, de cambio generacional y de crecimiento material pide perfeccionamientos profundos. Escuchar, canalizar y estimular estas demandas es para mí un deber que acepto con decisión.

La patria es una empresa colectiva que a todos compete, su fortaleza y su grandeza deben de apoyarse por ello en la voluntad manifiesta decuantos la integramos. Pero las naciones más grandes y prósperas, donde el orden, la libertad y la justicia han resplandecido mejor, son aquellas que más profundamente han sabido respetar su propia historia.

La justicia es el supuesto para la libertad con dignidad, con prosperidad y con grandeza. Insistamos en la construcción de un orden justo, un orden donde tanto la actividad pública como la privada se hallen bajo la salvaguardia jurisdiccional.

Un orden justo, igual para todos, permite reconocer dentro de la unidad del Reino y del Estado las peculiaridades regionales, como expresión de la diversidad de pueblos que constituyen la sagrada realidad de España. El Rey quiere serlo de todos a un tiempo y de cada uno en su cultura, en su historia y en su tradición.

Al servicio de esa gran comunidad que es España, debemos de estar: la Corona, los ejércitos de la nación, los organismos del Estado, el mundo del trabajo, los empresarios, los profesionales, las instituciones privadas y todos los ciudadanos, constituyendo su conjunto un firme entramado de deberes y derechos. Sólo así podremos sentirnos fuertes y libres al mismo tiempo.

Esta hora dinámica y cambiante exige una capacidad creadora para integrar en objetivos comunes las distintas y deseables opiniones, que dan riqueza y variedad a este pueblo español,

que lleno de cualidades, se entrega generoso cuando se le convoca a una tarea realista y ambiciosa.

La Corona entiende como un deber el reconocimiento y la tutela de los valores del espíritu.

Como primer soldado de la nación me dedicaré con ahínco a que las Fuerzas Armadas de España, ejemplo de patriotismo y disciplina, tengan la eficacia y la potencia que requiere nuestro pueblo.

El mundo del pensamiento, de las ciencias y de las letras, de las artes y de la técnica tienen hoy, como siempre, una gran responsabilidad de compromiso con la sociedad. Esta sociedad en desarrollo que busca nuevas soluciones, está más necesitada que nunca de orientación. En tarea tan alta, mi apoyo y estímulo no han de faltar.

La Corona entiende, también, como deber fundamental el reconocimiento de los derechos sociales y económicos, cuyo fin es asegurar a todos los españoles las condiciones de carácter material que les permitan el efectivo ejercicio de todas sus libertades.

Por lo tanto, hoy, queremos proclamar, que no queremos ni un español sin trabajo, ni un trabajo que no permita a quien lo ejerce mantener con dignidad su vida personal y familiar, con acceso a los bienes de la cultura y de la economía para él y para sus hijos.

Una sociedad libre y moderna requiere la participación de todos en los foros de decisión, en los medios de información, en los diversos niveles educativos y en el control de la riqueza nacional. Hacer cada día más cierta y eficaz esa participación debe ser una empresa comunitaria y una tarea de gobierno.

El Rey, que es y se siente profundamente católico, expresa su más respetuosa consideración para la Iglesia. La doctrina católica, singularmente enraizada en nuestro pueblo, conforta a los católicos con la luz de su magisterio. El respeto a la dignidad de la persona que supone el principio de libertad religiosa es un elemento esencial para la armoniosa convivencia de nuestra sociedad.

Confío plenamente en las virtudes de la familia española, la primer a educadora y que siempre ha sido la célula firme y renovadora de la sociedad. Estoy también seguro de que nuestro futuro es prometedor porque tengo pruebas de las cualidades de las nuevas generaciones.

Me es muy grato en estos momentos expresar mi reconocimiento a cuantos enviados de otras naciones han asistido a esta ceremonia. La Monarquía española, depositaria de una tradición universalista centenaria, envía a todos los pueblos su deseo de paz y entendimiento, con respeto siempre para las peculiaridades nacionales y los intereses políticos con los que todo

pueblo tiene derecho a organizarse de acuerdo con su propia idiosincrasia.

España es el núcleo originario de una gran familia de pueblos hermanos. Cuanto suponga potenciar la comunidad de intereses, el intercambio de ideales y la cooperación mutua es un interés común que debe ser estimulado.

La idea de Europa sería incompleta sin una referencia a la presencia del hombre español y sin una consideración del hacer de muchos de mis predecesores. Europa.deberá contar con España, pues los españoles somos europeos. Que ambas partes así lo entiendan y que todos extraigamos las consecuencias que se derivan es una necesidad del momento.

No sería fiel a la tradición de mi sangre si ahora no recordase que durante generaciones los españoles hemos luchado por restaurar la integridad territorial de nuestro solar patrio. El Rey asume este objetivo con la más plena de las convicciones.

Señores Consejeros del Reino, señores Procuradores, al dirigirme como Rey, desde estas Cortes, al pueblo español, pido a Dios ayuda para todos. Os prometo firmeza y prudencia. Confío en que todos sabremos cumplir la misión en la que estamos comprometidos.

Si todos permanecemos unidos habremos ganado el futuro.

¡Viva España!

Mensaje de Su Majestad el Rey a las Fuerzas Armadas

Madrid, 22 de noviembre de 1975

En estos momentos en que asumo la Jefatura de las Fuerzas Armadas, me dirijo a todos vosotros con profunda ilusión y fundadas esperanzas.

Sois los depositarios de los más altos ideales de la patria y la salvaguardia y garantía del cumplimiento de cuanto está establecido en nuestras Leyes Fundamentales, fiel reflejo de la voluntad de nuestro pueblo.

Expreso mi reconocimiento y gratitud a nuestro Generalísimo Franco, que con tanta dedicación y entrega os ha mandado hasta ahora, dándonos un ejemplo único de amor a España y sentido de la responsabilidad.

Mi recuerdo emocionado se dirige hoy a las Fuerzas destinadas en Africa, las que por su patriotismo, disciplina y entrega, están haciéndose acreedoras del agradecimiento de todos los españoles.

Debemos mirar el futuro con serena tranquilidad, pues hemos adquirido un alto grado de madurez política y se ha cumplido lo que nuestro pueblo y sólo él desea.

España confía plenamente en sus Fuerzas Armadas.

Sé que tenéis un alto concepto del amor a la Patria, y que no escatimaréis vuestro esfuerzo para lograr una España cada vez mejor.

Quiero renovar hoy el juramento de fidelidad a nuestra bandera, símbolo de las virtudes de nuestra raza, y prometeros una vez más servir las y defenderlas a cualquier precio de los enemigos de la patria.

Mandar es servir, y quiero estar en el mando muy unido a vosotros.

Sé que cumpliréis con vuestro deber como siempre lo habéis hecho.

Como español, como soldado y como Rey me siento orgulloso de contar con vuestra adhesión y lealtad. Estoy seguro de que trabajando todos unidos alcanzaremos lo que España se merece por imperativo de la historia y su papel en el mundo de hoy.

¡Viva España!

Palabras de Su Majestad el Rey al pueblo español

Madrid, noche del 23 al 24 de febrero de 1981

Al dirigirme a todos los españoles, con brevedad y concisión, en las circunstancias extraordinarias que en estos momentos estamos viviendo, pido a todos la mayor serenidad y confianza y les hago saber que he cursado a los Capitanes Generales de las Regiones Militares, Zonas Marítimas y Regiones Aéreas la orden siguiente:

«Ante la situación creada por los sucesos desarrollados en el Palacio del Congreso y para evitar cualquier posible confusión, confirmo que he ordenado a las Autoridades Civiles y a la Junta de Jefes de Estado Mayor que tomen todas las medidas necesarias para mantener el orden constitucional dentro de la legalidad vigente.

Cualquier medida de carácter militar que en su caso hubiera de tomarse deberá contar con la aprobación de la Junta de Jefes de Estado Mayor.»

La Corona, símbolo de la permanencia y unidad de la patria, no puede tolerar en forma alguna acciones o actitudes de personas que pretendan interrumpir por la fuerza el proceso democrático que la Constitución votada por el pueblo español determinó en su día a través de referéndum.

El País

REPORTAJE

23-F se rueda, coño

Tejero 'asalta' la pantalla 30 años después

TEREIXA CONSTELA - Madrid - 22/08/2010

En 30 años España ha cambiado tanto que los jóvenes no saben empuñar un cetme ni un subfusil. No hay mili. Nadie les obliga a familiarizarse con las armas. No es nostalgia, es una observación del comandante Santiago Taboada, que esta semana se empleó a fondo para hacer que los jóvenes policías que custodiaban el exterior del Congreso agarrasen su arma con verosimilitud y transmitiesen la tensión que sintieron los verdaderos agentes la noche del 23-F. Han pasado casi 30 años y aún hoy algunos espontáneos se desquitan del susto insultando en la calle al Tejero que encarna el actor Paco Tous en la primera película sobre el golpe de estado que llegará a los cines.

Al guionista le cautivó la retórica heredada del franquismo. Hay todo un país lleno de recuerdos a los que el productor no quiere traicionar. En un rodaje todo es mentira y todo debe parecer verdad. Lo que en pantalla será el destello de coches-patrulla es en realidad un foco azul sobre un trípode. La fría noche del lunes 23 de febrero de 1981 en que España se asomó al abismo del pasado se recrea durante una noche de agosto, por fortuna solo templada y no tórrida. Juan Diego (general Armada) y Jesús Castejón (teniente general Aramburu Topete), encorsetados en los rígidos uniformes militares caquis, se abanicán en cada descanso, sentados a las puertas del Congreso. Agua y abanicos para aligerar el sofoco. Un figurante que pasea a sus espaldas en la secuencia 125, a cuyo rodaje asistió EL PAÍS, sobrelleva su pelliza de lana con estoicismo.

Paco Tous (teniente coronel Tejero), Juan Diego (general Armada) y Fernando Cayo (el Rey) protagonizan 23-F, la primera incursión del cine español en el acontecimiento más relevante de la Transición y el más casposo (o no es torrentiano gritar "se sienten, ¡coño!"). Su estreno, el próximo 23 de febrero, coincidirá con el 30 aniversario de un golpe de estado que duró

poco más de 17 horas en las que el país no durmió. La noche de los transistores, se acuñó. La noche que todos los españoles en edad de recordar recuerdan. ¿Dónde estabas el 23-F?

Chema de la Peña, el director de la película, estaba en Salamanca congregado alrededor de una radio: "Tenía 14 años. Llegué a casa y mi madre me dijo que los de la ETA habían entrado en el Congreso, lo que demuestra la confusión que hubo". El viernes, antes de arrancar el rodaje nocturno centrado en las idas y venidas entre el Congreso y el hotel Palace, De la Peña explicaba que le atrajeron "la idea de trabajar con material de la historia reciente" y "el componente shakespeariano de los personajes". "De repente se dan cuenta de que viven en otro mundo e intentan recuperar el pasado a la desesperada".

La historia española reciente apenas llega a las pantallas. Los estadounidenses todavía siguen en Irak y ya han inspirado varias películas (entre ellas, la triunfadora en los últimos Oscar, En tierra hostil). "Imagínate la historia del 23-F, que lo cambió todo y obligó a ir más rápido, en Estados Unidos. Aquí hay mucho pudor", aventura Ignacio Salazar-Simpson, copropietario de la productora Lazona, que financia la película (4,5 millones) con la colaboración de TVE.

Durante tres años, Ignacio Salazar-Simpson rumió el proyecto, que le inspiró la película The Queen. Antes, por tanto, del revival que desató el exitoso ensayo de Javier Cercas Anatomía de un instante. "Ya teníamos el guión escrito cuando salió. Se podría haber hecho una peli cachonda, pero queríamos justo lo contrario. Nos hemos empeñado en el rigor total: los sitios, lo que se decía, cómo se decía..", cuenta el productor, mientras el equipo se prepara para rodar en la carrera de San Jerónimo, cortada y en obras para ensanchar aceras. "Treinta años sin tocar la calle y la cambian ahora", se queja con humor Salazar-Simpson.

Se queja porque la fidelidad histórica es su principal obsesión. Ha leído libros, declaraciones judiciales y se ha entrevistado con algunos protagonistas como el periodista Iñaki Gabilondo, el político de UCD Landelino Lavilla o el teniente general Aramburu Topete, director general de la Guardia Civil en 1981, que les contó cómo el golpista Tejero se cambiaba la pistola de mano para saludarlo con el debido respeto cuando lo vio en el Congreso.

Muchos protagonistas del 23-F siguen vivos. Y, además, hay todo un país lleno de recuerdos a los que el productor no quiere traicionar. No hay, pues, concesiones en el guión. Ni teorías conspirativas ni elefantes blancos. Hechos probados. Diálogos contrastados. Como el siguiente, entre el periodista Rafael Luis Díaz y el general Prieto, amigo de Tejero, a las puertas del Palace, donde se reparten ejemplares de la edición especial en las que EL PAÍS anunciaba el fracaso del golpe.

"-¿Cómo lo ha encontrado?-interroga el redactor.

-Lo conozco perfectamente. En estos momentos no está nervioso. Está carente total y absolutamente de cordura."

Delirante. Al guionista Joaquín Andújar le cautivó la retórica militar heredada del franquismo. El honor, la patria, el destino. La grandilocuencia que contrasta con la intimidad. "Tejero es también muy infantil, a su mujer le llama ratita y ella le dice papaíto. Era algo ingenuo, pero un mal tipo, un mandado que se excede de sus funciones", describe Andújar. Aunque le apura mencionarlo, finalmente el guionista también destaca la coherencia del golpista con sus principios.

En esas 17 horas sobró tiempo para heroicidades y traiciones. De políticos, periodistas y militares. La película, sin embargo, ha elegido la perspectiva de sus auténticos motores: Tejero, caricaturizado por su bigote, su tricornio, su "se sienten ¡coño!" y sobre todo porque fracasó; el Rey, que pasará a la historia como el Borbón que desbarató el golpe de estado, y el general Armada, tejedor y nexa entre la conspiración política y la militar. En la secuencia 129, Armada, el correo, accede al Congreso tras bisbisear la contraseña -"duque de Ahumada"- a los guardias golpistas de la puerta. Juan Diego, hierático y marcial, avanza con un guante en la mano. "Es quizá uno de los militares más cultos que intervienen en el 23-F", dirá del personaje. "Es la película que se merece este país, casi un homenaje a la ciudadanía", dirá del filme. Juan Diego, cuya trinchera ideológica está en las antípodas de su personaje, dice que si hubiera conversado con el general Armada para construir al personaje no habría hablado del 23-F. "Tal vez hubiera sido positivo tener una charleta con él distendida, pero le habría buscado la parte interna, habría hablado de camelias o de amor". No le hubiera contado que el 23 de febrero de 1981, Juan Diego había viajado a Zaragoza con Rosa León para participar en un homenaje al poeta Ángel Guinda. Ni le habría desvelado que pasó la noche refugiado en casa de un general, incapaz de imaginarse que, 30 años, interpretaría al enemigo Armada.

Pocas historias con la historia

- A pesar del tópico de que el cine español está lleno de películas sobre la Guerra Civil, son ínfimos los filmes españoles que hablan sobre esa parte de la historia. Y menos aún los que se centran en la actualidad, en lo ocurrido en los últimos 35 años. El rodaje de 23-F alegra algo un panorama marchito, que solo encuentra apuntes en el reflejo de ciertos pasajes de la historia de ETA y del GAL. El director francés Miguel Courtois ha rodado dos películas sobre

el tema: El lobo -sobre la vida de un agente del servicio secreto español que se infiltró en las filas de ETA- y GAL. La banda terrorista ha aparecido en mayor o menor medida en títulos como Yoyes, de Helena Taberna; La muerte de Mikel, La fuga de Segovia y Días contados (un trío de grandes filmes dirigidos por Imanol Uribe); La voz de su amo, El viaje de Arián, 27 horas... Hace dos años, el festival de San Sebastián retumbó con Tiro en la cabeza, de Jaime Rosales, sobre el atentado del 2 de diciembre de 2007 en Capbreton. Fuera de ETA, poco. Heroína, de Gerardo Herrero, se centraba en las madres gallegas de heroinómanos; Pídele cuentas al rey, de J. A. Quirós, sobre la marcha de un minero asturiano en protesta hacia la Zarzuela; Bullying, de Josetxo San Mateo, recreaba el suicidio de un adolescente en el País Vasco... En realidad, las televisiones han exprimido mejor el filón. El mejor ejemplo, Benito Zambrano, magistral en su miniserie Padre Coraje. Daniel Calparsoro también se inspiró en diversos sucesos para sus series La ira, El castigo e Inocentes. Aunque si alguien sabe de historia contemporánea es Fernando Cayo, que ya ha encarnado al rey Juan Carlos dos veces en televisión antes de tripitir en 23-F. Y encima ha participado en Alakrana, miniserie centrada en el secuestro del atunero español en el océano Índico.

El País

**ENTREVISTA: Premio Nacional de Narrativa JAVIER CERCAS Autor de
'Anatomía de un instante'**

"Lo peor del 23-F fue que la gente no reaccionó"

JACINTO ANTÓN - Barcelona - 09/10/2010

Javier Cercas (Ibahernando, Cáceres, 1962) está especialmente feliz con el Premio Nacional de Narrativa que le fue concedido ayer por su libro sobre el 23-F, *Anatomía de un instante* (Mondadori, 2009). No sólo es un gran reconocimiento - después del de público y crítica- a la obra más rara y más difícil que ha escrito, según dice él mismo, sino que sale al paso de las voces que de manera más o menos abierta la han vituperado. Que el galardón sea de narrativa le parece muy coherente.

"La forma es el fondo, este libro es literatura o no es nada"

"Hubo entonces mucha inmadurez, mucha frivolidad y torpeza"

Pregunta. El libro molestó en algunos sectores.

Respuesta. Hubo incomodidad en la clase dirigente de la Transición. Entendieron que yo condenaba su papel. Se vio como si yo fuera un enviado de Zapatero para cargarme la Transición. Todo eso por decir algo que todo el mundo sabía. Que el PSOE no tuvo su mejor momento. Ciertamente, entonces no lo tuvo nadie, ni el Rey, ni la Iglesia, ni la sociedad española. Excepto Suárez, él sí, con aquel acto de valor; y Gutiérrez Mellado y Carrillo. Lo más duro que digo en el libro es que no hubo reacción ni resistencia del país contra el golpe. La gente tuvo miedo.

P. Eso no quiere decir que la culpa fuera colectiva, ¿no?

R. Los culpables del 23-F fueron los militares, evidentemente, pero excluirnos a todos de responsabilidad es falsear la realidad. Me remito a los datos. La palabra "desencanto" no es ninguna bromita. Del 77 al 80 se produjo un enorme desencanto por parte de toda la sociedad, no de la democracia, sino del funcionamiento de la democracia. Eso lo hueles especialmente en los diarios y revistas. En el aire estaba la sensación de que la íbamos a cagar otra vez, como en el 36.

P. Puede parecer raro que a un libro que indaga sobre el 23-F se le dé un premio de narrativa.

R. En absoluto. Estoy muy contento precisamente de eso. Me hace feliz que lo hayan entendido así. Aquí la forma es el fondo. Este libro es literatura o no es nada. Anatomía de un instante es un extraño experimento narrativo, un híbrido, tiene dos almas, es ensayo histórico, cuenta exclusivamente la verdad, hasta donde pude, pero posee también la ambigüedad esencial de la novela: los hechos se explican desde puntos de vista diferentes. La estructura y los procedimientos son novelescos. Paradójicamente, es una reivindicación de la ficción. Un acto de fe en la palabra.

P. El premio llega cuando el libro está teniendo muy buena acogida en el extranjero.

R. Así es. Yo estaba muy preocupado por la recepción fuera de España, escribí el libro pensando que debía ser entendido por un chino, en la consideración de que no hace falta conocer las guerras napoleónicas, y perdón por la comparación, para entender y disfrutar Guerra y paz.

P. Sorprendió mucho el uso de la imaginación. El que se ponga, por ejemplo, a reconstruir qué pudieron decirse Armada y Tejero aquella noche.

R. Hablando una vez con Antony Beevor, me subrayaba la necesidad de que los historiadores usen la imaginación. Los datos por sí solos no explican la historia. En Anatomía de un instante no me separo de los datos, pero imagino. Ello es forzoso, además, porque el 23-F es un hecho histórico con escasísimos documentos, no hay papeles... pero ¿un hecho sin documentos no es historiable? El novelista está bien para hacer ese trabajo. ¿Cómo si no reconstruir conversaciones ente Armada y el Rey, donde tienes a un mentiroso profesional y a

un mudo -obligatoriamente, por su posición institucional-? ¿Y Suárez, qué pensaba en aquel momento, qué podía pensar?

P. ¿Tiene idea de qué le ha parecido el libro al Rey?

R. Carmen Balcells le hizo llegar un ejemplar. ¿Qué pienso que piensa el Rey? Hizo cosas que hoy no haría, y él lo sabe. Cometió errores, que corrigió. Antes del golpe sin duda podía haber hecho las cosas mejor, si hubiera tenido más experiencia. Pero lo paró, el golpe, es evidente. Y no lo organizó él, por supuesto. Sin embargo, las hagiografías son grotescas.

P. A Carrillo no le encantó el libro...

R. A la clase política de entonces en general no la ha hecho muy feliz. Hubo mucha inmadurez, frivolidad y torpeza. Pero Carrillo fue muy claro: manifestó que mi libro le parecía como obra de imaginación excelente, aunque, añadió, "no es la realidad". No se sintió muy bien tratado. Mi propósito no era ensalzar a nadie.

P. ¿No cree que Pardo Zancada sale en cambio relativamente bien librado en su libro? Metió a esos pobres chicos conscriptos de la PM en un buen fregado, se lo digo yo, que era uno de ellos.

R. Por lo menos no fue un cobarde, como lo fueron tantos oficiales de la Brunete. Claro que fue una canallada que os llevara al Congreso a participar en el golpe. Hay un punto de idealismo en él como en Tejero, aunque también fue un bestia que le dijo a Tejero que tenía que haberle pegado un tiro a Gutiérrez Mellado.

Journal de Soutenance

Soutenance du 18/10/10, à l'Université de Nantes, présentée par Sarah El Idrissi, pour l'obtention du Master 2 Recherche, devant le Jury composé de : Mme Pilar MARTINEZ-VASSEUR, Directrice de mémoire et Professeur d'université et Mme Jocelyne AUBE-BOURLIGUEUX, Professeur d'université.

« Este año me dedicué al análisis del golpe de Estado del 23 de febrero de 1981 por el segundo año consecutivo.

Qué es un golpe de Estado ? Por qué un golpe de Estado ? Y cuáles son sus consecuencias ?

A menudo para los jóvenes franceses el golpe de Estado pertenece a la Historia o a la vida política de países lejanos y en vías de desarrollo. Pero parecen olvidar que su creador era francés y su figura es tanto valorada como vituperada, se trata del famoso Napoleón Bonaparte. También olviden que el último golpe de Estado que tuvo lugar en Francia era en 1958 y fue dado por otra figura de renombre de nuestra Historia, cuya estatua se irguió en su memoria en Nantes este año, se trata del General De Gaulle. Por encima, ese golpe de Estado precisamente, sirvió también de modelo para el golpe de Estado que intentemos analizar en esta tesina.

El mundo militar interfiere mucho más de lo que le concedimos en nuestras vidas civiles.

Frecuentemente, en ausencia de un sistema democrático estable y verídico, es la institución militar, el Ejército, que retoma el poder e impone su estructura, ideología y organización al nivel social y político.

Si hoy en día, en la mayoría de los países occidentales el poder civil tiene la supremacía sobre el Ejército, es imprescindible recordar que muchas veces tuvo que luchar para ello.

Una anécdota interesante aunque totalmente ficcional nos deja imaginar que el poder militar no desapareció del todo sino que estuviera dormido. Basta con ver obras cinematográficas que ponen en escena el fin del mundo con catastrofes naturales, nucleares, extraterrestres etc. para darse cuenta de que en caso de caos político, el Ejército volvería a tomar y asegurar el poder.

A qué se debe ? Pues simplemente al hecho de que el poder reside en las armas.

Para volver a nuestro tema, el golpe de Estado del 23 de febrero en España, toda la sutilidad radica aquí. Es decir que mientras que España experimentaba una transición política de un régimen dictatorial a un régimen democrático, el Ejército, acostumbrado hasta entonces a intervenir o a controlar la política, vigilaba de cerca los cambios políticos en curso, hasta que decidió pararlos en la noche del 23-F y puso entre paréntesis la recién democracia española.

Durante esta exposición intentaré explicar y defender mi tesina.

Primero trataré del interés de mi tema, de los motivos que me condujeron a estudiar y analizar el golpe de Estado del 23-F

Luego les expondré la manera como he trabajado para aclarar la metodología que seguí a lo largo del año.

También justificaré el esquema, el plano que elegí para desarrollar mis hipótesis y les propondré una breve síntesis de mis investigaciones.

Para terminar, determinaré cuáles son los límites que resaltan de esta tesina y cómo podrán ser superados.

Así que el interés de este tema es que nos permite abordar un período decisivo, crucial, de la Historia contemporánea española.

Efectivamente, se trata de la Transición democrática española. La podemos fechar de 1975, año de la muerte del General Francisco Franco, hasta la llegada al poder de los socialistas en 1982. Son sólo siete años en los que España va a experimentar una mutación profunda de su sistema político. Puesto que pasa de un régimen dictatorial, impuesto durante cuarenta años por Franco a un régimen democrático. Por lo tanto, la intensidad de los cambios políticos, pero también la velocidad a la que están sometidos y el carisma destacado de las personalidades políticas, confirman que estamos ante un período clave de la Historia de España. La Transición democrática española marca el pase entre dos épocas, la metamorfosis de la sociedad y de su identidad, interrogaciones y respuestas por fin llevadas sobre el ser y el porvenir español.

También, la Transición democrática es un tema de actualidad, por su proximidad temporal, los españoles de 50 años forman parte de la generación de la Transición y han experimentado ese pase entre dos regímenes opuestos, como es el caso por ejemplo del novelista Javier Cercas.

También es un tema de actualidad en la medida en que un lapso de tiempo suficiente ha pasado, autorizando un análisis histórico y ya no periodístico.

Por fin el interés de este tema se ve reforzado por el hecho de que la Transición democrática ha sido estudiada a menudo como un período de amnesia, numerosos reproches han sido formulados por historiadores, novelistas y periodistas.

Desde poco tiempo, las opiniones y análisis sobre el tema cambian y florecen entre comillas las obras, los artículos, las películas sobre el tema, para ofrecer una visión renovada y crítica pero esta vez de manera positiva, haciendo hincapié sobre la reconciliación nacional, el consenso político y la ruptura/reforma pactada.

También quisiera añadir como prueba de que la Transición se ha vuelto en pocos años un tema histórico de actualidad, que figura hoy en el concurso nacional del Capes de español en Francia.

Se saca ahora beneficio del pasado próximo de España, sin temer que la democracia se ponga en peligro. Demuestra que España ha probado su desafío con mucho éxito. Y el milagro español se debe en gran parte a su pueblo y a su élite gobernante, que supieron en un esfuerzo de reconciliación para la paz y la democracia, colaborar, perdonar y recordar, contrariamente a lo que se ha dicho.

La dicotomía entre vencedores y vencidos establecida e impuesta por el Franquismo durante cuatro décadas ha sido superada por una gran mayoría de la población. A cambio del perdón de los vencidos, se ha permitido un régimen democrático estable que reconoce a todos los españoles que sean comunistas, bascos o que pertenecieron al Movimiento Nacional.

Como lo pueden comprobar, la Transición dispone de cantidad de temas por estudiar, pero elegí estudiar en particular el golpe de Estado del 23 de febrero de 1981 porque remite tanto al Ejército como a la política. Además es una fecha clave, estratégica de la Transición. Aunque se trate de una noche, unas pocas horas, un instante como lo escribe Javier Cercas, plantea y contesta a las preguntas esenciales de la Transición. También, de ese mismo instante surgen nuevos enigmas, interrogaciones.

El 23-F es un hito histórico condensado e intenso que de alguna forma nos permite abordar la Transición en su totalidad. El tema del Ejército es apasionante, aunque pueda parecer raro para los demás. Es un tema enigmático que me hace sentir como un policía.

Me explico, mi trabajo de investigación, compilación y explicación correspondería al de un policía, sabemos del principio y del final de los acontecimientos, pero no nos conformemos con eso, sino que intentemos descubrir el hilo conductor, el desarrollo, las causas y las consecuencias.

No debemos juzgar, cada lector lo hará según su opinión, como un juez, sino que debemos quedar imparcial y objetivo para conseguir desvelar la verdad.

Pese a que mi estatus de estudiante y mis investigaciones no me permiten de momento pretender resolver los enigmas latentes del 23-F, este trabajo de investigación y de formulación de hipótesis me acerca sin embargo cada vez más del 23-F, de lo que fue y de su significación.

Para adelantar un poco el tema, en cuanto a lo policiaco, quisiera poner de relieve el título mismo de la obra que estudiamos este año : *Anatomía de un instante*. El vocable « anatomía » pertenece al dominio medical y policiaco. El autor sería un médico forense que buscaría indicios sobre el cuerpo, la prueba tangible del 23-F, aquí los grabados, porque el golpe del 23-F ha sido grabado por la televisión española, lo diseccionaría para proponer un análisis científico, detallado, minucioso de los hechos. Estamos en lo peculiar, lo microscópico, casi lo invisible. Sin embargo, como lo vamos a demostrar, detrás de este aspecto muy científico, esta auscultación del 23-F se aleja de la ciencia para proponer un sondeo del pensamiento de ciertas personalidades históricas de la época, en fin, una interpretación.

Como lo dije al principio, este trabajo se inscribe en la continuidad de las investigaciones efectuadas el año pasado ya que en Master 1 analicé también el golpe de Estado del 23-F a través de la prensa francesa y española. Como lo expliqué, decidí conservar este tema por su interés y la cantidad de eventos que quedan por ser aclarados.

También el libro de Javier Cercas, publicado el año pasado en abril 2009, ha contribuido a reanudar mi curiosidad. Decidí por lo tanto añadir su trabajo en mi corpus.

En efecto, las hipótesis que defiende el novelista en su obra vuelven a abrir el debate sobre el golpe de Estado, los golpistas, sus causas y su desenlace. Se trata de una obra muy compleja, el autor mismo habla de « la obra más compleja y rara de [su] vida ». En efecto, aunque el autor sea novelista y que siga un estilo narrativo, se vale de un corpus, una materia histórica, a saber referencias bibliográficas históricas, artículos de prensas diferentes y testimonio o entrevistas de personalidades de la época.

Por consiguiente, para realizar esta tesina, disponía de un corpus de prensa de los periódicos *El País* y *Le Monde* así que de la obra polémica del novelista Javier Cercas.

Mi trabajo consistía entonces en comparar y analizar el golpe de Estado según los diferentes elementos de mi corpus además de someter el resultado a referencias teóricas de Historia de manera sistemática.

Sin embargo, nada más empezar me confronté con un primer obstáculo : el género mismo de la obra escrita por Javier Cercas. Efectivamente, para poder proceder a un análisis científico de contenido era imprescindible definir con claridad de qué tipo de obra se trataba : una obra de Historia ? de Literatura ? de ficción ?

Después de haber seguido varias pistas, desarrollé la hipótesis que su libro es una crónica.

En cambio, me confronté con otro obstáculo, ya que me di rápidamente cuenta de que no existe una definición precisa del concepto crónica. La única definición disponible nos enseña que se trata de « un relato de eventos reales o imaginarios que sigue el orden del tiempo ». Por una parte he procedido al análisis del concepto de crónica, para proponer una definición concreta y científica y por otra parte, he justificado que la obra de Javier Cercas formaba parte de este género.

En efecto, el concepto de crónica junta intrínsecamente tres disciplinas diferentes : la Historia, la Literatura y más precisamente, la ficción con el periodismo. Y propone una interpretación de los acontecimientos, una visión subjetiva que se esconde detrás del recurso a fechas o eventos históricos.

Este trabajo preliminar era esencial e imprescindible para determinar exactamente el género de la obra de Javier Cercas. Concluimos pues que no es una obra de Historia, aunque se valga de un corpus de Historia y científico, ya que su metodología no lo es, sino que sigue la de un novelista que propone una interpretación de los hechos.

Este punto esencial puede parecer muy negativo pero en realidad nos ofrece una oportunidad inconsiderable.

En efecto, por el hecho de ser novelista, Javier Cercas tiene la posibilidad de formular hipótesis que quitan el dominio riguroso y científico impuesto por la metodología histórica y así abren pistas de investigaciones originales y nuevas que podrán ser confirmadas o infirmadas a su vez por un análisis histórico.

Por lo tanto, aunque su obra no sea una obra de Historia, como no lo son los artículos de prensa, constituye una fuente interesante y original para los historiadores.

A la luz de todos estos datos, podía por fin empezar el análisis de contenido de la obra de Javier Cercas. Asimismo, necesitaba profundizar y volver a organizar también mi corpus de prensa en función de los temas destacados en la obra del novelista.

Debo confesar que este trabajo me pidió menos esfuerzos que el año pasado ya que disponía ya de mis cuatro mil artículos de prensa que había precaucionalmente seleccionados,

organizados y clasificados en temas. Total que una parte importante y fastidiosa del trabajo ya era hecha.

Asímismo, seguí la lectura de obras bibliográficas de referencias. La prioridad fue completar mi bibliografía del año pasado con obras de referencia que no había leído y analizado y luego podía dirigirme hacia obras secundarias entre comillas, es decir, obras que no tienen obligatoriamente un vínculo directo con mi tema, pero que me permiten tomar bastante distancia y ofrecen una reflexión global sobre un aspecto, un tema en particular.

Tras este trabajo de análisis y organización de fuentes, pude dedicarme a la elaboración del esquema de mi tesina.

Este año elegí una organización temática y no cronológica.

Quizás sea porque el gran historiador Javier TUSELL defiende la tesis que un trabajo científico debe ser temático, ir de lo general hacia lo peculiar.

Pero, sobretodo porque disponía este año de más materia en comparación con el año pasado para proceder a un análisis temático que se aleje un poco de la simple explicación cronológica de los hechos para proponer una reflexión de fondo sobre el tema.

Como lo podrán notar, recurrí a un preámbulo para demostrar mis hipótesis relativas al género de la obras de Javier Cercas y definir los grandes conceptos que requiere esta tesina : la Historia, el periodismo etc.

Luego, he articulado mi trabajo en tres grandes partes.

La primera refiere a cuestiones de política. Me interesé en esta parte a los grandes conceptos de la Transición política y a sus etapas importantes.

La segunda parte corresponde al análisis directo de nuestro tema, a saber el 23-F, el golpismo y el Ejército de manera general. Propuse una confrontación de los diferentes elementos del corpus con obras de Historia. E intenté dar cuenta del 23-F de manera científica.

Por fin, consagré la última parte al análisis de las consecuencias del golpe de Estado sobre la democracia española. Nuestro trabajo pretendía aquí demostrar que el golpe de Estado fue beneficioso, paradójicamente, para la Monarquía y para la estabilidad y la consolidación de la democracia. Expliqué este etapa de normalización de la vida política a través del concepto de consolidación.

Así, a lo largo de este trabajo de investigación, intenté formular, comprobar o infirmar nuevas hipótesis acerca del 23-F.

También quisiera añadir que hize un error terrible al comenzar mi redacción, pero de la que saque beneficio, y por eso quisiera compartirlo con ustedes ahora.

En efecto, al empezar la redacción de mi trabajo, la Señora Martínez me advirtió que no procedía al análisis de la obra de Javier Cercas, sino que la integraba, la incorporaba en mi trabajo como una referencia bibliográfica, del mismo modo que integraba citas de historiadores. O sea, que hize el mismo error que denunciaba en el preámbulo, a saber que traté su obra como una obra de Historia y no como una interpretación de la Historia. Este error, al no ser rectificado, hubiera conducido a la invalidación de mi trabajo.

Sin embargo, como se suele decir, se aprende de sus errores, y me permitió experimentar dos cosas :

Primero, que Javier Cercas es un novelista de talento, indubitablemente, ya que su estilo, su pluma le hace exponer hipótesis de manera tan lógica que al leerlas de una vez y sin un trabajo de cuestionamiento, parecen verídicas.

Segundo, que este talento, esta aptitud, puede ser peligroso. Y confirma que un análisis de su obra y un análisis históricos de los eventos son fundamentales para rectificar cosas.

Afortunadamente Javier Cercas no es un revisionista, tampoco un negacionista, sin embargo, de manera general, demuestra que un novelista no es un historiador, y aunque trate de la Historia, no la escribe sino que ofrece un punto de vista. Este matiz es esencial a la hora en que el público se dirige más hacia obras de novelistas o periodistas que historiadores. Sin un esfuerzo de investigación, documentación etc. los hechos pueden ser mal interpretados.

Volviendo a la síntesis de mis investigaciones, puedo decir que el golpe de Estado del 23-F encierra aún varios enigmas.

Mientras que los periódicos francés y español se felicitan de su fallo y del papel destacado del Rey, Javier Cercas formula numerosas críticas para con la Monarquía en particular.

En cambio, hemos podido advertir que numerosas no tienen un fondo científico y carecen de pruebas. A menudo también, son críticas que ya han sido formuladas por los golpistas mismos durante el juicio, en particular sobre la posible implicación del Rey en el golpe de Estado.

De manera general, el novelista y la prensa se acuerdan con el análisis propuesto por los historiadores de referencia. Sin embargo, quedan conflictos de interpretación al nivel de la zonas de sombra del 23-F, los puntos críticos, a saber, el papel del Rey, él de la población, del CESID (servicios secretos del Estado) etc.

Si queda claro que el golpe de Estado ha contribuido de cierta manera a reforzar tanto la recién democracia como la Monarquía, gracias al Rey que paró el golpe de Estado y sostuvo una actitud firme en cuanto a la defensa de la democracia, el novelista Javier Cercas duda de sus convicciones sinceras en la democracia en 1981 y deja entender que sería una estrategia, una manipulación política para reforzar la legitimidad de la Monarquía (manipulación política : tesis de Machiavelo, El Príncipe).

En cambio, hemos podido comprobar, como lo hemos dicho, que sus hipótesis carecen de fundamentos históricos. Por otra parte, intentemos demostrar que también sus hipótesis sufren de algunas paradojas ya que en ese momento no es tanto la Monarquía, sino la política, el Gobierno, que padecen una inestabilidad peligrosa. Y esa inestabilidad no ponía en peligro la estabilidad del Rey.

También Javier Cercas le reprocha al Rey su relación, sin duda, peligrosa, con el General golpista Alfonso Armada. Y esa relación sería la principal causa que conduce algunas a dudar de la implicación del Rey en el golpe de Estado.

Pero sabemos que el General Armada desempeñó antes y a lo largo del golpe de Estado un doble papel : por un lado apoyaba al Rey y por otro sostenía el golpe. Esa relación entre ambos no asegura que el Rey estuviera al tanto del golpe pronunciado en su nombre, sino que el recurso a su nombre bien podría ser un pretexto. Además que sabemos que en esa época, los militares carecían de líder como en 1936 con Franco. Total que el nombre del Rey corresponde a la última figura franquista que tiene una autoridad legal y legítima (ya que ha sido nombrado por Franco) y por lo tanto, no parece sorprendente que los golpistas se escondieron detrás de su nombre.

Tampoco no asegura que el Rey participara en el golpe de Estado ya que como lo demostró la Historia, fue el Rey quién se opuso al golpe y lo paró.

Además, que el golpe de Estado benefició luego a España tampoco demuestra nada, ya que si desarrollamos un poco las hipótesis de Javier Cercas, volvería a decir que los golpistas han organizado un golpe de Estado a favor del Rey, de la Monarquía y de la democracia, o sea que serían una especie de martires que se sacrificaron para la estabilidad del país, mientras que en realidad sus intenciones lo sabemos eran todo lo contrario. Pusieron en marcha un golpe de Estado contra la democracia y el Rey, usando su nombre y autoridad para volver a una España franquista, una democracia vigilada, controlada, limitada, pues « orgánica ».

Por fin, otra prueba viene anular las hipótesis de Javier Cercas, es que a pesar de que la mayoría de las Capitanías Generales se posicionaban en la noche del 23-F a favor del golpe y contra el Rey, a pesar de esa mayoría, el Rey mantuvo su actitud firme a favor de la democracia y paró el golpe de Estado.

En cambio, esta tesina comporta varios límites. Primero al nivel de la fuentes periodísticas. Los archivos se encuentran en la biblioteca de Rennes II y faltan varios números. Luego, falta un periódico esencial en mi corpus, él de ABC, que me hubiera permitido contrastar mi análisis y acercarme más al pensamiento conservador y militar de la época. Pero sólo se encuentra en París o en España.

Luego, en cuanto a la redacción, he debido suprimir bastantes puntos interesantes aunque no esenciales. También se debe en gran parte a una carencia de documentación y bibliografía.

Para plasmar un poco, se trata en particular del papel de Sabino Fernández Campo. Hubiera querido profundizar e insistir más sobre su persona y su papel decisivo sobretudo en la noche del 23-F, porque creo que quizás, si no hubiera sido él al lado del Rey durante esa noche, y el General Armada por ejemplo, el destino de España no hubiera sido el mismo.

También por ejemplo en el último capítulo he vacilado mucho en tratar más del terrorismo. Pero hubiera sido muy reductor porque me faltaba documentación y sólo hubiera podido desarrollar mi pensamiento en un par de páginas. Además que ese tema se aleja bastante de mi tema principal.

Por fin, además de no agotar las fuentes existentes y los temas relativos al 23-F, otro límite puede ser destacado, se trata de las zonas de sombra que persisten aún hoy sobre la Transición democrática, como por ejemplo las causas de la dimisión de Adolfo Suárez o el papel del CESID en el golpe de Estado etc. Son enigmas que como lo declara el historiador Javier TUSELL hacen que « la Historia de la Transición, por su proximidad podrá ser desmentida por la aparición de nuevas fuentes o enfoques ».

Para concluir, la Transición democrática es un período histórico del cual queda mucho por aprender. Como lo nota el novelista Javier Cercas, la Transición fue un éxito no porque los políticos y la población « se hubieran olvidado del pasado, sino porque lo recordaban muy bien ».

Con el golpe de Estado del 23-F, tenemos la prueba que ya no se trata de un combate fratricida entre los españoles, sino de un combate de los españoles para la paz y la democracia. Pese al miedo suscitado por una parte ultraconservadora del Ejército, España

demonstró su fe en la democracia y la supremacía de las instancia civiles. El combate no se hizo con armas sino con leyes y votos como lo denota la llegada de los socialistas al poder en 1982.

La tensión existente a lo largo de los pocos años de la Transición parece surgir de manera condensa esa noche del 23-F. Mientras que la política gubernamental padecía crisis internas y que el pueblo embezaba a estar desilusionado tanto por la política como por la democracia que no satisfacían sus esperanzas, el golpe de Estado suena como un aviso peligroso para que los españoles no se olvidieran de su pasado, de los pronunciamientos, las guerras civiles, las dictaduras, con el objeto de construir un futuro de paz y democracia.

Así que me queda mucho por aprender y descubrir y espero seguir estudiando sobre el mismo tema para el doctorado, incluyendo nuevas fuentes, en particular la película sobre el 23-F que va a estrenar el año próximo. También quisiera ampliar mi corpus con los archivos del periódico ABC y si fuera posible, con entrevistas de los testigos del golpe de Estado, aunque me parezca aún un proyecto increíble.

También quisiera ampliar el período estudiado, de 1975 hasta 1996, año de la llegada de la derecha al poder, para tener una visión más completa de la democracia española.

Si me permiten una última digresión, quisiera añadir algunas palabras personales, pero esta vez en francés, para que todo el público presente hoy entienda :

/Remerciements à ma Directice de mémoire pour son soutien constant et ses conseils avisés ainsi qu'à ma famille qui a fait le déplacement pour assister à ma soutenance./ »